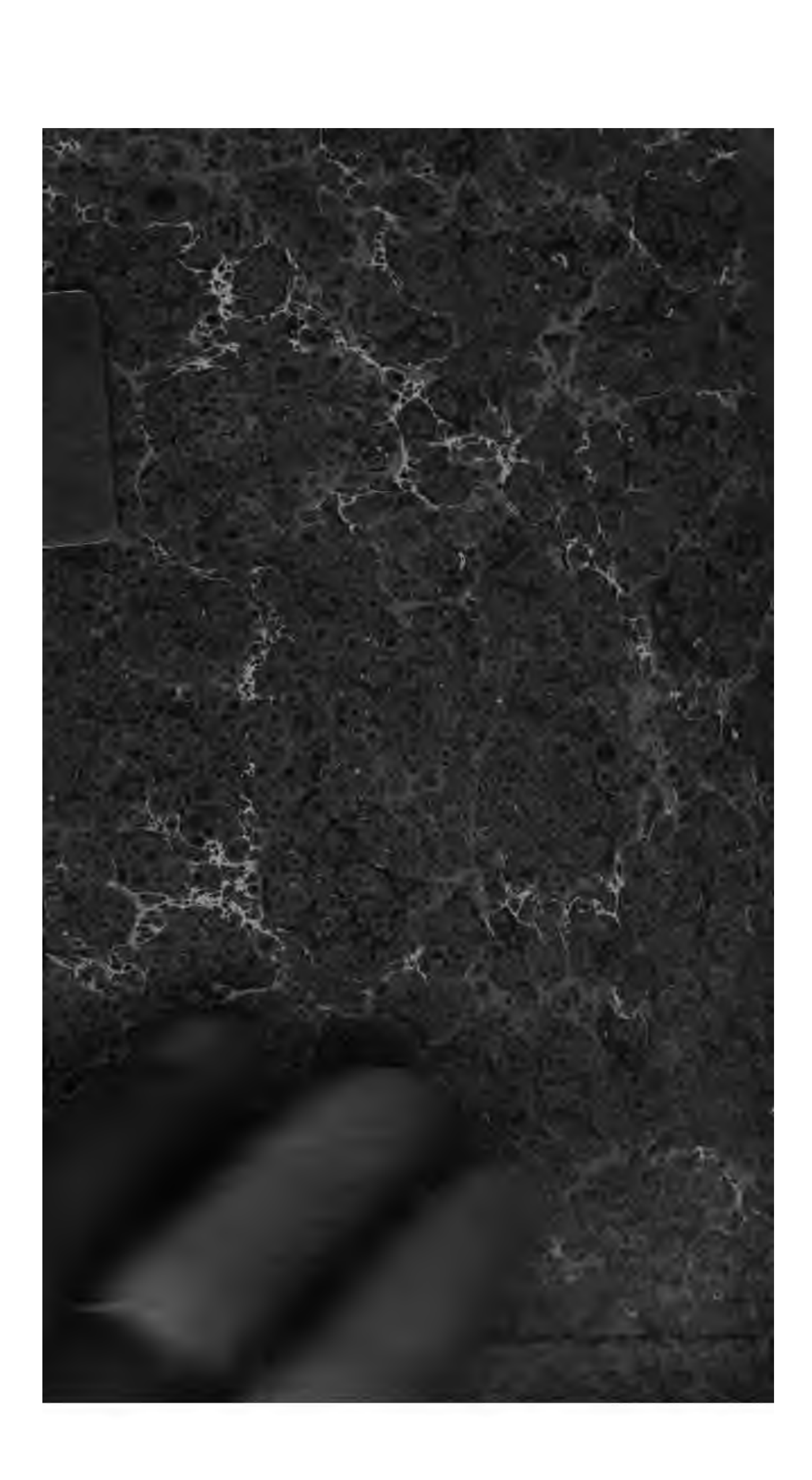






36.

435.

ESSAI HISTORIQUE

SUR LES

PROVINCES BASQUES.





36.

435.

ESSAI HISTORIQUE

SUR LES

PROVINCES BASQUES.

Bordeaux. Imp. de R. TEYCHENEY, allées d'Orléans, 16.

ESSAI HISTORIQUE

SUR LES

PROVINCES BASQUES

(ALAVA, GUIPUZCOA, BISCAYE ET NAVARRE),

ET SUR LA GUERRE

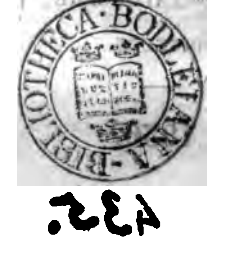
DONT ELLES SONT LE THÉATRE.

BORDEAUX.

R. TEYCHENEY, | Ete LALOUBÈRE, | C. DULAC,

ÉDITEURS.

1836.


BIBLIOTHECA·BODLEIANA

ESSAI HISTORIQUE

SUR LES

PROVINCES BASQUES

(ALAVA, GUIPUZCOA, BISCAYE ET NAVARRE),

ET

CONSIDÉRATIONS

SUR

LA GUERRE DONT ELLES SONT LE THÉATRE.

Pour bien comprendre le mouvement politique qui existe aujourd'hui en Espagne, il est indispensable de reprendre d'un peu loin l'histoire de ce pays; car ce mouvement tient à des causes fort anciennes, sans la connaissance desquelles il serait difficile de s'en faire une idée exacte.

Jusqu'à la fin du 15e siècle, l'Espagne n'a point eu une administration politique comme la plupart des gouvernemens de l'Europe. La principale affaire du pays était l'expulsion des Maures, car toutes les autres lui étaient subordonnées; et c'est dans la même année où cette fonction fut accomplie, en 1492, qu'eut lieu la découverte de l'Amérique. Dès lors, l'Espagne n'eut plus à s'occuper que de l'intronisation de la foi à l'intérieur, sur son sol reconquis, et aussi à l'extérieur dans le Nouveau-Monde. Ces causes expliquent pourquoi l'établissement de l'Inquisition, des Jésuites, etc., etc., faits d'une valeur peu importante relativement au reste de l'Europe, ont eu une si immense influence en Espagne, et pourquoi d'autres faits, si puissans au 16e siècle en Europe, furent sans action sur ce pays.

C'est qu'en Espagne, où la nation tout entière avait combattu pendant huit siècles pour la cause de l'indépendance, qui était en même temps celle du rétablissement de la foi, tous les esprits préoccupés de cette lutte n'eurent de sympathie que pour les mesures destinées à en assurer les résultats. C'est ainsi que l'Inquisition prit naissance pour continuer individuellement aux hérétiques la guerre que la nation lui avait faite en masse. L'institution des Jésuites n'eut pas d'autre origine : créée par un soldat de la

foi, Ignace de Loyola, elle ne fut qu'une société militante, destinée à organiser partout une force défensive de l'unité chrétienne.

La religion fut donc le principe conservateur en Espagne, et ses institutions y furent les seuls instrumens d'une direction gouvernementale. Ce n'est pas ailleurs qu'il faut chercher les principes de l'état social du pays; et c'est là qu'on trouve le secret de cette force conservatrice qui unit les intérêts du clergé, de la monarchie et du peuple.

Tous les efforts de la dynastie autrichienne tendirent donc à ce double but: l'établissement de la foi en Espagne et dans le Nouveau-Monde, et l'emploi de l'activité espagnole à servir au dehors des intérêts particuliers de couronne et de famille.

Quand la dynastie française vint s'asseoir sur le trône des Espagnes, elle trouva ce royaume sans administration intérieure, ayant le clergé pour directeur de l'esprit public et du travail, et l'argent des Amériques pour tout système d'économie. Elle dut changer la direction politique du pays pour l'unir aux intérêts de la France, et, dans cette vue, y introduisit une tendance administrative, qui fut le premier germe d'une lutte contre l'esprit conservateur de la monarchie précédente.

Mais Philippe V, au lieu d'imiter son aïeul Louis XIV, et de donner à l'administration générale du pays cette direction unitaire qui a rendu ce grand souverain le préparateur de la révolution de 89, fut obligé, par les circonstances de son avénement, de consolider le fédéralisme existant en Espagne, en légitimant les intérêts de provinces, de localités et d'individus, déjà si flagrans.

La Catalogne ne perdit ses priviléges que parce qu'elle les réclama les armes à la main, et que sa révolte fut vaincue; mais les provinces basques et de la Navarre reçurent la confirmation des leurs, avec des adjonctions nouvelles, pour prix de leur adhésion et de leur fidélité. Ce système s'étendit à d'autres provinces, à des communautés, à des familles, et ainsi se trouva réalisé cet établissement informe, où chaque intérêt particulier trouva un privilége sans utilité pour le bien général, dominé qu'il était par ces intérêts divers. Dans cet état, l'Espagne n'était qu'une aggrégation de communautés, et ne formait un état que par son but politique et son unité morale.

Cependant, sous Philippe V commença une ère nouvelle pour l'Espagne : ce fut celle des améliorations administratives. L'intendant Orry, que Louis XIV donna à ce prince, essaya de

mettre de l'ordre dans les divers rameaux de la fortune publique. Ce fut à lui que l'on dut les premiers réglemens d'administration, des finances et de discipline militaire, etc.; il fut puissamment secondé par Macanaz, que l'Inquisition persécuta, et qui fut supplanté par Albéroni, qui, lui-même, devint victime de ses nombreuses tentatives de réforme.

Tel fut le principe de cette lutte, où l'esprit progressif français, s'introduisant peu à peu en Espagne, commença à combattre les formes conservatrices des temps antérieurs, dans la puissance des institutions religieuses qui s'étaient implantées sur le sol national avec d'autant plus de force, que leur utilité sociale avait été éprouvée pendant les deux siècles précédens. C'est l'origine d'une troisième époque dans la série du développement historique de l'Espagne.

Voici, selon nous, l'ordre de ces époques :

Première. Depuis l'invasion des Musulmans jusqu'à leur expulsion : délivrance du pays, et rétablissement de la foi nationale par la force des armes;

Deuxième. Depuis l'expulsion des Musulmans jusqu'à l'avénement de la dynastie française :

établissement de la foi sur le sol reconquis, extension de la conquête politique et religieuse au Nouveau-Monde;

Troisième. Depuis l'avénement de la dynastie française : introduction de l'esprit français dans la pensée nationale et l'administration du pays; lutte entre le nouveau principe et les formes conservatrices précédentes.

Ces divisions posées, passons aux détails.

Ferdinand VI continua le système introduit par Philippe V, et sous ces deux princes fut fondé ce système ministériel auquel la France doit tout le bien qui se fit avant la révolution, et qui mit aussi l'Espagne sur la voie des améliorations matérielles. C'est de ce moment qu'on peut s'apercevoir d'une tendance à introduire l'esprit français, en économie politique et en philosophie; mais ce n'est que sous Charles III que cette tendance prit un développement remarquable. Ce prince éclairé, secondé par des ministres habiles, mit la main à la réforme de tous les abus. Il combattit puissamment l'influence de l'église de Rome, réprima l'Inquisition et donna l'impulsion à toutes les améliorations utiles. C'est de lui que datent tous les établissemens publics de l'Espagne; le peu de

routes, de canaux, de manufactures, d'associations que l'on y rencontre encore. A son règne correspond l'augmentation de population, depuis lors si rapide, et les progrès de l'agriculture, signes incontestables de la prospérité publique, qu'il faut attribuer surtout aux ventes énormes des biens du clergé, qu'il eut la puissance d'ordonner.

Ce prince fut secondé dans toutes ses réformes par le comte d'Aranda, ministre philosophe, qui avait été ambassadeur à Paris, où il avait vécu avec Voltaire et les encyclopédistes. Le comte d'Aranda importa les idées françaises en Espagne, et initia aux hardiesses de la philosophie quelques hommes d'élite, qui partagèrent avec lui le mérite de cette direction nouvelle.

A cette époque, les trois universités d'Espagne : Salamanque, Séville et Madrid, reçurent cette impulsion, et la répétèrent dans les études qu'y faisaient la noblesse et le clergé. A Salamanque, Melendez introduisit la philosophie française sous le voile de la poésie. Deux hommes remarquables, Campomanes et Olavide, firent passer cette philosophie dans l'administration civile : ce dernier mérita d'être persécuté par l'Inquisition, et, obligé de se réfugier en France, fut déclaré par la Convention fils adoptif de la nation française.

C'est aussi à cette époque que correspond, en Espagne, l'introduction des principes de l'économie politique, et l'affiliation des hommes d'état de ce pays aux doctrines des économistes écossais et français dont les ouvrages furent traduits.

Le comte d'Aranda fut véritablement le chef de cette école, dont les adeptes furent, avec lui, Florida Blanca Olavide, Campomanes; à ces derniers se rattachent, comme élèves directs, Jovellanos, et le comte de Cabarus, économiste distingué. D'autre part, leurs principes étaient prêchés par le père Feijoo, dont les écrits sont peut-être le seul monument littéraire de ce mouvement philosophique du règne de Charles III. Les œuvres de Jovellanos en continuèrent la manifestation, particulièrement son discours sur la loi agraire, ses lettres au comte de Cabarus, et le discours *Pan y Toros* qu'on lui attribue sans trop de fondement.

Charles III mourut en 1788, et légua le comte d'Aranda à son fils Charles IV.

Ainsi, lorsque la révolution française éclata, le mouvement politique dû aux principes qui avaient déterminé cette révolution était flagrant en Espagne. Deux événemens l'arrêtèrent dans son essor : la guerre de 1793 et l'avénement du favori Godoy.

Le peuple espagnol n'était point mûr pour la propagande révolutionnaire ; aussi produisit-elle une réaction qui se manifesta par tous les actes sauglans qui accompagneut les manifestations populaires dans ce pays. La Convention sentit bien que ses principes étaient sans prise sur une pareille nation, et elle s'arrêta sur les bords de l'Ebre, pensant trouver plus de secours dans l'alliance du roi que dans la sympathie du peuple.

Mais la paix, en rassurant les esprits, permit aux hommes éclairés de l'Espagne de reprendre leur œuvre, arrêtée par une trop violente manifestation des principes philosophiques français.

Le comte de Cabarus, Jovellanos, aidés des sociétés patriotiques fondées sous Ferdinand VI et mises en activité par le comte d'Aranda, continuèrent le mouvement commencé, et le dirigèrent alors principalement contre le clergé : c'était là, en effet, que se trouvait le principal intérêt privilégié, et non dans la noblesse, comme en France.

Les efforts des hommes d'état d'alors furent tellement puissans, qu'ils obtinrent du pape, en 1804, deux bulles de réforme, qui allaient être mises à exécution, lorsque Napoléon étendit sa main de fer sur l'Espagne. C'est à cette époque qu'eut lieu une seconde réaction contre les prin-

cipes français. Mais déjà ils avaient pénétré dans assez d'esprits pour que rien ne pût les empêcher de se réaliser ; et c'est ce fait qui explique comment, pendant que la nation tout entière repoussait ces principes dans la personne de ceux qui venaient les lui imposer par la force des baïonnettes, elle en admettait la manifestation politique dans cette reproduction de la Constitution de 1791, qu'on appela la *Constitution de Cadix*.

Ce fut l'œuvre de cette régence de Cadix, où dominaient des philosophes imbus de toutes les idées françaises, tel que le mathématicien Ciscar, qui avait assisté avec les géomètres français à la mesure du méridien, et avait fait partie de la commission instituée par la Convention pour l'établissement des nouvelles mesures.

Cette rénovation fut un des phénomènes les plus remarquables de l'histoire. L'Espagne entièrement envahie par le représentant-né de la révolution française, Napoléon, cinq hommes établis sur une lagune n'imaginent rien de mieux pour le combattre, que de donner au pays ce même gouvernement révolutionnaire qui avait assuré l'indépendance de la France ; et, profitant de l'enthousiasme qui subordonnait tous les intérêts à un intérêt unique, celui de l'indépendance du pays, imposent à la nation ce ré-

gime unitaire qui détruisait d'un trait de plume tous les priviléges individuels et locaux, et qui lançait l'Espagne sur cette voie progressive où gravitait la France, terre natale de ce régime.

Ainsi, l'esprit français conquérait ce que les armes françaises ne pouvaient soumettre : tant il est vrai que les idées ont une puissance que rien ne peut comprimer, et qui s'établit même par les efforts qui lui sont le plus contradictoires. Noblesse, clergé, peuple, provinces, localités, imbus alors d'un même esprit, la résistance à l'invasion, admirent avec enthousiasme le nouvel instrument de défense qu'on leur offrait.

Les privilégiés de tout genre, les premiers en tête de la résistance, ne furent pas des derniers à accepter cette constitution qui détruisait leurs priviléges : la Navarre, les provinces basques se distinguèrent particulièrement dans cette acceptation.

Mais lorsque la passion de l'indépendance nationale, qui faisait taire tous les intérêts, n'exista plus, une réaction énergique se fit sentir.

Le clergé, menacé si fortement de 1798 à 1808 par les hommes d'état philosophes, dont il a déjà été question, avait été véritablement sauvé par l'invasion de Napoléon, et put confondre ses intérêts avec ceux de la nation dans cette

lutte commune où il figura au premier rang. Il y acquit un surcroît d'influence, dont il se servit, après la lutte, pour faire apercevoir au peuple dans quelle voie on voulait le mener, et pour l'engager dans un mouvement réactionnaire contre les principes émis tant par les Français et leur partisans, que par les hommes de Cadix.

Il était facile, en effet, de voir que ces principes, uniquement concentrés dans la classe éclairée, n'avaient point pénétré dans la nation, et que le peuple, qui ne les avait admis que comme instrument de défense, reprendrait, après la lutte, la profonde répugnance qu'ils lui inspiraient.

C'est ce qui arriva; et la réaction de Ferdinand VII, non seulement ne trouva point d'obstacles dans le peuple, mais fut admise par lui avec la plus grande sympathie.

La nature même des choses démontre qu'il en devait être ainsi.

Depuis l'expulsion des Maures, le peuple espagnol fut uniquement préoccupé de l'établissement de la foi; c'était pour elle qu'il avait combattu, et une nécessité puissante y faisait concourir tous les efforts : noblesse, peuple, clergé n'avaient à cet égard qu'une seule pensée, n'agissaient que dans un seul but. Ce n'est pas

en vain qu'une nation se passionne ainsi pendant dix siècles pour un même objet; et, il faut bien le reconnaître, si plus tard le pouvoir et les hommes éclairés de la nation vinrent à s'apercevoir des abus de cette direction exclusive, le peuple, qui n'en souffrait que fort peu, qui s'y était accoutumé, qui y trouvait une immense satisfaction morale, et même un bien-être matériel certain, fut indifférent à des réformes dont il ne comprenait pas le but, et qui ne lui furent point expliquées. Les auteurs de ce mouvement avaient pris les principes français tout faits et ne les avaient point répandus dans le peuple par ces discussions solennelles et ces prédications puissantes qui les avaient popularisés en France. Les réformes se produisirent donc avec le caractère d'une lutte d'intérêts privés entre la noblesse et la bourgeoisie, d'une part, et le clergé de l'autre. Or, les intérêts du clergé étaient pour la plupart du temps ceux du peuple, dont lui seul avait la direction morale et industrielle.

Quand la révolution française vint, en 1793, attacher ses maximes à la bouche d'un canon pour les lancer en Espagne, il y eut dans ce pays une réaction terrible contre les novateurs et les révolutionnaires; réaction qui reprit encore plus de force dans la guerre de l'indépen-

dance, car la haine contre les idées puisait une force nouvelle dans la haine contre ceux qui les apportaient à main armée.

Lorsque la nation fut délivrée, elle reprit les passions politiques de l'intérieur. D'un côté, les hommes éclairés, poussant à la réforme, au progrès, à l'amélioration civile et sociale; de l'autre, les conservateurs, opposés à toute innovation qui menaçait leurs croyances et leurs habitudes. Au premier parti appartenaient tous les hommes éclairés de l'Espagne : la noblesse, les militaires, les négocians, une partie du haut clergé, presque toute la bourgeoisie; à l'autre, le clergé presque entier et le peuple.

Il suffisait que les prétentions fussent déclarées pour que la résistance le fût aussi; et le peuple espagnol prit parti dès le moment qu'il sut à quoi s'en tenir sur ce qu'on voulait de lui.

Mais à ces intérêts moraux si puissans vinrent se joindre des intérêts politiques qui ne l'étaient pas moins.

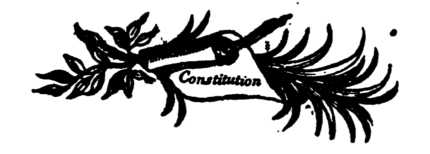
L'Espagne, aggrégation de communautés, d'institutions diverses, n'était en réalité qu'une monarchie fédérative jusqu'à l'invasion de 1808: chaque province avait ses priviléges, sauf celles qui avaient été conquises en dernier lieu sur les Maures; mais ces priviléges étaient surtout considérables dans les provinces qui s'étaient

volontairement soumises à la monarchie et n'avaient jamais subi le joug musulman; tels ils étaient en Navarre et dans les trois provinces basques, où la diversité des institutions se corroborait de la diversité du langage.

Lorsque la constitution de 1812 parut, ces provinces, engagées fortement dans la lutte, l'acceptèrent, quoiqu'elle détruisît leurs priviléges, ou plutôt sans savoir qu'elle les détruisait; mais lorsque Ferdinand VII revint, un des résultats de son infâme réaction fut de rétablir les priviléges de communautés et d'individus existant avant cette grande unification de la nation espagnole.

Le sentiment de l'indépendance nationale n'existant plus, celui de l'intérêt local reprit son empire, et dès lors les Navarrais et les Biscayens lièrent le rétablissement de leurs priviléges à celui du pouvoir absolu; la révolution de 1820 les confirma dans ce sentiment. Aussi les premiers symtômes de l'insurrection de cette époque éclatèrent-ils en Navare, où Quesada leva l'étendard de la révolte en 1821. La restauration de 1823 consolida ces idées et vint leur donner une nouvelle sanction, qui pénétra tous les esprits de cette conviction, que l'existence des priviléges des *nations basques* était at-

tachée à la conservation de l'autorité souveraine du roi, et menacée par toute tendance progressive dans le gouvernement, par toute innovation dans sa forme.



CONSTITUTION

DES

PROVINCES BASQUES.

L'état actuel des provinces basques et de la Navarre tient à leur position géographique et à leur histoire ancienne.

Adossées aux Pyrénées et à la mer, renfermées par le contrefort qui s'étend de la rivière Aragon aux sources de l'Ebre, et qui n'est qu'une prolongation de la chaîne des Pyrénées, dont le versant septentrional entoure le bassin de l'Océan, les régions cantabriques étaient destinées à être le refuge naturel des populations ibériques, lors des nombreuses conquêtes qu'elles ont subies.

La Navarre ne tient à cette destinée que par l'effet des événemens, car elle appartient en

partie au bassin de l'Ebre; mais elle participa au sort des hautes vallées des Pyrénées, du versant septentrional et du versant méridional, qui étaient comprises dans son territoire.

C'est ainsi que l'idiome basque, qui n'est probablement que l'ancien ibère, s'est réfugié dans ce massif, lors de la conquête des Romains, et peut-être lors de celle des Carthaginois. D'anciennes traditions sembleraient même prouver que ces contrées n'ont jamais été conquises : ce fait est contredit par l'histoire; mais toujours est-il que les Basques ont fait acheter chèrement leur conquête aux vainqueurs. Les Goths ne purent les soumettre qu'avec la plus grande peine; ce ne fut même que sous Wamba qu'ils y parvinrent; mais le duc des Cantabres n'étendit son autorité que sur l'Alava, la Biscaye et les Asturies ; et la forteresse d'Ologito, destinée à tenir en bride les Navarrais, ne fut bâtie que sur l'Ebre, et en 620 seulement, par le roi Suintila, c'est-à-dire un siècle à peine avant l'invasion des Musulmans.

Les Goths étaient Ariens, mais les régions cantabriques, christianisées plus tard et sous l'influence des évêques des Gaules, participèrent peu à ce schisme; aussi ne voit-on pas d'évêques de Pampelune aux conciles de Tolède, avant celui où fut arrêté la conversion au catholi-

cisme ; d'ailleurs la Guipuzcoa, ainsi qu'une partie de la Navarre, dépendaient de l'évêque de Bayonne.

Ce fait est très important, car il donne la clef de la filiation du droit politique de l'Espagne

Les Goths, en effet, ayant conquis le pays, et n'ayant rien laissé à l'autorité des évêques, ne conservèrent d'autre pouvoir que celui qui ne les gênait pas, c'est-à-dire l'organisation municipale romaine, qu'ils accrurent même beaucoup, tout en imposant la loi gothe aux vaincus.

Il n'y eut donc point, comme en France, un établissement civil local, tel que celui qui fut déterminé par la circonscription religieuse, qui étendait le nom de la *cité* à tout le diocèse. Aussi, lorsque la conquête musulmane s'étendit sur l'Espagne, les Arabes n'eurent-ils autre chose à faire que d'établir un gouverneur et un cadi musulmans dans les villes qui se soumirent, en laissant un cadi chrétien, d'où vient le nom d'alcade en Espagne. A mesure qu'ils reconquirent le pays, les rois chrétiens donnèrent aux villes un *fuero de poblacion*, ou de *repoblacion*, selon que les chrétiens s'y étaient conservés ou en avaient fui ; mais rien ne fut changé à la municipalité existante, qui était et est encore en Espagne la municipalité ou *curia* romaine. Il n'y eut donc, sous les émirs musulmans comme

sous les rois catholiques, qu'un souverain et des villes; et en effet il n'y eut point en Espagne comme en France de révolution des communes, premier ébranlement du système féodal, et origine de l'état démocratique et unitaire de ce pays.

Mais dans la Navarre et les provinces basques il en fut autrement.

La Biscaye ne fut jamais conquise par les Musulmans; l'Alava, la Guipuzcoa non plus. Ils entrèrent en Navarre, mais ne s'y établirent pas, et ne dépassèrent point Pampelune, qu'ils ne gardèrent que douze ans.

« La Biscaye n'eut pas besoin de *chartes de* « *poblacion*, dit expressément la chronique de « l'évêque de Saint-Sébastien, parce qu'elle « n'avait jamais été sous le joug musulman. »

L'archevêque Rodrigue dit aussi que la Biscaye, l'Alava, la Guipuzcoa et les Pyrénées d'Aragon furent toujours chrétiennes. Ces pays furent donc en dehors de l'action du roi, qui, occupé uniquement de reconquérir pied à pied son royaume sur les Maures, laissa s'organiser derrière lui les contrées qui ne lui donnaient aucune inquiétude sous ce rapport, et qui au contraire l'appuyaient dans ses conquêtes.

C'est ainsi que la Biscaye s'organisa sous ses comtes, qui furent les plus fermes appuis de l'action militaire du roi; ce fut ainsi que l'Alava

et la Guispuzcoa suivirent la fortune de la Navarre, dont la marche progressive, sous une dynastie chrétienne, eut lieu parallèlement à celle de la dynastie castillane.

Chaque pays adopta alors la forme et l'organisation gouvernementales les plus favorables au but vers lequel se dirigeait l'action commune. Ainsi se formèrent le royaume de Navarre, le comté de Biscaye, les confréries d'Alava et les républiques de Guipuzcoa.

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup-d'œil sur l'histoire particulière de chaque population.

NAVARRE.

Rien de plus simple que l'histoire de ce pays. Sans cesse en rébellion contre les Romains, à peine soumis par les Goths, les Navarrais, par l'effet de leur indépendance naturelle, abandonnèrent la plaine pour se réfugier dans leurs hautes vallées, où les trouva établis la conquête musulmane. Le fléau passa sur leur tête sans les atteindre; mais les plaines furent occupées, et les environs de Sarragosse, de Tudela et de

Huesca subirent l'autorité du vainqueur, autorité qui s'étendit sur tout le pays qui est entre l'Ebre et les Hautes-Pyrénées, jusqu'à l'Ega.

Vers 730, une grande affluence s'était portée des hautes vallées françaises et espagnoles aux obsèques de l'ermite révéré de San-Juan-de-la-Peña. A la suite de la prédication de son successeur, les cœurs s'enflammèrent à l'idée des malheurs des chrétiens de la plaine, qui gémissaient sous le joug musulman ; une espèce de croisade fut organisée sous la conduite des chevaliers de la Bigorre, du Béarn et de la Navarre française. On se donna rendez-vous au débouché des vallées navarraises, et une bataille eut lieu à Arashuet, où Inigo Arista, chef de 100 chevaliers et de 2,000 Gascons venus avec lui de la Bigorre, fut reconnu comme général. Un miracle accompagna cette victoire : une croix parut sur l'arbre où reposait Inigo Arista, et il fut proclamé roi du royaume de Sobrarbe, c'est-à-dire de la portion du pays qui est aux environs de Jaca. Telle fut l'origine des royaumes de Navarre et d'Aragon.

Ce nouveau chef et sa dynastie continuèrent dignement leur œuvre : ils descendirent des montagnes, en suivant la rivière d'Aragon, et les passages de Charlemagne en Espagne les aidèrent à s'étendre jusqu'à l'Ebre. Le royaume

de Sobrarbe se divisa, dans le neuvième siècle, en comté d'Aragon et en royaume de Navarre. Les rois de Navarre étendirent leurs conquêtes au sud et à l'est de Pampelune; et après la prise de Tudela, vers le commencement du douzième siècle, ils possédaient déjà toute la Navarre actuelle, les Riojas, l'Alava et la Guipuzcoa; ils livrèrent d'importantes batailles aux Maures de Huesca, de Tudela et de Saragosse, et contribuèrent puissamment à la formation du comté de Castille.

Le royaume de Sobrarbe eut, dès son origine, des *fueros* fort célèbres, qui furent étendus successivement par les rois de Navarre à toutes leurs conquêtes. Ces *fueros*, quoique non écrits, ne furent contestés ni par les rois ni par les peuples, jusqu'à l'avénement de la maison française dans la personne de Thibault, comte de Champagne et de Brie.

Il y eut quelques démêlés entre ce prince et les représentans de la nation aux cortès d'Estella, en 1235, et il fut convenu qu'on réunirait les diverses lois du pays en un seul code, et qu'on s'adresserait au Pape pour juger les points contestés qui s'y rencontreraient.

Cette collection, qui fut faite en 1236 par dix *ricos omes*, vingt députés des villes et dix ecclésiastiques, se conserve encore dans la cham

bre des comptes de Pampelune, sous le nom de *cartulaire du roi Thibault.*

Les principales dispositions de ces *fueros* étaient que le roi ne pouvait faire aucune loi, ni aucun acte majeur, sans la participation des *ricos omes* du royaume, des *infanzones*, des *députés* des villes et des *prélats*.

Telle était la législation de Navarre, lorsque le roi Ferdinand-le-Catholique en prit possession, en 1512, et l'incorpora à la couronne de Castille, avec la reconnaissance de tous ses privilèges.

Tous les successeurs de Ferdinand reconnurent cette forme de gouvernement et les droits qu'elle consacrait.

Cette constitution, car on peut l'appeler ainsi, se divise donc en trois époques :

1° De la formation du royaume de Sobrarbe à l'époque où le droit navarrais fut écrit (1236);

2° De cette époque à l'incorporation de la Navarre dans le domaine espagnol (1512);

3° De sa réunion à la monarchie castillane jusqu'à nos jours.

Sous la première époque commencèrent à se former les cortès, et s'établit le serment royal qui reconnaissait l'antique législation navarraise, sous le nom de *Fuero de Sobrarbe:* ce furent les *ricos omes* (ou plus tard *ricos hombres*) qui, pendant que le roi guerroyait, établirent

le gouvernement sur ces bases, d'accord avec le clergé.

Dans la deuxième époque, le droit politique et civil fut écrit et les cortès régulièrement constituées dans leurs trois ordres, ou *estamentos*, avec le serment du roi de ne faire ni loi ni acte majeur, sans le consentement des cortès. Ces actes majeurs étaient définis par les lois : la guerre, la paix, les trèves, les impôts de toute nature.

La troisième époque comprend le libre exercice des droits des Navarrais sous la monarchie Castillane, reconnue et acceptée par eux, à la suite d'une conquête, à la vérité, mais aussi avec l'autorité du serment du roi, depuis Ferdinand-le-Catholique jusqu'à Ferdinand VII. Ce gouvernement particulier est ainsi constitué :

1° Le vice-roi, représentant du roi, qui a le commandement des troupes, le gouvernement de Pampelune, et le droit de présider les cortès et le grand conseil de Navarre.

2° La députation, ou les cortès, composés de trois *estamentos :* ecclésiastique, militaire et des *procuradores*.

Dans le premier *estamento* se trouvent diverses dignités ecclésiastiques du royaume ; telles que celles des évêques, des abbés et des prieurs de Roncevaux.

Dans l'*estamento* militaire siégent les nobles et chevaliers.

Dans le troisième, celui des *procuradores*, se rencontrent les élus des trente-quatre bourgs (*pueblos*), nommés par les propriétaires, les négocians et les hommes de loi.

Les cortès ont en outre des consulteurs, qui sont des jurisconsultes, pris en nombre égal en Castille et en Navarre, mais qui n'ont pas droit de présence.

Les cortès s'assemblent chaque année et sont élus pour trois ans; ils ne doivent mettre en délibération aucune affaire, qu'auparavant les torts (*agravios*) qu'aurait pu avoir reçu le royaume n'aient été redressés. Le vice-roi ouvre ou ferme les sessions, les préside, mais ne peut rien ordonner aux cortès, qui ont le droit exclusif de traiter toutes les affaires du royaume, de régler les impositions, les droits de douanes, de prohiber ou de permettre la sortie des denrées, et enfin de décider toutes les affaires qui intéressent le royaume.

Les lois et décrets de la monarchie ne peuvent être exécutés qu'après le consentement des cortès, qui de plus reçoivent le serment du vice-roi, pour le roi et pour lui-même personnellement.

3° Le conseil royal de Navarre, qui correspond au conseil de Castille et à nos anciens parlemens.

4° La chambre des comptes, à laquelle reviennent toutes les justifications de dépenses et de contributions.

La justice s'administre par les alcades des bourgs, en première instance ; en premier appel, par les alcades de *Corte*, qui forment un tribunal siégeant à Pampelune, et en dernier ressort par le conseil royal, la constitutiou ne permettant pas qu'aucune affaire se juge hors du royaume.

Il n'y a aucune douane en Navarre, que celle que permet la députation, et il ne peut y avoir de gouverneurs qu'à Pampelune et aux passages des montagnes (*puertos*), et encore seulement à ceux où il en existait anciennement.

Le royaume ne paye d'autre imposition au roi que 176 mille réaux, 44 mille francs par an.

Les institutions municipales sont différentes selon les localités ; chaque municipalité se compose d'un alcade et de régidors, élus ou héréditaires dans quelques familles. Dans quelques localités, les emplois se tirent au sort entre les ayant-droits.

Il y a en outre un alcade pour chacune des vallées, qui sont au nombre de trente-quatre, réunies elles-mêmes en cinq *merindades*, qui ont chacune un *merino* ou maire (*majorino*) avec deux lieutenans. Ces institutions municipales

sont accompagnées d'une foule de communautés importantes qui ont des avantages et des inconvéniens de plus d'un genre, mais auxquelles les populations sont fort attachées.

La population de la Navarre a considérablement augmenté depuis cent ans : en 1725, elle n'était que de 180,000 ames; en 1800, de 226,546; en 1823, de 282,224. Ses impôts intérieurs ne s'élèvent qu'à la somme de 1,400,000 réaux, sans y comprendre la dîme.

Tels sont les priviléges pour lesquels les Navarrais ont un attachement bien justifié, il faut le dire, par leur antiquité, leur origine et leur légitimité.

Abandonnés, de 1510 à 1520, par les Français, sous Charles VIII, Louis XII et François I[er], que leurs malheureuses guerres d'Italie empêchèrent de soutenir la maison d'Albret, les Navarrais se sont ralliés à la maison de Castille, qu'ils ont soutenue dans toutes vicissitudes; ils l'ont loyalement et noblement servie, et la couronne a toujours reconnu ces services par une exécution non moins ponctuelle de ses engagemens envers la nation navarraise.

Il y a de plus des influences morales qui contribuent puissamment à attacher les Navarrais à leur nationalité : la religion, la noblesse, l'idiome et la gloire militaire.

La religion. Les Navarrais savent que leurs ancêtres n'ont jamais cessé d'être chrétiens ; que c'est avec l'aide de l'Église qu'ils ont reconquis leur territoire, et que le clergé a toujours marché d'accord avec la nation dans ses vicissitudes nombreuses : c'est à cela qu'est dû le profond respect dont ce corps est environné, respect qui va jusqu'à accorder à l'*estamento* ecclésiastique le droit de *veto* sur toute délibération des deux autres.

La noblesse. En Navarre, elle est respectée, non-seulement pour les services éminens qu'elle a rendus, mais aussi à cause des profondes racines qu'elle a jetées dans le sol. Chaque propriété est un manoir, portant inscrits le nom de la famille et la date de la construction ; le droit d'aînesse y est en complète vigueur, et chaque nom se transmet avec le manoir ; il y a partout telle famille qui réside depuis 1000 ans sur le sol, sans interruption, et les propriétés étant très divisées, cette noblesse est presque populaire ; d'ailleurs, les Navarrais ne reconnaissent chez eux d'autre noblesse que la noblesse navarraise, que les cortès peuvent, ainsi que la naturalisation, seuls accorder.

L'idiôme. Il est cher aux Navarrais, non seule-

ment parce qu'il est le leur, mais parce que c'est encore un souvenir de gloire, puisqu'il atteste leur indépendance : il se marie à tous les usages, les noms patronimiques comme ceux des localités étant tous Basques.

La gloire militaire. Il suffit de dire que les Navarrais, sous ce rapport, *outrent* les Espagnols; les souvenirs récens de la guerre de l'indépendance de 1808 à 1813 ont tellement enflé leur vanité nationale, que l'on peut dire que la *guerilla* est pour eux la séduction la plus puissante qui puisse agir sur un cœur d'homme.

Le Navarrais semble destiné par la nature à l'état de *guerillero :* marcheur intrépide, braconnier et contrebandier par habitude, dur au travail, à la fatigue, la *guerilla* est pour lui une œuvre de prédilection, et il lui suffit d'être bien nourri et d'espérer le succès, pour préférer cette situation à toute autre. Ordinairement mal vêtu et exposé aux intempéries des saisons, il craint peu de les braver, et heureusement pour lui la Navarre est tellement fertile, qu'il peut trouver à compenser ses fatigues par une nourriture, et surtout par une boisson abondante, ce qui est pour lui le principal. Un Navarrais en guenilles, avec un fusil à la main et du vin en abondance, est, on peut le dire, dans son état normal.

La Navarre joue le plus grand rôle dans la question des priviléges du Nord. Ce premier rôle eût appartenu à l'Aragon, si cette couronne n'eût pris place sur le trône des Espagnes par sa fusion avec celle de Castille, fusion qui a perdu les libertés des deux pays sous le puissant patronage de la maison d'Autriche, et après l'insurrection des *comuneros*.

BISCAYE.

Les Biscayens formaient, avec les Asturiens et les Guispuzcoans, les anciens Cantabres, proprement dits, race indomptable, que les Romains purent à peine soumettre, et que les Goths ne mirent sous le joug qu'après d'immenses difficultés.

Les Biscayens se sont fait une histoire à eux, toute dirigée dans le sens de leurs prétentions, et dans laquelle il est difficile de démêler le vrai, mais dont les monumens authentiques démontrent le peu de fondement.

La voilà cependant telle que la racontent leurs annales :

Sous les Goths, il y avait un duc de Cantabrie,

élu par la population et allié seulement du roi; le dernier, Andeca, combattit sous Rodrigue à la bataille de Guadalete, et l'aida à reconquérir son royaume; son fils, Eudes, lui succéda, et fonda le comté de Biscaye, gouverné en toute souveraineté par des seigneurs héréditaires, jusqu'à Zenon, qu'Alonze III fit empoisonner. Pour venger sa mort, les Biscayens se révoltèrent contre Alonze et élurent pour chef Zuria, qui vainquit le fils du roi et fonda la maison de Haro, laquelle gouverna ce pays jusqu'à l'extinction de cette famille, à laquelle le roi de Castille, don Pedro (le cruel) voulut se substituer; les Biscayens refusèrent de le reconnaître, et, après l'avoir vaincu, offrirent la souveraineté à son frère, Henri de Transtamare, qui leur donna pour seigneur son fils, Juan Ier, depuis roi de Castille, lequel, en 1371, vint jurer sous l'arbre de Guernica les *fueros* de Biscaye, réunis en code général; ses successeurs ne furent admis à la seigneurie qu'à cette condition.

Plusieurs écrits sont consacrés à accréditer la vérité de cette chronique, qui est enseignée dans le pays comme histoire nationale.

Mais voici la vérité, telle qu'elle ressort des documens et monumens authentiques :

L'évêque Sébastien dit : qu'Alphonse-le-Catholique n'eut pas besoin de donner à la Biscaye de *fuero* de *Poblacion*, parce que les Sarrazins ne

l'avaient pas conquise; elle faisait donc partie du royaume d'Oviedo. Au commencement du 11e siècle, elle passa sous la souveraineté du roi de Navarre, qui possédait alors la Guipuzcoa: c'est alors seulement que l'on voit paraître son premier comte, Iñigo Lopez, qui fonda la puissance de sa maison sur les services éminens qu'il rendit au roi dans ses guerres contre les Maures. Les Biscayens concouraient donc au but commun; et dès-lors, les priviléges qu'ils obtinrent étaient le fruit d'un service rendu.

Dans le 12e siècle, le comte de Biscaye devint feudataire du roi de Léon, et en 1250, sous Diego Lopez, douzième seigneur, les Biscayens se révoltèrent contre le comte, qui n'avait pas observé leurs *fueros;* ils se réunirent au nombre de 12,000, à Guernica, et s'expatrièrent jusqu'à Lequeitio, où la comtesse alla les chercher, leur promettant, pour son mari, une observation plus constante de leurs *fueros;* il y manqua encore, et ils vinrent l'assiéger dans Bilbao, où, après trois mois de blocus, il prêta de nouveau serment de garder les *fueros.* C'est de cette époque que peut dater l'origine de l'*arbre de Guernica.*

A la mort de don Lopes Dias de Haro, assassiné à la cour du roi don Alonze VI (1288), les Biscayens élurent pour comte son frère, malgré la volonté du roi; ce choix donna lieu à de lon-

gues disputes entre le roi et les Biscayens, à la suite desquelles don Juan Nuñez de Lara, ayant épousé la dernière fille des Haro, se fit reconnaître comte sous l'arbre de Guernica, en 1334; le roi lui-même consentit à le reconnaître.

Don Juan Nuñez de Lara ne laissa que deux filles, qui furent retenues par le roi don Pedro (Pierre-le-Cruel), qui maria l'une avec son cousin don Juan d'Aragon, auquel il fit prendre le titre de comte de Biscaye; mais, après l'avoir fait assassiner à Bilbao, il se revêtit lui-même de cette dignité. Détrôné par son frère, Henri de Transtamare, celui-ci donna la seigneurie, en 1370, à son fils don Juan, qui, à 13 ans, en 1371, en prit possession : ce fut lui qui fit réunir en code général les *fueros* de Biscaye.

Déjà, en 1342, les Biscayens étaient convenus, à Guernica, avec leurs seigneurs don Juan Nuñez et dona Maria Diaz de Haro, que les *fueros* de Biscaye seraient établis pour eux et leurs successeurs (*porque fincasen establecidos para los que entónces eran, y serian adelante*). Ils firent trente-sept lois, qui furent présentées plus tard au roi Jean Ier, et furent confirmées par lui, à Olmedo, en 1375.

Tel fut le premier monument de la législation biscayenne, que les chroniqueurs du pays font perdre dans la nuit des temps, faisant remonter son ancienneté à des assemblées tenues

sous l'arbre fameux de Guernica. Rien n'est moins prouvé que l'authenticité de ces assemblées, et même que l'existence des cinq premiers seigneurs sous lesquels elles auraient été tenues.

Cette législation continua jusqu'en 1452, où le corrégidor de Biscaye, don Gonzalo Mora, fit un code plus complet et plus genéral; en 1526, quatorze jurisconsultes refondirent ce code et en formèrent un complet, qui contient tous les *fueros*, priviléges, libertés, us et coutumes de la seigneurie; ce code fut approuvé et confirmé par l'empereur Charles V, et gouverne aujourd'hui la Biscaye.

Le gouvernement particulier de Biscaye se compose ainsi :

1° Le corrégidor, nommé par le roi, qui siége et vote avec la députation : il doit être lettré et de sang biscayen. Il a trois lieutenans, dont un, dit lieutenant-général, qui siége à Guernica; ils jugent, ainsi que lui, les causes au criminel et au civil, en première instance dans certains cas, et en appel dans d'autres;

2° La députation, qui se compose de deux membres élus et du corrégidor : elle siége à Bilbao et est chargée d'administrer le pays, de recueillir les impôts, de pourvoir à la défense, de nommer aux emplois; elle sert aussi de tribunal

d'appel pour les jugemens du corrégidor, pour les causes de noblesse, de naturalisation, etc.;

3° Le *regimiento :* il se compose de la députation, du corrégidor, et de six régidors élus; il se réunit une fois par an, et plus, si la députation qui le convoque le juge nécessaire; il est chargé par elle de plusieurs mesures d'administration publique;

4° La junte générale : elle s'assemble tous les ans, sur la convocation du corrégidor, d'après l'accord de la députation et du *regimiento ;* tous les *pueblos* y ont une voix et s'assemblent à cet effet en junte électorale, où sont admis tous les individus domiciliés, sans exception et sans acception de sens : la seule condition indispensable est d'être Biscayen de pur sang, d'être majeur et d'avoir un domicile. Chaque junte de *pueblo* nomme un député, qui se rend à jour fixe sous l'arbre de Guernica; la députation s'y asseoit sur un banc, appelle chaque *pueblo* d'après un rang prévu de temps immémorial; chaque député exhibe ses pouvoirs, que la députation approuve ou rejette, et la junte est constituée après avoir prêté serment à l'hermitage de don Gonzalo Mora, à vingt pas de l'arbre; la junte siége dans la salle des archives, jointe à cet hermitage, les portes ouvertes. Toutes les affaires s'exposent en castillan, et se discutent en basque.

La junte générale traite toutes les affaires de la seigneurie, détermine tout ce qui doit être exécuté dans les deux années qui suivent, examine les comptes et l'exécution de ce qui a été fait dans l'année précédente.

La junte nomme aussi à tous les emplois du gouvernement : à cet effet, on divise les *pueblos* en deux bandes, nommées *oñezimo* et *gamboyno* (1); dans chacune, trois électeurs sont tirés au sort, et proposent pour chaque charge un certain nombre de personnes, parmi lesquelles le sort désigne les nominations définitives.

Chaque bande élit ainsi un député, trois régidors, un syndic et un secrétaire.

Ces élus forment la seigneurie (*el señorio*) de Biscaye; car le nom s'applique autant au sol qu'au gouvernement, composé par conséquent de :

Deux députés, six régidors, deux syndics et deux secrétaires, élus pour deux ans.

La seigneurie n'a aucun fond qui lui soit destiné spécialement; mais elle dispose, pour les dépenses publiques, d'une somme qui est le produit d'un impôt sur les maisons : cet impôt est

(1) Les partis Oñaz et Gamboa ont long-temps divisé la seigneurie; il a été convenu, dans un accord ancien, que chaque autorité serait double, et nommée par chaque parti (faction); cet usage se perpétue, quoique les partis n'existent plus; et c'est ainsi qu'il y a deux députés, deux alcades, à Bilbao, etc., etc.

voté par la junte générale, à qui elle rend compte de son emploi.

Il y a aussi des juntes de *Merindades* réunies à Bilbao, où chaque villa a son vote; on les convoque extraordinairement, selon les affaires qui doivent leur être soumises; l'élection est la même que pour la junte générale.

Chaque villa et chaque *pueblo* a un alcade, dont la juridiction au civil est à-peu-près semblable à celle de nos juges de paix, et qui, de plus, s'étend au criminel sur les délits de police correctionnelle.

Les lieutenans du corrégidor jugent au civil et au criminel, et l'appel se fait à la députation d'abord, et en dernier lieu, au juge royal de Biscaye, qui forme à lui seul une chambre de l'audience de Valladolid.

Les principaux priviléges du pays sont :

1° De ne payer d'autre impôt que celui que payait la seigneurie à ses seigneurs, et de plus les dons gratuits qu'exigent les circonstances urgentes de l'état;

2° De jouir des priviléges de la noblesse dans tout le royaume, en prouvant seulement qu'on est de pur sang biscayen: la Biscaye compte 60,000 nobles sur 146,000 habitans;

3° De ne pouvoir être jugé hors de la seigneurie,

au civil et au criminel, hors le cas d'appel devant le juge royal de Biscaye;

4° De n'avoir point d'intendant;

5° De n'avoir point d'*estanco* (monopole de vente);

6° De ne payer aucun droit d'entrée;

7° De n'avoir aucune administration royale, que celle des postes;

8° De ne recevoir aucune troupe étrangère (c'est-à-dire espagnole), de ne fournir aucune recrue ou milice à l'armée;

9° De défendre soi-même le territoire;

10° De faire justice des agens du roi qui se permettraient des vexations ou des attentats à la législation.

La Biscaye compte,

Villes et cités (*ciudades y villas*)...	21
Paroisses (*ante iglesias*)............	76
Populations mêlées (*incartaciones*).	10
En tout (*pueblos*) ou bourgs........	107

comprenant une population de 146,000 ames.

Pour compléter l'histoire de ces priviléges, et bien en comprendre l'esprit, il faudrait entrer dans tous les enfantillages de localité, dont les Biscayens sont si fiers; les querelles des factions d'*Oñaz* et de *Gamboa*; les révoltes contre les sei-

gneurs réfractaires, contre le roi de Castille ; les réunions sous l'arbre de Guernica, non moins célèbres que le serment des trois Suisses ; les querelles des grandes maisons de la seigneurie entre elles ; le serment prêté par toutes les autorités du pays, le jour de la fête de Saint-Ignace-de-Loyola, dans chaque église, après la messe ; les prétentions de l'*infanzonado* (portion primitive du *condado*), dont les *pueblos* (bourgs) n'accordèrent qu'en 1630 aux *ciudades* et villas du *condado*, et même à Bilbao, le droit de présence aux juntes, etc., etc. La plupart de ces prétentions reposent sur des données fabuleuses, mais qui n'en sont pas moins chères aux Biscayens, lesquels se sont toujours fait remarquer par leur esprit de turbulence. Le grand capitaine, Gonzalve de Cordoue, disait : « *Quisiera mucho mas ser leonero que tener carga de Biscaynos.* »

Cependant la seigneurie a toujours fidèlement servi la couronne ; tous leurs *fueros* le prouvent, et le dictionnaire de l'académie d'histoire, tout en repoussant leurs prétentions erronées, dit :

« Si la couronne laissa à ce pays ses seigneurs, « au lieu de les nommer, comme ailleurs, il y « eut une légitime raison à cela : c'est que cette « frontière était cell dont ils avaient le moins « besoin de s'occuper, l'intérieur de la Pénin- « sule réclamant tous leurs soins pour repousser

« les Musulmans, à quoi la Biscaye les aidait si « puissamment. »

C'est ce qui explique la légitimité des droits de la Biscaye, droits qui furent la récompense de services rendus dans le danger de la monarchie, et continués sans interruption jusqu'à nos jours. On peut, à cet égard, consulter la cédule du roi Ferdinand-le-Catholique, du 20 septembre 1475, dans laquelle il donna à la Biscaye le nom de très-loyale, très-fidèle *(el muy noble, y muy leal señorio y condado de Biscaya)*; les lettres patentes de Charles V, celles de Philippe V, et celles de Ferdinand VII.

Ces pièces forment les monumens les plus authentiques de la loyauté des Biscayens et de la satisfaction des souverains.

Dans la guerre de 1793 et dans celle de l'indépendance, les Biscayens se montrèrent très attachés à leurs souverains. Une levée en masse fut décrétée à ces deux époques, et la résistance la plus active fut organisée; mais les efforts biscayens furent loin d'avoir l'énergie et la constance de ceux des Navarrais: cela tient au caractère des habitans, beaucoup plus vifs, mais beaucoup moins tenaces que ceux de la Navarre.

Le caractère démocratique de leur constitution ajoute à cette disposition des esprits: les Biscayens se prononçent sur-le-champ et avec

unanimité; mais la discipline leur est difficile après l'explosion; car étant tous nobles, et ayant les mêmes prétentions, il leur est difficile de reconnaître des chefs. Les Navarrais, au contraire, soumis depuis long-temps à une aristocratie puissante, ne se prononcent qu'à sa voix, et se trouvent classés sur-le-champ sous une direction.

En 1820, les Biscayens subirent le joug de la constitution, et envoyèrent leurs députés aux cortès; mais la réaction fut très violente, et la Biscaye se rallia à Ferdinand avec décision; 17 bataillons de volontaires royalistes y furent organisés et comprirent près de 10,000 hommes, tous armés, et qui maintinrent la seigneurie sous un joug réactionnaire terrible. La députation n'en était pas moins composée souvent de libéraux, car tout le commerce est dans cette catégorie d'opinions; mais l'attachement aux priviléges locaux les maintenait dans l'esprit de la province.

L'ALAVA.

Les Alavais ont aussi leur histoire particulière, dans laquelle ils prétendent n'avoir jamais été soumis par les Goths, ni par les Musulmans;

et s'être organisés d'une manière indépendante pendant la conquête de ces derniers, pour aider contre eux les rois voisins de Navarre et de Castille dans leurs guerres ; enfin, ils assurent s'être livrés volontairement au roi Alonze VIII, en 1200, avec les conditions qui forment aujourd'hui leurs *jueros*.

Ces faits sont presque tous arrangés ; mais il est facile de rétablir la vérité historique à l'aide des monumeus authentiques.

La Vardulie (l'Alava actuelle) fit partie du duché des Cantabres; g[illegible]l fief des rois Goths ; elle ne fut pas conquise par les Musulmans, et le roi Alonze-le-Catholique, dit l'évêque Rodrigue, déjà cité, n'eut pas besoin de la repeupler. Le duché des Cantabres, qui comprenait, ainsi que l'Alava, la Biscaye, la Guipuzcoa et une partie de la Navarre, appartenait, au moment du démembrement de la monarchie des Goths, à don Pedro, dont le fils don Alonzo était gendre de Pélage, premier roi d'Oviédo ; en 739, don Alonzo hérita à la fois du royaume d'Oviédo et du duché des Cantabres. Plus tard, à la formation du comté de Castille, qui correspond à celle du comté de Biscaye, au 10e siècle, l'Alava fut réunie à ce premier comté, dont elle était voisine.

Les Alavais opposèrent une assez grande résistance aux comtes de Castille, etfurent dirigés dans leurs tentatives d'indépendance par la famille des Velas d'Oñate, jusqu'à l'assassinat du comte don Sanche de Castille par les membres de cette famille.

L'Alava, comme la Biscaye et la Guipuzcoa, revint par succession au roi de Navarre Sanche-le-Grand, qui fit brûler vifs les assassins du comte de Castille : c'est vers 1020 que cette incorporation au royaume de Navarre eut lieu. Miranda de Ebro et Vittoria, fondées en 1181, la Guardia, et d'autres villes d'Alava, reçurent les *fueros* de Logroño, qui sont les premiers monumens de la législation de ce pays.

En 1200, le roi de Léon, Alonze VII, profitant de l'absence du roi de Navarre, qui avait fait une expédition en Afrique, entreprit la conquête de l'Alava et assiégea Vittoria, qui, ne pouvant être défendue par son souverain, se rendit au roi de Léon; cette reddition entraîna la soumission de l'Alava et de la Guipuzcoa.

C'est de cette époque surtout que datent les prétentions des Alavais, qui assurent que cette reddition fut volontaire, et avec les conditions qui devaient garantir et garantissent encore la conservation de leurs *fueros*. Ils assurent même que le roi ne posséda, jusqu'en 1332, que les

forteresses de Vittoria, Treviño et Ibida, et que ce ne fut qu'alors qu'il étendit sa souveraineté sur le reste de l'Alava ; ce qui se fit de gré à gré.

Cette prétention est historiquement fausse ; car il est certain que la reddition de Vittoria fut l'œuvre de l'évêque de Pampelune, qui, touché des souffrances des Alavais, obtint du roi de Navarre son consentement à livrer Vittoria, et par suite l'Alava et la Guipuzcoa. (*Chronique de l'archevêque Rodrigues et de Lucas de Tuy; inscription de l'église de Trevino.*)

Les rois de Navarre et de Castille se disputèrent la possession de cette partie de l'Alava, conquise par le dernier, et de celle qui restait au premier ; et enfin ils convinrent de prendre pour arbitre le roi Henri II d'Angleterre. Mais la sentence, rendue en faveur du roi de Castille, n'ayant pas été exécutée, celui-ci entreprit et accomplit réellement la conquête de l'Alava, qui fut gouvernée par ses délégués. Ces gouverneurs assemblaient et présidaient les juntes ou confréries du camp d'Arriaga, ainsi qu'il est constaté, sous les rois Ferdinand III ; Alonze-le-Sage, Sanche IV, Ferdinand IV, Alonze XI, qui octroyèrent différens privilèges à l'Alava.

Mais pendant ces 200 ans de discussions entre la Navarre et la Castille, il est certain que les

habitans du pays, tiraillés, et souvent abandonnés par l'un et par l'autre, s'organisèrent, selon les moyens les plus conformes aux habitudes et aux besoins locaux; et c'est ainsi qu'ils formèrent les confréries ou assemblées du champ d'Arriaga, et d'autres, où les intérêts de la province étaient discutés, et où l'on nommait aux charges municipales et de justice.

Les rois furent obligés souvent de s'entremettre entre ces confréries rivales, souvent ensanglantées par des prétentions locales et individuelles, et de les régulariser par des ordonnances.

C'est en 1302 qu'il est question pour la première fois de confrérie (*hermandad*), dans un privilège accordé par Ferdinand IV à celle de Vittoria.

Les *hermandades* d'Alava étaient au reste unies ou fédérées à celles de Castille; elles avaient des réglemens particuliers; mais elles ne furent générales qu'en 1417, lorsque le roi Juan II, pour éviter des désordres survenus dans plusieurs villes et *hermandades* d'Alava, rendit un édit en 34 articles qui réunit toutes les *hermandades* d'Alava à celle de Vittoria, et les mit sous une même loi.

Cette espèce de constitution fut confirmée par le roi Henri IV, en 1458; reconnue par Ferdi-

nand-le-Catholique, en 1488, et par Charles V, en 1537.

Ces ordonnances gouvernent encore la province.

Les 53 hermandades de l'Alava composent six quadrilles ou arrondissemens.

Chaque hermandad a un ou deux alcades (75 en tout pour les 53 hermandades), élus dans la junte de l'hermandad, le premier jour de chaque année.

Chaque année, le 4 de mai et le 18 novembre, les procuradors d'hermandades s'assemblèrent en juntes générales, dans l'une desquelles on nomme le député général tous les trois ans.

Le député général, premier dignitaire de la province, en est le maréchal-de-camp, le chef, le gouverneur et le juge suprême.

Il représente l'autorité du roi, et préside les assemblées, mais sans pouvoir y voter, et exerce tous les droits régaliens, correspondant seul avec la cour et donnant ses ordres aux alcades d'hermandades; ses pouvoirs cessent pendant l'assemblée des juntes, à qui il rend compte de toute son administration.

Les alcades d'hermandades sont chefs d'administration, et en outre juges dans les cinq cas de vols, incendies, morts, violences, attentats

à la propriété ; c'est au tribunal du député général qu'est porté l'appel de leur jugement.

Le député général est assisté de deux secrétaires, l'un pour la justice, l'autre pour l'administration, et d'un trésorier général, tous nommés par la junte ; il a en outre un suppléant, et il est assisté par la députation, qui se compose des six députés de chacune des six quadrilles de la province, qu'il consulte quand il le juge nécessaire. Ce suppléant et ces députés sont, comme le député général, élus pour trois ans par la junte dans sa dernière séance.

L'élection des alcades se fait dans les juntes d'hermandades ; tous les propriétaires, chefs de famille, y concourrent.

Dans les juntes générales, les élections aux charges se font par le choix de quinze électeurs, lesquels se réduisent par le sort à trois qui se nomment.

La province d'Alava n'a pas d'autres autorités que le député général, son suppléant, ses deux secrétaires, le trésorier, deux commissaires de police et une compagnie de gendarmes (*celadores*).

La province d'Alava a, en outre, des institutions municipales précieuses.

L'*ayuntamiento* de Vittoria se compose de :

Deux alcades,

Deux régidors,
Un procurador général,
Deux députés du peuple (*del commun*),
Douze députés.

Cette municipalité est à la fois pour la ville et pour l'hermandad; il en est de même dans chaque hermandad.

Les élections sont de deux degrés : les *habilitados*, familles nobles et notables, peuvent seuls prétendre aux cinq premiers emplois; les autres sont pris parmi les citoyens propriétaires ou chefs de famille qui concourent à l'élection.

Les cinq premiers membres de l'*ayuntamiento*, élus parmi les *habilitados*, tirent entre eux au sort les emplois qui leur reviennent, et qu'ils prennent, selon leur numéro, dans l'ordre suivant :

1° Premier alcade;
2° Deuxième *idem;*
3° Premier régidor,
4° Deuxième *idem;*
5° Procurador général.

Les vingt-quatre autres membres se partagent aussi au sort les emplois qui suivent :

L'*ayuntamiento* constitué prête serment à l'église; le procurador général le prête sur un vieux couteau, enchassé dans la muraille, qu'on ap-

pelle *machete vitoriano*, en disant : « *je veux* « *qu'avec ce couteau on me coupe la gorge si je ne* « *défends pas les fueros du pays.* »

L'Alava ne compte que 92,000 ames.

Ce petit pays a, du reste, les mêmes priviléges que la Biscaye. Il en est fier, à juste raison, ainsi que de son gouvernement, qui est un des régimes municipaux les plus remarquables, et qui a donné au pays un bien-être matériel qui le fait distinguer du reste de l'Espagne.

LA GUIPUZCOA.

Les historiens basques des deux côtés des Pyrénées en arrogent la possession à leurs pays respectifs; et ces prétentions rivales, consignées particulièrement dans les ouvrages de Pierre de Marca (Français) et de Garibay (Espagnol), sont également fondées, puisqu'une partie de la Guipuzcoa a appartenu à l'évêché de Bayonne, et que le reste a fait partie de celui de Calahorra; mais elles sont inutiles à l'examen du droit politique et civil de la province.

La Guipuzcoa suivit la fortune de l'Alava, et appartint au roi de Léon jusqu'au onzième siècle;

puis elle passa avec ces provinces au roi de Navarre, jusqu'au treizième, où elle reçut les *fueros* que ces souverains accordaient aux villes : le plus célèbre est celui de Saint-Sébastien, qui, étendu d'abord à toute la côte de la Biscaye, et ensuite aux autres ports de l'Espagne, fut la première origine de son droit maritime et de l'essor qui fut donné par les marins basques à la marine espagnole.

En 1200, après la prise de Vittoria, la Guipuzcoa fut incorporée à la couronne de Castille. D'après Garibay, cette donation fut volontaire, et aux conditions faites par la province; mais, d'après ce qui a été dit à l'article de l'Alava, rien n'est moins prouvé que cette prétention. *(Dictionnaire de l'Académie de l'Histoire.)*

Cependant cette prétention a été reconnue par les souverains, ainsi que le prouve la cédule royale de Ferdinand VI, du 8 octobre 1752, dont les considérans se terminent ainsi : « Cette « province s'étant livrée de pleine volonté au « roi don Alonzo VIII, en 1200, sous la garan- « tie de ses antiques fueros, us et coutumes, « etc., etc. »

La Guipuzcoa se dévoua entièrement à ses nouveaux souverains; elle les aida dans toutes leurs guerres, où ses soldats acquirent autant de réputation comme infanterie que les Gascons en

France; de plus, ses marins, unis avec ceux de la Biscaye, furent seuls à soutenir les droits et les prétentions de l'Espagne sur les mers; et dans le combat naval du 29 août 1350 ils détruisirent la flotte d'Edouard III, et firent obtenir à l'Espagne les premiers traités maritimes et de commerce avec l'Angleterre.

Les marins basques établirent les premiers la pêche de la morue et de la baleine; ils découvrirent, en 1393, les îles Canaries, etc., etc.; enfin, dans les guerres qui eurent lieu contre la France pour la possession de la Navarre, sous Charles VIII, Louis XII et François Ier, les Guipuzcoans, sur le sol desquels eurent lieu les principales affaires, se conduisirent avec une tenacité remarquable pour défendre les droits de la couronne de Castille. C'est autant à ses services rendus, qu'aux événemens antérieurs au 13me siècle, que la Guipuzcoa doit la confirmation et l'extension de ses priviléges, dont la première rédaction eut lieu en 1379, dans une assemblée générale teuue à Saint-Sébastien, à la suite des querelles des factions Oñaz et Gamboa, et des prétentions rivales de plusieurs villes; le roi don Juan Ier confirma les arrêtés de l'assemblée, le 18 septembre 1379.

Les mêmes divisions se représentèrent encore dans le 15e siècle, principalement sous le règne

du roi Henri IV, qui vint lui-même en Guipuzcoa, et fit rédiger un édit par don Gonzalo Mora, corrégidor de Biscaye et de Guipuzcoa, et le donna comme code général à la province, le 30 mars 1457 ; les rois et la province elle-même y ajoutèrent diverses ordonnances; et enfin le roi Charles II approuva, le 3 avril 1696, le code général de la province de Guipuzcoa, sous le titre de *Nueva recopilacion de los fueros, privilegios, etc., de la muy noble y muy leal provincia de Guipuzcoa.*

Ce code régit encore la province.

Une junte générale a lieu le 2 juillet; elle se compose des procuradors envoyés par chaque *alcadia*, au nombre de cinquante-sept, et qui sont nommés par les principaux propriétaires réunis à l'*ayuntamiento* des pueblos.

La junte nomme quatre députés généraux, qui doivent être pris dans les villes de Saint-Sébastien, Tolosa, Aspeitia et Ascoytia. Cette députation siége pendant trois ans dans chacune de ces villes, et le président, ou pour mieux dire le seul député, pendant ce temps, est celui de la ville même où réside la députation. C'est à lui que correspond toute l'expédition des affaires; il est assisté de quatre personnes : 1° son adjoint; 2° les deux capitulaires, qui sont les

... de la ville : c'est ce qui forme la députation ordinaire.

La députation extraordinaire se compose des quatre députés élus et de leurs adjoints.

A la première, correspondent les affaires courantes; à la seconde, celles qui ont une importance ou une éventualité non prévues : la députation extraordinaire se rassemble, de droit, deux fois par an, en décembre et juillet.

Il y a, en outre, des juntes particulières, qui s'assemblent dans dix-huit villes spécialement désignées par la constitution; elles dirigent les affaires des *partidos* ou arrondissemens; chaque localité (*ciudad*, *villa*, *union*, *pueblo*) a un *ayuntamiento* composé comme en Alava, dont l'alcade principal rend la justice en première instance, pour les causes civiles et les délits correctionnels; huit de ces alcades ont le titre d'alcades mayors, et ont une juridiction plus étendue; l'appel de leurs jugemens se fait au corrégidor ou juge suprême de la province, nommé par le roi, et qui réside avec la députation : il a la juridiction haute et basse, et de plus préside les juntes, assiste à la députation, communique les ordres royaux, approuve les comptes; mais il n'a pas droit de vote comme le corrégidor de Biscaye.

Il y a de plus un alcade de sacas, élu par la

junte, et qui réside à Béhobie : c'est une espèce de directeur des douanes.

La Guipuzcoa contient 57 alcadias et 135,838 ames.

Les priviléges de la province sont du reste les mêmes que ceux de la Biscaye : elle ne permet l'entrée des troupes que pour la garnison d'Irun et de Saint-Sébastien.

La population des provinces et de la Navarre ainsi répartie :

Navarre.........	288,244	661,764
Biscaye..........	144,875	
Alava............	135,838	
Guipuzcoa......	92,807	

forme, ainsi qu'on a pu le voir par les données précédentes, une masse homogène de 662,000 habitans, identifiés d'intérêts, d'esprit et de langage. Cette population minime, vis-à-vis du reste de l'Espagne, dont elle n'est que la vingt-unième partie, puise une force imposante dans cette considération d'unanimité, d'abord, puis dans celle de sa situation topographique et de son rapport avec la surface du sol. Ainsi, la population, dans le reste de l'Espagne, étant de 1,384 habitans par lieue carrée, celle de la Navarre est de 1,400, celle des 8 provinces de la Guipuzcoa est de 2,100, et la population des 4 provinces réunies est de 1,100 habitans par lieue carrée.

Quelques semblables que soient dans leur origine et leur établissement les constitutions basques, on remarque entre elles des différences bien tranchées.

La Navarre porte dans son organisation le caractère des institutions féodales, où le clergé a une large part; la Biscaye est une république démocratique pure, où le peuple entier participe directement au gouvernement; la Guipuzcoa est une aristocratie où le pouvoir est concentré dans quelques familles; enfin, l'Alava est pour ainsi dire une monarchie élective, où tous les pouvoirs sont réunis dans l'unique représentant du souverain, c'est-à-dire de la junte qui le nomme.

On a pu se convaincre que la légitimité des institutions qui régissent ces provinces est également fondée sur le droit et l'histoire, quant à ce qui les touche personnellement et intrinsèquement, mais en comprenant ce droit particulier sous le droit général de l'Espagne.

L'erreur des Basques a toujours été, au contraire, que leur droit primait celui de la couronne, tandis que l'histoire prouve évidemment

que le droit de la couronne domine et comprend le leur.

Ces droits n'ont jamais été attaqués ni contestés par la couronne, quoiqu'ils lui aient toujours paru pesans et fort gênans, surtout depuis que le système ministériel s'y est établi. Ce fut principalement sous le rapport des douanes que cette gêne se fit sentir; et tous les ministres, à commencer par Alberoni jusqu'à M. Ballesteros, dernier ministre des finances sous Ferdinand VII, ont cherché, par des négociations, à reculer les lignes de douanes de l'Ebre à la frontière française et à la mer, en y comprenant la Navarre et les trois provinces; leurs négociations ont toutes échoué. Alberoni a péri à la peine, et sous M. Ballesteros, un consentement arraché à la Navarre, et dû à quelques bons esprits du pays, fut révoqué par le roi lui-même, sur la demande du duc de Grenade et de l'évêque de Tudela, qui l'effrayèrent sur les conséquences de cette mesure.

Du reste, l'esprit d'indépendance des provinces a été général en Espagne depuis le 13e siècle, et ce qui le prouve, ce sont les prétentions de chaque royaume à son gouvernement particulier, prétentions qui se fondirent dans l'action immédiate de la couronne, pour les pays qui lui étaient directement soumis, comme l'A-

ragon, la Galice, Léon, la Castille, etc. La fierté nationale a perpétué le souvenir de ces prétentions, quoiqu'elles aient échoué ; et c'est ainsi que le préambule de la constitution de 1812 exprimait qu'elle ne faisait que renouveler les *antiques libertés* de l'Espagne ; et un député célèbre, Marina, fit un livre pour le prouver (*Theoria de las cortes*).

Les faits de la guerre de l'indépendance ont encore augmenté ces prétentions séculaires. Les Navarrais, surtout, plus exposés que les autres à une sujétion complète des Français, croient avoir aussi plus fait que tous les autres pour l'indépendance de l'Espagne : n'ayant vu les Anglais et n'ayant combattu avec eux qu'à la fin de 1813, ils regardent leurs secours comme à-peu-près nuls, et croient réellement avoir remis le roi sur le trône. Il en est de même, quoique à un moindre degré, pour les trois autres provinces ; et, sous ce rapport, quoiqu'ayant contribué à une action commune au reste du pays, elles s'en séparent encore par les souvenirs après le succès ; les cajoleries de la cour n'ont pas peu contribué aussi à le leur faire croire.

En 1820, elles ne subirent qu'avec résistance un joug détesté ; aussi furent-elles les premières, par position et par sympathie, à accueillir les Français en 1823 ; le signal qu'elles donnèrent

alors fut même une des raisons qui rendit cet accueil si général en Espagne.

Les provinces cependant renfermaient plus de germes de libéralisme que les autres parties de la monarchie; mais leur vanité leur faisait tourner ces sentimens mêmes contre le libéralisme constitutionnel, au profit des intérêts locaux; ainsi un député de l'Alava, banni comme constitutionnel, exposait le gouvernement de sa province comme le modèle le plus parfait du système départemental et municipal; et ce député, s'élevant contre notre centralisation, ne craignait pas de proposer sérieusement à la France d'adopter ce système pour nos départemens. (*Du Gouvernement de la province d'Alava, Bordeaux*, 1833.)

Ce fait seul donne une idée de l'esprit des provinces. Ici comme ailleurs, on retrouve cette querelle de l'unité et du fédéralisme, que la France a décidée d'une manière si terrible et si utile, et qui partage encore les esprits en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Amérique. Cette querelle fera encore la destinée de l'Espagne, où elle est pendante depuis quatre siècles.

Tant que la couronne impériale, en effet, eut autre chose à faire qu'à s'occuper de l'Espagne, elle ne put travailler dans le sens de l'unité; mais les révoltes même l'y forcèrent. Les *commu-*

neros, dont la tentative, tout aristocratique, n'était autre chose que les insurrections des 12e et 13e siècles en France, en Allemagne et en Italie, transportées au 16e en Espagne, obligèrent Charles V à abandonner ses vastes projets pour s'occuper de l'unité espagnole, qu'il ne comprenait que dans l'ensemble immense qu'il avait embrassé. Son fils Philippe II en fut distrait par la révolte des Pays-Bas; mais sous Philippe V l'école française y travailla sérieusement par le ministérialisme, et cette école suivit exactement toutes les phases qu'elle avait eues en France. A l'imitation du système ministériel de Louis XIV, succéda celle du système unitaire de 89, qui dicta la constitution de 1812; plus tard l'école impériale ou napoléonienne forma le parti *afrancesado*, qui a joué un si grand rôle dans les affaires de l'Espagne depuis 1814.

Lors de la première restauration de Ferdinand, tous les bureaux restèrent remplis des hommes de l'administration de Joseph; et cela se conçoit, car les chefs n'auraient pas trouvé d'instrumens ailleurs; ils apprirent les méthodes françaises à leurs supérieurs; et l'administration ne fut autre chose, depuis cette époque, que le combat entre la résurrection des intérêts privés antérieurs et l'application des nouvelles méthodes. Insensiblement, les fauteurs de la

restauration devinrent les plus grands partisans de ces méthodes, absolument comme en France les émigrés, sous M. de Villèle, devinrent les exécuteurs des formes administratives de la révolution et de l'empire, qui les dominèrent.

En Espagne, l'émigration fut la plus forte; mais l'avenir était évidemment aux méthodes françaises.

La révolution de 1820 donna un triomphe et une application immédiate aux méthodes françaises, mais dans le sens de l'école révolutionnaire, et il resta l'école impériale, qui leur fut aussi opposée que les royalistes purs.

Cette école fut la conseillère du pouvoir, sinon le pouvoir lui-même, en 1823, et les *afrancesados* furent plus puissans que jamais auprès de Ferdinand, qu'ils avaient soutenu pendant sa disgrace : le conseil d'état, le conseil de Castille furent entièrement dirigés par leur esprit; les ministres, et surtout MM. Salazar, Cruz et Ballesteros, n'écoutaient que leurs conseils; le roi lui-même les consultait souvent. Ce fut l'origine de la fortune de MM. Zea et Burgos : le premier fut ministre, le second domina M. d'Ofalia qui l'était. Mais la haine qui s'était attachée aux méthodes françaises par leur application brutale, sous l'usurpation de 1808 et la constitution de 1820, empêcha qu'elles ne fussent mises en

usage, et ce ne fut que furtivement que ces méthodes se glissèrent dans l'administration, particulièrement par les efforts de M. Ballesteros, d'abord ministre des finances, et ensuite de l'intérieur, sous le nom *del fomento* (de l'encouragement à la production), nom créé exprès pour dissimuler l'imitation française.

Ce furent contre ces hommes que les efforts des rétrogrades se dirigèrent en 1826 et 1827, en Catalogne, sous la conduite de Bessières; à la cour, sous le patronage de don Carlos. Ce fut aussi leur appui que vint chercher la reine Christine, lorsqu'elle partagea le trône de Ferdinand VII, en 1829.

Le roi, séduit par sa nouvelle épouse, cédant à des sentimens de famille qu'elle avait fait naître en lui, accorda ostensiblement sa confiance à ces hommes, en les appelant, sinon au ministère, au moins dans ses conseils et à des emplois publics : ce fut Fernando del Pino, qui avait été magistrat sous Joseph, qui rédigea et lut au conseil de Castille la pragmatique sanction du 31 mars 1830, substituée à celle de Philippe V du 5 novembre 1712, qui rendait aux femmes le droit de succession à la couronne. Cet acte fut véritablement le triomphe des *Afrancesados*, car il leur donnait le pouvoir presque indéfiniment, sous une minorité.

Aussi devint-il le point de mire des attaques des conservateurs, nom qu'on peut donner désormais aux amis de don Carlos, puisque les ennemis des droits de ce prince annonçaient ouvertement leurs intentions d'améliorer le régime administratif, sinon gouvernemental de l'Espagne, par l'application des méthodes nouvelles.

Dans les derniers jours de septembre 1832, époque qu'on pourrait appeler *la première mort de Ferdinand*, le comte d'Alcudia et Calomarde étaient ministres, et le premier, d'accord avec don Carlos et avec les ministres de Naples, de Prusse, d'Autriche et de Russie, abusa de la faiblesse et de la maladie du roi pour lui faire signer l'abolition de la pragmatique du 31 mars. La reine n'osa s'y opposer; mais le retour de l'infante dona Maria-Luisa, sa sœur, rétablit les chances en sa faveur; elle releva le courage de la reine, et eut celui de détromper Ferdinand, qui, revenu à la santé, renvoya le ministère dit de Calomarde et institua le ministère Zea. Dès-lors, les *Afrancesados*, ou pour mieux dire les hommes de l'école impériale, gouvernèrent l'Espagne.

Ce nouveau ministère se trouvait appelé aux affaires dans des circonstances graves et difficiles : la mort de Ferdinand était imminente, et

il fallait préparer l'avénement paisible d'une reine mineure et d'une régente étrangère ; il n'était pas douteux que tous les conservateurs, quelle que fût leur couleur, se rangeraient autour de don Carlos, qui représentait cette doctrine, si puissante en Espagne parmi le peuple et le clergé, et qui peut se résumer par cette formule : « *Conserver intactes la foi et les coutumes antiques de la nation.* »

Don Carlos fut invité à quitter l'Espagne, ainsi que ses principaux adhérens, Alcudia, Calomarde, etc., etc., et tous ceux qui avaient trempé dans les événemens de la Catalogne de 1826 à 1827. Le Portugal offrait au prince un refuge assuré, d'où il pouvait agir sur l'Espagne. Ce pays voisin présentait en action ce que l'Espagne faisait pressentir pour l'avenir : le principe conservateur, incarné en don Miguel, combattant une reine mineure, symbole du parti progressif.

Il était évident qu'une collision était imminente à la mort de Ferdinand ; l'attitude de don Carlos en Portugal, les souvenirs du mois de septembre 1832, les menaces du parti carliste, tout démontrait le danger d'une réaction terrible.

L'Espagne, en effet, touchait au moment où allaient se réaliser les espérances d'un parti ou

les craintes de l'autre: d'une part, les hommes du progrès, dont les désirs, peu formulés et peu étendus encore, n'allaient pas plus loin qu'à voir l'établissement d'un gouvernemet progressif et régulier, qui garantît l'avenir du pays; de l'autre, les conservateurs, ennemis de toute espèce d'innovation, et s'apprêtant à combattre tout parti ou tout pouvoir qui manifesterait l'intention de changer quelque chose à la vieille Espagne.

Le premier parti se rattachait avec amour à la royauté d'Isabelle II; ce nom, heureusement choisi, les souvenirs qui s'y rattachaient, l'espoir de travailler pendant une longue minorité à l'établissement d'un régime qui ne serait point contrarié par la cour, tout concourait à faire saluer l'avénement de cette reine-enfant comme l'aurore du bonheur futur de l'Espagne. A ce parti se rattachait la noblesse presque entière, peu jalouse de ses priviléges matériels, dont elle pouvait jouir à peine en Espagne, mais désireuse de donner l'essor à ses priviléges moraux, que l'éducation, puisée par la plupart de ses membres à l'étranger, leur donnait le droit de faire valoir.

Le commerce, presque entier, était dans le même sens, ainsi que les fabricans, les principaux propriétaires et une classe nombreuse du

peuple, qui s'était formée pendant la paix, à l'ombre de l'essor donné à l'industrie, dans presque toutes les villes. Une partie du haut clergé ne demandait pas mieux non plus que de voir s'établir un régime progressif, mais régulier, les uns par sympathie, les autres parce qu'ils comprenaient les chances de ruine que pourrait entraîner pour eux une résistance outrée.

A don Carlos se rattachait le reste de la population, qui, ennemi des innovations, en avait assez l'expérience pour savoir la portée que pourraient avoir même les plus timides sur un sol presque neuf.

Se renfermant dans la crasse ignorance des couvens, dans l'ignoble oisiveté des prolétaires, dans la ridicule vanité des usages de la cour et des provinces, ce parti, aussi absurde qu'odieux, ne voulait pas sortir du temps où chacun recevait de l'Amérique le nombre d'écus nécessaires au maintien de sa position, et le dépensait sur la place que Dieu lui avait faite.

L'entêtement aveugle de ce parti était tel, que tout commerce, toute industrie lui étaient odieux, et on citait publiquement, comme maxime, le mot de don Carlos en plein conseil : *que, pour bien gouverner l'Espagne, il fallait supprimer le commerce et décimer tous les négocians.*

Tout le bas peuple des villes, et une partie

du peuple des campagnes, se rattachait à ce parti, sous la direction du clergé; mais déjà, dans cette corporation, on comptait des philosophes et des indifférens.

Enfin, d'après les considérations précédentes, ce parti devait compter encore sur l'appui de toute la population des provinces privilégiées.

Les hommes d'état du parti étaient l'écume de la réaction de 1823, ce que Ferdinand même avait trouvé de trop encroûté, les Alcudia, les Calomarde, les Labrador, etc., etc.; et encore, parmi les carlistes purs, ces hommes, et Calomarde surtout, passaient-ils pour des traîtres, *car ils avaient pactisé avec la révolution* (Cela a été imprimé relativement à Calomarde).

A cet état de choses venait se joindre la position générale de l'Europe.

La révolution de juillet avait établi, sinon un acte, au moins un principe, un nouveau droit public de l'Europe; elle l'avait fait connaître à l'Espagne, en lançant Mina sur la Navarre, tentative malheureuse dont l'époque était aussi mal choisie que la localité. Les carlistes savaient que leurs efforts seraient encouragés, sinon appuyés par les puissances du Nord, et surtout par l'aristocratie anglaise; les ambassadeurs de ces puissances ne le leur laissaient pas ignorer, et d'ailleurs c'étaient eux qui, avec

Alcudia, avaient fait le complot de la Granja, dans le mois de septembre 1832; le Portugal était un espoir de plus, une émanation vivante et agissante du carlisme, toute prête à réagir sur l'Espagne.

D'un autre côté, la situation de la France vis-à-vis des puissances étrangères, son alliance avec l'Angleterre, son système intérieur même de modération armée garantissaient à la jeune reine et à ses partisans l'établissement politique et moral de leur régime; mais il y avait des impatiens dans les deux partis :

Dans celui de don Carlos, les émigrés, qui déjà se réunissaient en Portugal avec lui, et annonçaient hautement leurs prétentions; dans l'autre, les émigrés aussi, qui frappaient en maîtres à la porte de l'Espagne.

Le gouvernement porta son attention vers ces deux dangers. Une armée fut rassemblée en 1833 en Estramadure, sur les frontières de Portugal, pour faire front à don Carlos et à don Miguel; une amnistie partielle fut accordée aux bannis, pour diminuer leur force et s'attirer leur appui.

Mais on eut soin de se tenir dans une juste réserve : l'amnistie était aussi insultante pour les exclus que peu bienveillante pour les admis; les volontaires christinos qui s'armèrent en septembre 1832 furent remerciés, et on se borna

à réorganiser les volontaires royalistes là où on le put; plusieurs capitaines généraux même qui les avaient désarmés, comme Llauder en Catalogne, Morillo en Galice, furent blâmés. On épura seulement les troupes et les généraux qui commandaient les provinces, et l'on espéra trouver dans leur choix la garantie de la tranquillité. On y comptait tellement, qu'au mois d'août on effectua la libération ordinaire de l'année, qui réduisait l'effectif prévu de 65,000 hommes à 50,000 à peine.

M. Zea espérait aussi pouvoir se mettre entre les deux partis et les dominer.

Ce système avait quelque chose de spécieux; l'invasion de 1808, les tentatives de 1820 et de 1830 avaient laissé de profondes impressions dans les esprits, et un besoin de paix et de tranquillité, qu'on pouvait regarder comme le sentiment le plus général du peuple espagnol. Le travail agricole et manufacturier avait pris, depuis 1814, une immense extension, et ne demandait que de l'encouragement et des communications pour prendre un essor puissant; la plupart des hommes intéressés à ce développement, fabricans et ouvriers, propriétaires et laboureurs, s'inquiétaient peu du gouvernement qui les régirait, mais beaucoup de sa situation et de ses actes, et de la somme de tranquillité

et de travail qu'il leur donnerait. On pouvait donc penser qu'avec de bonnes institutions et de bonnes méthodes, le pouvoir qui s'interposerait entre les partis, et administrerait loyalement et habilement, amènerait les masses à lui.

Personne n'était plus à même que M. Zea de mettre en œuvre cette pensée : héritier des traditions françaises, modéré par caractère, royaliste et patriote à la fois, M. Zea semblait le représentant de ce système ; il s'était entouré des hommes habiles du parti *Afrancesado*, les Lista, les Miñano ; il s'était donné pour collègue l'homme le plus versé dans les méthodes administratives françaises, et le plus capable de les appliquer, M. Burgos ; enfin tout concourait à ce que ce tiers-parti put dominer la situation et conduire l'Espagne au port si désiré.

Mais M. Zea et ses partisans ne faisaient point entrer en ligne de compte un élément terrible : la guerre civile ! Le parti carliste, en effet, n'avait pour but que la violence : car il était incapable de raisonner, aussi il se taisait et se préparait. 300,000 volontaires, organisés sur le sol de l'Espagne et possédant 120,000 fusils, étaient un argument terrible que le parti avait à faire valoir, et il attendait.

C'était aussi l'attidude du parti libéral ; il sa-

vait que les carlistes feraient la guerre à Isabelle II, et qu'on aurait besoin de lui, et il attendait.

Voilà ce que M. Zea ne prévit pas, et ce qui détruisit par la base son système, auquel dix ans de vie de plus de Ferdinand étaient nécessaires pour acquérir une force capable de résister à la secousse de la mort de ce prince. M. Zea était au ministère en septembre 1832; Ferdinand mourut en septembre 1833.

FAITS CONTEMPORAINS.

Ferdinand VII mourut le 29 septembre. Sa mort fut connue le 3 octobre à Bayonne et déjà, le 6, Santos-Ladron en Navarre, Merino en Castille, avaient levé l'étendard de l'insurrection. A Bilbao, à Vittoria, don Carlos fut proclamé le 9, par le peuple et les moines qui l'entraînaient. Partout les volontaires royalistes furent appelés aux armes; en huit jours l'insurrection fut complète, en Castille-Vieille, en Alava, en Guipuzcoa, en Biscaye, en Navarre; en Catalogne, des troubles éclatèrent à Prats-de-Llusanes. Le gouvernement était désarmé dans ces provinces : à Bilbao, à Vittoria pas un soldat; à St.-Sébas-

tien le 11e de ligne ; à Pampelune le 12e ; en Castille un régiment ; en Catalogne quatre à cinq régimens dans les places. Ainsi l'insurrection avait pris ses mesures d'avance, et partout le gouvernement se trouvait au dépourvu.

Un coup terrible frappa l'insurrection dès son début. Santos-Ladron, ancien chef de l'armée de la Foi, puis vice-roi de Navarre, où il était né, avait rassemblé une bande aux environs de Los Arcos ; Lorenzo, colonel du 12e, sort de Pampelune avec cent hommes, marche à sa rencontre, culbute sa bande et le prend de sa main. On l'amène à Pampelune, où il est fusillé le 13 octobre.

Cet événement répandit d'abord la stupeur, puis la rage. Eraso, colonel des carabiniers de la frontière, à Burguette, les appelle à l'insurrection et proclame don Carlos le 17 ; Lorenzo vole à lui, et, le 19, notre frontière le reçoit avec 15 officiers.

En Alava, en Biscaye des juntes s'établissent, administrent au nom de don Carlos, appellent le pays aux armes et organisent l'insurrection ; Burgos est bloqué par les bandes, qui déjà s'étendent de l'Ebre au Duero ; la Biscaye est entièrement soulevée, ainsi que l'Alava ; la Guipuzcoa résiste encore, et par l'effet d'une circonstance particulière.

Jaureguy (el Pastor), colonel sous la constitution, chef de bandes pendant la guerre de l'indépendance, était réfugié à Bayonne depuis 1823; sa province l'appelle, quoique banni il n'hésite pas : il passe la Bidassoa et entre à St.-Sébastien le 13. Il y est reçu avec enthousiasme ; autour de lui se groupent des jeunes gens décidés; le général Castañon, commandant-général de la province, accepte ses services, et l'envoie parcourir la province pour désarmer les volontaires royalistes. Ce fut le premier pas du gouvernement d'Isabelle II dans la carrière révolutionnaire, encore le désavoua-t-il en blâmant Castañon de sa condescendance.

La même circonstance se présenta à Santander : la province, attaquée par les factieux, était entièrement dégarnie de troupes; une milice de 800 hommes, à peine armée, s'organisa dans la ville, sous le commandement du colonel Iriarte, ami de Jaureguy et banni comme lui, qui repoussa l'ennemi, et conserva son commandement, sans que le capitaine-général de Castille osât le lui confirmer.

Tel était l'état de l'insurrection, lorsque le gouvernement français reconnut officiellement la reine Isabelle II. Une déclaration parut dans le *Moniteur* du 10; l'ambassadeur reçut l'ordre d'offrir à la reine régente l'appui de la France,

et, le même jour, M. Mignet, directeur au ministère des affaires étrangères, partit pour Madrid, avec mission de confirmer cette assurance. Le gouvernement français avait fait toutes ces démarches sans savoir quel système de conduite embrasserait le ministère espagnol, ni même si ce ministère resterait à la tête des affaires. Ce fut une faute grave, et qui étend encore son influence sur les malheurs de l'Espagne. M. Zea, en effet, resta à la tête des affaires, et fit paraître le 8 octobre son manifeste célèbre, où il annonça que le règne d'Isabelle II ne serait que la continuation du règne de Ferdinand VII, et que l'Espagne n'avait à attendre d'elle qu'un despotisme éclairé (*despotismo illustrado*).

M. Mignet n'arriva donc à Madrid que pour intrôniser le système de M. Zea, et le gouvernement français perdit ainsi tout moyen d'exercer une salutaire influence sur les affaires d'Espagne. Mais le gouvernement espagnol lui-même ne compromit pas moins son action par cette intempestive déclaration de résistance à l'opinion, en présence d'une guerre civile qui éclatait de toutes parts autour de lui, et bientôt il fut entraîné contre son gré dans la voie révolutionnaire. Un décret du 15 octobre reconnut dona Maria comme reine de Portugal; un autre, du 16, confisqua les biens de don Carlos, et enfin, le 22,

trente-un députés, parmi lesquels Argüelles, furent annexés à l'amnistie générale.

Une armée était rassemblée sur les frontières de Portugal, sous les ordres des généraux Rodil et Saarsfield : ce dernier, des dispositions duquel on avait raison de douter, envoya son adhésion le 7, et le 8 il reçut l'ordre de marcher avec son armée sur Burgos; il n'y arriva que le 23, avec 4,000 hommes.

Mais déjà l'insurrection avait fait d'immenses progrès : Merino avait appelé toute la Castille aux armes, et couvrait tout le pays entre l'Ebre et le Guadarrama, où tout ce qui avait été volontaire royaliste était obligé de le suivre, sous peine de mort. Dans la Navarre, Ituralde, après la déconfiture de Santos-Ladron et l'échauffourée d'Eraso, avait pris le commandement, et réunissait 2,000 volontaires autour d'Estella. En Alava, les volontaires s'avançaient jusqu'à l'Ebre, et occupaient le pont de Miranda-de-Ebro avec du canon; la Biscaye entière était soulevée, et ses dix-sept bataillons de volontaires étaient sous les armes; une partie de la Guipuzcoa résistait à Jaureguy.

Dans tout le royaume, les volontaires royalistes s'agitaient; dans le royaume de Valence, vingt-cinq de leurs bataillons étaient en présence de deux régiments de l'armée, qu'ils te-

naient en échec. En Catalogne, des mouvemens avaient eu lieu à Berga, et la province était fortement menacée ; mais le général Llauder prit un parti décisif, qui la sauva : il appela le peuple aux armes pour la défense du trône d'Isabelle et de la liberté, et fit inscrire 20,000 volontaires d'Isabelle, auxquels il distribua les armes des royalistes. On le désapprouva d'abord, mais il persista, et enfin obtint, par la force des choses, une autorisation dont il s'était passé, et que le gouvernement n'eût pu lui refuser sans danger.

Mais partout le manifeste de M. Zea avait attiédi l'enthousiasme, et partout l'attitude des volontaires royalistes, qu'on n'avait osé désarmer, comprimait l'élan libéral. Enfin, le gouvernement prit un parti, quoique bien timide encore, et, par un décret du 22 octobre, les priviléges des volontaires royalistes furent abolis. Une émeute eut lieu à Madrid, par suite de ce décret; mais les troupes de la reine, soutenues par le peuple, désarmèrent et dispersèrent les volontaires royalistes réunis dans les faubourgs. Le désarmement s'ensuivit dans tout le royaume, et devint ainsi une mesure de circonstance et non d'ordre public. Cette opération eut lieu sans résistance partout où l'insurrection n'était pas organisée; mais, aux confins des

royaumes d'Aragon et de Valence, il se forma quelques rassemblemens de volontaires, qui finirent par occuper le château de Morella, où se groupèrent autour d'eux tous les mécontens de ces deux royaumes et de la Catalogne.

L'inaction de Saarsfield à Burgos, depuis le 23 octobre, compromit gravement l'état des choses dans la Navarre et les trois provinces basques. Les routes furent interceptées partout; les courriers de toutes sortes arrêtés, dépouillés; l'insurrection armée, libre dans son action, s'étendit et s'organisa de manière à englober la population entière. Pampelune fut bloquée pendant tout le mois de novembre, et le 6, le général Castañon et Jaureguy, repoussés à Aspeitia, furent obligés de se renfermer à St.-Sébastien, qui fut ravitaillé de Bayonne par les autorités françaises. Les insurgés entrèrent à Tolosa, la garnison d'Irun se réfugia sur le territoire français, et bientôt le gouvernement espagnol ne posséda plus entre la mer, les Pyrénées et le Guadarrama que Pampelune, St.-Sébastien et Burgos.

Partout cette insurrection prenait ce caractère démocratique, si naturel et si cher aux mœurs du pays; le peuple courait avec empressement aux armes, s'organisait en compagnies, nommait ses officiers; et ceux-ci se rangeaient

sous la direction supérieure des juntes nommées ou reconnues par le peuple.

Le régime municipal du pays favorisait cette organisation, et rendait faciles tous les détails d'administration : des contributions étaient imposées aux riches sous des peines terribles ; et ceux qui résistaient, ainsi que les voyageurs étrangers, étaient emprisonnés et rançonnés, tandis que les ouvriers, les muletiers, etc., passaient partout librement.

Le clergé était resté généralement passif dans ce mouvement. Les franciscains de Bilbao, quelques curés de paroisse avaient bien provoqué et secondé le mouvement populaire ; quelques autres avaient fourni de l'argent ; mais la masse du clergé était restée inerte, quoique le mouvement eût été fait au nom de don Carlos et de la religion : ce furent effectivement les deux seuls mots de ralliement prononcés ; et il est à remarquer que dans les proclamations nombreuses qui ont circulé dans ces provinces, il n'a pas même été fait une allusion aux *fueros* et aux circonstances locales ; tout, au contraire, respirait un esprit remarquable de nationalité et de monarchie, dans un sens tout espagnol.

Enfin, Saarsfield se décida à marcher ; mais ses opérations eurent un caractère mystérieux dont l'intelligenee est absolument nécessaire à

l'explication du passe et de l'avenir de cette lutte. L'insurrection avait précédé l'arrivée de Saarsfield, et on doit bien penser qu'elle s'était déjà organisée secrètement à Burgos lorsqu'il y entra. Une junte établie dans cette ville correspondait avec don Carlos et avec les insurrections de Biscaye, d'Alava, de Castille et de Navarre. Elle publia et même fabriqua, dit-on, les premières proclamations de don Carlos, et c'était à elle que se rattachaient les fils d'une vaste conspiration ourdie sur tous les points de l'Espagne, par le clergé et les volontaires royalistes. C'est au sein du chapitre même de la cathédrale que se trouvaient les principaux membres de cette junte.

Saarsfield avait dû commencer son mouvement à Ciudad-Rodrigo le 8; mais il n'arriva à Burgos que le 23 octobre, et ce retard fut regardé par la junte comme un indice de son peu de désir de servir activement la cause de la reine. Cependant, à son approche, la junte quitta Burgos et fut s'établir aux environs, dans la campagne. Dès-lors Saarsfield devint le point de mire de toutes les intrigues : on trouva dans son état-major, dans sa confiance intime, des traîtres qui ne cessaient de lui répéter : « que s'il « bougeait, son armée l'abandonnerait au pre- « mier mouvement; que Mérino entrerait dans

« Burgos ; que ses communications avec Madrid « seraient coupées, et lui-même à la merci des « insurgés. » Mais une circonstance particulière favorisa l'action des traîtres sur Saarsfield. Le général Wals, comte Armildez de Toledo, envoyé de Madrid avec une brigade de cavalerie de la garde, était un constitutionnel prononcé ; ses soldats étaient en harmonie avec ses sentimens : il se trouva donc un foyer d'opposition contre Saarsfield ; on lui fit comprendre que son triomphe ne servirait qu'à faire proclamer la constitution par Armildez ; que dès-lors il n'aurait plus personne pour lui. Saarsfield fut ébranlé. Il alla même jusqu'à dire : « *Dans ce cas, je suis à vous.* » C'était ce que demandait la junte ; mais pour écarter les soupçons et étouffer les murmures, il simula un mouvement et marcha sur Briviesca, le 29 octobre. En sa présence, les bandes de Merino se dissipèrent ; mais sous prétexte que les défilés de Pançorvo étaient occupés, il s'arrêta court, et rentra à Burgos. Armildez, qui n'était pas dans la confidence, s'avança sur la gauche jusqu'à Herrera, mais sachant qu'il n'était plus soutenu par Saarsfield, il fut obligé de revenir aussi ; dès-lors il regarda Saarsfield comme un traître, et le dénonça comme tel au ministre. Son changement fut arrêté et même communiqué aux

capitaines-généraux d'Aragon et de Catalogne. Saarsfield, menacé de destitution, se décida à agir tout de bon. Son avant-garde rencontra à Belorado, le 12 novembre, une troupe de Merino qui se retira sur l'Ebre. Il poussa à Santo-Domingo de la Calzade, et le 15 se mit en communication avec Lorenzo, sur Haro, où il passa l'Ebre.

Merino et Cuevillas se retirèrent, laissant du monde à Miranda. Verasteguy, averti de ce mouvement, déclara à Vitoria, le 19, qu'il n'avait aucun moyen de s'opposer à l'entrée de Saarsfield, et alors commença la débâcle. Saarsfield entra à Vitoria le 21, et les 22 et 23 marcha contre Bilbao pour arriver avant Armildez.

A Madrid, le parti bâtard qui s'était formé entre le parti apostolique et le parti constitutionnel ne voulait que le maintien du système de Ferdinand, avec quelques améliorations administratives, mais sans constitution. Ce parti, qui eût été tout à don Carlos, si les constitutionnels eussent triomphé, se composait en grande partie d'*afrancesados*. MM. Zea et Burgos en étaient les chefs : ils croyaient avoir la garantie que les puissances étrangères tolèreraient le gouvernement de la reine, s'ils arrivaient à empêcher l'établissement d'une constitution en Espagne. Dès-lors, tous leurs efforts tendirent à empêcher

les constitutionnels de se prononcer et de se rattacher au parti de la reine. Cet état de choses maintint un équilibre qui devait cesser le jour où un seul mot serait prononcé quelque part, celui de *constitution!* C'est dans cette prévision que la junte de Burgos avait agi; elle savait que beaucoup de carlistes tièdes ne se prononceraient que ce jour-là, et elle suspendit l'insurrection générale. Dans cette attente, elle retarda aussi l'entrée de Charles V jusqu'à cette époque: car elle pensait que la majorité du peuple des provinces serait indifférente à une querelle qui n'existerait pas entre ces deux principes. Quant à ce qui regarde l'extérieur, l'intervention française ne l'effrayait pas, et elle faisait répandre partout qu'elle ne pouvait avoir lieu que pour établir une constitution en Espagne, et qu'alors les puissances du Nord feraient équilibre. Le ministère espagnol et la junte de Burgos agissaient donc parallèlement et dans les mêmes principes; dès-lors ils se neutralisaient mutuellement. Mais le ministère y perdit plus que l'insurrection: car il est douteux que celle-ci pût se généraliser sur la surface de l'Espagne, et le ministère perdait l'occasion de l'écraser dans les provinces.

A la suite de ces événemens, le gouvernement espagnol sortit enfin de sa stupeur. Par décret

du 16 novembre, Zarco del Valle prit la place de Cruz au ministère de la guerre, et le général Valdès partit le 19 pour aller remplacer Saarsfield dans les provinces. Ce dernier entrait à Bilbao le 26, sans coup férir, lorsqu'il apprit qu'il avait un successeur : il l'y attendit.

Valdès partit de Bilbao le 1er décembre, deux jours après son arrivée, emmenant avec lui Saarsfield, nommé vice-roi de Navarre; il se mit en communication avec Castañon, attaqua et dispersa sur son passage, le 4, les débris des insurrections alavaise et biscayenne, qui s'étaient ralliées à Oñate. Le 10, Saarsfield et Valdès entrèrent à Pampelune.

Leur arrivée ne fit aucune sensation dans cette ville ni en Navarre, où régnait un seul sentiment, celui de la résistance : c'est ce qu'annonçaient toutes les données recueillies dans ce pays, contrairement aux espérances que faisait concevoir l'arrivée des troupes. Le caractère bien connu des Navarrais, leur opiniâtreté, l'esprit général de la population, suffisaient pour démontrer que c'était sur ce terrain que l'insurrection se retrancherait et donnerait la mesure de sa force.

Cependant, en Catalogne, l'enthousiasme ne diminuait pas : les paysans et la troupe de ligne poursuivaient les insurgés dans toutes les ren-

contres. Les volontaires d'Isabelle, après les travaux de la journée, prolongeaient fort avant dans la nuit leurs exercices militaires. L'Aragon était tranquille, et le royaume de Valence n'était agité que par le rassemblement carliste réuni à Morella. Une junte carliste s'établit dans cette ville, où se trouvaient réunis 3 à 4,000 insurgés; ce ne fut que le 10 décembre que le gouverneur de Tortose y entra, après y avoir jeté plus de 150 grenades. Les insurgés se dispersèrent, et leur chef fut pris et exécuté à Castellon de la Plana. Le même jour les troupes d'Aragon battaient 1,200 insurgés qui se dirigeaient de Valence sur l'Aragon.

Cependant ces insurgés ne furent pas réduits : nous les voyons plus tard formés en bandes sous les ordres de Carnicer et de ses lieutenans Montañes, Conesa, Forcadell, tenir en haleine les capitaines-généraux de Valence, de Catalogne, d'Aragon, en se maintenant dans les positions qui se trouvent au point de jonction des frontières de ces trois provinces et de celle de Cuença.

L'année 1833 se passa ainsi à-peu-près sans résultats pour les deux partis. Mais, au commencement de 1834, un événement considérable vint dominer cette lutte et ramener la question sur son véritable terrain : ce fut le manifeste de Llauder.

Il est nécessaire de jeter ici un coup-d'œil en arrière pour se faire une idée exacte du nouvel aspect que vont prendre les événemens.

A la mort de Ferdinand VII, la nation se séparait en deux partis bien distincts : l'un éminemment conservateur, craignant tout changement au système précédent ; l'autre progressif, saluant de ses espérances l'aurore d'un gouvernement libéral. Les manifestations de ces deux partis eurent lieu, selon les localités et les circonstances, aussitôt après la mort de ce prince. Les trois provinces basques et la Navarre, que leurs *fueros* rendaient à la fois plus attachées à l'ancien système et plus en état de le soutenir, profitant de l'organisation existante des volontaires royalistes, et comptant sur la coopération générale de la nation, s'insurgèrent et prirent les armes, avant même que le nouveau gouvernement eût proclamé ses principes. Quant à l'autre parti, il avait pour lui le gouvernement : il devait avoir confiance, et ne fit rien que ce qu'on lui fit faire au nom du pouvoir; aussi voit-on dès l'abord la conduite des agens du gouvernement envers ce parti être soumise aux circonstances.

Nous avons déjà vu ce qui arriva en Guipuzcoa et à Santander, relativement à Jaureguy et Iriarte.

Dans d'autres villes de commerce, des milices

locales s'organisèrent sans l'aveu du gouvernement, qui désapprouva ces faits spontanés, mais qui, par la force des choses, fut obligé de les tolérer.

En Calalogne, comme nous l'avons vu, les volontaires furent armés par le capitaine-général lui-même, et ce ne fut que dans les premiers jours de novembre, et après le soulèvement des volontaires de Valence et de la Haute-Catalogne, qu'il reçut l'approbation du gouvernement.

Voilà pour l'armement d'un parti. Examinons ce qui se passa pour le désarmement de l'autre.

Deux cent quatre-vingt mille volontaires royalistes étaient inscrits dans toute l'Espagne; cent vingt mille étaient armés : c'était le parti conservateur, organisé, armé, exercé de vieille date. Dans plusieurs provinces, à la nouvelle de la maladie du roi, on avait désarmé cette milice, malgré la désapprobation formelle du gouvernement. En Catalogne, en Aragon, en Estramadure, en Galice, les capitaines-généraux avaient procédé d'eux-mêmes à cette mesure : ils furent blâmés; mais quand l'insurrection éclata, et qu'on vit que cette organisation en était l'élément principal, on hésita d'abord, puis on toléra, puis on fut obligé d'ordonner, mais avec timidité, le désarmement de ce corps; mais le mal était fait : dans les provinces insur-

gées, tous les volontaires royalistes étaient dans les rangs des rebelles; ailleurs, ceux qui ne voulaient pas se laisser désarmer trouvèrent une place toute prête où ils allèrent s'encadrer.

Il est donc aisé de voir que le gouvernement fut constamment, depuis le premier octobre, à la remorque du parti libéral, qui le défendit malgré lui, et qu'il fut forcé de lui céder, sous peine de perdre la chose publique, fort exposée par cette résistance intempestive.

Mais si le gouvernement était passif dans ses actions, il était fort actif dans ses paroles. Le manifeste de M. Zea annonça, dès le 8 octobre, que la nation n'avait à attendre du gouvernement qu'un *despotisme éclairé*, et que le testament de Ferdinand VII formait le nouveau droit politique de l'Espagne, sans aucun changement. De plus, le ministère, profitant adroitement de la reconnaissance des gouvernemens français et anglais, antérieure d'intention, mais postérieure de signification à cet acte, voulut persuader à la nation que cette reconnaissance s'appliquait, non seulement à la personne de la reine Marie-Isabelle II, mais encore au système annoncé par son gouvernement. Le premier ministre, s'armant d'un article imprudent du *Journal des Débats*, qui déniait à l'Espagne un gouvernement constitutionnel, déclara que ce système, étant ap-

prouvé par les gouvernemens français et anglais, devenait une des conditions de la reconnaissance des deux états et de leur alliance avec la reine, et que dès-lors la politique du pays en exigeait la conservation; que, de plus, le principe de la souveraineté en faisait une loi, puisqu'il était du devoir de la reine régente de maintenirintact, dans les mains de sa fille mineure, le dépôt de l'héritage de son père.

Un article officiel de la *Gazette de Madrid* exposa cette doctrine; il se terminait ainsi: « *Les* « *intérêts de la politique extérieure, les devoirs de* « *la politique intérieure nous forcent donc d'adop-* « *ter pour cri de rallîment : Notre reine Isabelle,* « *et rien de plus !* »

Dès-lors il fut évident qu'il n'y avait d'alliance possible entre le parti libéral et le gouvernement que dans une résistance commune à l'insurrection, dont les chances amèneraient un système de concessions forcées au parti qui prêtait ainsi conditionnellement son appui; aussi dût-on prévoir que les succès contre l'insurrection ne pouvant être obtenus que par le parti libéral, et les revers ne pouvant avoir lieu que malgré lui, les chances, quelles qu'elles fussent, de la guerre civile du Nord, auraient pour réaction une progression libérale croissante au Sud. C'est ce qui arriva.

Les lenteurs et les faiblesses (pour ne rien dire de plus) de Saarsfield, l'obstination de l'insurrection, sa résistance favorisée par le mauvais choix des hommes et le refus des moyens, amenèrent un *tolle* général contre un gouvernement qui livrait la nation pieds et poings liés à un parti contre lequel il n'osait ou ne pouvait la défendre. Ce mouvement, commencé par en bas, remonta aux sommités et eut bientôt des organes; depuis long-temps on l'annonçait à la reine d'une part, et aux gouvernemens français et anglais de l'autre; il éclata enfin. Llauder fit une énergique réclamation à la reine; il la fit précéder d'une critique amère du système de ses agens, et la termina par ce terrible avertissement: « *qu'il fallait consulter la nation et assembler les cortès* ».

Quesada, rival de Llauder, absolutiste converti, et dès-lors libéral d'autant plus exalté, fit la même protestation. Le conseil du gouvernement recélait en lui-même des élémens capables d'apprécier et même de provoquer de pareilles adresses: la reine fut obligée de le consulter, et M. de las Amarillas lui représenta vivement la nécessité de changer de système et de s'appuyer sur une force nationale, en abandonnant un parti sans consistance, également haï des conservateurs et des libéraux.

La reine, déjà avertie par l'adresse courte et énergique du comte de Florida Blanca, céda, et M. Martinez de la Rosa fut nommé premier ministre.

Par décret du 16 janvier, les nominations suivantes eurent lieu :

Au ministère d'état, Martinez de la Rosa;
— de la justice, Garely;
— de la marine, Vasquez-Figueroa;
— des finances, Aranalde, par intérim;
— de l'intérieur, Burgos;
— de la guerre, Zarco del Valle.

A l'ambassade de France, le duc de Frias,
— d'Angleterre, le comte de Florida Blanca;
— de Rome, Perez de Castro.

Une *quinta* (conscription) de 25,000 hommes fut ordonnée, et la formation des milices autorisée.

Mais, avec quelqu'enthousiasme qu'eussent été reçues ces mesures, on ne put oublier l'origine d'un changement si notable, et le parti libéral ne perdit pas de vue qu'il avait été forcé.

Le nouveau gouvernement comprit la nécessité de n'employer dans la guerre civile que des hommes purs : Saarsfield fut rappelé; Valdès eut la vice-royauté de Navarre, et réunit ainsi le

commandement des troupes et celui du territoire, confié sous ses ordres au général Wals (comte Armildez de Toledo); le commandement général de la Guipuzcoa fut donné au général Butron, émigré rentré; Jaureguy, nommé brigadier, eut sous lui le commandement des troupes; la Biscaye eut pour commandant général le brigadier Espartero, et l'Alava le général Osma, auquel revint en outre le commandement général des trois provinces basques; Iriarte, nommé brigadier, eut le commandement de la province de Santander.

C'était bien pour les chefs; mais il manquait des soldats. En Navarre, Valdès avait environ 4,000 hommes, en y comprenant la garnison de Pampelune; Jaureguy, en Guipuzcoa, 1,500; Espartero, 1,500 à Bilbao; Iriarte, 800 à Santander; Osma, 1,000 à Vittoria. C'était 8 à 9,000 hommes dans les quatre provinces, avec cinq à six places à garder; aussi les opérations furent-elles nulles en janvier et en février.

Le nouveau ministère, après avoir mis tout en mouvement, semblait être retombé dans l'apathie de l'ancien; il est vrai qu'il avait conservé un des élémens de l'administration Zea, et l'un des plus influens, M. Burgos, homme taré, enrichi par de scandaleuses opérations de finances, représentant du parti haï et méprisé

des *afrancesados*, dernier lien qui retenait le ministère dans l'ornière du système Zea, et le rattachait au gouvernement détesté de Calomarde. Ce fut une grande faute de M. Martinez de la Rosa d'avoir conservé cet homme, qui l'entachait de son impopularité.

Les résultats de cette faute ne tardèrent pas à se faire sentir. Le 16 février, un décret parut sur la milice urbaine; mais ce décret rendait les conditions d'admission tellement difficiles, que bien loin d'organiser la milice, il l'eût détruite entièrement dans les provinces où elle existait. Ainsi, en Catalogne, où il y avait 25,000 urbains, l'organisation résultant du décret n'en eût pas reconnu 4,000; ailleurs, toutes les milices locales eussent été supprimées; car les populations fortes de 5,000 ames eussent pu seules en former. Ce décret excita une indignation générale contre M. Burgos, qui l'avait présenté, et contre le ministère, qui l'avait sanctionné; et enfin, le 1.er mars, il parut un décret explicatif qui reconnaissait toutes les milices existantes, et donnait aux capitaines-généraux le droit d'en organiser dans les localités d'une population de 2,000 ames au moins, et là où il en avait existé déjà. De plus, le décret leur attribuait le commandement et la faculté de mobilisation des milices.

Autant eût valu déclarer le premier décret non avenu; mais le ministère aima mieux publier qu'il avait fait la part des circonstances et que les règles reprendraient leur empire après la crise. L'opinion publique ne s'y trompa point; et, tout en reportant sur M. Burgos l'odieux de la mesure, elle ne put s'empêcher de reconnaître que l'admission du décret par les autres ministres était un tort, sinon de principes, au moins d'intelligence.

Mais toute cette hésitation n'aidait pas beaucoup à abattre l'insurrection. Combattue faiblement, elle croissait en force et en audace. Le général Valdès, n'ayant pas assez de troupes pour la combattre, n'avait obtenu aucun résultat majeur, tandis que l'insurrection avait acquis un développement et une organisation remarquables. Les efforts de son chef Zumalacarreguy avaient, sous ce rapport, obtenu d'incroyables résultats. Les choses n'allaient pas mieux dans les provinces basques : le ministère crut devoir en attribuer la faute au chef, et il le changea.

Le général Valdès fut nommé capitaine-général de la Vieille-Castille, et le général Quesada reçut le titre de commandant de l'armée des opérations du Nord, de vice-roi de Navarre et de commandant général des provinces basques.

La nomination de Quesada fut encore une

espèce de sacrifice à l'opinion publique. Ancien chef de l'armée de la Foi, et nouvellement converti au libéralisme, il avait toute la ferveur d'un néophyte, et son exaltation le faisait prôner hautement par son nouveau parti.

On donna à Quesada plus de troupes que n'en avait eu le général Valdès.

La division de Navarre, sous les ordres du général Lorenzo, se composait de trois brigades, comprenant dix bataillons.

Les garnisons de Pampelune et des autres points de la Navarre portaient à 10,000 hommes la force totale de cette province.

Jaureguy, en Guipuzcoa, avait quatre bataillons.

Espartero, en Biscaye, avait aussi quatre bataillons.

Iriarte, à Santander, deux bataillons.

Le général Osma, à Vitoria, deux bataillons et toute l'artillerie de l'armée.

Quant à l'insurrection, voici quelle était son organisation :

La junte, formée dès l'abord des propriétaires influens du pays, se composait de :

Juan Echeverria, curé d'Elizondo, président;

Martin-Luis Echeverria, alcade d'Elizondo;

Bidaondo, propriétaire, *idem;*

Del Rio, idem, à Puente-la-Reyna;

Marichalar, propriétaire, à Añorbe;

Sanz, secrétaire.

Cette junte siéga régulièrement, dès le mois de février, à Elizondo, dans la vallée de Bastan.

Zumalàcarreguy prit le titre de commandant général, Eraso celui de commandant en second.

Il avait sous ses ordres cinq bataillons de Navarre complets, plusieurs compagnies de guides et la cavalerie.

La Guipuzcoa fournissait trois bataillons, commandés par Guibelalde.

L'Alava en avait quatre, commandés par Uranga et Villareal.

La Biscaye comptait six bataillons mal organisés, sous le commandement de Zavala, et en outre beaucoup de bandes occupant les encartaciones et la vallée d'Aratia, sous le commandement de Castor, Luqui, Villalovos, Sapelana, Ibarola, etc.

Les Navarrais, les Guipuzcoans et les Alavais agissaient sous la direction de la junte de Navarre; les Biscayens ne suivaient pas encore cette impulsion, et ne reconnaissaient que l'autorité de leur chef Zavala et celle de leur junte, présidée par le marquis de Valdespina, homme de cœur et de tête, très-influent dans le pays.

En débutant dans son commandement, Quesada, d'après les ordres du gouvernement, crut

devoir offrir une entrevue aux chefs de l'insurrection : ils acceptèrent. L'entrevue eut lieu le 9 mars, à Noain : Zumalacarreguy et trois membres de la junte y assistèrent.

Cette entrevue ne produisit qu'une très grande irritation des deux côtés ; Quesada y prit un ton très haut, et les chefs des insurgés lui déclarèrent qu'ils étaient décidés à mourir pour don Carlos, plutôt que d'abandonner son parti. Cette démarche n'ayant pas réussi devait avoir pour résultat d'enorgueillir l'insurrection, que l'on traitait d'égal à égal, et de décourager les partisans de la reine ; elle fut suivie d'un manifeste de Znmálacarreguy, qui détruisait tout espoir de pacification, et annonçait que de terribles représailles vengeraient le meurtre de Santos-Ladron et des autres chefs carlistes. Les faits répondirent bientôt aux paroles, et le 16 mars Zumalàcarreguy, se dérobant aux troupes de la reine qui étaient près de Santa-Cruz de Campero, se porta, par une marche rapide, sur Vitoria, surprit cette ville, s'empara des faubourgs, où il prit 150 *peseteros*, qu'il fit fusiller cinq par cinq et entièrement nus, afin de conserver leurs vêtemens.

Depuis la surprise de Vitoria, les opérations se bornèrent à des courses continuelles, dans lesquelles les insurgés, divisés en deux corps,

l'un commandé par Zumalacarreguy en personne, l'autre par Eraso, semblaient n'avoir à tâche que de faire promener continuellement les troupes sur une circonférence de cinq à six lieues de rayon autour de Pampelune.

Tout le mois d'avril se passa ainsi en marches et contremarches : d'une part, Quesada, s'élançant avec ses colonnes sur les traces de Zumalacarreguy, qui semblait se faire un jeu de l'entraîner dans des poursuites inutiles et par des chemins presque impraticables ; de l'autre, Zumalacarreguy, tout en suivant ce système de guerre si en rapport avec ses moyens et avec les troupes qu'il commandait, guettant les avantages partiels que pouvaient lui offrir l'isolement de quelques colonnes et les faux mouvemens de son adversaire.

Le 19, Quesada marcha sur Vitoria, où il venait chercher de l'argent ; Zumalacarreguy, avec une partie de ses forces, l'attendait au retour dans la Borunda. Quesada quitta Vitoria le 21 avec 1,800 hommes de la garde, trois pièces d'artillerie et son convoi ; le 22, Zumalacarreguy attaqua son avant-garde à Alzazua, et la mit en déroute sans que Quesada pût la rallier. Ce général, ne pouvant reprendre la route de Vitoria, se jeta à travers les montagnes, sur la gauche, et arriva le soir à Segura, puis à

Villafranca, ramenant heureusement son convoi. Les généraux Jaureguy et Butron arrivèrent de Tolosa à Villafranca pour le rejoindre et arrêter Zumalacarreguy.

Cette affaire coûta aux troupes de la reine environ deux cents hommes tués et cent faits prisonniers. Zumalacarreguy fit fusiller parmi eux sept officiers et vingt-quatre soldats; le reste s'engagea sous ses drapeaux. Parmi les officiers se trouvait le major Odonnel (Léopold). Après cette expédition, il transmit au gouverneur de Pampelune le bulletin de sa victoire, accompagné des noms des victimes, et, justifiant cet acte de vengeance par les exécutions précédentes ordonnées par les généraux espagnols, le conjura d'écrire à son gouvernement pour faire cesser cette manière atroce de se combattre, l'assurant du reste que pour chaque soldat de don Carlos mis à mort, il en ferait fusiller quatre de la reine Christine.

A la suite de cette affaire, Quesada ralliant à lui Jaureguy, et faisant venir au devant de ses troupes celles de ses lieutenans demeurés à Pampelune, s'y renferma, sans coup férir, le 29. C'est alors qu'on put voir les forces des deux partis : sous Pampelune, toute l'armée royale, au nombre de dix mille hommes; dans la Borunda, presque toute l'insurrection consistant en

quatre bataillons navarrais, deux de Guipuzcoans, quatre d'Alavais, comprenant à-peu-près 8,000 hommes. Cette dernière formait déjà un corps compact, agissant d'ensemble sous les ordres d'un même chef, et disputant le terrain aux troupes, lorsque l'avantage de la position compensait celui de la discipline. Un pareil résultat obtenu en cinq mois, sans argent, sans ressources prévues, avec des paysans volontaires, en un mot, en tirant de soi tous les moyens d'organisation, d'administration, d'action, est un fait considérable, et qui prouve à quel point le sentiment de l'insurrection était profondément placé dans le cœur des masses, et quelle puissance de volonté et de talent réunissait le chef qui les avait organisés.

En présence de tels faits, le gouvernement espagnol ne restait pas inactif. Dès l'abord, il jugea la question politique intérieure, et par elle, celle de l'extérieur. La réunion des cortès était une condition de l'avénement du nouveau ministère : il examina longuement, et de concert avec le conseil de régence, les moyens d'établir un système de représentation qui pût assurer les droits de la nation sans compromettre ceux de la couronne. L'adoption de ce système amena une modification dans le cabinet espagnol. M. Burgos, dernière expression du ministère

Zea, disparut et fit place à M. Moscoso, ami et compagnon d'infortune de Martinez de la Rosa. Enfin, l'*estatuto real* parut le 4 avril. Il composa la représentation nationale de deux *estamentos :* l'un des *proceres* pris parmi la grandesse et les notabilités, l'autre de *procuradores* nommés parmi les citoyens ayant 12,000 réaux de revenus. L'initiative fut réservée au gouvernement ; les *estamentos* eurent seulement le droit de pétition.

Les élections furent ordonnées le 28 mai, et les cortès convoquées pour le 17 juillet.

Déjà une amnistie partielle avait précédé cet acte, une amnistie générale l'accompagna. C'était là le plus grand pas vers un système libéral ; car c'était rendre à la vie politique les anciens chefs du libéralisme, dont la plupart furent appelés à des postes de faveur : l'amiral Valdès au commandement de Cadix ; Argüelles, Alava au conseil d'état, etc., etc. ; de plus la nation attendait Mina, Galiano et les autres exilés, en qui, depuis long-temps, elle avait mis sa confiance. C'était une restauration de la révolution de 1820.

D'autres actes signalèrent l'entrée du ministère dans cette voie nouvelle : l'antique conseil de Castille et des Indes fut supprimé, et remplacé par une cour suprême ; aux conseils divers on substitua un conseil d'état, unique, mais divisé en sections

Quant à la politique extérieure, le ministère jugea qu'elle devait s'appuyer sur les sympathies résultant de la conformité des principes politiques. La France et l'Angleterre seules offraient cette analogie. De plus, au milieu de l'hésitation des autres puissances, elles n'avaient point balancé à reconnaître la nouvelle souveraine : son gouvernement devait donc se jeter dans leurs bras. Sur le même sol, une pareille fortune balançait les destins d'une jeune reine. Le ministère espagnol eut l'adresse d'unir deux couronnes dont le sort était si analogue; d'ailleurs le Portugal recélait les deux prétendans, unis aussi d'intentions et d'actes. Terminer l'affaire de la succession de la couronne de Portugal, pour assurer celle d'Espagne, était donc une opération dont l'utilité était évidente. La France et l'Angleterre furent pressenties; l'expédition du Portugal fut arrêtée, et les bases du traité de la quadruple alliance furent jetées. Le 13 avril, l'armée de Rodil entra en Portugal et força don Carlos à prendre la fuite. Morillo entra également par la Galice, le 20. Le 1er mai, Rodil faisait sa jonction avec le duc de Terceira, et le 15 il marchait de concert avec lui sur Santarem pour envelopper l'armée de don Miguel. Don Carlos et don Miguel, entourés de tous côtés, recoururent à la médiation

du secrétaire de la légation anglaise, qui stipula leur embarquement. Le premier s'embarqua à Aldea Gallega, le 30; le second à Sines, le 31.

Ce fut un triomphe pour le gouvernement de la reine, triomphe réel pour le moment, dont on eût pu assurer la durée par des mesures plus prudentes; surtout si l'on eût laissé l'armée espagnole s'emparer de don Carlos. Mais ce succès ramena les pensées sur la mauvaise fortune du Nord; les revers de Quesada avaient indisposé contre lui; l'affaire de Portugal lui donnait un successeur tout trouvé: Rodil et son armée reçurent l'ordre de se diriger sur la Navarre.

Mais déjà Quesada avait beaucoup compromis la situation des affaires dans cette province. L'insurrection, après l'avoir tâté à Alzazua, avait changé de tactique à son égard; elle était devenue presque offensive, et la déconsidération du chef de l'armée christine était arrivée à son comble, par suite du mauvais succès de ses opérations.

Dans ces circonstances, le gouvernement sentit la nécessité d'agir. Un décret du 4 juin mit la presse sous le joug d'une censure sévère, et un autre adjoignit le comte de Toreno au ministère.

C'était céder à l'opinion en la combattant; c'était le début d'une tactique que le ministère

a constamment suivie depuis. Espérant en finir avec l'insurrection par l'envoi de Rodil, il jetait déjà des regards en avant, et pensait à se prémunir contre son futur ennemi, le libéralisme exalté, dont il présumait que les attaques succèderaient à celles d'un antagoniste déjà vaincu dans sa pensée.

Le 21, l'armée de Rodil fut passée en revue par la reine à Madrid; il fut nommé général en chef de l'armée du Nord, vice-roi de Navarre, et commandant en chef des provinces basques. Le lendemain il se mit en marche, et le 8 juillet il occupait Vitoria et Logroño. Son approche fit une égale impression sur les deux partis, et répandit contradictoirement l'espérance et la terreur.

Une circonstance extraordinaire vint rétablir l'équilibre. Don Carlos, ce prince qui n'avait pas osé franchir les frontières du Portugal pour venir chercher une couronne, lorsque ses partisans armés la lui présentaient à peine disputée; don Carlos qui avait fui lâchement devant l'armée de Rodil, rentra en Espagne le 10 juillet; il se rendit à Elizondo, y fut salué roi par la junte, et dès-lors agit comme tel, puis se dirigea vers la Borunda pour se faire connaître.

L'entrée de don Carlos fut suivie de mesures énergiques propres à communiquer à l'insurrec-

tion toute l'activité que devait produire la présence de son roi.

Une levée générale fut décrétée, ainsi que la formation de trois nouveaux bataillons, 7e, 8e et 9e de Navarre, dans les vallées d'Erro, de Salazar et de San Estevan. Le 6e se formait depuis quelque temps dans le Bastan. Zumalacarreguy fut reconnu comme commandant général de Navarre, lieutenant-général et chef de l'état-major de l'armée; les autres chefs furent aussi reconnus dans leurs commandemens de provinces, et nommés maréchaux-de-camp; les juntes reçurent la confirmation de leur autorité locale.

Le comte de Villemur, échappé de Saragosse à la suite d'un complot éventé, fut nommé ministre de la guerre; et Cruz-Mayor, commis de la secrétairerie d'état, qui avait rejoint le prince à Londres, devint ministre d'état et de l'intérieur. La levée en masse s'exécuta avec énergie et enthousiasme, et les bataillons furent bientôt complets.

Dans ces circonstances graves, les gouvernemens anglais et français sentirent la nécessité d'entrer officiellement et intimement dans la question.

Il était évident, en effet, qu'il ne s'agissait plus seulement d'une question de succession espa-

gnole, ni même de principes espagnols, mais qu'il y avait là un épisode du grand combat qui s'était livré en France et se continuait en Europe entre le principe progressif et le principe réactionnaire, et que les soutiens de ce dernier, qui avaient perdu les espérances données par le Portugal, la Vendée et la Hollande, se rattachaient en désespoir de cause à celles qui surgissaient en Espagne : ce pays devenait le point de mire des efforts de toutes les aristocraties européennes ; c'était donc là qu'il fallait les combattre, et dès-lors on en vint à ce qu'on eût dû faire six mois plus tôt, à s'occuper activement des affaires de la Péninsule.

C'est ici le lieu de faire l'histoire du traité du 22 avril.

Nous avons vu quelle faute avait commise le gouvernement français, en se proclamant le soutien de celui de l'Espagne avant de savoir quelle direction il prendrait. Obligé dès-lors d'appuyer M. Zea (sinon d'intention, au moins de fait, et quelquefois d'expression, témoin le *Journal des Débats*), le gouvernement français perdit toute influence sur les libéraux espagnols, dont il semblait trahir la cause, sur le gouvernement, qu'il soutenait quand même. Il est vrai qu'on se justifiait, en disant qu'on soutenait la reine et non les ministres, et qu'elle était libre

de choisir le système qui lui conviendrait; mais c'était là une fiction politique, et le ministère de la révolution de juillet ne vit pas qu'il faisait la même faute que celui de la restauration, qui, après avoir délivré Ferdinand en 1823, l'abandonna à lui-même par une fausse délicatesse monarchique, qui le précipita dans des erreurs fatales à l'Espagne et à la France.

Mais lorsqu'on fut averti du danger par l'état de la Péninsule, au commencement de 1834, les gouvernemens anglais et français comprirent qu'ils étaient menacés directement par le foyer réactionnaire qui éclatait dans ce pays, et résolurent de prendre des mesures pour l'étouffer : c'est ce qui donna naissance au traité du 22 avril.

Mais malheureusement ce traité était mort-né : car il n'était relatif qu'à la personne des deux prétendans, et ces deux princes étaient embarqués le 30, avant que le traité pût être ratifié à Madrid et à Lisbonne. Malheureusement aussi on n'avait pas prévu ce qu'on en ferait, et ils restèrent libres sur le sol étranger.

Mais, plus malheureusement encore, on ne prévit pas que les deux princes n'étaient que des drapeaux servant de guides à des principes profondément enracinés dans le cœur de leurs nombreux partisans : ces principes avaient donc une force pour expression; il fallait donc les

combattre par une force; et c'est ce qu'on ne fit pas.

Le traité du 22 avril fut donc sans effet sur l'insurrection, puisqu'il n'agissait pas matériellement sur elle, et ne la menaçait même pas.

On comprit cette faute, et on ajouta au traité les quatre articles additionnels du 18 août. Mais c'est ici qu'on remarque encore davantage le tâtonnement des gouvernemens contractans.

1° La garantie n'était point explicite ou formelle;

2° La condamnation du principe et de son représentant était nulle;

3° La France et l'Angleterre ne s'engageaient à combattre que la contrebande, moyen d'agir en dehors de l'insurrection, et qui ne se liait qu'indirectement à elle;

4° Les soins et les charges de l'exécution par la force étaient dévolus au Portugal; et il eût mieux valu n'en pas parler que de leur donner cette affirmation dérisoire.

Ces traités ont été sans effet, et il devait en être ainsi, puisqu'ils n'avaient aucune action possible : ils n'eussent pu en avoir que par une affirmation formelle du droit des jeunes reines et une garantie positive de ces droits par les deux puissances effectives.

Il faut dire cependant que la France prit des

mesures efficaces pour exécuter la partie du traité qui la concernait, et que la contrebande fut énergiquement combattue par la surveillance organisée sur la frontière. Des assertions contraires ont été exprimées à cet égard; mais les résultats en prouvent le peu de fondement, et les plaintes des carlistes ne laissent aucun doute sur l'efficacité des mesures prises.

Dix mille recrues, assemblées depuis le 15 juillet, tendaient encore les mains au mois de septembre pour avoir des armes, et les 8e et 9e bataillons de Navarre, organisés alors, s'appelaient encore, trois mois après : *los de los palos* (ceux des bâtons). On verra plus tard comment Zumalacarreguy leur procura des armes.

Enfin, on peut dire hardiment que sans la présence du corps d'observation des Pyrénées, et sans l'active surveillance de ceux qui dirigèrent son action et y coopérèrent, la fortune des deux partis, restés libres, eût été bien différente; et l'on peut juger de ce qu'eût fait l'insurrection, pouvant puiser à volonté dans les moyens que lui offraient la France, l'Angleterre et l'Italie, par ce qu'elle est devenue malgré la privation d'une partie de ces ressources.

Rodil, en apprenant l'entrée de don Carlos, comprit d'abord que toute son influence était paralysée; mais au lieu de frapper un coup dé-

cisif, qui anéantît les espérances de la faction au plus fort de son ivresse, il voulut observer et attendre l'effet de l'arrivée de don Carlos. Le 20 juillet seulement il se mit en marche, et alla chercher Zumalacarreguy dans la Borunda : il eut deux affaires indécises avec lui, le 25 et le 31, dans la Sierra de Andia, toujours, parce qu'au lieu de le manœuvrer, il voulut l'attaquer de front dans des positions inabordables.

Ce n'était pas là ce qu'on attendait de lui ; ce n'était pas non plus ce que craignait son adversaire ; dès-lors son influence fut perdue. Plus tard, Rodil comprit que son principal but devait être d'empêcher le contact de l'insurrection avec ses amis de l'extérieur. La vallée de Bastan était le repaire où elle se retrempait par ce contact. Il entreprit de l'en chasser, et partit le 6 août de Pampelune dans ce but. Mais Zumalacarreguy s'établit sur ses derrières, après l'avoir laissé passer, et il fut obligé de rétrograder, sans avoir pu atteindre son but.

Ce fut à la suite de cette opération manquée que les quatre insurrections de Navarre, d'Alava, de Guipuzcoa et de Biscaye se réunirent sous les yeux de leur souverain à Oñate : il les passa en revue, le 11 août, au nombre 16,000 hommes. Ce fut à cette revue qu'on remarqua les premiers germes de jalousie et de dissension

entre les chefs biscayens et Zumalaçarreguy ; ce dernier, mécontent, quitta Oñate pour se rendre en Navarre le lendemain, et don Carlos, se dirigeant avec Zavala vers la Biscaye, s'avança jusqu'à Bermeo et Lequeitio, afin de se montrer aux Biscayens, et de se faire reconnaître roi par eux, ainsi que ses ancêtres. Cette cérémonie eut lieu avec les formes accoutumées, sous l'arbre sacré de Guernica.

Rodil courut en Biscaye, et Zumalacarreguy profita de son absence pour surprendre, le 19 août, aux environs de Larrion, l'arrière-garde du général Carondelet : 200 cavaliers furent tués ; plusieurs officiers, et entre autres le colonel Villa Manuel, furent pris et fusillés.

Dans ces opérations, Zumalacarreguy avait un immense avantage : instruit de tous les mouvemens de son adversaire, il pouvait impunément le harceler, le fatiguer, en l'entraînant à sa suite pour séparer ses divisions, et tomber à l'improviste, par de rapides mouvemens, sur celles qui se trouvaient compromises. C'est de cette manière que pendant que Rodil suivait avec des masses la piste de don Carlos, celui-ci combinait ses mouvemens avec son général en chef.

Ainsi l'insurrection, marchant sous un chef habile qui en était à la fois la tête et le bras,

n'obéissait qu'à une seule pensée, à une seule volonté, dont les ordres instantanément transmis étaient toujours ponctuellement exécutés, autant par affection que par devoir.

Rodil, au contraire, isolé de ses divisions, avec lesquelles, au milieu d'une population ennemie, il lui était impossible de communiquer, opérait au hasard, sans but, sans combinaisons, préoccupé de deux idées, la crainte de compromettre la réputation qui l'avait accompagné en Navarre, et le désir de s'emparer de don Carlos.

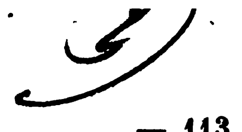
Enfin il se décida à envahir la vallée de Bastan sur trois colonnes. Le 4 septembre il vint à Elisondo, d'où la junte et ses adhérens, avertis à temps, s'étaient déjà échappés; il se détermina à faire fortifier ce point et à y laisser une garnison de 500 hommes, commandés par le colonel Zugarramurdy, et termina cette opération par fouiller la vallée, sans parvenir à saisir ni un homme, ni un fusil. Pendant cette expédition inutile, Zumalacarreguy surprenait encore une fois le général Carondelet à Viana, près Logroño : deux régimens, le provincial de Valladolid et le 16e de ligne, qui perdit son drapeau, y furent presque détruits. Zumalacarreguy se retira avec 80 prisonniers, dont 7 officiers.

La surprise avait été complète, deux compagnies seules avaient pu prendre les armes à

temps, et résister dans l'hôtel-de-ville, où elles se défendirent courageusement; le reste se retira en désordre vers Logroño.

Telle était la situation où en deux mois le général avait mis les choses : le résultat de sa campagne, si emphatiquement annoncée, à la tête de 43,000 hommes, avait été de fatiguer inutilement son armée, de la démoraliser par l'impuissance de ses efforts, d'encourager l'insurrection par des succès honteux pour les armes de la reine. Mais à cela seulement ne se bornait pas l'effet de cette campagne perdue : le général Rodil, par des actes d'une sévérité outrée, d'une barbarie révoltante, avait achevé d'exaspérer une population déjà si mal disposée. L'incendie, le pillage, la dévastation marchaient à sa suite; et non seulement il encourageait ces excès, mais encore il les ordonnait, et ne quittait jamais un village sans faire incendier et piller les maisons des partisans de l'insurrection.

Pendant que ces choses avaient lieu en Navarre, d'importantes occupations détournaient l'attention du gouvernement : les cortès s'étaient assemblées. Dès l'abord, il fut évident que les deux estamentos embrasseraient chaudement la cause de la reine; mais le combat se trouva nettement établi entre l'établissement actuel et les souvenirs de 1820. Le ministère, se renfermant



strictement dans *l'estatuto real*, fut, dès les premières séances, débordé par la majorité des procuradores qui, dans une adresse énergique et dans une pétition non moins ferme, réclamèrent la liberté de la presse, la liberté individuelle, l'égalité devant la loi. Battu sur les principes, le ministère se retrancha dans les matières administratives; il n'y fut pas mieux reçu: son projet de finances, qui devint la grande affaire du jour, fut entièrement changé par la commission, qui, par le refus de reconnaître l'emprunt Guebhard, voulut montrer énergiquement sa sympathie pour les souvenirs de 1820. Le ministère combattit cette tendance avec une grande obstination; mais les affaires de Navarre compliquaient les difficultés. En effet, il demandait aux chambres des moyens de combattre l'insurrection, et les faits prouvaient aux chambres que les moyens immenses dont avait disposé le gouvernement étaient devenus inutiles entre ses mains, soit par sa négligence, soit par son système politique, soit par l'incapacité de ses agens. L'opposition, qui en réalité était la majorité, demandait donc, pour accorder de nouveaux moyens d'action, des garanties qui lui en assurassent le bon emploi. Le ministère, par une adroite concession, sut se ménager des ressources: Rodil fut rappelé et remplacé par Mina,

l'homme de confiance de l'opposition, et en retour une portion de cette opposition se rallia au ministère, et lui accorda l'emprunt de 400,000,000 de réaux et la reconnaissance de l'emprunt Guebhard.

Ce compromis n'était qu'un expédient pour le ministère; car, placé entre deux partis qu'il redoutait également, et obligé pour combattre l'un de se servir de l'appui et des hommes de l'autre, évidemment la victoire ou la défaite pouvaient avoir des résultats également redoutables pour lui.

Quoi qu'il en soit, Rodil avait compromis les chances de la guerre; il fallait à tout prix la terminer: le gouvernement aima mieux prendre l'homme de l'opposition que ses principes, et il choisit Mina.

Le 27 septembre, un courrier apporta au général Mina, dangereusement malade à Cambo, l'ordre de prendre le commandement de l'armée de Navarre; mais cet ordre même manifestait la défiance du gouvernement. Le commandement était scindé : l'armée du Nord était divisée en deux corps; le premier, sous les ordres de Mina, pour la Navarre; le second, sous le général Osma, pour les provinces basques; le général Armildez était nommé vice-roi de Navarre. Ainsi le commandement du territoire était enlevé

au général Mina, réduit au commandement des troupes.

L'armée entière, appelée armée des opérations du Nord, se divisait ainsi, au moment de ces changemens :

En Navarre,

Brigade de la Ribera, colonel Lopez;
1re division, brigadier Odoyle;
2e *idem*, général Lorenzo;
3e *idem*, général Cordova.

En Guipuzcoa,

4e division, brigadier Jaureguy.

En Biscaye,

5e division, brigadier Espartero.

Il fallait ajouter à ces forces :

En Aragon,

Brigade du Haut-Aragon, brigadier Linarès;
Idem du Bas-Aragon, colonel Nogueras;
Idem de Tudela, colonel Gurrea.

En Alava,

Brigade d'Alava, brigadier de Solar.

En Castille,

Division de Castille, général Manso;
Brigade de Santander, brigadier Iriarte;
Idem des deux Riojas, colonel Amor.

Toutes ces forces réunies avaient formé l'effectif suivant :

En Navarre..................	24,000 hommes.
Dans les trois provinces....	20,000
En Castille..................	12,000
En Aragon...................	4,000
Total.........	60,000 hommes.

Mais les défaites du général Carondelet, les suites des fatigues avaient considérablement diminué cet effectif, qui, se réduisant à 50,000 hommes à-peu-près, fournissait à peine 30,000 hommes disponibles, découragés, démoralisés, et surtout mal commandés.

Le 7 octobre, le général Rodil quitta l'armée avec un sentiment de mauvaise humeur très-marqué : il emmena avec lui tous les officiers qui voulurent le suivre, et la division Odoyle, qu'il laissa à Vitoria au général Osma. Il remit, par ordre du gouvernement, le commandement au comte Armildez, mourant; Osma n'était pas

mieux portant. Ainsi c'était à trois cadavres que le gouvernement espagnol laissait l'héritage de la fortune publique!

Le départ du général Rodil laissa l'armée de Navarre dans un désordre complet. Une foule d'officiers le suivirent; les autres, se voyant avec peine forcés de servir sous un chef qui n'était pas sorti de leurs rangs, qui ne connaissait ni leurs habitudes, ni leurs intérêts, restèrent en proie à un grand découragement. Lorenzo prit le commandement par intérim de l'armée et de la province.

Il était aisé de voir ce que pourrait faire une armée démoralisée, livrée à des chefs jaloux, et commandée par l'un d'eux.

Le 12 octobre, Zumalacarreguy passa l'Ebre à trois lieues au dessus de Logroño, attaqua le colonel Amor près de Fuen-Mayor. Les divisions coururent vainement après lui. Le 14, il avait déjà repassé l'Ebre, après avoir surpris les miliciens de Cenicero. Le 21, il le passa de nouveau, surprit encore Amor, lui tua et prit une centaine d'hommes et un convoi de 1,200 fusils, destinés à armer les milices de la Bioža. Mais ce succès n'était que le prélude de succès plus grands encore.

Toutes les divisions christines se réunirent pour envelopper Zumalacarreguy. Odoyle mar-

cha avec sa division sur Peñacerrada, et, ne l'ayant pu atteindre, revint dans la Borunda; le 27 octobre, sa division était cantonnée dans trois villages, à quelque distance les uns des autres; à quatre heures du soir, Zumalacarreguy enveloppa, avec sept bataillons, les deux bataillons d'*Afrique* et du *Prince*, cantonnés à Alegria avec le général; ces bataillons furent détruits, malgré leur résistance, et le général Odoyle fut pris avec une centaine d'officiers, qui furent, ainsi que lui, passés par les armes; les autres bataillons se replièrent sur Vitoria. Le lendemain 28, le général Osma sortit, avec les deux bataillons restans de la division Odoyle, deux autres bataillons et quatre pièces de canon. Zumalacarreguy marcha à sa rencontre à Ulibari; la gauche d'Osma, composée de carabiniers, plia, et une déroute complète s'ensuivit. Les troupes christines furent poursuivies jusqu'aux portes de Vitoria, où elles se renfermèrent. Ces deux affaires coûtèrent à l'armée 1,500 hommes tués ou prisonniers, deux canons, un drapeau. Mais l'honneur souffrit bien davantage.

Ce fut dans ces circonstances que Mina entra en Espagne, le 30 octobre, ignorant encore ce qui venait de se passer.

La réaction de ces événemens fut sensible à Madrid. Le ministre de la guerre s'offrit en ho-

locauste, et fut remplacé par le général Llauder, qui semblait être nommé exprès pour faire un contre-poids à Mina. Le nom de ce dernier servit admirablement au ministère pour détourner l'orage qui grondait sur sa tête; il se retrancha derrière la nomination de Mina pour demander un emprunt et la mobilisation des milices destinées à combattre énergiquement l'insurrection.

L'opposition, dans la personne de ses chefs, représentans de la révolution de 1830, se tut; elle espérait tout de Mina, et ne voulait pas le gêner; mais le contre-coup n'en fut pas moins vif dans la population et dans plusieurs grandes villes du Midi, où l'opinion libérale exaltée se prononça hautement.

Cependant on rechercha les mesures nécessaires pour combattre l'insurrection. Mais, que pouvait-on faire? L'armée était épuisée, la loi sur les milices n'était point passée, et l'emprunt n'était pas encore adjugé. On attendit Mina et Llauder: deux hommes, quand il fallait des soldats, de l'argent!

L'insurrection avait donc du temps devant elle; elle en profita. Depuis le 25 septembre, elle fut à-peu-près libre d'agir: ce temps fut rempli ainsi que nous venons de le voir.

Les succès de Zumalacarreguy lui procurè-

rent, en vingt jours, 3 à 4,000 fusils environ, 200 chevaux et une influence morale immense. Déjà, les héros de son quartier-général galopaient en pensée sur la route de Madrid; mais Zumalacarreguy raisonna plus prudemment: il savait que l'insurrection avait tout à gagner en restant sur son sol, tout à perdre en se hasardant au dehors. Il pensa, d'ailleurs, qu'il fallait préparer la Castille avant de se lancer au sud de l'Ebre: c'est sans doute dans ce but qu'il essaya lui-même de tâter la population; mais ses deux passages de l'Ebre n'aboutirent qu'à exaspérer le peuple et à fomenter la formation des milices. Dès-lors, Zumalacarreguy pensa que ce ne serait que par des avantages marqués sur son sol que l'insurrection déterminerait ses amis du dehors à l'imiter. Il allait avoir un ennemi redoutable à combattre; il se prépara donc à le recevoir, et s'occupa de l'organisation de son armée.

L'insurrection navarraise avait conquis des armes; elles furent employées à armer ceux qui n'en avaient pas. On essaya de mettre les trois derniers bataillons à la hauteur des autres, et un 10ᵉ bataillon fut formé par la réunion des compagnies de guides. Le régiment de cavalerie de Navarre fut considérablement augmenté; une batterie d'artillerie fut formée.

La *Biscaye* était toujours restée en dehors du

cadre de Zumalacarreguy : commandée par Zavala, son rival, et dirigée par une junte de province, dont le président était le marquis de Valdespina, homme influent et distingué, l'armée biscayenne avait toujours résisté à l'influence de Zumalacarreguy et à l'organisation qu'il voulait lui imposer ; il avait fait à cet égard plusieurs tentatives, et il ne parvint à réussir qu'en employant l'autorité du *roi*. Ce dernier, sous divers prétextes, fit arrêter, le 12 octobre, Zavala et Valdespina, et confia le commandement des Biscayens à Eraso, qui fut chargé de leur donner une organisation calquée sur celle des bataillons navarrais. Il en organisa d'abord six, formant deux brigades.

L'insurrection entière comptait donc, au 1er novembre 1834 :

10	bataillons	Navarrais,	26 bataillons.
6	*idem*	Alavais,	
4	*idem*	Guipuzcoans,	
6	*idem*	Biscayens,	
4	escadrons	Navarrais.	

Mais, en outre, plusieurs bandes irrégulières concouraient à son action, dans les *encartaciones*, entre la vallée d'Arratia et Orduña, et en Castille. La Catalogne et l'Aragon avaient aussi leurs bandes.

Telle était la position de l'insurrection, lorsque Mina vint l'aborder de front, le même jour où elle triomphait auprès de Vitoria.

Le général Mina, arrivé à Pampelune le 30 octobre, fut investi de tous les droits de commandant en chef de l'armée du Nord; avec la vice-royauté de Navarre et le commandement des trois provinces basques, dont le général Caratala fut chargé sous lui; mais il trouva l'armée dans un désordre complet au moral et au matériel.

Mina ordonna à Cordova d'aller chercher à Vitoria les débris de la division Odoyle, et répartit toutes ses forces en trois divisions. Au total, l'effectif des troupes de Navarre lui était donné pour 24,000 hommes, et il assurait n'en trouver que 10,000 disponibles : 2 à 3,000 hommes étaient dans les hôpitaux; le reste dans les forts. Cette armée manquait de tout : à la fin de novembre, elle était encore en pantalons d'été; la chaussure était dans le plus mauvais état. Le moral était pire encore : les soldats, mal conduits, et victimes de l'impéritie, de la faiblesse ou de la trahison de leurs chefs, n'avaient plus aucune confiance en eux; ceux-ci, dégoûtés par une guerre sans gloire et des fatigues sans résultats, quittaient leurs corps sans honte, et abondaient à Pampelune, à Vitoria et à Logroño.

Mina ordonna que chaque officier serait à sa compagnie, marcherait à sa tête, à pied comme les soldats, et que tout officier trouvé hors de sa compagnie serait dégradé.

Mais les généraux et les officiers supérieurs étaient bien plus profondément gangrenés : il désespéra d'améliorer leurs dispositions, et en demanda d'autres au gouvernement, à qui il exposa nettement et franchement sa situation, demandant de l'argent et des hommes, et assurant que, sans cela, il ne pourrait rien faire. Le ministère répondit, en lui donnant carte blanche, en lui envoyant les officiers qu'il demandait, et en lui *promettant* des renforts et de l'argent. Du reste, l'apathie apparente du gouvernement ne se réveilla pas pour cela. Il ne pouvait rien, et le savait bien; mais il attendait.

Il est indispensable de jeter ici un coup-d'œil sur la situation parlementaire du ministère espagnol.

Dès les premières séances des procuradores, le ministère avait nettement établi sa position, et avait proclamé sa résistance aux souvenirs de 1820; mais la chambre, composée d'élémens nouveaux, n'était pas entrée dans ces préoccupations. Les principaux organes de l'opposition,

MM. Lopez, Montevirgen, Cavallero, Trueba, annoncèrent un attachement décidé au trône d'Isabelle II, et à l'Estatuto, mais se montrèrent résolus à en exiger toutes les conséquences et à abattre le parti du prétendant. Les théories de M. Martinez de la Rosa sur l'origine de l'Estatuto, sur l'initiative du trône, sur la séparation du gouvernement d'avec le régime de 1820, et sur la dépendance du gouvernement de Ferdinand VII, ne furent combattues par personne; mais la chambre se prononça par une affirmative décidée sur toutes les questions révolutionnaires, sûre qu'elle était que sa tendance progressive n'avait rien de commun avec le passé.

C'est dans cette situation qu'étaient la chambre et le ministère, quand l'opposition fut renforcée de MM. Argüelles, Galiano, Isturitz, représentans les plus importans du régime de 1820. On crut que leur présence déterminerait la chute du ministère; il en fut autrement. Dès l'abord, M. Galiano fit un magnifique éloge de la constitution de 1812, et établit que le système à suivre était la mise en œuvre des conséquences de ses principes, par une forme de gouvernement mieux adaptée à la situation de la nation.

Argüelles se prononça plus nettement: il dit à qui voulait l'entendre que le gouvernement ne pouvait marcher qu'avec l'ancienne constitu-

tion. C'était donner la réplique à M. Martinez de la Rosa; il la saisit, et profita d'une démonstration qu'on venait lui offrir de l'existence du danger que jusqu'alors il avait combattu dans le vide. Dès ce moment, la statistique de la chambre changea : les hommes qui ne voulaient pas être entraînés, mais qui voulaient entraîner le ministère, résistèrent avec lui. Avant l'arrivée de M. Galiano, la chambre se divisait ainsi :

Ministériels	prononcés	35
Idem.	flottans	30
Opposans	prononcés	40
Idem.	flottans	20
Total		125

Après l'adjonction de ces nouveaux membres, et d'une vingtaine d'autres, la chambre se trouva ainsi composée :

Ministériels	prononcés	35
Idem.	flottans	59
Opposans	prononcés	35
Idem.	flottans	26
Total		155

Le ministère eut donc une majorité assurée de trente à quarante membres.

Les succès de Zumalacarreguy, la nomination de Mina, contribuèrent aussi à ce résultat; mais les fautes de l'opposition le créèrent évidemment. Du reste, la chambre se trouvait en cela d'accord avec la nation, qui désirait, avant tout, la certitude d'être délivrée de don Carlos et l'établissement d'un gouvernement régulier qui assurât les progrès de la civilisation, et mît l'Espagne au niveau des autres pays de l'Europe. MM. Martinez et de Toreno, hommes de talent, patriotes éprouvés, inspiraient, même à ceux qui ne sympathisaient pas avec leurs opinions politiques, assez de confiance pour qu'ils aimassent mieux s'en rapporter à eux de l'avenir de la nation qu'à des hommes nouveaux, ou à ceux qui avaient déjà compromis le système qu'ils désiraient.

Mais à Madrid la situation parlementaire dominait tout, le ministère, les chambres et le public; la situation politique n'était que sur le second plan, et vue à travers le prisme des prétentions et des espérances de chacun. La pensée du triomphe de Zumalacarreguy venait à peu de personnes, et chacun se disait, dans un parti comme dans l'autre : « Assurons notre position, « nous nous débarrasserons de l'ennemi après. » Ministère et opposition se fiaient également à cet égard en Mina; mais, outre que la santé de

Mina le rendait incapable d'agir, il lui fallait de l'argent et des hommes; car son influence était devenue un élément nul en Navarre.

On eût pu le préjuger d'avance; car pour les hommes de sang-froid il était évident :

1° Que les mêmes causes qui avaient donné à Mina toute son influence, étaient aujourd'hui toutes pour son adversaire, et que, se présentant pour combattre les sympathies politiques du pays, il perdait toute sa valeur personnelle sur des hommes fanatisés par ces sympathies;

2° Que ses talens militaires étaient le résultat de son influence sur le pays et de sa situation, lorsqu'il le dominait par la terreur ou par la sympathie, et que les mêmes causes, se reportant encore à son adversaire, devaient avoir les mêmes résultats.

Dès-lors, il ne restait plus que la question militaire. Mina le sentit bien. Dès le premier mois, il vit que la population lui était contraire, et qu'il n'aurait ni déserteurs ni volontaires. Ceux qui se présentaient furent si peu nombreux, qu'ils ne servaient qu'à prouver la règle : il déclara donc au gouvernement qu'il lui fallait 10,000 hommes de plus pour terminer l'insurrection.

Toutes les nouvelles de Navarre, depuis le

1er novembre, s'accordèrent à démontrer la vérité de ces prévisions.

Mina fut obligé de confier le commandement au général Cordova, jeune homme sans expérience, dont les antécédens inspiraient peu de confiance aux constitutionnels, mais qui ne manquait ni de courage ni d'intelligence; il eut sous ses ordres toute l'armée, composée de sa division, de celle d'Orâa, de celle de la Ribera, commandée par Lopez. Les trois corps formaient environ 10,000 hommes et 400 chevaux. Mina alla les passer en revue à Puente-la-Reyna, le 14 novembre, et ordonna à Cordova de suivre constamment Zumalacarreguy, et de l'attaquer dès qu'il l'aurait en vue.

Cette première sortie du général Mina fut loin de lui présenter les choses sous un jour favorable; il trouva la population muette et l'armée démoralisée, et remporta à Pampelune la certitude qu'il n'agirait pas sur le pays, et qu'il agirait difficilement sur l'armée.

Les faits prouvèrent qu'il ne se trompait pas.

Cordova se trouvant près de los Arcos, avec 8,000 hommes, le 17 novembre, en face de Zumalacarreguy qui l'attendait, le bruit se répandit bientôt que le général insurgé avait avec lui dix-sept bataillons; et Cordova ne croyant pas devoir l'attaquer de son propre mouvement,

assembla une espèce de conseil de guerre dans lequel il fut unanimement résolu de ne pas *compromettre la cause de la reine par une attaque inégale.*

Cordova resta dans cette position jusqu'au 24, après avoir rendu compte au général en chef, qui le blâma fortement et lui ordonna d'attaquer. Mais déjà il n'était plus temps, et Zumalacarreguy s'était porté sur la Ribera, où il attaqua successivement les postes des urbains, brûla ceux de Villafranca, de Caparoso, et y commit des cruautés atroces pour effrayer les autres.

Enfin, après de nombreuses marches et contremarches, les deux partis se trouvèrent en présence le 12 : Lorenzo d'une part, avec Eraso, vers Monréal ; Cordova avec Zumalacarreguy, vers Nazar et Azarta.

Lorenzo, attaqué par des forces très-supérieures, avait plié d'abord ; puis secouru par une sortie de Pampelune, il écrasa son adversaire et le rejeta avec perte vers Lumbier ; mais il ne put le poursuivre, et cette affaire resta sans résultat.

L'affaire du 12, à Nazar et Azarta, fut plus sérieuse. Le général Cordova, avec les brigadiers Orâa et Lopez, réunissant dix bataillons et cinq escadrons, attaquèrent Zumalacarreguy qui avait à-peu-près les mêmes forces. Le com-

bat se réduisit à un changement de front, avec une perte à-peu-près égale de part et d'autre. Le 15, Zumalacarreguy était derrière l'Ega, occupant fortement le pont d'Arquijas et Zuñiga où Cordova résolut de l'attaquer par un mouvement combiné avec Orâa et Gurrea.

Orâa, avec sept bataillons, devait passer l'Ega à Ancin, et tourner Zumalacarreguy en l'attaquant par sa gauche et ses derrières, pendant que Gurrea l'attaquerait sur son flanc droit par Santa-Cruz de Campero, et que Cordova l'occuperait sur son front au pont d'Arquijas. Effectivement, Cordova commença l'attaque du pont à l'heure convenue; mais ne voyant point arriver Orâa et n'entendant point son feu, il ne put terminer trois attaques successivement entamées, et se retira à la chute du jour. Zumalacarreguy se voyant tranquille sur ce point, put porter une grande partie de ses forces à la rencontre d'Orâa, qu'il attaqua lui-même le soir vers Gastiain; Orâa put à la faveur de la nuit se retirer sur Zuñiga et le pont d'Arquijas, abandonné par les deux partis, et ne rejoignit que le lendemain 16, à los Arcos, Cordova qui s'y était replié.

Dans cette affaire, les troupes de la reine eurent 400 tués et blessés. Zumalacarreguy ne souffrit pas autant; mais, pour lui, ne pas être battu, c'était avoir vaincu.

Cordova proclama hautement sa victoire ; il annonça qu'il avait battu et dispersé l'ennemi le 12, et qu'il lui avait mis 1,000 hommes hors de combat ; Mina, de son côté, supposant qu'Eraso en avait perdu 500, annonçait à toute la Navarre, par une brillante proclamation, que 1,500 factieux avaient péri.

Ces prétendus succès furent annoncés emphatiquement à la tribune ; la proclamation de Mina y fut lue à la séance du 22 décembre par le président du conseil ; et le comte de Las Navas étant venu étourdiment voter des actions de graces à Mina, M. Martinez de La Rosa fut obligé de dire que les nouvelles étaient *positives*, mais non *officielles*. Plus tard, la vérité fut connue. Plus l'action avait été vive, plus la réaction fut forte ; on tomba de l'espoir le plus élevé dans le découragement le plus profond, et quelques divisions se manifestèrent dans le cabinet.

Composé comme il l'était, le ministère était loin en effet d'être homogène.

Le président du conseil, M. Martinez de La Rosa, ayant pris le pouvoir au moment où le ministère Zea était le plus en haine, et où le pays réclamait de toutes parts des institutions, n'avait jamais eu qu'une seule pensée, l'établissement d'un gouvernement libéral et régulier en Espagne. La situation parlementaire le pré-

occupait donc en entier, et la guerre lui semblait une circonstance éphémère. Son collègue, M. de Toreno, pensait différemment : la situation parlementaire l'occupait fortement, mais plutôt comme moyen que comme but ; et s'il connaissait tout le danger de s'abandonner à un parti dont l'exaltation avait déjà perdu l'Espagne ; s'il croyait devoir le combattre avec énergie, il savait aussi qu'il était la dernière garantie de succès contre l'ennemi commun, l'absolutisme, et qu'il fallait par conséquent le ménager pour le moment où on serait obligé d'avoir recours à lui.

Un troisième élément principal, car les autres étaient sans importance, était entré dans cette combinaison ministérielle.

Par suite du système qu'il avait embrassé, le ministère s'était adjoint le général Llauder, pour faire équilibre à Mina. C'étaient deux contre-poids trop forts pour se balancer, sans que l'un emportât l'autre. Le général Llauder, aussi ambitieux, mais plus habile que son compétiteur, jugea bientôt que ce dernier avait sur lui l'avantage d'être le drapeau d'un parti, tandis que lui, déplacé du centre de son influence, était isolé à Madrid. Il essaya donc de se créer une force capable de combattre l'influence de Mina. Il ne pouvait la chercher auprès de se

collègues, qui n'avaient d'autre but que de se ménager un appui dans les chambres, en leur cédant à propos ou en résistant de même : c'était une force négative, et il en fallait une positive au général Llauder. D'ailleurs il avait besoin de se mettre à la tête du mouvement qu'il voulait déterminer. Ce fut à la cour qu'il alla chercher ce point d'appui : il s'insinua peu à peu dans les bonnes grâces de la reine, qui, elle-même, avait désiré son entrée au ministère; il gagna quelques hommes influens près d'elle, et chercha à capter la confiance des députés qui, tout en désirant l'établissement politique actuel, ne voyaient pas sans crainte la direction tranchante qu'il prenait. Lorsqu'il eut ainsi assuré son pavillon, il déclara hautement que le général Mina n'avait pas plus de chances de succès que les autres, et qu'il en subordonnait déjà la possibilité à une augmentation de moyens matériels. Il fit adroitement remarquer que ce n'était pas là ce qu'on attendait de Mina, dont l'influence personnelle avait dû entrer en ligne de compte, comme partie importante de son action, dans les espérances que l'on avait conçues de sa nomination; que des renforts ne pouvaient lui être envoyés qu'en dégarnissant entièrement l'intérieur, et en le laissant en proie à d'autres dangers, dont les mouvemens libéraux qui venaient

d'éclater à Cadix, à Grenade, à Almeria, prouvaient la réalité; enfin le général insinuait que les bavardages de tribune n'avaient fait qu'empirer la situation; qu'il y en avait bien eu assez comme cela, et qu'il était temps d'agir.

Le parti exalté savait bien ce qu'il y avait de vrai dans ces assertions, et il se garda bien de défendre de front son héros; mais il sut lui trouver un auxiliaire puissant dans la vanité du premier ministre. L'opposition et la presse se groupèrent subitement autour de lui, et lui persuadèrent que la constitution même était menacée dans la personne de son auteur, si le général Llauder parvenait, comme on le disait, à se faire le chef d'un ministère rétrograde. M. Martinez de la Rosa regardant l'*estatuto real* comme son ouvrage, était tout prêt à juger comme personnelle toute menace à cette œuvre de prédilection. Il se sentit dès-lors ému à la fois comme auteur et comme ministre des prétentions du général Llauder. Il mit dans son ressentiment toute la susceptibilité d'un écrivain: le journal l'*Abeja*, qu'il dirigeait, fut bientôt rempli de satyres, de sarcasmes, de chansons même, contre son ennemi. On alla jusqu'à l'y appeler *pacha et dictateur;* mais le reproche le plus sanglant qu'on lui fit fut de désirer l'intervention française, et de l'indiquer même

comme le seul remède possible à la situation. C'était trouver le côté sensible du public, et les hommes du parti exalté avaient doublement réussi, en parvenant à piquer au vif M. Martinez de la Rosa, et en lui faisant produire la réaction qu'ils désiraient.

Une fois emmenées dans le domaine du public, toutes ces questions devinrent brûlantes ; l'intervention surtout souleva des clameurs universelles : on annonça hautement qu'on ne la voulait que parce qu'on redoutait le triomphe de Mina, et qu'en ne lui accordant pas les secours qu'il demandait, on voulait rendre l'intervention nécessaire, afin d'en profiter contre la liberté.

Dans le public, chaque individu, interrogé séparément, eût regardé l'intervention comme l'unique planche de salut, mais ne manquait pas cependant de mêler sa voix au chorus d'indignation générale contre *une mesure destructive de l'honneur et de l'indépendance nationale*. Ce fut dans cette circonstance que parut dans l'*Abeja* un article fulminant, dont l'auteur, en avertissant le public du danger qui le menaçait, déclarait que les ministres n'avaient autre chose à faire que de supprimer la censure, et de proposer une loi qui garantît la constitution de toute atteinte.

Le général Llauder était désigné trop clairement dans cet article pour qu'il ne s'en plaignît pas; il le fit, et très vivement. L'animosité devint si vive, que des amis communs furent obligés de s'entremettre, et on convint, comme moyen de s'entendre, de réunir un conseil de cabinet devant la reine : il s'assembla le 10, et se composa des ministres et des membres du conseil du gouvernement. La discussion fut très violente et se serait terminée par une scission ouverte, si M. de Toreno, en ménageant l'amour-propre de chacun, n'eût cherché à neutraliser les deux personnalités engagées, en reportant la question sur le terrain de l'intérêt général, et en proposant d'entendre l'exposé des vues du général Llauder pour le succès de la guerre. Les propositions du comte de Toreno réunirent l'unanimité, et le 12, le général Llauder lut un mémoire où il proposait de mettre les provinces insurgées en état de siége, de diriger sur la Navarre toutes les troupes disponibles, et de donner aux capitaines-généraux une autorité provisoire sur les milices nationales. Il ne fut pas dit un mot de l'intervention. Ces propositions furent décrétées le 16.

Mais le public n'avait eu qu'une demi-connaissance de ces détails; à l'issue du conseil du 10, le bruit se répandit seulement qu'il y avait

éclaté une scission déclarée entre le ministre de la guerre et le président du conseil; que celui-ci allait être remplacé, et que le général Llauder était chargé de recomposer un nouveau ministère, entièrement formé d'hommes rétrogrades. Le public s'émut, de sourds mécontentemens fermentèrent, et l'on parla hautement de soutenir par un mouvement les ministres patriotes et l'*estatuto*. Pendant six jours, Madrid fut en proie à cette fermentation, et tout semblait désigner le 18 comme le jour où devait éclater ce mouvement.

Soit que les ministres l'aient ignoré ou l'aient laissé ignorer au ministre de la guerre, toujours est-il que, dans la nuit du 17 au 18, le général Canterac, qui venait de remplacer le général Quesada, sacrifié à sa rivalité avec le général Llauder, ayant entendu parler de quelque tumulte, ordonna qu'au point du jour six piquets de trente hommes chacun se porteraient aux hôtels des divers ministres. Ces détachemens furent tous commandés à minuit dans le 2e régiment léger. L'adjudant-major Cardero s'y trouvait seul. Connaissant les projets du lendemain, et sympathisant avec leurs auteurs, il jugea le moment favorable et donna à tout le régiment l'ordre de prendre les armes. A quatre heures du matin, le bataillon était rassemblé et alla, sous la con-

duite de Cardero, d'un autre officier et des sous-officiers, s'emparer de l'hôtel des postes et de la Puerta del Sol. Le capitaine-général, averti au point du jour, sort en uniforme, presque seul, arrive aux révoltés, les somme de rentrer dans l'ordre; on lui répond par des coups de fusils : il tombe mort.

A la nouvelle de cet événement, le ministre de la guerre rassemble toutes les troupes et la milice, s'avance à leur tête, cerne l'hôtel des postes, et vient lui-même sommer les révoltés; ils refusent de se soumettre, et l'ordre est donné d'employer la force. Le feu est engagé de part et d'autre; les troupes et la garde royale le soutiennent avec fermeté, mais sans enthousiasme; la milice ne tire pas; les insurgés se défendent avec vigueur. Deux heures se passent ainsi, sans résultat décisif. Le conseil était assemblé; le ministre de la guerre s'y rend, et raconte ce qui vient d'arriver; on adopte l'opinion de proposer aux insurgés l'oubli de leur faute, s'ils veulent livrer les assassins du général Canterac. Cette proposition leur est portée. En voyant que dans la population et dans la milice aucun écho ne répond à leur appel, ils déclarent vouloir bien rentrer dans l'ordre, mais à condition seulement d'une amnistie générale et complète. Plusieurs pourparlers s'engagent, le temps se passe, et

enfin on convient de part et d'autre que le régiment sortira de l'hôtel des postes, et se rendra sur-le champ à l'armée du Nord, pour aller y combattre don Carlos. A quatre heures, cette convention s'exécute; le régiment sort avec armes et bagages, tambours battans, défile devant les troupes, et se rend à Alcov[illegible]dras.

Tels furent les événemens du 18 janvier. On leur donna diverses causes; la plus naturelle est celle-ci : il est évident qu'un mouvement avait été convenu, dans le but apparent de demander à la reine le renvoi de Llauder. Le parti révolutionnaire avait espéré en profiter, soit pour proclamer la constitution de 1812, soit pour effrayer la reine et la forcer de résilier la régence pour la céder à l'infant don Francisco; les troupes avaient été sondées, le 2e léger surtout, qui n'était pas de la garde; et Cardero ayant un détachement nombreux à commander, en avait profité pour rassembler tout son régiment dans l'espoir de commencer le mouvement, et de déterminer ainsi celui de la population et de la milice. Ni l'une ni l'autre ne bougèrent, et il ne resta de cette journée qu'une insurrection militaire impunie qui mit à découvert l'audace des partis, la faiblesse du gouvernement et l'indifférence populaire. Mais la partie était engagée; elle eut son dénouement.

Le 19, à la Chambre des Proceres, les ministres furent interpellés et énergiquement blâmés d'avoir pactisé avec la révolte. Aux Procuradores, le ministre de la guerre fut accusé directement d'avoir voulu changer le ministère, d'avoir empêché ou ralenti les succès de Mina, en lui refusant les secours nécessaires, et d'avoir voulu l'intervention.

Il se justifia, en disant qu'il avait toujours marché d'accord avec ses collègues, au point que ceux-ci avaient adopté toutes ses propositions relatives à la guerre; que ces propositions avaient pour but de donner au général en chef de l'armée du Nord de nouveaux moyens moraux et matériels; que, loin d'être entravé dans son action, il avait la libre disposition de ses 41,000 hommes, et que ce n'était pas la faute des ministres, si les généraux se plaignaient de ne savoir ses ordres que par la *Gazette de Madrid*. Quant à l'intervention, le ministère déclarait qu'il ne la désirait pas, mais qu'il ne voyait pas de raisons de se priver d'aucun moyen de salut dans une cause où la vie politique de la nation était engagée.

M. Martinez de la Rosa prit aussi la parole; il justifia le ministère, relativement aux événemens du 18, et repoussa vivement l'idée d'une intervention, ajoutant que, non seulement il ne

la demanderait jamais, mais que la France n'était pas en position de l'accorder.

Llauder donna sa démission, et c'est tont ce qui résulta de cette discussion, qui dura quatre jours.

Tel fut le dénouement de ce drame, dénouement facile à prévoir, lorsqu'on vit s'organiser la lutte entre deux hommes aussi rivaux dans le présent et dans l'avenir, et aussi séparés dans le passé, que Mina et Llauder.

Ces événemens eurent des résultats moraux divers.

Le ministère, après avoir donné la mesure de sa puissance morale, se trouva entièrement à la merci de Mina et de ses amis; en effet, après avoir articulé nettement qu'il ne voulait ni ne pouvait compter sur l'appui de la France, il ne lui restait d'autre secours que Mina et le parti exalté, à qui il fallait d'autant plus s'abandonner, que cette déclaration avait donné plus de force à l'insurrection.

Le parti exalté, à la vérité, avait bien vu que la population ne sympathisait pas avec ses efforts; mais elle était restée neutre, et c'était assez pour espérer que les événemens la décideraient : d'ailleurs, n'avait-il pas obtenu ce qu'il désirait le plus, le renvoi de Llauder, malgré la reine;

et n'était-ce pas lui prouver qu'elle ne pourrait régner qu'à condition de n'avoir jamais de volonté à elle ?

Le ministère avait donc compromis, non seulement sa situation à lui-même, mais aussi celle de la reine; car il était bien évident que la garantie la plus complète était celle de la France.

Quant à l'insurrection, ces événemens, et la suite qu'ils avaient eue, coïncidaient à merveille avec ses désirs.

Ses espérances les plus positives reposaient sur les fautes des exaltés de Madrid et l'appui de l'Angleterre. Or, les exaltés de Madrid venaient d'en faire assez pour soulever toutes les répugnances de la nation contre les souvenirs de 1820, par une tentative toute semblable à celle de cette époque, et le ministère s'était chargé de prouver que l'Angleterre professait et exigeait une neutralité absolue entre les deux partis; car c'était là le résultat exact de cette assertion, que la France ne pouvait intervenir.

Ces événemens donnaient donc une force morale énorme à l'insurrection; aussi furent-ils reçus comme la nouvelle d'une victoire, et rehaussèrent-ils au *quartier royal* les esprits abattus. Une recrue de 8,000 hommes fut ordonnée dans la Navarre et dans les trois provinces; on organisa trois bataillons de plus en Navarre, et on

fabriqua des canons pour assiéger les forts où les christinos étaient retranchés.

L'attaque commença par Maestu; elle échoua. Une autre tentative allait avoir lieu sur Elisondo; mais Mina y envoya le 5 février la brigade de réserve, pendant que Lorenzo avait, au pont d'Arquijas, une affaire indécise contre Zumalacarreguy. La brigade de réserve, commandée par le colonel Ocaña, avait dépassé Berueta, lorsqu'elle tomba dans une embuscade à laquelle elle ne put résister: les soldats, méconnaissant la voix de leurs officiers, se sauvèrent à la débandade jusqu'au village de Ziga, où la brigade se retrancha, ayant perdu 100 hommes et 4 officiers. Du 7 au 13, elle fut bloquée dans ce poste fortifié; le 12, Zumalacarreguy l'attaqua avec du canon, mais sans pouvoir la forcer, et le 13 l'approche de Mina détermina la retraite des carlistes. La brigade arriva le même jour à Elisondo, où Mina vint l'y trouver le lendemain; il y resta jusqu'au 21, et se rendit le 22 à Pampelune, avec un convoi d'argent et d'effets venu de France, laissant Ocaña dans le Bastan.

Pendant ce temps, Zumalacarreguy, laissant Mina occupé de son convoi, se dirigea sur la Ribera, et alla attaquer, le 21 février, la caserne fortifiée de los Arcos, occupée par 350 hommes

de garnison. La garnison s'échappa, et le 23, pendant la nuit, Zumalacarreguy y fit son entrée avec don Carlos. Ils ne trouvèrent dans la caserne que 130 blessés, qui n'avaient pu suivre la garnison, et auxquels on accorda généreusement la vie; ils furent conduits même jusqu'à Viana, et remis au commandant de cette place. Cette prise valut aux carlistes, outre l'effet moral, 200 fusils, 2,000 habillemens et une quantité considérable de munitions de guerre et de bouche.

Mina était revenu malade et découragé; les nouvelles qu'il avait reçues étaient de nature à justifier cet abattement. En même temps qu'il apprenait la prise de los Arcos, en présence de trois divisions christines, à Logroño, à Lerin et à Pampelune, Ocaña et Zugaramurdi lui annonçaient qu'ils étaient bloqués dans Elisondo, manquant de vivres et de munitions. En effet, dès le 26, cinq bataillons carlistes étaient réunis devant Elisondo, où Ocaña s'était replié, et où sa présence avait augmenté beaucoup les embarras de la garnison. Bientôt les 2,000 christinos réunis sous Elisondo, et défendus par trois pièces de canon, s'y laissèrent renfermer étroitement par cinq bataillons carlistes qui les attaquèrent sérieusement avec du canon. Du 3 au 11 mars, trois obusiers et un mortier lancèrent des bombes et des obus sur le fort, mais sans aucun résultat,

et le 12, les cinq bataillons de blocus, augmentés de deux autres arrivés la veille, allèrent à la rencontre de Mina, qui arrivait par la vallée d'Ulzama. Le 12, Mina se trouva au Col d'Araiz, entre les troupes de Zumalacarreguy, venues des Amescoas, et celles du blocus d'Elisondo; le général carliste essaya de se mettre entre les deux brigades de la division d'Orâa, qui marchait avec le général en chef, au point de partage des deux versans; mais après plusieurs tentatives infructueuses, qui mirent à peu près une centaine d'hommes hors de combat de part et d'autre, Zumalacarreguy, voyant son projet éventé, laissa Mina continuer sa route sur San-Estevan; il y arriva dans la nuit du 12, et le 13 fut à Elisondo. Le mouvement de Mina avait été fort bien combiné : il avait fait venir le général Vigo avec la brigade d'Aragon à Zubiry, Jaureguy à Lesaca, et Orâa dans l'Ulzama, pour enfermer dans le Bastan les carlistes occupés à l'attaque d'Elisondo; mais Zumalacarreguy déjoua ses mouvemens, en suivant Orâa de manière à le mettre entre lui et les bataillons du blocus, et cette première rencontre de Mina et de Zumalacarreguy n'aboutit qu'à une escarmouche insignifiante, où le général christino n'eut pas l'honneur de la journée : car il combattit avec

sept bataillons, et Zumalacarreguy n'en avait que quatre.

Arrivé à Elisondo, Mina déploya une vigueur extraordinaire : il fit rassembler ceux des habitans de Lecaroz qui n'avaient pas fui à son approche, et, après leur avoir reproché l'aide qu'ils avaient donnée aux carlistes pour mettre leurs canons en batterie dans leur village même, il les somma de livrer les canons; ils refusèrent, et Mina ordonna de les décimer, c'est-à-dire d'en fusiller un sur cinq *(quintar)*; cinq furent désignés sur vingt-deux, et les trois premiers ayant été fusillés, les autres avouèrent que les canons avaient été enfouis dans la forêt de Bertiz; effectivement, on en déterra trois, qui furent apportés en triomphe à Elisondo.

Mina, par une proclamation terrible, annonça aux Navarrais le sort de Lecaroz, et celui qui les attendait s'ils ne se soumettaient pas. *La guerre de Navarre, leur dit-il, va commencer !....*

Ces menaces ne furent que trop exécutées : l'incendie, le pillage, le massacre furent bientôt à l'ordre du jour dans le Bastan, et pendant huit jours les Chapel-Gorris le parcoururent dans tous les sens, tuant et brûlant à discrétion.

Ainsi Mina se trouvait tout-à-coup transporté hors de ce système de clémence qu'il avait annoncé devoir succéder à celui du général Rodil,

et obligé d'être plus cruel encore que ce général, qu'il avait tant blâmé.

Cette terreur improvisée était d'autant plus maladroite, que la menace ne pouvait être suivie d'aucun effet, et par conséquent ne pouvait avoir pour résultat que d'irriter la population sans l'effrayer.

En rentrant à Pampelune, le 20, Mina apprit que pendant son occupation du Bastan, Zumalacarreguy avait réussi à s'emparer de la caserne fortifiée d'Echarri-Aranaz, qui se rendit le 19, après un siége de six jours, que ne troublèrent pas un seul moment les troupes de la reine. La garnison, composée de quatre compagnies du provincial de Valladolid, capitula et obtint de se rendre à Pampelune; mais le chef (colonel Mesquiriz) et trois officiers seulement s'y rendirent, le reste prit parti parmi les troupes insurgées. Ces quatre officiers furent arrêtés et mis en jugement à leur arrivée à Pampelune.

On vit dans cette occasion tout ce que chaque parti perdait ou acquérait en raison de l'unité du commandement et de l'activité du chef. Ainsi Mina, avec vingt-quatre bataillons dans le Bastan, douze bataillons sous Pampelune et quatre à Vitoria, n'aboutissait qu'à une opération insignifiante, tandis que Zumalacarreguy, avec douze bataillons seulement, menait à bien, en

six jours, une opération de la plus haute importance pour lui, au milieu des forces considérables qui l'entouraient de toutes parts.

Depuis son retour à Pampelune, le 21 mars, jusqu'au 1er avril, Mina y fut constamment malade, et ne put commander aucune opération. Le général Aldama venait d'arriver d'Aragon avec sept bataillons, il lui donna le commandement des troupes, pour agir contre Zumalacarreguy dans les Amescoas et la Burunda; le général Vigo, avec quatre bataillons, fut chargé de couvrir la frontière d'Aragon et de procurer des vivres à Pampelune; le brigadier Gurrea, avec six bataillons, resta sous les murs de cette place, et Orâa, avec six autres, fut chargé d'occuper le Bastan, en faisant fortifier San-Estevan et le château d'Oyareguy, qui établissait la communication avec Elisondo et complétait la défense du cours supérieur de la Bidassoa; Urdach devait être occupé aussi en arrière, ainsi que Burguette, Roncevaux et Valcarlos, de l'autre côté des Aldudes. Ainsi se trouvait exécuté ce projet de couvrir entièrement la frontière de France, projet constamment recommandé aux généraux espagnols, et qui eût entraîné de bien autres résultats, s'il eût été réalisé dix mois plus tôt. Le général Orâa, ainsi que le général Vigo, eurent aussi pour mission de rassurer les habi-

tans et de les engager à s'armer pour défendre leur territoire, avec la certitude d'être protégés par une colonne d'opération; mais le découragement était trop grand et existait depuis trop long-temps pour que ces recommandations produisissent beaucoup d'effet.

Le pays d'ailleurs commençait à s'épuiser, et déjà les troupes du Bastan étaient obligées de s'approvisionner en France; les habitans de la frontière, frappés de réquisitions par les deux partis, envoyaient leurs effets en France, prêts à y passer eux-mêmes à la première occasion. Dans l'intérieur de la Navarre, Mina faisait faire des approvisionnemens considérables à prix d'argent; Zumalacarreguy en faisait aussi, mais avec des moyens plus économiques : la terreur et le papier-monnaie.

Ces diverses circonstances avaient eu leurs reflets à Madrid; une réaction libérale s'y faisait graduellement sentir depuis le départ de Llauder : ce dernier avait été remplacé par le général Valdès, homme intègre, sévère, actif, capable et libéral à toute épreuve, mais sans ostentation. Dès son arrivée, une activité non accoutumée fut imprimée à toutes les branches du service, et l'accueil qu'il fit à la milice de Madrid prouva la prédilection qu'il avait pour cette institution. Une circonstance particulière vint la favoriser.

La loi de milice, présentée par le ministère et votée par les deux estamentos, n'avait point encore été sanctionnée par le gouvernement. Une telle conduite avait droit d'étonner, surtout après l'insistance que le ministère avait mise à l'adoption de quelques mesures qu'il avait réussi à faire passer dans la loi. Une pétition signée de soixante-trois Procuradores en réclama énergiquement la sanction. Le préambule de cette pétition accusait explicitement le ministère d'avoir ralenti (*entorpecido*) l'enthousiasme national, et d'avoir ainsi accru le danger, par un système coupable de fusion et d'atermoiement. La conclusion était :

1° La demande de la sanction de la loi;

2° La recommandation d'imprimer un mouvement plus énergique à l'action militaire et administrative;

3° L'invitation de mobiliser un bataillon de milice par province.

La discussion eut lieu les 10 et 11 février : le ministère y fut vigoureusement attaqué par MM. Trueba, Cavallero et Galiano. Les deux principaux ministres, MM. de Toreno et Martinez, se défendirent, sinon victorieusement, au moins fort longuement (leurs deux discours occupent vingt-deux colonnes de la *Gazette de Madrid*); mais ils ne purent réussir à empêcher le vote

de la pétition par soixante voix contre cinquante-cinq, et ils eurent le chagrin de voir figurer dans la majorité quelques-uns de leurs amis les plus chauds, MM. Otazu, Gargollo, San-Simon, Bendicho, Aguirre-Solarte, etc.

On remarqua dans cette discussion que les ministres et l'opposition, surtout M. Argüelles, furent beaucoup plus circonspects à l'égard de la France et de l'Angleterre. M. Cavallero, seul, s'éleva contre le traité de la quadruple alliance, qu'il appela une feuille de papier sans valeur; mais il fut réfuté avec succès par le premier ministre, et son opinion n'eut point d'écho. On put remarquer également le silence du ministre de la guerre, et l'assurance que donna M. Martinez qu'il n'avait fait aucune condition en entrant dans le cabinet.

Le résultat de ce vote fut la sanction de la loi sur les milices, au moyen d'un article additionnel qui les mit sous l'autorité des commandans militaires.

Mais ce vote eut surtout pour résultat de donner au ministre Valdès une grande puissance d'action. Ses ordres multipliés remplirent bientôt la *Gazette de Madrid.* Les objets principaux qu'ils embrassaient furent les suivans :

1° Le rétablissement de la discipline;

2° La régularisation de tous les rapports militaires;

3° La régularité de l'administration militaire;

4° L'organisation prompte des milices urbaines;

5° Leur armement au moyen de fusils achetés en Angleterre;

6° Leur mobilisation, par l'établissement dans chaque localité de compagnies et sections de tirailleurs choisis;

7° La formation de bataillons de corps francs, par la réunion des compagnies de sûreté de chaque province, des *tiradores*, *flanqueadores*, *salvaguardias*, *volontarios*, etc., etc.;

8° Enfin, l'envoi de toutes les troupes disponibles en Navarre, et la formation d'une armée de réserve à Burgos, composée de deux divisions d'infanterie et d'une de cavalerie.

Toutes ces résolutions ne furent pas seulement sur le papier, elles furent effectives; et bientôt le général Valdès annonça l'intention de partir pour Vitoria et de prendre le commandement de l'armée. Mais cette détermination était plus difficile à exécuter que toutes les autres: c'était en effet l'annihilation ou la subalternisation de Mina, et c'était là une question politique de premier ordre. Nous avons vu en effet comment avait eu lieu la nomination de Mina, et comment l'opposition, en l'exigeant du ministère, n'avait

pas eu en vue seulement la destruction de l'insurrection, mais sa destruction par elle, et à son profit. En effet, avec Mina victorieux, tous ses projets étaient réalisables; avec le ministère victorieux sans Mina, l'opposition était vaincue aussi bien que l'insurrection. Calcul coupable, où l'intérêt de la patrie était sacrifié à l'intérêt de parti! L'opposition n'eût pas été même excusable par l'ignorance de l'état réel de la situation; car son aveuglement sur la santé de Mina et son incapacité n'eût pas justifié son aveuglement sur les résultats.

Quant au ministère, il ne pouvait rien ignorer, et sa faiblesse était plus coupable encore que l'infatuation de l'opposition.

Quoi qu'il en fût, les moyens militaires suivaient un développement énergique.

Le général Aldama était arrivé par l'Aragon, avec sept bataillons, le 18 mars, à Pampelune; le général Cordova était arrivé le 24, avec cinq autres, à Vitoria. L'armée active en Navarre se composait donc ainsi, au 1er avril :

1re Division, brigadier Seoane....	6 batail.
2e Division, brigadier Oràa.........	6 *idem.*
3e Division, général Aldama........	6 *idem.*
4e Division, brigadier Gurrea......	6 *idem.*
	24.

Report............	24
Brig. d'Aragon, brig. Mendez-Vigo..	4 batail.
Brigade de réserve, colonel Ocaña.	3 *idem.*
Division de la Rivera, brig. Lopez..	8 escad.
Garnison de Pampelune.............	4 batail.
Total................	35 b., 8 esc.

formant un effectif de 23,000 hommes, 1,000 chevaux.

Le général Cordova, nommé commandant-général des provinces basques, avait en outre en Alava 7 bataillons; Yriarte, nommé commandant-général en Biscaye, en réunissait 7, et le général Lopez Baños, qui le remplaçait dans les encartaciones, en avait 3 à 4.

C'était donc près de 50,000 hommes réunis au 1er avril, en Navarre et dans les trois provinces, et en outre l'armée de réserve se réunissait à Burgos. L'opinion publique désignait le ministre de la guerre Valdès pour le commandement de ces forces, et enfin les circonstances l'y amenèrent. Mina, depuis son expédition du Bastan, était retombé dans son état habituel de santé; le 3 avril il eut une crise si violente, qu'il se crut perdu, et dépêcha à Madrid un courrier pour annoncer l'état fâcheux dans lequel il se trouvait, et demander d'être remplacé dans le commandement des troupes.

C'était tout ce qu'on demandait. Le courrier arriva lorsque déjà un décret du 7 avril avait annoncé la nomination de Valdès au commandement général des armées du Nord et de Castille, en conservant toutefois les commandemens existans. Mais la *Gazette* du 10 publia la dépêche de Mina, accompagnée d'une note officielle contenant l'acceptation de sa démission avec force complimens. Cette acceptation lui fut notifiée le 14, à Pampelune, en même temps que l'arrivée du ministre de la guerre : il était en effet à Logroño le 13.

Mais Mina avait espéré conserver la vice-royauté de Navarre, et il reçut ces avis avec un mécontentement marqué : il renonça à l'instant à tout exercice d'autorité, et annonça l'intention de se retirer à Tudela, pour y attendre un médecin de Montpellier.

Ainsi le gouvernement s'était séparé de Mina avec autant de maladresse qu'il en avait mis à se l'adjoindre, et cet homme restait un inconvénient pour lui, dans la faveur comme dans la disgrace.

Mina avait d'ailleurs un sujet de mécontentement moins personnel et plus grave : la mission de lord Elliot.

Cette mission demande quelques explications. Le ministère tory, en arrivant au pouvoir, re-

connut qu'il avait deux conditions indispensables à remplir pour s'y maintenir : la première, de garantir la tranquillité intérieure par la continuation d'un système progressif; la seconde, de conserver la paix à l'extérieur par le maintien de l'alliance française.

L'adoption du traité de la quadruple alliance était donc une exigence fondamentale de sa position. Il le comprit, et les gouvernements français et espagnol reçurent à cet égard des assurances formelles; de plus, le général Alava, procer du royaume, ami particulier et ancien aide-de-camp du duc de Wellington, fut désiré et envoyé comme ambassadeur à Londres.

Mais le ministère tory ne perdit pas l'espoir d'amener don Carlos à une transaction, ou de s'assurer de lui s'il triomphait, de manière à en obtenir vis-à-vis de la France des garanties qui permissent à cette puissance de le reconnaître sans manquer à ses principes, toujours dans la prévision du triomphe.

Un agent secret espagnol, et tout dévoué à don Carlos, fut donc chargé de le sonder pour savoir ce qui pourrait le décider à quitter l'Espagne : le mariage de son fils avec la jeune reine, une position assurée en Italie, etc., etc.; enfin, en désespoir de cause, ce même agent devait lui notifier que l'Angleterre, liée par des traités,

ne pourrait le reconnaître, en cas qu'il triomphât, qu'à la condition d'une déclaration, et de l'engagement formel d'adopter un système de gouvernement modéré et presque libéral.

Tout fut inutile, et le prince refusa toute ouverture. Alors on résolut de lui envoyer un agent public, d'après le désir témoigné par le général Alava, pour lui faire savoir que le gouvernement anglais ne le reconnaîtrait jamais, et l'engager à cesser une lutte inutile ou au moins à la rendre moins inhumaine. Lord Elliot fut chargé de cette mission, et arriva le 6 avril à Bayonne, avec de fortes recommandations du général Alava auprès des autorités espagnoles; il annonçait aussi que sa mission avait lieu de concert avec le gouvernement français; mais celui-ci resta entièrement passif dans cette affaire. Lord Elliot demanda des sauf-conduits à Mina et à don Carlos; ils lui furent accordés, et il partit le 16 pour aller rejoindre le prince à Oñate.

Mina, averti par son gouvernement et par une lettre du général Alava, dissimula son mécontentement; mais il n'en fut pas moins vif. Il en fut de même parmi ses amis de Madrid. Des explications furent demandées dans la chambre des Procuradores au ministère, qui répondit vaguement, et M. Galiano flétrit avec énergie tout système par lequel on immiscerait l'étranger

dans les affaires de l'Espagne : « Nous sommes « en possession de la force nationale, s'écria-t- « il, et si le ministère ne triomphe pas avec elle « seule, c'est qu'il ne saura pas s'en servir. » M. Martinez de la Rosa, qui lui répondit, fut d'accord avec lui à ce sujet, et ne repoussa pas moins énergiquement toute intervention.

Mais quelque arrière-pensée qu'on eût supposée à lord Elliot; dès l'abord, il jugea que sa mission était inutile, qu'effectivement, don Carlos n'était qu'un prête-nom, et que l'autorité du dictateur Zumalacarreguy dominait toute la question. Il crut donc devoir se borner à traiter une seule question, celle d'humanité : en conséquence, il proposa une convention par laquelle on devait cesser de massacrer les prisonniers.

Du reste, lord Elliot était arrivé fort à point pour juger de la force de l'insurrection.

Le général Valdès, après avoir réuni à Vitoria les trois divisions Seoane, Aldama et Cordova, était entré le 20 avril en opérations. Le 21, il se trouva dans les Amescoas, en présence de Zumalacarreguy, avec dix-huit bataillons, vers Eulate; l'action fut engagée et vivement soutenue par les carlistes; le lendemain, Valdès fut obligé de se retirer sur los Arcos, puis enfin de manœuvrer pour gagner Logroño, à travers des

nuées de tirailleurs, qui mirent le désordre le plus grand dans l'armée.

Lord Elliot attendait le général Valdès à Estella depuis le 24 : il n'y arriva que le 27, avec une armée démoralisée et battue.

La perte n'avait pas été aussi considérable qu'une pareille déroute eût semblé le comporter ; mais elle était immense au moral. Les troupes avaient perdu tout sentiment de discipline et d'honneur ; elles avaient lâché pied, abandonné leurs généraux et leurs officiers ; plusieurs même avaient été maltraités par les soldats.

Les équipages du général en chef étaient tombés au pouvoir de l'ennemi, qui, outre les tués et blessés, avait pris 150 hommes, 4,000 fusils, etc.

Le général Valdès se rendit enfin à Pampelune le 3 mai, après avoir signé la convention et envoyé le général Cordova à Madrid pour rendre compte de l'état des choses (1).

(1) Une circonstance particulière accompagna la ratification de cette convention. Conclue d'abord avec Zumalacarreguy, elle fut présentée, signée de lui, par lord Elliot à Valdès ; celui-ci refusa de signer après le chef carliste, et présenta un nouveau projet rectifié et revêtu de sa signature ; lord Elliot la reporta à Zumalacarreguy. Je suis peu accoutumé à des guerres de plumes, dit ce dernier, mais voyons ; il prit le papier, en ajoutant : n'est-ce que cela ? il signa ; puis, ouvrant la porte : Montenegro, à cheval ! conduisez Milord au quartier-général de Valdès ! Ce Montenegro était un colonel déserté de la veille de l'armée christine, et il ne craignit pas d'y retourner, protégé par la seule parole de son nouveau chef.

La démoralisation était à son comble dans l'armée christine, l'insurrection au contraire était triomphante.

Lord Elliot et les colonels Wilde et Gurwood qui l'accompagnaient avaient constaté dans les troupes et la population un grand enthousiasme pour don Carlos, et l'espoir d'un triomphe certain. Zumalacarreguy leur avait fait connaître dans les plus grands détails les chances de succès et les bonnes dispositions de la population : l'excellente organisation de ses troupes ne permettait pas de les révoquer en doute; la vérification de cette hypothèse était d'ailleurs dans le contraste que présentaient les troupes de la reine.

Mais, quand même cet enthousiasme n'eût pas existé, la mission de lord Elliot eût été de nature à le produire : on n'avait pas manqué, en effet, de l'annoncer aux insurgés comme un ambassadeur envoyé par l'Angleterre pour reconnaître don Carlos; et ce fut une grande faute de donner ce prétexte à l'insurrection. D'ailleurs, quoique sa mission eût échoué, la convention qu'il avait établie reconnaissait dans tous ses titres le général en chef des insurgés, et le posait parallèlement au général Valdès; aussi l'armée reçut-elle avec indignation l'annonce d'une aussi honteuse transaction.

Telle était la situation respective des deux

partis lorsque lord Elliot arriva à Paris, où ses rapports durent détruire bien des illusions.

A Madrid on en conservait encore : l'opposition ne voyait dans ces revers que le résultat des fautes du ministère; et sans-doute la dernière chance réservée à la cause de la jeune reine était le renversement du ministère et un appel énergique aux sentimens libéraux de la nation. (1)

(1) Voir le reste des événemens, à la fin du volume.

APPENDICE. (1)

Le récit des faits qui ont accompagné le développement de la crise actuelle de l'Espagne a pu faire comprendre déjà la situation exacte de ce pays; cependant, pour en bien connaître l'ensemble, il est nécessaire de représenter l'état de chacun des élémens principaux qui le composent. Ces élemens sont :

1° Le gouvernement,
2° Les chambres,
3° L'opinion publique,
4° L'insurrection,
5° L'armée.

(1) Il est bon de se rappeler que tout ce qui suit a été écrit et publié en mars 1835.

1° LE GOUVERNEMENT.

Il est facile de voir que ce sont les circonstances, et non pas un système gouvernemental arrêté et prévu, qui ont amené au pouvoir le ministère actuel.

Les fautes de M. Zea avaient tellement empiré la situation, qu'un changement devenait indispensable : on ne pouvait s'adresser qu'aux hommes du parti libéral modéré, et c'est cette nécessité qui amena M. Martinez de la Rosa et ses amis au pouvoir.

Le mémoire de Llauder, qui était le programme de leur avénement, leur imposait la tâche de doter l'Espagne d'un système représentatif ; à cette obligation s'en joignaient deux autres non moins impérieuses : finir la guerre, et donner une bonne administration au pays.

Il n'est pas douteux que les intentions des nouveaux ministres ne fussent de remplir strictement ces trois conditions de leur existence politique.

Mais dès l'abord d'immenses difficultés se présentèrent.

En premier lieu, ces conditions étaient im-

posées, et sous quelque jour qu'on voulût en présenter l'accomplissement, on ne pouvait oublier qu'il était forcé. D'ailleurs l'établissement d'un système représentatif était un écueil immense; car si on cherchait à rompre avec les souvenirs de 1812 et de 1820 par une organisation parlementaire à deux chambres, l'élection devait nécessairement ramener les hommes de cette époque, et faire naître les périls qu'une constitution octroyée paraissait éloigner : c'est ce qui arriva. L'amnistie générale, indispensable condition de la publication de l'*estatuto*, ramena en Espagne MM. Argüelles, Galiano, Isturiz, les généraux Mina, San-Miguel, Lopez Baños, etc. L'élection introduisit les premiers dans le parlement, la guerre mit les autres dans l'armée, et dès lors le gouvernement fut à la merci de leurs exigences.

Le ministère était donc à chaque instant transporté hors de son système de modération : car la guerre l'obligeait à opposer aux forces matérielles et morales qui le menaçaient des forces en sens contraires.

Nous avons vu comment, balloté entre un système arrêté et des nécessités contraires, il résolut toutes les questions qui se présentèrent, de manière à mécontenter les libéraux, sans se donner une force de plus contre les absolutistes.

L'administration n'offrait pas de moindres difficultés.

En effet, chaque établissement utile exige une innovation, et chaque innovation sacrifie des intérêts existans.

L'unité, premier principe d'une bonne administration, réprouve tout le système administratif existant actuellement en Espagne, qui n'est que l'agglomération de toutes les créations locales et fractionnaires qui se sont succédées, sans but général, et au fur et à mesure des besoins, depuis quatre siècles.

L'unité politique réprouve tous les intérêts, toutes les croyances, toutes les habitudes; elle rompt un fédéralisme qui a accompagné et suivi la formation de la nationalité espagnole dans toutes ses phases;

L'unité administrative rompt toutes les circonscriptions antiques, détruit tous les souvenirs de localité, brise le régime municipal dont l'Espagne est si fière, et qu'elle possède depuis dix siècles, deux cents ans avant le reste de l'Europe;

L'unité judiciaire détruit les sept juridictions principales et les innombrables juridictions particulières existantes aujourd'hui dans ce pays;

L'unité financière détruit tous les impôts, chaque province ayant un impôt particulier, connu

sous le nom de *rente provinciale*, et change toute l'existence du clergé, qui est le véritable receveur général de l'Espagne ;

L'unité commerciale met la guerre entre les provinces où les intérêts se sont exclusivement organisés sur les bases les plus appropriées à la production locale.

Enfin, partout on retrouve les immenses difficultés de cet établissement régulier qui a été le but et le plan de tous les ministères et de tous les gouvernemens qui se sont succédés en Espagne depuis deux cents ans, but à la poursuite duquel ils ont tous échoué.

Ce sont là les raisons qui font qu'il y a une guerre en Navarre, et qui groupent autour de don Carlos tous les intérêts conservateurs.

Quel que soit le point de la question touché par le gouvernement, la difficulté se présentera, grande ou petite, irrésistible ou cédant à l'effort, engendrant toujours des impatiences ou des regrets.

C'est cette lutte continuelle qui complique incessamment la situation du gouvernement, et le force d'ajourner tous ses projets d'amélioration, tant à cause de la résistance des uns que de l'impatience des autres.

Son système est facile à comprendre : c'est l'établissement calme et régulier d'un gouverne-

ment qui garantisse la marche progressive du pays, sans compromettre brusquement les intérêts existans.

Tel avait été aussi le système de M. Zea, sauf les formes parlementaires. Et lui aussi a péri par la guerre, après avoir gravement compromis l'existence du gouvernement!

N'est-il pas à craindre que le ministère actuel ne le compromette encore davantage? Et les reproches répétés d'exposer le salut du pays par ce système de modération intempestif, ne sont-ils pas pour le parti exalté un moyen d'attaque bien spécieux, sinon bien réel? D'ailleurs, en ne s'occupant constamment que de sa position parlementaire, et en perdant de vue la question principale, celle de la guerre, le gouvernement ne s'expose-t-il pas à sacrifier tantôt les intérêts de sa position aux exigences de la guerre, et tantôt les intérêts de la guerre à ceux de sa position, sans pouvoir triompher des embarras de l'une ni de l'autre (1)?

2o LES CHAMBRES.

Le gouvernement, en établissant deux chambres, eut deux buts;

(1) Les événemens n'ont que trop prouvé la vérité de cette hypothèse.

Le premier, de réaliser les projets qu'eurent en 1822 les hommes modérés, qu'on appelait *bicaméristes*, de modifier la constitution pour la garantir des dangers dont elle était menacée par elle-même et par l'étranger;

Le second, de rompre avec les souvenirs de cette époque, par un établissement politique qui en empêchât le retour.

Pour éviter encore plus les souvenirs de 1812 et 1820, le gouvernement voulut se reporter plus en arrière, et rétrograder jusqu'aux *antiques libertés de la nation*, prétention qu'avaient eue déjà les constituans de 1812, et qu'ils avaient exprimée dans le préambule de la constitution de cette époque (1).

(1) La résurrection des antiques libertés de l'Espagne a été une thèse soutenue par tous les partis de l'Espagne, et dans toutes les circonstances. Ferdinand VII écrivait de Bayonne, le 5 mai 1808, à la junte de gouvernement, d'assembler les cortès, et il répondait à Napoléon qu'il ne pouvait changer l'ordre de succession au trône sans leur consentement; les cortès de Cadix donnaient en 1812 une constitution à l'Espagne, au nom du roi, *d'après les anciens droits de la nation assemblée*; Ferdinand VII, en 1814, cassait les actes de Cadix, en vertu de l'ancienne constitution du pays; en 1833, le même Ferdinand assemblait les cortès pour prêter serment à sa fille; en 1834, Llauder disait qu'il fallait assembler les *cortès por estamentos*, et c'est à quoi se bornaient les désirs des libéraux les plus exaltés; pendant le même temps, don Carlos annonçait à ses peuples qu'il assemblerait les mêmes cortès, dès qu'il serait sur le trône de ses pères; enfin, c'est à ces mêmes formes antiques que s'est reporté l'*estatuto*, qui n'est,

L'*estatuto* exprimait cette prétention de la manière la plus explicite :

« A V. M était réservée la gloire de restaurer
« nos antiques lois fondamentales, dont la dé-
« suétude a causé tant de maux pendant trois
« siècles, et dont le rétablissement sera le signal
« de la prospérité du pays.......

« Il ne pouvait y avoir d'entreprise plus digne
« de V. M, que d'établir dans sa plénitude et sa
« grandeur une institution aussi vénérable, en
« fondant sur la base des antiques cortès de la
« monarchie le nouvel édifice du trône d'Isa-
« belle II. »

selon son auteur M. Martinez de la Rosa, que la restauration des antiques libertés espagnoles. On voit que ces antiques libertés sont un meuble à l'usage de tous, et dans toutes les circonstances. Que cette question s'agite en Espagne par les intéressés, on le conçoit : c'est un moyen d'action et d'influence dont se servent les partis d'après le besoin qu'ils en ont ; mais que cette question ait pu être traitée philosophiquement et historiquement en France avec la même affirmation, c'est ce qui paraît difficile à concevoir. C'est cependant ce qui a eu lieu dans la *Revue Républicaine*, avec cette prétention de plus, que l'Espagne n'avait plus qu'à retourner vers son passé pour en apprendre à l'Europe en fait de liberté. La liberté est cependant un progrès ; car elle ne peut se définir qu'ainsi : l'appel successif d'un plus grand nombre d'hommes, et finalement de tous, au plein et entier exercice de leurs facultés. Or, où voit-on que ce but ait jamais été celui des institutions politiques de l'Espagne ? N'est-ce pas au contraire à l'aide de ces institutions qu'une classe s'est constituée au pouvoir par sa seule présence aux cortès ? C'est l'*estamento eclesiastico*, en effet, qui, par la prépondérance que lui donnait, dans le temps, sur les deux autres ordres, son utilité locale, a profité de

L'*estatuto réal* créa donc deux chambres ou *estamentos*, l'une de *Proceres*, l'autre de *Procurадores :* c'étaient les noms de l'antique représentation des cortès dans le 15e siècle.

L'établissement d'une chambre haute était déjà intrinsèquement une immense difficulté : la noblesse était bien acquise à l'opinion nationale, mais la réputation de nullité des grands d'Espagne était telle, que le ministère hésitait à leur donner une représention née et surtout héréditaire. Ces répugnances furent levées sur les observations des ambassadeurs de France et d'Angleterre, qui firent sentir l'immense importance,

sa position pour absorber toutes les facultés nationales et individuelles, et les confisquer à son profit; et c'est justement là ce qui a rendu inutiles les formes politiques qui lui ont servi à parvenir à ses fins. C'est là la véritable histoire des cortès, et l'on en retrouve encore la preuve dans celles de Navarre, où l'*estamento ecclesiastico* a droit de suprématie et de *veto*.

Cortès ou parlement sont deux mots synonimes : c'est la *curia* des Romains; c'est le *plaid* et le parlement de nos rois. Mais nos parlemens avaient une immense supériorité sur les cortès espagnoles; car ils se substituèrent au pouvoir spirituel lorsque celui-ci perdit de vue sa mission, et empêchèrent le clergé de perpétuer sa prédominance sociale lorsqu'elle ne fut plus utile au pays. Du reste, cette question est la même que celle que soutient la *Gazette de France*, lorsqu'elle cherche à prouver que la cause de la liberté en France est dans le retour aux anciennes constitutions du pays : c'est la cause des franchises opposée à la liberté, du fédéralisme contre l'unité.

La liberté est une cause égalitaire et par conséquent universelle, et les formes politiques sont plus souvent un obstacle qu'un moyen pour cette cause. Ce qui se passe en Angleterre, en Suisse,

pour le gouvernement, d'établir à côté de l'élément progressif élu par le peuple un élément conservateur, qui réunît les facultés intellectuelles et les intérêts matériels de la nation.

La chambre des Proceres fut donc composée de tous les grands d'Espagne possédant un revenu de 60,000 réaux, avec droit héréditaire, et des membres à vie remplissant les même conditions et nommés par le gouvernement.

L'estamento des Procuradores fut composé de cent quatre-vingt-huit membres, élus parmi les citoyens âgés de trente ans et jouissant d'un re-

depuis cinq ans, et aujourd'hui en Navarre, en est la preuve. La révolution française indique les deux seuls moyens d'œuvre par lesquels s'établit progressivement la liberté: l'insurrection et le pouvoir.

Après avoir indiqué le peu de fondement de ce système sous le point de vue philosophique, on peut en démontrer la fausseté sous le point de vue historique. L'Espagne est une aggrégation d'unités qui se sont formées nécessairement par la conquête, et ont été administrées séparément jusqu'au règne de Philippe V: c'est Albéroni seul qui a pu faire disparaître l'administration par royaume, et la Navarre et les provinces basques n'ont dû la conservation de leur administration particulière qu'au renversement de ce ministre, qui déjà avait essayé de la détruire. Quelles sont donc les cortès qu'il faudrait choisir pour les rendre à l'Espagne? Sont-ce celles de Léon, d'Aragon, de Galice, de Castille ou de Navarre? car toutes ces cortès ont existé jusqu'au moment où il n'y a plus eu de cortès. Faut-il encore les reconstituer avec les trois *brazos* ou *estamentos*? Cela n'est pas soutenable, et M. Martinez lui-même l'a bien senti dans le préambule de l'*estatuto*, en cherchant à réfuter d'avance cette objection.

venu de 12,000 réaux, nommés dans chaque arrondissement (*partido*) par des électeurs réunis à l'ayuntamiento et possédant un revenu de 6,000 réaux.

On voit que cette organisation n'avait rien de démocratique, et on le concevra, en observant que plusieurs élections se sont faites par quinze électeurs seulement; mais en Espagne, la question politique n'est pas une question égalitaire, mais bien de liberté, et à cet égard le cens n'y faisait rien.

Dès l'abord, la chambre des Procuradores fut

Voilà pour les cortès. Mais il en est de même pour toutes les institutions anciennes qui pèsent sur l'Espagne de tout le poids du passé et s'opposent à son affranchissement social. Cette assertion est sensible, surtout pour les *ayuntamientos* (municipalités), si vantés comme la seule conservation du droit municipal romain, avant le moyen-âge et jusqu'à nos jours. Ce sont les ayuntamientos qui ont mis le gouvernement de la cité aux mains des *habilitados*, qui tirent au sort les emplois en donnant le dernier lot à un tribun du peuple, *procurador del comun*. Ces sénats au petit pied, ces types dégénérés de la curia romaine, se sont rendus tellement agréables aux populations, en absorbant tous les pouvoirs civils, politiques et judiciaires, que celles-ci ont invoqué le gouvernement et l'ont supplié, presque partout, de leur nommer des *alcades mayores*, des *corregidores*, dont l'autorité supérieure pût les délivrer de celle de leurs ayuntamientos: tel est l'amour que l'on porte en Espagne aux antiques libertés.

D'ailleurs, n'y a-t-il pas une absurdité choquante à invoquer le passé, lorsqu'il s'agit de le réformer, et à prôner comme instrument de cette réformation les formes politiques qui ont servi à constituer les abus, ou n'ont pu les empêcher?

en opposition avec le ministère ; car elle venait avec une mission et des prétentions radicales et innovatrices, et le gouvernement avait voulu, par l'*estatuto*, lui persuader qu'elle n'avait d'autre fonction que de rétablir les antiques lois du pays, en un mot, de refaire le passé.

Cette prétention gothique fut repoussée par l'adresse même de la chambre, qui s'exprimait ainsi :

« Régénérer notre malheureuse patrie, met-« tre en action tous les ressorts de sa puissance, « apporter toute la latitude et toute la garantie « nécessaires aux droits sociaux, élever sur ces « bases l'auguste monument de l'alliance du « peuple et du trône, tels sont les vœux de cette « assemblée. »

Et plus loin..... « Régénérer un peuple sous « l'influence de sages lois, élever le magnifique « trophée d'une liberté raisonnable sur les rui-« nes d'un despotisme dévastateur, c'est l'œuvre « immortelle qui nous est réservée...... »

Et cette assemblée réclamait, comme moyen d'exécution, la liberté de la presse, l'égalité devant la loi, la liberté civile, la liberté individuelle, l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'organisation de la garde nationale, etc.

Le ministère essaya en vain de repousser cette adresse, il n'obtint que quelques modifications

légères ; et plus tard une pétition énergique réclama une déclaration des droits, fondée sur la même base.

Ainsi donc, dès les premiers jours, une majorité imposante souffla sur le frêle édifice des prétentions ministérielles et les détruisit de fond en comble ; mais le ministère ne se tint pas pour battu, et il eut raison ; car les mêmes hommes qui refusaient leurs voix aux principes, les donnaient volontiers aux hommes pour lesquels ils avaient confiance et estime. Tels étaient, en effet, les sentimens que la grande majorité des Procuradores portait à M. Martinez de la Rosa, et surtout à M. de Toreno. Plus tard, MM. Galiano, Arguëlles et Isturiz, adversaires directs de ces mêmes hommes en 1822, en faisant rétrograder le combat à cette époque, redonnèrent une nouvelle vie à la sympathie de la majorité pour les deux ministres attaqués, sympathie qui provenait, il faut le dire, autant de la confiance qu'ils inspiraient, que de la répugnance qu'on avait pour les hommes et les principes de l'époque ci-dessus.

Mais le ministère, placé sans cesse entre une majorité et une minorité flottantes, fut obligé de louvoyer entre ces deux *constantes :* ses principes à lui, et les principes de ses adversaire. Sa marche ne fut donc qu'une série de sacrifices et

de résistances; et c'est ainsi que s'écoula l'année 1834, comme nous l'avons vu.

Cette situation de deux partis engagés dans un ensemble de faits graves et instans, et s'occupant de discussions métaphysiques, lorsqu'il s'agissait du salut du pays, rendait souvent presque burlesques les discussions des chambres. Ainsi, lorsqu'un des orateurs du parti exalté déclamait contre les ennemis de la liberté, le président du conseil s'écriait: « Nous ne connaissons en Es- « pagne ni amis ni ennemis, ni vainqueurs ni « vaincus; nous ne connaissons que des frères, « des enfans d'une même mère, et nous ne vou- « lons point de catégories dans la nation..... »

Et à côté d'eux, ces frères s'égorgeaient, se pillaient, s'incendiaient réciproquement!

D'un autre côté, l'opposition réclamait la proclamation et le maintien des droits de l'homme, la liberté, le jugement régulier, l'égalité, etc.; et au delà de l'Ebre, on agissait de part et d'autre sans aucun respect des droits même les plus saints de l'humanité!

Il en résultait que le gouvernement et les chambres, toujours à côté de la question principale, la guerre, n'y apportaient qu'une attention secondaire, au grand détriment de la situation politique du pays.

Le gouvernement, constamment préoccupé de

sa situation parlementaire, conduisait la guerre, non comme elle devait l'être pour vaincre, mais selon son désir de ménager l'opposition et ne pas se laisser gagner par elle : c'est ainsi qu'il la mit dans les mains du général Mina, et c'est ainsi qu'il opposa le général Llauder à Mina.

L'opposition, de son côté, veut que l'insurrection soit vaincue, mais qu'elle soit vaincue pour elle et par elle, et c'est à ce sentiment qu'elle sacrifie les vrais intérêts de la guerre.

L'un et l'autre, ministère et opposition, songent à l'avantage que leur donnera le triomphe remporté sur le parti carliste, et pensent plus à en profiter qu'à se l'assurer, ne songeant pas que c'est après avoir abattu l'ennemi commun qu'ils pourront se livrer un combat raisonnable et susceptible de résultats sur les principes ; mais à cet égard l'entêtement est le même, et on ne sait jusqu'à quel point cet entêtement pourra compromettre la cause commune.

Dans cette chambre, la majorité n'est pour personne, et semble décidée dans ses changeantes déterminations autant par la crainte de la révolution que par la crainte de l'envahissement du pouvoir. Il en résulte nécessairement une grande oscillation dans l'opinion, une grande défiance pour le pouvoir, qui n'est jamais sûr de l'appui

de la chambre, et une grande assurance pour l'opposition, qui l'espère toujours.

Une pareille chambre est un inconvénient plutôt qu'un avantage, car elle ne peut ni consolider le pouvoir existant, ni en créer un autre.

Le tableau ci-joint peut donner une idée de sa composition (1) :

(1) Les votes désignés dans ce tableau sont ceux relatifs à la pétition des droits, qui passa malgré le ministère ; à la suppression de la censure, qui était un article de cette pétition ; à la reconnaissance de l'emprunt Guebhard, désapprouvée et approuvée par deux votes successifs de la chambre, et enfin à l'admission de Galiano, votée malgré le ministère. Ces votes démontrent bien la fluctuation des membres de la chambre.

N^os	NOMS DES DÉPUTÉS.	VOTES MINISTÉRIELS.	VOTES D'OPPOSITION
1	Martinez de la Rosa	Min. d'ét.	
2	Cde de Toreno	Id. des fin.	
3	Moscoso de Altamira	Id. de l'int	
4	Huberto y Munoz	19	»
5	Espeleta	18	»
6	Medrano	18	»
7	Melandez	17	»
8	Campillo	17	»
9	Gonzales (Juan Gto)	17	»
10	Riva Herrera	18	1
11	Otazu	17	1
12	Coton y Zuniga	17	1
13	Romarate	17	1
14	Lariba	16	1
15	Serrano (Ginez)	15	»
16	Bonel y Orve	15	»
17	Miguel Polo	15	»
18	Mes de Faltes	16	1
19	Agreda	16	1
20	De Cosio	14	»
21	Garay	14	»
22	Ruiz de Bucesta	16	2
23	Mes de Valladares	16	2
24	Vega y Rio	15	1
25	Cde de Adanero	15	1
26	Pleix	14	1
27	Anaya	14	1
28	Ochoa	15	2
29	Montenegro	14	1
30	Mes de Sansimon	15	2
31	Crespo de Tejada	12	1
32	Llano y Chavarri	14	3
33	Lopez del Bano	13	2
34	Navia y Osorio	11	»
35	Mes de Espinardo	14	4
36	Ayala	11	1
37	Paez Jaramillo	11	1

Nos	NOMS DES DÉPUTÉS.	VOTES MINIS-TÉRIELS.	VOTES D'OP-POSITION
38	Mes de Montenuevo....................	11	2
39	Sebastian Cuesta..........................	10	1
40	De la Torre.......................... ..	9	»
41	Aguirre Solarte..........................	12	3
42	Vasquez Moscoso.	12	3
43	Jose Vinals..............................	9	»
44	Gonzalez Perez..........................	12	4
45	Pontagut Gargollo....................	12	4
46	Rodas....................................	8	»
47	Camps y Soler........................	8	»
48	Mes de Montesa.......................	12	4
49	Mena....................................	10	2
50	Tosquellas............................	10	4
51	Santafé..................................	11	5
52	Crespo Rascon........................	6	
53	Alcantara Navarro...................	6	»
54	Mes de Torremejia..................	8	2
55	Canals y Mayol........................	5	»
56	Subercase.............................	9	4
57	Rodriguez Paterna...................	10	5
58	Andres de Arango....................	5	»
59	Llorente y Pastor.................. ...	5	»
60	Puche y Bautista.....................	5	»
61	Queipo de Llano......................	5	»
62	Bahillo..................................	5	»
63	Mes de Astariz.......................	5	»
64	Cde de Villamena.................. ...	5	»
65	Samponts y Barba....................	7	3
66	Ramon Ciscar.........................	8	4
67	Mes de Someruelos..................	9	5
68	Alvarez Pestana......................	9	5
69	Mes de Villacampo.............. ...	4	1
70	Palaudarias............................	6	3
71	Honorato de Puig.....................	6	3
72	Mes de Villa-Garcia..................	4	1
73	Rafaël Cabanillas.....................	3	»
74	Luis de San-Clemente...............	3	»

Nos	NOMS DES DÉPUTÉS.	VOTES MINISTÉRIELS.	VOTES D'OPPOSITION.
75	Francesco Redondo	8	6
76	Quintana Llarena	2	»
77	Jacobo de Floredo	2	»
78	Pardo Bazan	3	1
79	Montes de Oca	3	2
80	Cano Manuel (padre)	4	3
81	Ciscar y Oriola	2	1
82	Depuga	6	5
83	Calderon y Collantes	4	3
84	Maria Losada	1	»
85	Orense y Rabago	7	7
86	Vittoria	3	3
87	Alvarez de Garcia	1	1
88	Leon Bendicho	6	7
89	Domecq y Victor	6	7
90	Villalaz	3	4
91	Caceres	7	8
92	Diaz de la Costina	»	1
93	Ramon Becerra	»	1
94	Torre y Solanot	2	4
95	Pedro Marti	1	3
96	Jose Porret	»	2
97	Manuel de Villachica	»	2
98	Antonio de Ayarra	»	2
99	Jose Ciscar	»	2
100	Cde Almodóvar	7	9
101	Carillo de Albornoz	6	8
102	Galwey	2	5
103	Carillo Manrique	2	5
104	Bermudez del Villar	»	5
105	Javiel del Rey	1	3
106	Martin del Tejar	»	3
107	Ontiveros	»	4
108	Acuna	»	4
109	Maria de Cezar	3	7
110	Heredia	5	10
111	Sanches Toscano	»	5

Nos	NOMS DES DÉPUTÉS.	VOTES MINIS-TÉRIELS.	VOTES D'OP-POSITION
112	Osca	2	7
113	Villanueva	»	6
114	Garcia Carcasio	5	11
115	Fuster	2	9
116	Carlos de Onis	1	8
117	Laborda	3	10
118	Morales	4	11
119	Serrano (Francisco)	3	10
120	Palarea	3	10
121	Somoza	2	10
122	De la Santa	4	12
123	Batron	3	11
124	De Pedro	3	11
125	Ruiz de Carrion	2	12
126	Torens y Miralda	1	10
127	Aranda	»	9
128	Toledo y Munos	1	10
129	Claros	3	13
130	Mes de la Gandara	1	11
131	Paco Canovas	»	10
132	Polo y Monge	2	12
133	Blanco	2	12
134	Ulloa	4	14
135	Acevedo	2	13
136	Lopez de Pedrajas	»	12
137	Marin	3	15
138	Florez Estrada	1	13
139	Diez Gonzalez	2	14
140	Dominguez	1	13
141	Cde de Hust	»	13
142	Rodriguez Vera	1	14
143	Visedo	2	16
144	Martel	1	14
145	Ortiz de Velasco	1	15
146	Cuevas	»	14
147	Belda	1	15
148	Garcia Atocha	1	16

Nos	NOMS DES DÉPUTÉS.	VOTES MINISTÉRIELS.	VOTES D'OPPOSITION
149	Mantilla	2	17
150	Trueba	»	15
151	Pizarro	»	16
152	Belmonte	»	16
153	Mes de Montevirgen	1	17
154	Miguel Chacon	»	16
155	Abargues	»	17
156	Calderon de Labarca	»	17
157	Alcala Zamora	»	17
158	Gonzalez (Antonio)	»	18
159	Miranda y Olmedilla	»	18
160	Cano Manuel (hijo)	»	19
161	Joaquiz Carrasco	»	19
162	Cde de Las Navas	Chefs de l'oppos.	
163	Cavallero	Chefs de l'oppos.	
164	Lopez	Chefs de l'oppos.	
165	Ferrer	Chefs de l'oppos.	
166	Isturiz	Chefs de l'oppos.	
167	Galiano	Chefs de l'oppos.	
168	Argüelles	Chefs de l'oppos.	

RÉSUMÉ.

Députés votant constamment pour le ministère	40
Députés votant plus souvent ponr le ministère que pour l'opposition	45
Députés sans opinion décidée	14
Députés votant plus souvent pour l'opposition que pour le ministère	30
Députés votant constamment pour l'opposition	39
TOTAL	168
Députés absens ou non encore admis	20

Ce tableau est l'argument le plus concluant pour démontrer que, dans les circonstances actuelles, la chambre des Procuradores est un mauvais instrument pour le pouvoir, et qu'à bien plus forte raison, le pouvoir serait un mauvais instrument pour elle, s'il la laissait dominer.

Il n'y a point là, en effet, de jacobinisme ni de girondinisme, ni de question d'hommes pour terminer une question de principes, et MM. Galiano et Argüelles ne sont pas plus des jacobins, que MM. Martinez et Toreno ne sont des girondins, car ni les uns ni les autres n'ont derrière eux un peuple pour faire valoir leur volonté comme but final de leurs guerres mutuelles.

Que serait-ce donc si l'on pénétrait dans les secrètes pensées des diverses fractions de cette chambre, si l'on analysait chaque parti : celui qui rêve l'aristocratie anglaise, celui qui ne pense qu'à l'organisation française, celui qui veut l'estatuto, mais avec un ministère plus libéral, celui qui veut la régence de don Francisco, celui qui ne pense qu'au rétablissement de la constitution de 1812 ?

Ce sont là effectivement les divers partis qui divisent la chambre. Le plus fort, celui qui, en cas de mouvement populaire, ferait la loi, est celui de l'infant don Francisco, auquel se rattache le parti de la constitution de 1812 Dans un

mouvement populaire, ces deux partis rallieraient à eux les membres qui ne désirent qu'un changement de ministère, et qui accepteraient don Francisco par crainte d'une république; le reste ne serait pas un obstacle et subirait le mouvement par la crainte du triomphe de don Carlos, vis-à-vis duquel tous sont compromis.

On voit que cette chambre est à la merci des événemens.

Quant à la chambre des Proceres, elle ne les suivrait pas, mais les subirait; elle n'est ni dans les habitudes, ni dans l'esprit du pays : elle n'acquerrait de consistance que par un ministère qui dominerait l'autre chambre. Jusqu'ici, la seule influence qui la dirige est celle de M. de las Amarillas, homme important parmi les politiques et les hommes d'état de Madrid, mais sans crédit sur l'opinion publique.

3° L'OPINION PUBLIQUE.

Ce n'est pas chose facile à saisir que l'opinion publique en tout pays, mais surtout en Espagne, où l'on ne retrouve ni ces intérêts qui dominent le mouvement social, ni ces influences morales qui le dirigent.

Dans ce pays plus qu'en tout autre la personnalité est flagrante, la haine et la sympathie ne vivent qu'à condition d'un drapeau, et beaucoup de gens n'ont d'opinion que lorsqu'ils peuvent l'exprimer par un *muera* et un *viva!*

C'est au fond de l'organisation sociale qu'il faut sonder pour trouver une opinion générale, ou du moins les ressorts qui en déterminent le mouvement.

Le caractère dominant de l'esprit public, en Espagne, c'est l'amour-propre national : guerre, marine, organisation sociale, littérature, sciences, découvertes, au dire des Espagnols, l'Europe tient tout de l'Espagne ; et cependant, ce peuple si fier a toujours été à la remorque des autres puissances, même dans le temps où la monarchie espagnole était la plus puissante du globe ; car Charles V était un prince autrichien, et sous sa main l'Espagne n'était qu'un moyen de servir l'ambition de sa maison. Mais par un effet de cette immense vanité nationale, les Espagnols ont absorbé tous les princes, tous les ministres étrangers qui les ont dominés successivement, et les chances du progrès et de la résistance ont été soumises, non au résultat du choc des intérêts, mais aux effets des innovations sur le caractère national.

Ainsi, par l'effet de cette vanité, les uns se

cramponnaient à la foi et aux coutumes de leurs pères, les autres, partisans des progrès de la civilisation, en compromettaient le succès en s'obstinant à croire le pays assez avancé pour les lui appliquer sur-le-champ.

C'est ce qui est arrivé aux novateurs de 1812, qui, sans consulter l'état politique de l'Espagne, s'imaginèrent qu'elle pourrait passer sans transition de l'état d'abaissement où l'avait plongée le régime abrutissant du dernier siècle à l'état social intronisé par la révolution française, mais précédé par l'admirable préparation intellectuelle et morale des 17e et 18e siècles.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que le sentiment national, violemment heurté par les novateurs, ait produit une réaction non moins violente en faveur de la conservation.

Conserver par sentiment national, telle est donc l'opinion d'une grande quantité d'Espagnols.

Innover et améliorer, aussi par sentiment national et pour mettre le peuple espagnol au niveau des progrès et des lumières actuelles (*adelantacion y ilustracion*), telle est l'opinion de beaucoup d'autres.

Le parti du progrès a fait des pas immenses depuis l'invasion de 1808; ce n'est pas en vain qu'un million de Français ont sillonné, admi-

nistré, occupé, entretenu enfin ce pays pendant six ans; que pendant le même temps les prisonniers espagnols ont foulé le sol français; qu'en 1823 une armée admirable de discipline a semé les idées françaises, pour la première fois reçues en amies au foyer espagnol; enfin, ce n'est pas en vain que les émigrés et les exilés constitutionnels ont étudié l'esprit public, les progrès de l'intelligence, des arts et de l'industrie en France et en Angleterre. Qu'on joigne à cela l'immense développement agricole et industriel donné à l'Espagne, en 1814, par la force même des choses, lorsque la plupart des terres étaient en friche, le bétail dissipé, les maisons ruinées; qu'on fasse encore la part du commerce, depuis que la perte des Amériques a forcé les producteurs espagnols à chercher de nouveaux marchés en Europe, et l'on comprendra, par ces raisons et bien d'autres, comment l'esprit national a reçu cette puissante impulsion, à laquelle seule le parti progressif doit son existence: car à qui la devrait-il, n'ayant pas le peuple derrière lui?

On a pu voir comment cet esprit progressif avait pris une direction toute française, par l'école ministérielle d'abord, sous Charles III, par l'école révolutionnaire, en 1812 et 1820, et par l'école impériale, ou des afrancesados, sous Ferdinand VII.

Quelques hommes d'état, en haine de la France, ont adopté et cherché à faire prévaloir une école anglaise, Argüelles à leur tête; mais ces idées n'ont pas d'écho dans la nation.

En réalité, il y a en Espagne une masse considérable qui, appréciant les progrès sociaux, intellectuels et industriels des autres nations de l'Europe, désire faire sortir ce pays de l'état d'ignorance et d'abrutissement où il croupit, et l'initier aux lumières de la civilisation.

Sous quelque nom qu'on comprenne ces hommes, ils appartiennent tous au parti progressif, et se composent, ainsi que nous l'avons dit, de presque toute la classe éclairée de la nation, et de la partie du peuple qui participe aux bienfaits de l'industrie et du commerce, principalement sur les côtes.

Entre ce parti et le parti conservateur prononcé existe une masse flottante nombreuse, qui ne demande pas mieux que de voir doter le pays d'une administration éclairée et d'institutions progressives, qui se rallierait même à tout système pacifique qui assurerait cette marche à l'Espagne, mais qui, éclairée sur les dangers d'une action trop hâtive, irrémédiablement suivie d'une réaction non moins vive, ne soupire qu'après la paix et le repos, et préfèrerait toujours un despotisme tranquille à une liberté tu-

multueuse; car en Espagne, le désordre, le tumulte, c'est la mort, le pillage, l'incendie, par lesquels se traduisent toujours les combats de plume et de parole. Mais on se tromperait fort si l'on croyait que cette masse en Espagne est active et constitue une force sur laquelle on puisse appuyer un système, comme en France; loin de cela, elle n'a aucun point de ralliement, elle n'a ni éducation ni intérêts généraux : on ne peut penser à l'organiser en gardes nationaux, jurés, électeurs, conseillers municipaux; elle est inerte, passive, et ne constate son assentiment que quand on n'en a plus besoin et qu'on a abattu le parti contraire.

Ainsi, quand les Français sont entrés en Espagne, en 1823, cette masse entière a salué leur présence, parce qu'ils venaient apporter la paix; ainsi, quand don Carlos fut proclamé au Nord, qu'il a paru en Navarre, elle est restée sourde aux sollicitations de ses partisans, et aussi à celles du gouvernement, qui n'a trouvé que 80,000 miliciens volontaires sur tout le sol espagnol; ainsi elle dira *amen* au parti qui abattra l'autre et terminera la guerre civile.

Mais quant à vouloir, comme M. Zea, se rattacher cette classe par le despotisme éclairé; quant à vouloir, comme M. Martinez de la Rosa, lui dissimuler les réformes par le retour

aux antiques constitutions du pays, ce sont des prétentions également puériles; car tout le monde sait bien qu'il y a au fond de tout cela une question qui ne peut se décider que par les armes : or, il n'y a de gens qui se battent en Espagne que ceux qui ont une passion au cœur, et ce n'est pas une pareille nation qu'on mène au combat par raisonnement.

C'est pour avoir méconnu ces vérités que le parti carliste, tout préparé pour une explosion depuis 1830, a cru que la nation répondrait à son signal, et que le gouvernement de la reine a cru aussi que la nation espagnole le soutiendrait, sans qu'il fût obligé d'organiser une résistance contre la révolte.

La guerre civile a été le résultat de ces méprises; elle continue, parce que tous les partis se font encore illusion et comptent sur des forces qui sont en dehors d'eux et qui leur manqueront toujours. Le parti carliste n'a pas soulevé un homme hors des provinces où il était organisé d'avance; le parti libéral n'a pas trouvé dans la nation les forces morales qu'il espérait y rencontrer : la nation est restée, non pas indifférente, mais passive; elle attend.

Il y a en elle, en effet, un instinct puissant qui lui fait repousser également les souvenirs de 1820 et les intentions apostoliques de 1827; mais man-

quant de toute éducation nationale, elle ne peut se gouverner que par des impressions et des vœux, et ces impressions, étant purement négatives, ne peuvent déterminer une action qui est toujours le résultat d'une affirmation.

Il est probable que si la paix avait lieu, la nation accorderait son assentiment au système modéré du gouvernement actuel, et que les exaltés, n'ayant plus la guerre à exploiter, perdraient toute chance de succès : alors le gouvernement pourrait créer des intérêts par l'administration, et un esprit public par l'éducation nationale : il trouverait amplement matière à le faire et à s'assurer un appui dans la nation; mais pour cela il faut avant tout terminer la guerre, car l'ordre n'est qu'à ce prix.

Il reste une question à traiter, c'est celle de l'influence du clergé.

Cette influence n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était jadis, non pas seulement parce que le peuple ne l'éprouve pas, mais parce qu'elle se fait moins sentir.

Le clergé espagnol est fort éloigné des passions de 1808 et même de 1820; les menaces dont il a été l'objet, les craintes qu'il éprouve de perdre son empire et ses biens dans une crise dont il a déjà été très près, les prudentes recommandations de la cour de Rome, retiennent aujour-

d'hui le clergé dans les limites d'une juste réserve : il sait très bien que s'il a beaucoup à gagner avec don Carlos et les conservateurs, il a tout à perdre en les soutenant s'ils succombent, rien au contraire en ne les soutenant pas s'ils réussissent.

Dans cette dernière occasion, il est donc tout naturel que le clergé n'ait pas bougé, excepté dans les provinces où quelques impatiens ont donné le signal; on n'y a pas répondu, et un seul évêque, celui de Léon, a refusé de reconnaître la fille de Ferdinand.

Mais déjà le crédit du clergé a diminué beaucoup et il diminuera bien plus encore, si on ne le persécute pas. Sa conduite prudente a déjà fermé [illegible] la bouche à ceux qui sont le plus disposés à l'attaquer, et jusqu'ici il paraît neutre dans la lutte; il n'est pas douteux cependant qu'il [illegible]sse des vœux pour don Carlos; mais son attitude est encore une preuve de plus de cette passivité dans laquelle se trouve une partie de la nation, attendant l'événement.

Néanmoins, le clergé forme une des grandes difficultés de la situation : car lui seul représente des intérêts matériels assez puissans pour contrarier la marche progressive de l'adminis-

tration, et dont la réforme indispensable doit amener de grands dangers.

D'ailleurs, les excès du parti exalté peuvent transporter le clergé hors de sa passivité actuelle, et les événemens de Saragosse, de Murcie, de Huesca, etc., sont de nature à changer bien des dispositions pacifiques. Qu'espérer, en effet, de calme et de régulier dans un pays où ceux qui se disent les amis de l'ordre tuent ou laissent tuer des moines par passe-temps populaire?

Toutes ces données peuvent suffire pour montrer comment, à la mort de Ferdinand, la nation espagnole était disposée, soit pour accepter l'établissement pacifique de l'un ou de l'autre parti, soit pour rester passive en présence d'une lutte.

4° L'INSURRECTION.

D'après ce qui précède, on a pu voir que, depuis le mois de septembre 1830, le parti carliste était préparé pour l'insurrection; c'était en effet son seul argument. La reine Christine avait pour elle le pouvoir; don Carlos ne pouvait donc mettre son espoir que dans un soulèvement.

Les moyens de l'opérer étaient préparés de longue main : 280,000 volontaires royalistes, organisés, armés et bien décidés, semblaient devoir faire un contre-poids puissant à une armée peu nombreuse, disséminée dans tout le royaume, et dont beaucoup de chefs étaient gagnés.

Le gouvernement n'avait pas osé désarmer ces volontaires ; il avait même blâmé ceux des capitaines-généraux qui avaient pris sur eux de le faire. C'était donc une force toute prête pour l'insurrection, qui joignait à ces moyens matériels de puissans moyens moraux : presque tous les chefs d'administration nommés par Calomarde étaient acquis à don Carlos ; un grand nombre d'officiers lui avaient promis leur appui ; de plus, on remarquait dans la nation une crainte extrême de voir la régente s'appuyer sur les hommes et les principes de 1820. Tout était donc préparé d'avance pour la mort imminente de Ferdinand ; depuis 1830, le mot était donné partout, et on a vu à quel point, en 1832, à *la fausse mort* du roi, les mesures étaient bien prises.

Mais nulle part le mouvement n'était mieux organisé qu'en Navarre et dans les trois provinces basques. Il est inutile de revenir sur les prétentions de ces provinces à prendre le roi

de leur choix, sur l'instinct qui leur faisait regarder la conservation de leurs priviléges comme inhérente aux intérêts de don Carlos, sur les facilités que leur fournissait pour un soulèvement général leur organisation spéciale : tous ces détails ont déjà été expliqués au long.

Mais il en est d'autres qui doivent trouver place ici.

Les répugnances inspirées par les souvenirs de 1820 constituaient la chance la plus forte en faveur de don Carlos, dans toute l'Espagne, et, par cette raison, ce prince eût été appelé avec enthousiasme par une partie de la population, et accepté avec empressement par l'autre; il n'eût été repoussé que par les classes éclairées, qui désiraient la liberté et le progrès.

Mais en Navarre et dans les trois provinces, les exceptions étaient presque nulles : la classe éclairée, qui trouvait dans les institutions locales toute la liberté nécessaire et la part d'emploi qu'elle pouvait désirer, à qui la situation florissante des localités, le bien-être et l'état avancé de la population ne laissaient pas les mêmes désirs, ou plutôt les mêmes besoins de progrès qu'à la classe correspondante dans le reste de l'Espagne, cette classe éclairée parta-

geait en grande partie les désirs conservateurs du peuple.

L'on se tromperait beaucoup si l'on croyait que les *fueros* ont été la base de cette détermination ; ils y sont entrés seulement comme condition, comme moyen. Le but véritable était un but national : c'était la conservation des institutions générales, de la foi et des coutumes du pays.

A cet égard, les provinces basques crurent être d'accord avec toute l'Espagne ; depuis 1830, tout permettait de penser que les désirs étant mutuels, l'action le serait aussi lorsque les provinces donneraient le signal.

Les provinces, en proclamant don Carlos, crurent donc que toute l'Espagne suivrait, et c'est ce qui détermina leur soulèvement. Du reste, il est facile de voir que le plan était bien convenu et bien concerté.

La Biscaye se souleva dès le 6 octobre : les dix-sept bataillons de volontaires proclamèrent don Carlos ; l'Alava suivit, la Navarre se décida, mais d'une manière moins générale, quelques jours après : en dix jours, le mouvement fut complet ; il ne le fut pas moins en Castille, où tous les bataillons de volontaires furent réunis, de l'Ebre au Guadarrama, par Merino, et donnèrent à ce chef 15 à 20,000 combattans. Dans

le royaume de Valence, il y eut une insurrection puissante qui, dès l'abord, réunit à Morella plus de 2,000 hommes; en Catalogne, à Prats-de-Llusanes, à Berga, il y eut des soulèvemens; il y en eut aussi en Aragon.

Ainsi la tentative de soulèvement était générale et s'étendait à toute l'Espagne, au lieu de se circonscrire aux provinces, comme on l'a cru long-temps, comme on le croit encore; seulement les provinces y mirent plus d'ensemble et plus de tenacité.

Mais un élément considérable manqua dès l'abord au succès de ce plan.

Don Carlos n'osa franchir la frontière de Portugal et se réunir aux défenseurs de ses droits.

Il n'est pas douteux que s'il eût paru, sa présence eût rallié à lui toute la masse flottante de la nation, ébranlé le moral de l'armée et donné aux siens une grande force matérielle. Il n'osa venir, et cette faiblesse opéra en sens contraire. La classe passive resta dans son indifférence; beaucoup de ses partisans se désistèrent ou n'osèrent se prononcer, et l'insurrection, vaincue dès le début, n'eût pas osé se reformer, si elle eût eu affaire à un ennemi plus habile ou plus décidé, et si un homme capable ne l'eût soutenue au moment de sa ruine.

Don Carlos compromit sa cause en ne paraissant pas ; Saarsfield l'empêcha de périr par ses indécisions et sa faiblesse ; Zumalacarreguy la releva par sa fermeté et son génie organisateur (1) ; les fautes du gouvernement firent le reste.

(1) La présence de Zumalacarreguy à la tête de l'insurrection est une de ces bonnes fortunes qui si souvent accompagnent les phénomènes politiques et développent toute la virtualité qui est en eux. Cette circonstance mérite quelques détails.

Le premier promoteur de l'insurrection fut Santos-Ladron, il périt les armes à la main ; Eraso lui succéda, il fut rejeté en France, Ituralde, riche propriétaire navarrais, rallia tous les débris de leurs compagnons d'armes à Puente-la-Reyna, où se forma la junte qui appela toute la Navarre aux armes. Zumalacarreguy, ancien colonel, se rendit à cet appel ; il fut question d'élire un chef, Ituralde l'était déjà ; mais Eraso reparut, il était colonel effectif dans l'armée ; tous les votes se réunirent sur lui ; Eraso, qui n'avait jamais commandé que des douaniers, déclina modestement le commandement et désigna Zumalacarreguy, qui avait commandé un régiment, et dont il connaissait la capacité. Il fut élu.

Zumalacarreguy est d'une famille respectable d'Ormaisteguy, près de Vergara (Guipuzcoa). Il servit comme capitaine dans les troupes de Mina, et, sous la constitution de 1820, il était lieutenant-colonel du régiment des ordres militaires ; on le reconnaissait comme administrateur, mais peu militaire. A la rentrée de Ferdinand, il obtint le grade de colonel, et plus tard le commandement du régiment d'Estramadure (15e de ligne). Son régiment lui fut ôté en 1832, lors de l'épuration du ministre Cruz, et il se retira à Pampelune, où il était marié. On assure qu'il a eu longtemps des opinions constitutionnelles ; son frère, qui est très libéral, est premier président de l'audience de Burgos.

(Note de l'auteur.)

Les progrès que Zumalacarreguy a fait faire à l'insurrection ont été détaillés chronologiquement ; en voici le résumé :

Lorsqu'il fut nommé commandant en chef de l'insurrection navarraise, en novembre 1833, elle ne comprenait que trois bataillons mal organisés; il en forma cinq composés de huit compagnies chacun, dont deux d'élite; ce fut la base de l'organisation de tous les bataillons, qui, en outre, furent réunis par deux ou trois en brigade. Zumalacarreguy rallia ensuite à lui les insurrections alavaise et guipuzcoane, composées l'une de quatre, l'autre de trois bataillons. L'insurrection de Biscaye était informe et ne se composait que de bandes mal organisées.

Tel fut l'état de l'insurrection jusqu'à l'arrivée de don Carlos; alors une nouvelle impulsion fut donnée au recrutement et à la formation des volontaires; toutes les forces des provinces furent réunies au commandement général, et organisées sur le modèle des bataillons navarrais.

Au 1er avril 1835, l'insurrection était ainsi composée :

Commandant - général. — Zumalacarreguy, lieutenant-général;

Commandant en second. — Eraso, maréchal-de-camp.

INSURRECTION NAVARRAISE.

Brigadiers. — Ituralde, Ibarola, Saraza;
12 bataillons de ligne,
2 *idem* de guides,
4 escadrons de lanciers,
1 bataillon d'artillerie.

INSURRECTION ALAVAISE.

Brigadiers. — Villareal, Ibarola;
6 bataillons (1),
2 escadrons.

INSURRECTION GUIPUZCOANE.

Commandant-général. — Guibelalde;
4 bataillons.

(1) Les deux derniers bataillons opérant séparément sous Ibarola, sur la rive droite de l'Ebre, entre Orduña et Miranda.

INSURRECTION BISCAYENNE.

Commandant-général. — Simon Torre;
7 bataillons,
2 escadrons.

CORPS DES INCARTACIONES.

Dépendant de l'insurrection de Biscaye.

Commandant-général. — Castor;
2 bataillons.

CORPS DE DROITE DES SOURCES DE L'ÈBRE.

Commandant. — Villalobos;
1 bataillon,
2 escadrons.

BRIGADE DE CASTILLE.

Opérant avec Zumalacarreguy.

Commandans. — Basilio et Cuevillas;
2 bataillons,
2 escadrons.

La force totale de l'insurrection était donc arrivée, en quinze mois, à un effectif de trente-six bataillons et douze escadrons, formant à

peu-près un total de 18 à 20,000 hommes, dont 12,000 environ sous la direction de Zumalacarreguy.

Telle était l'armée que ce chef était parvenu à organiser, armer, équiper, discipliner et instruire, en tirant tout de son propre fonds.

Ses principaux moyens avaient été :

1° Les contributions du pays en nature et en argent;

2° Les secours de l'étranger;

3° L'organisation civile du pays.

Quant aux deux premiers, ils étaient soumis aux circonstances; le pays était obligé de nourrir l'armée au moyen de rations, de fournir à son habillement, à son équipement au moyen de réquisitions, et en outre des contributions en argent étaient exigées selon les besoins

La contrebande fournissait au reste, quoique d'une manière bien précaire et bien onéreuse, puisque le tarif des objets s'était élevé au double et au triple de leur valeur (1).

Malgré tout cela, les soldats étaient bien nourris, peu payés, point chaussés, mal habillés, mais satisfaits.

Quant à l'organisation civile du pays, elle

(1) Voir la note à la fin du volume.

se composait d'une junte centrale par province, et des municipalités, toutes sous la main de l'insurrection. Chaque village avait en outre un corps de douaniers chargés de récolter un octroi sur chaque denrée, ainsi que d'entretenir les communications entre les corps insurgés, et aussi de surveiller et de châtier toute action en faveur du gouvernement de la reine, comme approvisionnement, envois d'avis, de lettres, etc.

Toute cette organisation, dirigée avec unité et intelligence, disciplinée avec rigueur, compensait l'exiguité de ses moyens vis-à-vis des forces doubles du gouvernement, par l'ensemble de son action et l'appui unanime de la population.

C'est dans la tenacité du caractère des habitans, dans la constitution indépendante des localités, dans les souvenirs nationaux, qu'il faut chercher les causes de cette constance et de cette énergie d'action.

Ces causes ont déjà été analysées, et on s'en ferait difficilement une idée si l'on ne se reportait à cette existence complètement indépendante et isolée de la nation espagnole; à cette organisation tout élective qui lie les hommes entre eux et au sol, regardé par eux comme un véritable domaine dont la gestion n'appartient

qu'à eux ; enfin à cette existence de guerillas qui fut la seule affaire du pays, de 1808 à 1814.

C'est en cela que réside la véritable influence des *fueros ;* car ce nom n'a pas même été prononcé dans les divers appels à l'insurrection, et pas une des proclamations nombreuses faites alors n'y a fait allusion. Accoutumés à regarder le choix d'un roi comme facultatif, et croyant le reste de l'Espagne décidé à prendre don Carlos pour souverain, les Navarrais et les Biscayens l'ont proclamé les premiers, et ils ont cru faire en cela un acte national et général ; ni la nation ni le souverain n'ont répondu à l'appel, et voilà la véritable raison qui sépare aujourd'hui ces provinces du reste de l'Espagne ; mais il est permis de croire que si le gouvernement était capable de les soumettre matériellement, elles se soumettraient moralement aussi, même quand leurs institutions y périraient.

Peut-être en ce moment le sentiment le plus violent qui agisse sur le cœur des Basques est-il la haine de l'armée qui combat contre eux. Cette guerre a été si mal conduite, que sans produire aucun résultat militaire, elle a eu des effets politiques extrêmement fâcheux. Les cruautés commises dès l'abord sur les individus, puis les dévastations des maisons et des propriétés par le

vol, le pillage, l'incendie, ont excité dans la population une animosité telle contre l'armée, que jamais les Français, même sous la guerre de l'indépendance, n'ont inspiré tant d'horreur et de colère. La présence de l'armée ne pouvant produire la soumission des provinces, on peut dire qu'elle en empêche la pacification, surtout si l'on considère que l'activité qui maintient l'ensemble de l'insurrection neutralise les germes de divisions et de dissolution qui s'y feraient sentir si elle était réduite à réagir sur elle-même.

Ces germes de désunion sont de plus d'un genre.

Les courtisans de don Carlos voient bien que le but est Madrid, et que tous les succès de l'insurrection n'aboutissent à rien, tant qu'ils n'ont pas pour résultat un pas de plus vers la capitale. Or, jusqu'ici, on n'a rien gagné à cet égard, et le prince n'est pas plus roi d'Espagne depuis ses triomphes prétendus, que lorsqu'il errait de village en village, de montagne en montagne; seulement aujourd'hui il dort plus tranquille, et voilà tout.

Mais l'insurrection n'a pas le même point de vue : pour elle, se maintenir sur son sol, y obtenir des avantages, conserver en un mot l'espérance d'un avenir, tel est son but : on peut

donc dire que, jusqu'à un certain point, cet avenir n'est pas le même que celui de don Carlos. Pour ce prince, être roi ou ne l'être pas, c'est toute la question; pour l'insurrection, il reste bien des chances après la perte de la royauté de sa création.

Pour don Carlos et ses politiques, il est d'ailleurs une autre considération plus puissante : leur principal espoir est l'étranger, et ils savent que l'étranger ne s'occupera d'eux que quand ils auront des chances de réussir, et ne se compromettra pas envers la France, pour accorder au roi de Navarre et de Biscaye un appui public, un appui moral, le seul qui puisse le faire avancer, puisque l'appui matériel ne peut passer qu'à travers la France.

Mais il existe encore d'autres germes de désunion, entre ce qu'on pourrait appeler l'aristocratie et la démocratie de l'insurrection.

Les propriétaires navarrais et biscayens qui ont, par leur influence, soulevé la population, croyaient avoir toute l'Espagne derrière eux, et il y avait au fond de leurs sentimens politiques une grande ambition qui courait les mêmes chances que le succès de leur cause. Depuis dix-huit mois que la lutte se prolonge, ils n'ont réussi qu'à se donner des maîtres plus durs que

tous ceux que leur eût envoyés le gouvernement de la reine, qu'à dépenser leurs capitaux, encourir la ruine de leurs propriétés, sans compter les chances de mort qui sont au bout de tout cela; et ils commencent à croire qu'il serait plus supportable encore de jouir tranquillement de leurs revenus sous la protection d'un gouvernement, même contraire à leurs principes, que d'être sans cesse menacés de mort, de ruine, par deux pouvoirs militaires opposés.

La plupart des propriétaires riches de la Navarre et des provinces se trouvent dans cette situation, et désirent ardemment la fin d'une guerre sans but; mais ce désir général rentre individuellement dans tous les cœurs, autant par la crainte de la réaction qui suivrait une soumission, que par la honte de s'avouer vaincus par une armée qui n'a jamais remporté de victoire réelle.

5° L'ARMÉE.

En 1823, l'armée espagnole fut entièrement refondue : tous les officiers qui avaient servi sous

le régime constitutionnel furent soumis à l'examen d'une *junta de purificacion*, et tous les *impurificados* laissés en demi-solde sous le titre d'*ilimitados*. On les remplaça par des officiers sortis des rangs de l'armée de la Foi et par des officiers d'Amérique.

L'armée, après cette recomposition complète, comptait donc dans ses rangs des élémens très divers :

1° Les officiers des guérillas des guerres de l'indépendance ;

2° Les officiers de l'armée régulière ;

3° Les officiers américains ;

4° Les officiers sortis des bandes de la Foi ;

5° Les officiers constitutionnels purifiés.

De ces nuances naissaient plusieurs germes de désunion politique et militaire.

Les officiers de l'armée régulière, pris dans la noblesse, regardaient les *guerilleros* comme des aventuriers parvenus qui devaient leur fortune au hasard des événemens ; les uns et les autres avaient un grand mépris pour les Américains, sortis d'armées de 1,000 ou de 2,000 hommes au plus, où tout le monde avait pris le grade qui lui convenait ; de plus on les appelait des *tigres*, titre mérité par leur férocité reconnue.

Quant aux divisions politiques, elles tenaient à l'origine et aux opinions de chacun.

On fit de grands efforts pour amener une fusion complète entre ces divers élémens, et on obtint à cet égard quelques succès, on peut dire même, uniquement sous le point de vue relatif, et en faisant la part des immenses désordres précédens, que pendant les dix ans de paix de 1823 à 1833 l'armée espagnole acquit une régularité, une discipline et un ordre qu'elle n'avait jamais eus.

Depuis le mois de septembre 1832, le général Cruz, ministre de la guerre avec M. Zea, chercha à mettre l'armée en harmonie avec les principes du gouvernement, et à la préparer à l'avénement de la jeune reine : beaucoup d'officiers connus pour leurs principes apostoliques furent renvoyés, et remplacés par des *ilimitados;* les inspections et les commandemens furent confiés à des généraux dont les sentimens politiques pussent inspirer une certaine confiance. Ces mesures donnèrent à l'armée une physionomie morale nouvelle; mais malheureusement on affaiblit cet instrument en même temps qu'on cherchait à l'approprier à l'usage qu'on en voulait faire.

Un mois avant la mort de Ferdinand, les congés furent donnés, par anticipation, au 1er septembre, et l'armée, dont le complet était fixé à 65,000 hommes, se trouva ainsi réduite

à 45,000 hommes au plus, qui furent augmentés dans la fin de l'année 1833 de 15,000 recrues nouvelles.

Cette mesure, qui fut une des causes de la rapidité avec laquelle s'étendit l'insurrection, par là difficulté de la combattre, fut long-temps regardée comme une trahison du ministère Zea. C'était au moins une maladresse bien fâcheuse.

Le ministère qui suivit celui de M. Zea fit de grands efforts pour compléter l'armée; les réangagemens furent encouragés ainsi que les enrôlemens : des corps de volontaires furent organisés, les carabiniers augmentés, une quinta de 25,000 hommes fut décrétée, et enfin, d'après le rapport du ministère de la guerre aux chambres, le 30 août 1834, l'armée avait à cette époque un effectif de 119,000 hommes, ainsi répartis et organisés :

ÉTAT-MAJOR.

Lieutenans-généraux...............	75
Maréchaux-de-camp................	132
Brigadiers..........................	323
État-majors des places et de l'armée..........................	800
Officiers d'administration..........	350
Employés de diverses espèces.....	1,000
	2,680

Report........	2,680
MAISON DU ROI.	
Quatre compagnies de gardes-du-corps..............................	750
Une compagnie de hallebardiers....	150
GARDE ROYALE.	
Quatre rég. d'infanterie, à 3 batail...	8,000
Quatre *idem* provinciaux, à 2 batail...	6,400
Quatre *idem* de cavalerie, à 4 escad.	2,000
Un escadron d'artillerie.............	250
INFANTERIE DE LIGNE.	
Quatorze régimens, à 3 bataillons....	29,500
Quatre *idem*, à 2 bataillons....	5,600
INFANTERIE LÉGÈRE.	
Six régimens, à 2 bataillons........	8,400
INFANTERIE SUISSE.	
Trois rég. qui n'ont que des cadres...	400
PROVINCIALE.	
Quarante-deux rég., à 1 bataillon....	25,200
	89,330

Report........	89,330
VÉTÉRANS.	
Onze compagnies........................	800
CAVALERIE DE LIGNE.	
Cinq régimens à quatre escadrons....	2,500
CAVALERIE LÉGÈRE.	
Huit régimens à quatre escadrons....	4,000
ARTILLERIE.	
État-major...........................	470
Trois régimens à pied................	2,500
Deux bataillons......................	1,000
Une brigade de campagne..............	250
Deux escadrons à cheval..............	450
Cinq compagnies d'ouvriers...........	300
Dix compagnies fixes.................	600
Huit compagnies du train.............	800
GÉNIE.	
État-major...........................	200
Un régiment..........................	1,000
	104,200

Report......	104,200

CORPS NON COMBATTANS.

Carabiniers ou douaniers............	12,000
Escopeteros, guarda-bosques, escuadras............................	800
Garnison fixe de Ceuta et Melilla, 1 régiment à trois bataillons (19e de ligne), 2 compagnies........	1,250
Garnison des îles Baléares (1 régiment provincial)...............	450
Total général...........	118,700

A quoi il faut ajouter les corps francs créés depuis 1833, qui se montent à un effectif de 13,000 hommes, et dont font partie les compagnies de sûreté (une par province), les *miquelets* de Catalogne, les *salva-guardias* de Biscaye, les *chapelgorris* de Guipuzcoa, les *tiradores* et *lanceros* d'Isabelle II, etc., etc.

Ces corps ne comptent pas dans l'effectif de l'armée.

Au 1er avril 1835, les effectifs étaient ainsi répartis :

Armée du Nord, en Navarre et dans les trois provinces..................	50,000
Armée de Castille et de réserve......	20,000
D'Aragon...................................	4,000
De Catalogne..............................	6,000
De Valence................................	2,000
Garnison de Madrid.....................	4,000
Dans le reste de l'Espagne...........	10,000
Total........................	96,000

L'armée du Nord avait passé par les phases d'existence suivantes :

A l'époque de l'insurrection, il n'y avait dans la Navarre et les trois provinces que deux régimens; l'arrivée de Saarsfield et de son armée porta l'effectif des troupes dans ce pays à 8,000 hommes.

Quesada y amena un renfort tiré de la garde royale et d'autres régimens, et disposa de 24,000 hommes.

Le général Rodil y amena l'armée de Portugal, que rejoignirent d'autres corps, et il eut à sa disposition un effectif de 44,000 hommes. Les surprises, les maladies, les fatigues diminuèrent cet effectif de près de 10,000 hommes, mais ces pertes furent compensées par l'arrivée

de plusieurs troisièmes bataillons des régimens qui y figuraient.

Quand Mina prit le commandement de l'armée, elle comptait à l'effectif 41,000 hommes, dont 25,000 en Navarre et 16,000 dans les provinces. A l'arrivée de Valdès, elle se composait ainsi :

En Navarre,	25,000	hommes,	800	chevaux;
En Alava,	4,000	*idem,*	200	*idem;*
En Guipuzcoa,	2,000	*idem,*	»	»
En Biscaye,	5,000	*idem,*	»	»
En Castille,	20,000	*idem,*	1,000	*idem.*
Total.....	56,000	hommes	2,000	chevaux.

Toutes ces forces semblaient donner les moyens d'agir vigoureusement contre l'insurrection, qui, ainsi qu'on a pu le voir, n'avait pas plus de 15 à 20,000 hommes dans le même pays occupé par les troupes. Toutefois il n'en était pas ainsi, par plusieurs raisons :

1° Depuis le commencement de la guerre, chaque commandant de province était habitué à surveiller sa province seulement, et à s'isoler des autres.

Il n'en était pas de même dans l'insurrection, où Zumalacarreguy avait sous la main toutes les

forces de Navarre, d'Alava, de Guipuzcoa réunies, et dirigeait les opérations de Biscaye.

2° Les troupes, s'étant démoralisées par l'effet des surprises de Viana, de Cenicero, d'Alegria et les combats indécis ou malheureux des Amescoas, ne voulaient plus combattre contre les insurgés, qu'à force égale au moins, et se débandaient au moindre échec.

Mais ce qui avait démoralisé l'armée, c'était surtout le peu de discipline et de dévoûment des chefs : on a pu voir les scandaleuses disputes élevées entre les généraux, l'oubli de toutes les convenances parmi les officiers, et la lâcheté insigne de beaucoup d'entre eux. Les choses en étaient venues à ce point, quand le général Mina arriva, qu'il fut obligé d'employer envers eux les moyens les plus sévères et les plus dégradans; mais, malade, et ne pouvant rien surveiller par lui-même, il ne put relever le moral d'une armée abattue par les revers et l'impuissance.

Enfin, déjà, en 1834, l'armée était réduite à se défendre contre l'insurrection. Voilà où en quinze mois l'avait réduite l'inhabileté de ses chefs et l'imprévoyance du gouvernement; car certainement, au commencement de la guerre, on ne pouvait signaler que la bonne volonté et le dévoûment des soldats qui la composaient, des sous-officiers et de la plupart des officiers in-

férieurs; en 1835 il n'existait plus de trace de ces vertus.

La milice eût été un appui important pour l'armée; mais, outre les raisons qui empêchaient la classe passive de s'y faire inscrire, et qui ont déjà été exposées au long, cette milice, ballotée entre les prétentions diverses d'une organisation semi-obligatoire et semi-facultative, ne présentait qu'un ensemble fort peu imposant. A la fin de 1834 on ne comptait que 80,000 miliciens dans tout le royaume, dont la moitié à peine était armée, et se composait des populations aisées des capitales des provinces, qui ne pouvaient par conséquent que difficilement être mobilisées.

Quant aux milices véritablement utiles pour la garde du pays, on ne pouvait compter que la Catalogne, l'Aragon, les Asturies et quelques parties de la Castille, où elles fussent redoutables. Les incursions de Zumalacarreguy sur l'Ebre les avaient augmentées dans les deux Riojas; mais ce n'était point là une force disponible.

D'ailleurs, le gouvernement ne pouvait regarder les milices comme une force destinée à agir. Son système de modération lui faisait bien plus redouter la réaction que l'action même de cette institution. Par la loi présentée aux chambres, il établit le principe de la milice obligatoire qui détruisait l'influence politique naturelle à des

corps de volontaires; mais cette loi n'était point encore en exercice, et l'on pouvait dire hardiment, au commencement de 1835, que la milice, forte dans les villes nombreuses seulement, n'était redoutable qu'au gouvernement.

NOTA. M. Mendizabal, en arrivant au pouvoir, jugea très bien la question militaire; il vit que dans l'état de démoralisation où était l'armée, c'était une affaire d'occupation à laquelle les milices seraient plus nuisibles qu'utiles; il calcula, d'ailleurs, que de tous les moyens d'augmenter l'armée pour occuper les provinces insurgées le recrutement était le moins cher et le plus sûr : il décréta donc la levée de 100,000 hommes pour deux ans, qu'il jeta dans les rangs de l'armée, sans augmenter les cadres.

Calculant que cette levée produirait environ 60,000 hommes, on espéra porter, par son incorporation et par celle des corps francs, l'armée de 190 à 200,000 hommes, et le décret d'incorporation éleva l'effectif de toutes les compagnies d'infanterie à 150 hommes, et des escadrons à 200. L'armée se trouva dès lors ainsi composée :

GARDE ROYALE.	
4 Régimens d'infanterie à 3 bat. de 1200 hommes chaque	14,400 h.
3 Régimens provinciaux à 2 bataillons chaque	7,200
4 Régimens de cavalerie à 4 escad. de 200 hommes chaque	3,200
INFANTERIE DE LIGNE.	
16 Régimens à 3 bataillons de 1200 hommes chaque.	57,600
3 — à 2 — —	7,200
INFANTERIE LÉGÈRE.	
6 Régimens à 2 bataillons chaque	14,400
3 Bataillons de chasseurs de la reine	3,600
	107,600 h.

Report..........	107,600h.

INFANTERIE PROVINCIALE.

43 Régimens à 1 bataillon de 1,200 hommes chaque.	51,600

CAVALERIE DE LIGNE ET LÉGÈRE.

13 Régimens à 4 escadrons de 200 hommes chaque..	10,400

ARTILLERIE.

3 Régimens à 1,200 hommes chaque..................	3,600
2 Bataillons à 600 hommes chaque.....................	1,200
2 Escadrons à 250 hommes chaque......................	500
10 Compagnies d'ouvriers à 150 hommes chaque....	1,500

GÉNIE.

1 Régiment à 16 compagnies de 150 hommes chaque.	2,400
Total de l'armée active..........	178,800h.

A quoi il fallait ajouter :

Corps non combattans................................	15,000
État-major et employés..............................	3,000
Total général..............	196,800

L'incorporation de la levée s'est effectuée depuis le 1er décembre, et quoiqu'on n'en connaisse pas encore les résultats, il est probable qu'en y comprenant les corps francs, elle a élevé à ce chiffre l'effectif de l'armée, qui s'est augmenté des troupes auxiliaires, dont l'effectif se décompose ainsi :

Division anglaise..	8,600h.
Légion étrangère française..............................	4,500
Corps portugais à Barcelonne........................	1,900
Total................................	15,000h.

L'effectif total de l'armée espagnole pouvait donc s'élever, en 1836, à 210,000 hommes, dont 100,000 étaient destinés à occuper la Navarre et les trois provinces.

1er *février* 1836 (1).

....

....

C'est de l'arrivée de lord Elliot à Paris et à Londres que date l'introduction effective de la question d'intervention dans la diplomatie et dans le gouvernement intérieur de l'Espagne.

Cette question avait été traitée dès l'abord dans le public, et c'était une conséquence logique de l'état des choses : de même que la jeune reine ne pouvait, à l'intérieur, avoir d'appui que parmi les partisans des principes constitutionnels, de même elle ne pouvait, à l'extérieur, en trouver que dans les nations parmi lesquelles ces principes étaient en pratique. La France et l'Angleterre furent donc dès l'abord

(1) Tout ce qui précède n'est que la reproduction des articles publiés dans la *Gironde, Revue de Bordeaux*. Nous avons cru devoir y ajouter le récit des faits qui se sont écoulés depuis. Nous prions les lecteurs d'excuser cette forme, commandée par la nature même de l'œuvre. (*Note de l'éditeur.*)

les appuis naturels de la couronne d'Isabelle, par la même raison que don Carlos était un représentant de plus, sur le sol espagnol, des principes conservateurs.

Cette idée, suivit sa voie logique et fut successivement consacrée par une série de faits; ce furent: l'arrivée de M. Mignet à Madrid, la reconnaissance de la garantie du gouvernement français, dont il fut porteur, le traité du 22 avril, les articles additionnels du 18 août et la mission de lord Elliot.

Le public, en mêlant la question de l'intervention étrangère à toutes les circonstances de la question espagnole, ne faisait donc autre chose qu'exprimer la tendance même et la raison des choses; mais, dès l'abord, il alla plus loin: ainsi, en Espagne, on s'accoutuma à penser que la France tenait cette mesure en main pour l'imposer à la nation comme menace ou comme fait; en France, les journaux obéirent à la même impression.

C'était une grave erreur: la France, engagée dans des transactions diplomatiques importantes, ne pouvait décider l'intervention sans l'avis et le consentement de ses alliés; elle ne pouvait non plus l'opérer sans la demande formelle de la nation intéressée.

C'est donc une question relative, s'il en fut:

c'est ainsi que nous la traiterons. Mais, d'abord, voyons comment elle fut amenée sur le terrain politique.

La liberté de la presse a donné une grande instantanéité à toutes les questions : traitées successivement dans des feuilles pour qui l'affaire du jour est toujours la plus importante, les questions viennent tour à tour émouvoir le public, porter au *summum* sa préoccupation, et retomber dans le néant de l'indifférence ou de l'ennui, dès que leur dénouement a dépassé le terme rapide de l'attention publique.

Il en a été ainsi de l'intervention. Une fois le drame noué entre don Carlos et la jeune reine, le triomphe instantané de l'un ou de l'autre a été la première pensée; la lutte s'est établie, et l'intervention française en est devenue la phase finale dans les spéculations de la presse.

Alors, cependant, il y avait espoir de triomphe pour la reine, espoir fondé chez les uns sur la force matérielle de l'armée, chez les autres sur la force morale de la nation, qui n'avait pas encore fait son évolution. La défaveur que rencontra cette question dans le principe ne venait donc réellement que de l'espoir qu'inspirait encore la cause de la reine, et le gouvernement français lui-même, qu'on accusait de vouloir s'imposer à l'Espagne, partageait cette

opinion : égaré dans de graves complications politiques, il aimait en effet à s'en flatter, pour détourner son attention d'un fait embarrassant dans sa situation.

Le ministère espagnol se faisait-il illusion? Il est permis de croire le contraire; car si le ministre Martinez de la Rosa repoussait chaleureusement l'intervention, il savait que le salut de l'Espagne ne dépendait que de ces deux moyens, la force nationale ou la force étrangère, et il préférait *in petto* le dernier à l'autre. Quant à M. de Toreno, son choix était fait depuis long-temps ; et ces deux hommes d'état firent une grave faute en morale et en politique en manquant de franchise et en se prononçant contre un moyen de salut qu'ils invoquaient du fond de l'ame.

Le retour de lord Elliot vint dessiller tous les yeux en Europe : en Espagne, l'aveuglement était plus fort, et il ne fallait rien moins que la déclaration formelle du général Valdès au gouvernement, que tous recours à la force était inutile, pour enlever au peuple espagnol l'épais bandeau que la vanité nationale tenait étendu sur ses yeux.

Le 8 mai, le général Valdès, réuni à Pampelune avec des chefs de son armée, au nombre de vingt-cinq, de l'opinion desquels il était sûr

d'avance, leur exposa la situation et la nécessité d'une demande de recours à la France : la délibération fut affirmative, et le résultat en fut porté au gouvernement espagnol.

Cette délibération arriva à Madrid et ne surprit personne; car, si la vanité nationale rendait le triomphe certain à tous, la crainte de la réaction démontrait à chacun la réalité du danger. Le conseil des ministres délibéra et fut unanime sur la nécessité de demander à la France et à l'Angleterre la réalisation matérielle des promesses faites au gouvernement espagnol. On ne prononça pas le mot d'intervention, qui eût offusqué le patriotisme de M. Martinez de la Rosa, et l'eût mis en contradiction avec lui-même, mais on demanda une *coopération armée*...... *mutato nomine*....

Cette question, transportée tout-à-coup sur le terrain politique officiel, ne trouva personne préparé à la recevoir : elle surprit comme un événement inattendu; et dès lors fut jugée par tous les partis et tous les intérêts uniquement de premier mouvement, et du point de vue que s'était fait chaque individu, tandis qu'elle eût dû être dès long-temps l'objet de méditations graves et importantes sur le passé, le présent et l'avenir du pays qu'elle concernait, et jugée du point de vue le plus général.

Nous regardons cette question comme la plus vitale de toutes celles qui se rattachent à la Péninsule, et nous essaierons de la traiter avec toute l'importance qu'elle mérite.

Pour ceux qui ne voient dans les événemens de l'histoire qu'un fatalisme issu des conditions de l'organisme humain et dominé par les circonstances extérieures qui déterminent l'atmosphère et le sol d'une nation, les questions politiques peuvent être jugées comme des expédiens dont la solution appartient à la combinaison des circonstances du moment, et aux suggestions accidentelles de l'égoïsme humain. Telle n'est point la pensée de ceux qui voient la raison des événemens humains dans le but qui en détermine le développement.

C'est surtout à l'Espagne que cette observation s'applique : cette nation déroute tous ceux qui l'observent; les uns y trouvent le point de départ, le type des institutions qui servent de garantie à la liberté des peuples, les autres la regardent comme le pays natal de l'abrutissement religieux et politique; ceux-ci y voient l'enthousiasme des grandes choses porté à son *summum* d'intention et d'exécution, ceux-là n'y voient que le résultat de la dissolution sociale entraînant après elle tous les vices propres à une nation naissante ou dégénérée. Ces opi-

nions diverses existent en Europe, et on pourrait les attribuer à l'ignorance complète de l'état social espagnol; mais elles existent aussi en Espagne parmi les nationaux : il faut donc qu'elles ne soient que la constatation de cette vérité, que le principe fondamental de cet état social est méconnu. Essayons de le chercher, et nous y trouverons peut-être la clef des rapports politiques de l'Espagne avec l'Europe.

On s'est occupé beaucoup de la formation du royaume visigoth en Espagne, des institutions qui l'ont accompagné; c'est une question oiseuse : un fait capital dominait ce fait inférieur pendant son existence, c'est le fait de l'organisation française, qui accomplissait les phases de son développement, lorsque le fait visigoth disparaissait sous la domination arabe : l'Espagne l'a subie tout entière, et n'appartint plus à l'Europe, du 8e au 15e siècle, pendant lesquels toute sa fonction fut de reconquérir son sol par les armes; ce ne fut que lorsque ce but fut atteint que l'Espagne rentra dans le grand fait européen, duquel elle avait été séparée pendant sept siècles. Mais pendant ce temps le fait européen s'était développé, il avait accompli d'importantes évolutions : l'organisation religieuse, civile et politique des peuples, la révolution des communes, l'enseignement chrétien, son application dans le

droit, etc., enfin la réforme. L'Espagne n'avait rien fait de tout cela : elle avait reconquis son sol et s'était organisée comme elle avait pu, avec des souvenirs romains, goths, arabes; mais aucune des grandes questions qui avaient agité l'Europe ne s'y étaient traitées, et la seule idée générale qui eût dominé son action, était l'établissement de la foi religieuse sur le sol, dans la population. Lors donc que l'Espagne fut maîtresse de son sol, elle devint européenne de fait, parce qu'elle était catholique; mais, ni les institutions ni le droit européen n'y furent l'effet d'un raisonnement ni d'une volonté suivie; aussi, dès que l'occasion s'en présenta, reprit-elle sa première fonction et se rua-t-elle sur le Nouveau Monde, bien moins dans une vue de conquête que dans un sentiment de propagande religieuse. La dynastie autrichienne l'allia pendant ce temps aux intérêts européens, sans qu'il s'y mêlât d'autre sentiment, d'autre pensée populaire que l'exaltation de la vanité nationale, si ce n'est peut-être dans l'appui prêté par Philippe II à la ligue. L'établissement de la dynastie française changea tout cela. Nous avons vu dans le préambule de cet écrit comment elle créa une école politique et philosophique en Espagne, et comment cette école poursuivit le développement de la théorie qu'elle reconnaissait; mais nous

avons vu aussi comment ce développement fut toujours un fait et jamais un enseignement. Cette vérité est grave : elle contient la raison du fait social actuel de l'Espagne.

Le gouvernement espagnol était, comme la révolution française, conduit par les principes du philosophisme du 18e siècle, et il l'a combattue; la nation espagnole secondait donc son gouvernement sans le comprendre, le gouvernement conduisait donc la nation sans savoir à quel but. Napoléon vint s'imposer ou plutôt imposer les idées françaises à l'Espagne, l'Espagne les nia, se révolta, se débattit contre elles avec toute la fureur du désespoir, et l'Espagne les mit en œuvre au moment même où elle versait tout son sang pour les repousser. Enfin, l'Espagne triompha dans sa lutte, elle triompha de concert avec tous les souverains de l'Europe ligués contre le développement des principes français, et l'instrument démocratique qu'elle avait fabriqué pour lui servir d'arme dans cette lutte fut brisé par ceux même dont il avait causé le triomphe. Le sentiment national fut exalté dans le sens d'une réaction anti-française, la vanité nationale se nourrit de son résultat, et les hommes mêmes les plus imbus des idées françaises, les démocrates auteurs de la constitution de 1812, ceux qui avaient travaillé à son établissement, à son dé-

veloppement dans les cortès, dans les armées, furent les plus fougueux ennemis de la France, les plus exaltés triomphateurs contre elle.

Qu'étaient venus cependant faire en Espagne la république et Napoléon? car les hommes ne sont que l'expression des choses; les hommes passent et les choses restent.

La république et Napoléon n'étaient venus faire en Espagne que ce que Orry, Aranda, Olavide, Jovellanos et les constituans de Cadix y avaient fait. L'œuvre était la même; et lorsqu'on songe qu'au lieu d'unir leurs efforts aux révolutionnaires français pour régénérer l'Espagne, les révolutionnaires espagnols employèrent le plus pur de leur sang à faire refleurir la tige abartadie de la monarchie des Bourbons, à faire trôner un despote aussi abject que Ferdinand VII, on ne peut s'empêcher de gémir sur l'aveuglement des hommes qui ont conduit l'Espagne. On lui a inspiré la haine contre la France, et tout ce qu'on lui dit, tout ce qu'on lui donne est français!...... Comment alors lui faire comprendre son rôle dans le drame politique européen? Or, il n'y a que deux fonctions en Europe parmi les peuples, nier ou affirmer le principe révolutionnaire français, et ce qu'il fallait que l'Espagne sût, c'est qu'elle était destinée à donner à ce principe français plus de force et

d'action. Mais il eût fallut d'abord attaquer la prétention nationale, et tous, au contraire, s'enveloppaient dans leur rôle de triomphateurs de la France et de reconstructeurs des vieilles libertés espagoles. Malheureusement aussi leurs prétentions étaient consacrées par les publicistes français, et dès lors d'où pouvait venir l'enseignement?

Ces vérités exigeraient plus de développement; mais elles peuvent faire comprendre cependant comment l'intervention française est une idée presque inintelligible en Espagne, où, il faut le dire franchement, elle n'est envisagée que dans le sens d'un intérêt privé; c'est là ce qui fait que cette idée, toujours repoussée en apparence, est toujours la plus populaire dans ce pays : c'est que malgré tous les rêves, toutes les fantasmagories de la vanité nationale, il y a un instinct individuel qui met dans le cœur de chacun ce sentiment vrai, qu'il n'y a rien à faire en Espagne que par la France, parce que c'est de la France que viennent toutes les idées et toutes les applications.

Lors donc que les événemens de 1833 prirent naissance, l'intervention française fut la première pensée qui se manifesta, et cette pensée prit sur-le-champ la couleur que chaque parti lui donnait selon ses intérêts : les carlistes sou-

levèrent contre elle toutes les vanités nationales; les constitutionnels, espérant tout des nécessités de la situation, la repoussèrent comme contraire à leurs projets, et les modérés la regardèrent *in petto* comme un recours extrême, mais s'y opposèrent en apparence, dans l'espoir du triomphe. Le résumé de ces opinions diverses fut la séance des 21 et 22 février 1834, où Arguëlles, signalant avec indignation les prétentions de la France à mettre l'Espagne sous sa tutelle, exposa les différens résultats de cette humiliante protection, et fit aux ministres un grief de leur condescendance à sacrifier l'honneur national aux velléités protectrices d'une puissance qui ne feignait de secourir l'Espagne que pour l'asservir. M. Martinez de la Rosa lui répondit avec une maladresse marquée, ainsi qu'on l'a vu dans le récit de cette séance, qui fut une victoire remportée sur la seule opinion raisonnable qui eût été émise : à savoir, que les élémens du maintien du trône d'Isabelle II étaient le secours de ses alliés, et qu'il n'y avait aucune raison de se priver de cette dernière ressource. Le général Rodil, qui avait proféré ces paroles, fut sacrifié, et, deux mois après, le même M. Martinez de la Rosa demandait l'intervention, sans que personne s'y opposât.

En Espagne, on perdit de vue cette vérité im-

portante, que l'intervention était, avant tout, une question européenne et française. En France, on oublia que, relativement à la France, la question était avant tout européenne et espagnole.

Examinons la question sous ce point de vue.

Déjà, en octobre 1833, lorsque cette question avait été agitée hors de toutes les prévisions réelles, les journaux français avaient enregistré avec une haute approbation la déclaration du colonel Valdès, qui jurait de se réunir à don Carlos, si les Français voulaient entrer en Espagne pour le chasser. Comme s'il ne se fût agi, dans l'action française, que de l'intérêt de tel ou tel parti; comme si l'action française n'était pas indépendante de tel ou tel gouvernement qui la régit, de tel ou tel gouvernement à l'égard duquel elle opère; comme si l'action française n'était pas une force civilisatrice, poussant vers un but donné indépendamment de toutes les niaiseries résultantes de la politique ou de l'homme du moment!

Cette question ne devait donc être examinée que sous le rapport du droit public européen d'abord, et dans le droit, des rapports de l'Espagne à la France. Or, qui ne voit pas que ce droit résulte, depuis la révolution française, non des vains intérêts de couronne qui en faisaient la base avant cette révolution, mais de l'intérêt moral

des principes proclamés pour elle? République, empire, restauration, juste-milieu, qu'a fait en effet la France autre chose que de proclamer et d'établir ce droit public en Europe, et quel a été le résultat de son action, sinon un établissement à un degré quelconque de ce droit? Qu'ont fait les gouvernemens divers, niant ou affirmant, que d'appliquer de gré ou de force ces principes, quelles que fussent les formes politiques d'où ils émanaient, celles auxquelles ils s'appliquaient? C'était cette force agissante, latente ou patente, qu'il fallait examiner, et non pas des rapports puérils de gouvernement à gouvernement; et dès lors, il n'y eût pas eu un véritable Espagnol, un véritable Français, qui n'eût affirmé que l'action française eût été pour l'Espagne un bienfait, pour la France une nécessité et un devoir. Tel était le rapport d'utilité sociale.

Mais la France ni l'Espagne n'étaient pas seules en Europe.

Aujourd'hui aucune question politique, quelque minime que soit le pays qu'elle concerne, ne peut être isolée : il y a intérêt commun, et par conséquent opposition et sympathie correspondantes, dans toutes les relations d'état à état; et quelque soit l'isolement où l'on veuille laisser une affaire, elle devient générale dès qu'elle devient publique.

Nous l'avons dit, le principe de la révolution française a fondé un droit public européen, et quelles qu'aient été les phases de son établissement, quels qu'aient été ses adversaires, quels qu'aient été ses soutiens, il a marché, il s'est fait peuple, il s'est fait force; et cela est si vrai, qu'aujourd'hui la France et l'Angleterre, jadis têtes de colonnes des deux partis contraires, forment aujourd'hui le front de bataille du principe.

Cette alliance existe, elle est un fait, non de convenance monarchique, de dépendance du caprice de deux souverains, de deux ministres, de deux parlemens, mais un fait émané de la volonté de deux peuples long-tems trompés, qui se retrouvent et s'unissent par sympathie et par conviction. C'est, comme nous l'avons dit, une force *sui generis*, qui marche et qu'on ne dirige pas, mais à laquelle on est obligé de céder, à moins d'en être brisé. La France ne peut faire un acte en Europe sans que cet acte soit dans les convenances de l'Angleterre; l'Angleterre ne peut rien faire en Europe sans que la France y concoure. Il n'y a point là dépendance servile, honteuse, il y a concours libre, dévoûment commun, parce qu'il y a cause commune. Mais, par contre-partie, rien ne peut se faire en Europe sans que la France et l'Angleterre y consentent, et si le

contraire avait lieu, ce serait par leur faute, car elles n'ont qu'à dire non pour que toute action, qui ne leur convienne pas, cesse. En vain deux souverains réuniront leurs soldats à Kalisch, et feront du sentimalisme militaire à discrétion; en vain trois souverains se réuniront à Tœplitz, et feront de l'union politique à volonté, toute l'encre de leurs protocoles s'épuiserait plutôt à noircir la mer qu'à formuler une décision; car la France et l'Angleterre n'ont pas assisté à leurs conférences, et leur *veto* les rend nulles de fait.

D'ailleurs, les faits répondent à cette assertion; ce que la France a voulu et ce que l'Angleterre n'a point empêché, ce que l'Angleterre et la France ont voulu, a été et existe encore. La France a voulu que l'Autriche n'absorbât pas l'Italie, et Ancône a été occupé et l'est encore. L'Angleterre a voulu que le Portugal fût à don Pedro, et le Portugal a été à don Pedro. La France et l'Angleterre ont voulu que le royaume de Belgique fût, et le royaume de Belgique est. Si la France et l'Angleterre veulent que le trône constitutionnel d'Espagne existe, il existera...

Telle était la question d'intervention d'Espagne vis-à-vis de l'Europe, et nous l'exprimerons en peu de mots. Il y avait utilité sociale démontrée à ce que les puissances coalisées pour le triomphe

des principes civilisateurs en assurassent l'établissement en Espagne, et cette utilité était indépendante des questions de temps et de gouvernemens.

Ce premier ordre de relations établi, examinons le second. Y avait-il utilité nationale pour l'Espagne à ce que la France et l'Angleterre y fissent triompher les principes constitutionnels?

Cette question est déjà résolue par tout ce qui précède; examinons-la cependant avec tout le sang-froid nécessaire.

Une première objection se présente, et dont nous ne dissimulerons point la valeur. Le peuple espagnol est un peuple de foi : sa vie nationale entière a été une longue lutte pour l'établissement de la foi au dedans et au dehors; pour la faire triompher, il a remis tous ses pouvoirs à ses souverains; son attachement pour eux remonte, dans le passé, à sa reconnaissance pour la manière dont ils ont accompli cette œuvre; dans le présent, il se rattache aux garanties qu'ils lui donnent pour sa conservation, et devant cette considération tout disparaît, sentimens individuels, garanties politiques et toutes autres formules gouvernementales, que ce peuple ne reconnaît que dans l'essence de son organisation intime, où elles existent à un haut degré. Or, on ne peut le nier, don Carlos représente mieux

forment aujourd'hui la virtualité agissante de la nation.

Or donc, si l'on veut que don Carlos règne, il faut tuer cette force qui s'élève contre lui !...

Qu'on choisisse et qu'on prononce !

Mais, bien plus, il y a une portion considérable de la nation, entre les novateurs et les conservateurs, qui craint peut-être les uns, mais qui n'espère rien des autres ; qui a constaté que depuis long-temps l'Espagne est morte aux mains des hommes de la foi, et qui veut qu'elle vive ; qui ne fait pas consister la vanité nationale dans un passé stérile, mais dans un présent et un avenir actifs ; qui veut enfin que l'Espagnol fasse quelque chose, et que l'Espagne aussi soit quelque chose. Cette masse inerte, mais non indifférente, ne demande qu'un gouvernement sûr, une administration directrice, une force, en un mot, qui garantisse le travail et l'existence ; car enfin, il est temps qu'on le sache, depuis 1808, la vie et le travail en Espagne sont à la discrétion du premier venu.

Cette masse a toujours compté pour quelque chose en Espagne, et on l'a toujours trouvée quand on est venu la chercher. C'est elle qui, fortement remuée, a combattu Napoléon, là où la maltraitait, et l'a soutenu, là où lui garantissait le repos et le travail ; c'est elle qui, inquiète

des mouvemens révolutionnaires de 1820 à 1823, s'est jetée au devant de l'armée françase et l'a accueillie comme libératrice, non parce-qu'elle venait abattre un parti et relever l'autre, mais parce que, ne voyant point de garantie dans l'un et l'autre parti, elle trouvait dans l'armée française une force morale à laquelle elle se ralliait comme garantie d'avenir.

Eh bien! on peut le dire, avec toutes les conditions de la certitude, la même opinion existe encore en Espagne en faveur de l'intervention française; et, laissant de côté le donquichotisme de quelques écervelés, la nation espagnole désire vivement cette intervention et la regarde comme la seule force morale à laquelle elle puisse se rattacher aujourd'hui.

A qui voudrait-on, en effet, qu'elle vînt se rallier en Espagne?... au parti de don Carlos?... Mais il n'a pu en trois ans, favorisé par une population toute dévouée, par un terrain fait exprès pour le dévoûment, par des circonstances toutes heureuses, faire faire un seul progrès à sa cause!... Au parti de la reine?... Mais qu'est-ce encore que le parti de la reine? est-ce le parti afrancesado, le parti libéral modérateur ou le parti libéral exalté?... un parti constitutionel?... Mais où est-il? où est sa force? où sont ses certitudes? La nation le prendra-t-elle dans les trois ou

quatre partis qui le divisent, ou dans les égorgeurs de la place, qu'elle a vus tour à tour aux gages du parti et du pouvoir?

D'ailleurs, les souvenirs ne sont-ils rien? et que racontent-ils à la nation de ce qu'ont pu, de ce qu'ont voulu pour elle les hommes de don Carlos et les hommes de 1820?

Il faut à la nation une force à laquelle elle se rallie: cette force n'est point dans l'intérieur du pays, sur le sol national, elle est donc à l'extérieur; c'est la force française qui est à la fois l'ame et le bras de ce qui vit en Espagne : *le désir d'amélioration et de sécurité.*

Ces considérations nous semblent démontrer que la restauration du principe conservateur en Espagne est impossible en Espagne, parce qu'elle soulèverait une trop forte opposition contre elle; que le triomphe exclusif du parti libéral est soumis aux mêmes conditions d'impuissance et de bouleversement; que la cessation de la guerre civile ne peut par conséquent résulter de ces deux solutions, et que la pacification de l'Espagne et l'établissement d'un gouvernement régulier ne peut être le résultat d'une force modératrice, seule garantie du salut national.

Ce mot exigerait un commentaire, il aura lieu plus tard.

Passons maintenant à la question militaire :

Lorsque la question d'intervention armée en Espagne se présente, elle est accompagnée toujours du fantôme de la guerre de l'indépendance, la guerre au couteau, *guerra al cuchillo!* Nous ne nous dissimulerons rien de ses horreurs, mais nous affirmons qu'elle ne conclut à rien dans cette circonstance.

En 1808, quand la nation espagnole a cru que Napoléon venait la délivrer du joug infâme de Godoy, elle s'est jetée tout entière dans ses bras, elle a livré ses places fortes, elle a reçu nos armées dans son sein avec des transports d'amour; et alors le portrait de Napoléon pendait dans toutes les chaumières, et alors un soldat français isolé, malade, traversait l'Espagne par étapes, avec autant de sécurité qu'en France.

Mais quand le plus infâme guet-apens eut attiré et retenu le souverain d'adoption de l'Espagne à Bayonne; quand, au mépris de toutes les conventions, le prince de la Paix fut enlevé à la justice nationale, et transporté de vive force en France, pour le soustraire à la loi; quand enfin on voulut imposer à la nation, la baïonnette sur la gorge, un prince étranger et inconnu; quand enfin le sacrifice le plus atroce, le plus méprisant qu'une nation ait jamais souffert eut été ac-

compli, alors la nation espagnole se souleva et tua partout, où et comme elle pouvait!

Où est le coupable, si la nation s'est trompée en préférant l'infâme Ferdinand à Joseph?...

Et cependant, partout où les Français ont tenu une conduite digne et respectable, partout où leur présence a été une garantie d'ordre, leur autorité a été bénie et respectée. Qu'on lise les mémoires du maréchal Suchet, on y verra que pendant trois ans, de 1810 à 1813, la couronne d'Aragon, gardée par des gendarmes espagnols, administrée par des municipalités espagnoles, n'a pas vu un Français assassiné sur son sol, et a payé ses impositions au point que son budget s'est élevé en 1812 à soixante millions de francs, le triple de ce qu'elle payait à grand peine à Ferdinand, de 1814 à 1820.

Voilà des faits : mais l'intervention de 1823 en est un autre; il y a une opinion faite à cet égard, qu'il est important de réfuter.

Le libéralisme de la restauration n'eût vu dans ce fait qu'une expédition de gendarmes de la sainte-alliance, pour mettre la main sur la gorge à la constitution de 1812; c'était là le fait en lui-même, en effet, mais son exécution et ses résultats l'ont changé.

L'armée française ne s'occupait pas trop de ce qu'elle allait faire en Espagne, et son action po-

litique a été nulle, son action morale immense; son admirable discipline, sa conduite pacifique et légale, lui ont rallié tous les esprits, et ceux qui en ont fait partie savent si *negros* et *leales* lui ont rendu justice.

Mais, il faut le dire, cette conduite avait été précédée, *provoquée* par la nation espagnole. Avant toute proclamation, avant toute démonstration, les premières populations se sont jetées au cou des avant-postes de l'armée, les ont embrassés comme des libérateurs; les Français y ont répondu en frères : c'est qu'avant tout, Espagnols et Français, sans s'occuper de leurs gouvernemens, savaient qu'il y avait là œuvre de pacification pour le présent, d'ordre et de sûreté pour l'avenir.

Les ministres de la restauration pouvaient donner à ces intentions un résultat plus bienfaisant, en exigeant de Ferdinand ce qu'ils eussent voulu à son débarquement de Cadix; ils ne l'ont pas voulu, à eux la honte de ses infâmes réactions, mais aux deux nations l'honneur de leur confiance mutuelle.

L'affaire de l'intervention de 1823 fut donc toute morale, son action militaire nulle, son action politique toute dans ses résultats. Aujourd'hui on peut affirmer en toute sûreté qu'il en serait de même : l'action serait toute morale,

nulle sous le rapport militaire, et sous le rapport politique, ce qu'il plairait aux gouvernemens espagnol, anglais et français; car le ministère de la révolution de juillet aurait pour leçon les déceptions de celui de la restauration.

La nation n'est-elle pas, en effet, dans les mêmes circonstances, haletante sous deux partis qui se sont fait équilibre sans pouvoir se détruire l'un l'autre?

Telle était l'état véritable de la question d'intervention, européenne d'abord, espagnole et toute espagnole ensuite, française et anglaise après. On ne l'a vue que française et on l'a jugée avec des préventions toutes françaises : il fallait d'abord voir ce que l'Espagne en pensait. Tant qu'elle ne regardait pas l'intervention comme nécessaire, il n'y avait rien à en dire; dès qu'elle la demandait, la question d'utilité nationale était jugée, la question d'utilité sociale devait dès lors l'être pour la France et l'Angleterre.

Disons-le hautement, ces grandes questions ne furent examinées ni par les hommes du gouvernement, ni par ceux de la presse; on se borna à juger la question dans la convenance de tel ou tel pays, de tel ou tel parti : aussi, lorsqu'il fallut porter une décision, ne fut-elle que le fruit du hasard, de l'intrigue, disons-le, un expédient.

Voici comment se passa ce fait : La demande de l'intervention, ou plutôt d'une coopération, fut portée au gouvernement français le 27 mai. Un conseil de cabinet eut lieu chez le ministre de l'intérieur, le 29; le résultat de la délibération fut qu'on déclarerait à l'Angleterre que le gouvernement espagnol ayant demandé à la France l'exécution des mesures convenues dans les traités des 22 avril et 18 août, par une coopération armée avec les troupes de S. M. C., le gouvernement français avait résolu de demander à celui de l'Angleterre, comme puissance co-signataire de ce traité, quel était son avis à ce sujet, et quel serait son concours en cas d'affirmation.

Le 8 juin, la réponse du cabinet anglais parvint à Paris; elle portait que le gouvernement ne pouvait en rien concourir aux mesures que prendrait la France, et qu'il ne pouvait partager la responsabilité de son action, mais qu'il pensait que le meilleur moyen d'aider l'Espagne était de chercher sur le sol anglais et français les secours volontaires qu'il pourrait s'y procurer. En conséquence, le gouvernement anglais annonçait qu'il levait le bill qui défend les enrôlemens pour l'étranger, et qu'il favoriserait l'armement d'une légion britannique auxiliaire; le gouvernement français répondit à cette communication par la notification d'un refus d'in-

tervention armée à la cour d'Espagne, par l'offre de la légion étrangère et la faculté d'enrôler des volontaires sur le sol français.

Tels furent les résultats, le dénouement du drame; le nœud et les ressorts secrets en furent plus compliqués.

La politique du ministère français depuis la révolution de juillet avait eu deux bases : la première affirmative, la recherche de toutes les alliances conformes à son principe; la seconde négative, consistant à ne rien faire qui pût déterminer une action offensive de la part des puissances hostiles. La première tendance prévalut; mais lorsque le succès eut couronné les quelques actes accomplis en ce sens, et que ceux accomplis dans l'autre en eurent garanti la stricte observance, la seconde tendance prit le dessus et domina insensiblement la politique du cabinet. Ainsi, en arrivant aux faits, l'alliance avec l'Angleterre fut d'abord relative, elle détermina l'occupation d'Ancône, les deux campagnes de Belgique, etc. On se bornait, vis-à-vis des puissances étrangères, à observer leur hostilité sans leur donner aucun sujet *de les obliger à la pousser* plus loin. Mais lorsque la modération extérieure du gouvernement français eut donné la juste mesure de son vouloir; lorsque son énergie à l'intérieur eut donné la juste mesure de sa

force, il y eut action réciproque des puissances étrangères vers Louis-Philippe, de Louis-Philippe vers elles. Celles-ci sentirent qu'il y avait là une garantie plus puissante contre les principes révolutionnaires que dans la contre-révolution même ; celui-là vit bien qu'on consentirait à oublier la politique de principe, pourvu qu'on trouvât chez lui des avantages de politique, d'intérêt, en un mot ; qu'on lui pardonnerait son origine en faveur des avantages qu'on trouverait dans son alliance. Dès lors l'alliance avec l'Angleterre ne fut plus exclusive, et à toutes les questions se rattachèrent des considérations nouvelles relatives aux puissances restées en dehors de cette alliance.

Telles furent les considérations qui se présentèrent relativement à l'Espagne.

Au moment où la demande d'intervention fut faite, une circonstance avait donné une virtualité plus grande à la tendance réactionnaire. La Russie était arrêtée dans ses projets contre la Turquie par les menaces anglaises, et l'alliance française donnait un grand appui à ces menaces. Il était donc important pour la Russie de ménager le gouvernement français ; aussi employait-elle les plus subtils raisonnemens ; en voici les principaux : La Russie et ses alliés avaient dû nécessairement voir avec peine l'expulsion de

la branche aînée, et sans doute peu de sympathie les avait liés à l'avénement du monarque nouveau; mais sa modération à l'extérieur, sa fermeté à l'intérieur, l'avaient rendu le garant le plus sûr de la paix et de l'ordre au dehors: cette garantie était telle, qu'elle semblait supérieure à celle d'une restauration de la branche aînée, qui nécessairement soulèverait toujours, par antipathie d'origine, l'opposition révolutionnaire, dont le monarque actuel pouvait être et était maître en effet, par le principe contraire; que le temps des alliances de principes était passé et qu'on pouvait en revenir à celles d'intérêts, et que le gouvernement français aurait grand tort de sacrifier tout à une politique exclusive anglaise née de cette première influence, lorsque la seconde lui était ouverte. Enfin, relativement à la question espagnole, on ajoutait: que l'on se bornerait à des vœux en faveur de don Carlos, mais qu'on ne l'appuyerait pas, parce que le résultat de la lutte, quel qu'il fût, serait toujours à peu près le même, don Carlos, s'il triomphait, devant nécessairement rentrer dans la politique de ses alliés et ne pas se montrer plus hostile qu'eux, et Christine devant aussi, sous l'influence française, donner toutes les garanties contre le mouvement révolutionnaire.

Ces paroles avaient un écho dans le cabinet

français depuis l'introduction dans son sein de l'ambassadeur de France en Russie; mais elles y étaient représentées bien plus fortement encore par une volonté supérieure qui comprenait mieux que personne cette tendance. La conversation de lord Elliot avec le roi des Français, imprimée dans les journaux anglais, peut donner une idée de ce qu'était cette volonté.

Une partie du ministère se groupait autour d'elle; c'étaient : le ministre de la guerre d'abord, celui des finances ensuite, et celui de la justice. Le parti opposé se composait du ministre de l'intérieur d'abord, ensuite du ministre du commerce; enfin, il y avait un tiers parti composé des ministres de l'instruction publique et des affaires étrangères; ce tiers parti disait bien qu'il ne fallait pas accepter, mais qu'il ne fallait pas refuser cette garantie, unique, peut-être, contre le mouvement révolutionnaire.

Mais les élémens appelés à la solution de la question ne se composaient pas seulement du ministère, il y avait en dehors la Chambre, la Bourse, et l'opinion publique.

La Chambre se prononça d'abord : la majorité tenait à son ouvrage, l'intérieur était arrangé, l'extérieur garanti, pourquoi tout compromettre pour un pays qui offrait si peu de ressources; et d'ailleurs les guerillas de la guerre de l'in-

dépendance et les 400 millions de 1823 n'étaient-ils pas là encore?

La Bourse avait encore une rancune contre l'Espagne et l'intérêt du maintien de la hausse : l'intervention était un emprunt de 100,000,000 de fr. et une baisse de 10 fr. !...

Quant à l'opinion publique, elle se composait des hommes politiques et de la presse. Les hommes politiques disaient tous ce que nous avons dit plus haut, en y ajoutant ces paroles *invincibles* : l'Espagne est ruinée au moral et au matériel, et de dix ans elle ne peut nous nuire ni nous aider; si donc c'est notre alliée naturelle qui triomphe, elle ne nous servira à rien; si c'est notre ennemie, nous n'avons rien à en craindre. C'était là l'opinion des hommes du gouvernement; les autres disaient : si l'intervention échoue, c'est un mal pour le pays; si elle réussit, c'est un triomphe pour le gouvernement : elle n'aura donc lieu qu'à son profit et au désavantage du pays.

La presse fit tout ce qu'il fallait faire pour dépopulariser la question : les journaux du gouvernement l'affirmèrent chaudement, les journaux de l'opposition la nièrent avec énergie.

Quant aux quelques hommes du gouvernement qui voulaient l'intervention, ils affirmaient que c'était à la fois une question de principes,

de sentiment et d'intérêt ; que le gouvernement français avait garanti l'existence de celui de la reine par l'envoi de M. Mignet, la déclaration du *Moniteur*, les traités des 22 avril et 18 août, par une action incessante en faveur de ce gouvernement; qu'on ne pouvait donc le laisser périr sans que cette preuve de faiblesse ou d'abandon ne réjaillît sur le gouvernement lui-même ; qu'enfin c'était le meilleur moyen d'être maître du mouvement révolutionnaire, qui n'avait pas encore fait son évolution, et qui pouvait enfin réussir.

Mais cette opinion avait contre elle le roi, la majorité dans le cabinet, la majorité dans les Chambres, la Bourse, le commerce et l'opinion publique : c'eût été peu de chose encore pour décider une question ; mais il y avait l'intrigue, et ce fut elle qui donna la solution. Ceux qui voulaient l'intervention se trouvèrent entre ceux qui ne la voulaient pas et ceux qui faisaient semblant de la vouloir : ils demandèrent l'intervention, le traité de la quadruple alliance, et on leur répondit par une fin de non recevoir prise de son propre argument. On consulta l'Angleterre, c'est-à-dire qu'on la fit refuser par elle, et en attendant on fit de grands articles dans le *Journal des Débats* pour prouver la nécessité de l'intervention.

Telle fut l'histoire de ce petit drame, dont nous allons voir les résultats.

Le refus de l'intervention fut notifié le 10 juin; jamais circonstances plus malheureuses pour la cause de la reine n'auraient pu l'accompagner.

Le 15 mai, Zumalacarreguy et don Carlos avaient fait leur entrée à Estella, au milieu d'une ovation populaire, et presque en présence de l'armée espagnole, rassemblée à Lerin. Le Bastan avait été évacué par Orâa, dont la division avait été presque détruite dans sa retraite. Treviño, Bergara, Villafranca, Eybar, Irun, Elisondo, San-Estevan, etc., etc., étaient tombées au pouvoir des carlistes, du 15 mai au 1er juin, et à cette époque l'armée christine, démoralisée, se croyait à peine en sûreté derrière la ligne de l'Arga et celle de l'Ebre, et ne possédait plus en Navarre et dans les trois provinces que Bilbao, Saint-Sébastien, Vitoria, Pampelune et deux ou trois postes fortifiés autour de cette ville. L'armée carliste était en position, ou jamais, de marcher sur Burgos et de s'y établir; sans nul doute, l'armée christine n'eût pu lui disputer le passage de l'Ebre; mais Zumalacarreguy répugnait à l'idée de quitter ses provinces, il voulait, avant tout, assurer ses derrières; on ne pouvait penser à s'emparer de Saint-Sé-

bastien et Pampelune ; mais Bilbao, Vitoria, étaient mal fortifiées et à peine défendues ; on pouvait essayer de les prendre par surprise ou par menace : c'est ce qu'il tenta. Il commença par Bilbao, dont la chute devait entraîner celle de Vitoria.

Avant de suivre ce siége, jetons un coup-d'œil sur Madrid.

La nouvelle de la mission, et surtout de la convention de lord Elliot, avait eu les résultats que nous avions fait pressentir : on cria hautement à la trahison, et le 11 mai ces cris eurent des échos dans la chambre des Procuradores, où des explications furent demandées aux ministres ; elles furent très vives de part et d'autre, mais ne conclurent à rien. Au sortir de la séance, un petit mouvement populaire eut lieu : la voiture de M. Martinez de la Rosa fut entourée, des cris furent proférés contre lui, il crut ou voulut croire à une tentative d'assassinat et fit faire quelques arrestations, entre autres, celle du fils de M. Galiano, fils très intéressant d'un homme très respectable, et dont l'extrême probité ne permettait pas de le mêler en rien à un guet-apens.

Ce fut alors que la délibération du général Valdès vint trouver M. Martinez de la Rosa. Elle ne pouvait arriver dans une occasion plus favorable, et les craintes personnelles que le

parti exalté inspirait au premier ministre firent sans doute taire ses scrupules politiques : il consentit à la *coopération*.

M. Martinez de la Rosa eut sans doute le tort de ne pas se retirer avant de consentir à cette mesure : c'était le devoir d'un ministre constitutionnel ; mais ces devoirs sont peu compris en Espagne, et M. Martinez de la Rosa fut, sans doute, déterminé à rester par le même motif qui l'avait fait consentir à l'intervention, la crainte de laisser un champ trop libre au parti exalté.

Du reste, tout Madrid sut que l'intervention était demandée dès le 12 mai, et depuis ce jour jusqu'au 29, époque de la clôture de la session, aucune réclamation n'eut lieu, aucune protestation ne fut faite, et cependant, un mois auparavant, à la séance du 22 avril, le député Galiano s'était écrié : « Si les ministres demandent l'intervention, je ne suspecterai pas leurs « intentions en la provoquant, mais je ne croirai jamais que ceux qui l'exécuteront en aient « de bonnes, car ce sont eux seuls qui la désirent. » Et le ministre avait eu la faiblesse de répondre, en laissant tomber cette attaque sur la bonne foi des alliés de l'Espagne, de son unique appui : « Le préopinant a raison, et l'intention « du gouvernement n'est jamais de demander « l'intervention dans aucun cas. »

De quoi s'étonner le plus après de pareils faits, ou de la légèreté des ministres, ou de l'imprudence de l'opposition.

Eh quoi! des hommes nés de la révolution de juillet (car l'état actuel des choses en Espagne n'a pas d'autre origine; l'alliance anglo-française, qui garantit cet état de choses, n'en a pas d'autres), des hommes qui sont l'élite de la nation, et qui tiennent ses destinées dans la main, vont jouer une pareille comédie à sa face, et après le rideau tiré, s'en vont chacun chez eux apprendre leurs rôles pour la farce prochaine, laissant le feu dans la salle! Et on parlera de leurs intentions? Que font les intentions à de pareilles fautes politiques!

Le ministère n'avait rien fait pour terminer la guerre, il ne s'était occupé que de sa conservation personnelle devant l'opposition; l'opposition ne s'était occupée que de ses intérêts, ou de l'intérêt de ses principes, devant une guerre qui menaçait et individus, et principes, et nation; les uns et les autres avaient calomnié, flétri leur unique recours, l'appui de l'étranger, et quand le danger fut venu, ils mendièrent cet appui, déclarant nulle cette force nationale qu'ils avaient exaltée un mois auparavant.

Le 22 avril, ministres et députés calomniaient la France et portaient aux nues le courage des

Il se retira, augmentant le nombre de ces hommes d'état qui, avec une idée très faible des choses et très grande de leurs moyens, compromettent leur pays avec les meilleures intentions du monde. M. Martinez de la Rosa, arrivé au pouvoir avec tous les souvenirs de 1820 à 1823, joints à ceux de l'exil, y porta toute la susceptibilité de son caractère et de sa position Les rivalités de l'homme de lettres pendant l'exil s'étaient jointes aux désappointemens de l'homme d'état pendant le ministère; car, dans l'un comme dans l'autre, il avait trouvé sur ses pas les mêmes hommes qu'il accusait de l'avoir traversé en 822, et de l'avoir empêché de réussir. Dès l'abord, il montra toute sa haine contre eux dans le décret d'amnistie, dont il fit un acte de pardon et de grace, au lieu d'en faire un acte oubli et de réparation.

Il s'annonça dès l'abord comme le conciliateur entre le trône et la nation, comme le réparateur du mal fait par le système Zea, et il garda près lui le conseil et la créature de M. Zéa, M. Burgos, qui avait de moins que lui ses talens, et de plus une réputation tarée. Il excepta Mina et Galiano de l'amnistie, et son ministère se jeta dans les bras de Mina comme un sauveur, et ouvrit les portes de la représentation nationale à Galiano. Il regarda la publicité comme un

danger immense pour l'Espagne, la liberté comme une plaie, et il leur ouvrit le chemin pour passer, croyant qu'en les mesurant goutte à goutte à la nation, il empêcherait le torrent de se former, ou que son éloquence serait une digue qui en compenserait la fureur. Enfin, il crut que pendant que deux armées se battaient pour un principe sur le sol national, il était possible de persuader à la nation qu'elle devait former un peuple de frères; il crut qu'en flattant la vanité nationale, il battrait ses ennemis sans le secours de ses alliés, et, après les avoir laissé insulter, il se jeta dans leurs bras; enfin, il crut que son talent, sa fermeté sauveraient l'Espagne, et il se retira devant le danger, persuadé toujours que ses ennemis l'avaient empêché d'agir, et prêt à recommencer avec la même confiance et avec la même ignorance des choses.

M. Martinez de la Rosa se retira devant la pensée que l'intervention française, qu'il avait demandée, n'aurait pas lieu. Il laissa le pouvoir à M. de Toreno, qui le prit avec la ferme conviction du contraire. Roué politique, s'il en fut, mais patriote sincère, M. de Toreno pensait que l'Espagne devait chercher non seulement l'appui de la France, mais encore son influence, et que la force politique comme la

force civilisatrice devaient être toutes françaises. Il pensait aussi que la France ne pourrait refuser de prendre cette influence, lorsqu'on la lui demanderait de bonne foi; ayant adroitement réussi à ne point s'expliquer publiquement sur l'intervention, et s'en expliquant hautement à l'ambassadeur de France, il mettait le refus sur le compte des indécisions de son collègue, de sa maladresse à repousser une action dont il aurait dû être le premier promoteur; et malgré tout ce que pouvait faire l'ambassadeur pour le dissuader, malgré tout ce qu'on lui disait des intentions du gouvernement français, il croyait toujours que c'était un jeu joué; que le gouvernement voulait voir l'Espagne plus mal encore, pour se mêler de ses affaires, et il n'opposait à tous que ces mots : nous réussirons à obtenir l'intervention.

Mais pendant qu'il cherchait à persuader à l'ambassadeur que l'action française était la seule garantie entre le parti exalté; pendant qu'il cherchait à gagner du temps avec le parti, en lui faisant beaucoup de promesses et quelques concessions, il s'occupait aussi de s'attirer l'appui de l'Angleterre.

La situation était loin cependant d'être une question d'adresse; c'était une question de force, s'il en fut.

Bilbao avait était entouré le 12 par dix-huit bataillons carlistes, et sommé le 13 par Zumalacarreguy en personne.

Bilbao avait une garnison de quatre mille hommes, formée des dépôts de plus de dix régimens et de la milice urbaine; le comte de Mirasol, brigadier, y commandait. Il n'y avait aucun approvisionnement de fait, surtout en munitions de guerre; pour toutes fortifications, qu'une enceinte formée par les maisons extérieures, réunies par des courtines en planches et en terre, et couverte par cinq batteries construites à la hâte; le tout sans fossés, sans palissades; encore cette défense n'existait-elle que sur la rive droite du Nervion; la rive gauche était à peine couverte.

Le comte de Mirasol répondit en homme d'honneur, et le 14 l'attaque commença.

Six batteries carlistes furent construites et reçurent les dix-huit bouches à feu que traînaient les carlistes sur des charrettes à bœufs.

Dès le premier jour, les carlistes furent maîtres de la rivière, et il coulèrent quelques grosses barques pour en fermer l'entrée aux bâtimens anglais et français. La *Reina-Gobernadora*, bateau à vapeur anglais au service d'Espagne, avait débarqué le 12 son artillerie, et avait laissé quelques marins pour le service.

Le général Valdès était à Miranda de Ebro avec la plus grande partie de ses forces ; l'armée de réserve, commandée par le général Las Heras, était à Vitoria, et la division de Biscaye, sous les ordres du brigadier Espartero, était à Portugalette, à l'embouchure de la rivière de Bilbao.

Jaureguy, avec la division de Guipuzcoa, était renfermé dans Saint-Sébastien ; il envoya deux bataillons, tout ce qu'il avait de disponible, à Portugalette.

Zumalacarreguy était donc parfaitement libre dans son action ; il avait la plus grande partie de son monde sous les murs de la ville ; le reste à Durango, pour surveiller Vitoria, et à Villaro, pour surveiller Orduña. La ville fut vivement attaquée jusqu'au 17, et alors tout annonçait qu'elle allait succomber, lorsqu'un coup inattendu vint à son secours. Une balle égarée, partie de la batterie anglaise, vint frapper Zumalacarreguy, à 500 mètres de distance, sur le balcon d'une maison, d'où il surveillait l'établissement d'une batterie.

Il laissa le commandement à Eraso, et fut transporté à Durango d'abord, puis à Ormaïsteguy, son lieu natal.

Ce fut le salut de Bilbao ; car cette ville malheureuse ne pouvait plus l'attendre de l'armée

de la reine. Le général Valdès, malade, ne pouvait sortir de Miranda, et les divisions qu'il avait envoyées manœuvrer pour dégager Bilbao n'osaient s'en approcher. Le général Latre, avec une division de six mille hommes, devait se réunir au brigadier Iriarte dans les encartaciones et manœuvrer pour rejoindre Espartero, qui en avait quatre mille à Portugalette. Pendant ce temps, trois autres divisions de l'armée de Valdès devaient s'avancer de Vitoria sur Durango; les ordres étaient donnés le 13 pour le mouvement qui devait avoir lieu le 15; mais un contre-ordre vint de Vitoria au général Latre, à Orduña, où il resta jusqu'au 16; enfin, le 18, il se réunit à Iriarte, à Balmaseda; ils marchèrent avec huit mille hommes sur Miravalles, espérant toujours qu'Espartero les joindrait et que l'armée de Valdès marcherait sur Durango; rien de tout cela ne se fit, et, obligés de rétrograder sur Balmaseda, les généraux christinos arrivèrent enfin le 21 à Portugalette, où ils se réunirent au général Espartero : formant ainsi un corps de douze mille hommes, sur les derrières des carlistes : c'était assurément assez pour les forcer de lever le siége, surtout, après l'ébranlement causé par la blessure de Zumalacarreguy; mais leur mouvement, mal concerté et n'étant appuyé par aucune démonstra-

tion sur la route de Vitoria, n'eut point de succès. Le 24, ils furent repoussés dans une attaque faite dans le but d'entrer à Bilbao, et forcés de se replier sur Balmaseda et Portugalette. Déjà les carlistes, s'attendant à une attaque sérieuse, avaient enlevé une partie de leur artillerie et quitté la rive droite du Nervion, sur laquelle on attendait le général Valdès; mais après l'échec des généraux Latre et Espartero, l'attaque recommença. Le 27, la ville n'avait plus de munitions, et Eraso l'ayant fait sommer, le comte de Mirasol profita de cette circonstance pour gagner un jour; il introduisit les parlementaires carlistes, les amusa par quelques conférences et rompit le soir même.

Enfin, le 29, on annonça l'arrivée du général Las Heras avec vingt-un bataillons; mais au lieu d'arriver directement par Durango sur les carlistes, dont il n'était séparé que par quatorze lieues d'Espagne, il en fit vingt-cinq en venant par Orduña, et, n'osant même pas aborder de front les environs de Bilbao, il alla à Portugalette rejoindre les généraux Latre et Espartero, le 30, et tous ensemble entrèrent à Bilbao le 1er juillet. Il n'y eut point d'engagement: les carlistes emmenèrent dès la veille leur artillerie et se retirèrent par Durango, passant le Nervion au Puente-Nuevo, sans être poursuivis.

Tel fut le siége de Bilbao, qui était annoncé comme le dénouement de la lutte par les carlistes, et mis au dessus de ceux de Sagonte et de Sarragosse par les christinos.

Ce siége ne servit qu'à prouver la faiblesse des combattans des deux parts : d'un côté, les carlistes attaquant depuis le 13 jusqu'au 30 juin une ville ouverte, avec dix-huit bouches à feu et vingt-cinq bataillons, sans pouvoir seulement y pratiquer une brèche, sans oser risquer un assaut; de l'autre, l'armée Christine, au nombre de trente-six bataillons, laissant pendant vingt-sept jours l'ennemi faire tranquillement son siége et n'osant l'aborder franchement avec des forces presque doubles. Quant à la fameuse résistance des héros de Bilbao, la valeur en est dans le chiffre des tués et blessés ; pendant *vingt-sept jours de tranchée ouverte*, la perte de la garnison et de la population s'éleva à *dix-huit morts* et *cent quarante-six blessés !* (Chiffres et états nominatifs du siége de Bilbao, imprimés à Bilbao, in-4°.)

Quel exemple plus palpable peut mieux prouver ce que nous avons dit si souvent sur la manière faible et maladroite dont cette guerre avait été menée ; et sur les illusions que se faisaient les prôneurs imprudens de la gloire nationale?

Ce siége fut une tache indélébile pour tous

les généraux espagnols; le général Valdès et le genéral Las Heras, son favori, son compagnon de gloire au Pérou, furent envoyés en retraite et justement conspués.

Mais, disons-le franchement, le gouvernement français perdit là une belle occasion de gloire et de bienfaisance nationale. Les négocians de Bilbao lui firent demander, dès le commencement du siége, un secours au nom de l'humanité et de l'intérêt des nombreux français qui habitaient cette ville; le gouvernement savait que 20,000,000 fr. étaient déposés chez les consuls de France et d'Angleterre; que plus de vingt mille paysans étaient autour de la ville, dont le pillage leur était promis; dix bataillons français pouvaient être réunis à Bayonne en un jour, débarquer à Portugalette le lendemain, et entrer à Bilbao un jour après. Ç'eût été une occasion de juger l'effet de l'intervention; on eût pu revenir ensuite et prouver ainsi à l'Europe, à l'Espagne, que la France pouvait intervenir quand et comme elle le voulait; et certes, le nom français eût été béni en Espagne et admiré en Europe, comme il le fut lors de l'expédition d'Ancône.

En politique, agir est souvent le moyen le plus facile de sortir d'embarras.

Ainsi donc l'armée christine et l'armée car-

liste avaient donné la mesure de leur valeur; mais la levée du siége de Bilbao ne fut pas la perte la plus grave que fit l'insurrection.

Zumacalarreguy mourut le 24 juin : blessé à la jambe le 17, il ne fut occupé des suites de sa blessure que pour l'armée qu'il quittait. Il avait blâmé le siége de Bilbao, il jugea que sans lui il ne réussirait pas. Il voulait guérir, parce qu'il se sentait nécessaire et ne voulut pas adopter le seul moyen de guérison possible, l'amputation. Sa colère s'augmentait des obstacles que rencontrait sa volonté et des fautes qu'il voyait commettre. Comment pouvait-il, en effet, voir de sang froid consommer dix jours devant une bicoque qui ne devait pas résister plus de trois? Cet état d'exaltation se communiqua de sa tête à son sang; le 24, l'amputation devint indispensable; mais il était trop tard, il mourut quelques heures après.

Au moins celui-là mourut dans toute sa gloire, dans l'accomplissement de ses devoirs; il avait fait humainement tout ce que le dévoûment et l'intelligence pouvaient exiger de lui : seul, il avait élevé le moral et le matériel de l'insurrection à un point inconcevable, vu les moyens dont il disposait; il avait trouvé toutes ses ressources dans la puissance de sa volonté et de son intelligence; il laissait la cause qu'il avait em-

brassée à l'apogée de son succès. Mais après lui cette cause ne pouvait que décroître, et la levée du siége de Bilbao le prouva : la honte de l'armée qui ne put le prendre en vingt-sept jours était co-relative à celle de l'armée qui ne sut pas le délivrer pendant le même temps.

Il fallut de part et d'autre ramasser les morts et les blessés, ceux qu'avait tué le feu, ceux qu'avait tué le mépris. Don Carlos, sur le refus d'Eraso, le nomma commandant général de Navarre et garda le commandement; le gouvernement espagnol nomma le général Cordova pour aller prendre provisoirement le commandement de l'armée.

Don Carlos se retira le 1er juillet à Oñate; Cordova arriva le 4 à Bilbao; le 5, il en repartit pour reporter l'armée en Navarre; il arriva sur l'Ebre, par Orduña, le 8, et le 12 il était à Logroño, se préparant à venir secourir Puente la Reyna que menaçait don Carlos.

Mais avant de l'y suivre, il est nécessaire de rejeter un coup-d'œil sur la situation politique de Madrid.

Le comte de Toreno, en arrivant au ministère, avait, ainsi que nous l'avons vu, le double but de s'appuyer de l'influence française pour s'assurer un recours dans l'avenir, et de ménager le parti exalté pour l'empêcher de faire son

neval, ambassadeur de France, jusqu'à l'avénement du ministère tory, et, soit désir de M. de Villiers de se faire pardonner par ses amis politiques sa condescendance à rester en place sous une administration tory, soit intention de faire équilibre à l'influence française, en cherchant un point d'appui dans un autre parti, le ministre d'Angleterre avait manifesté dès lors une tendance prononcée à se rapprocher du parti exalté, qu'il cherchait à entretenir d'espérances résultant de la sympathie de son gouvernement.

La détermination du cabinet anglais à permettre les enrôlemens et l'organisation d'un corps de volontaires de sa nation avait été un moyen de plus pour M. de Villiers de faire valoir l'appui de l'Angleterre, et le parti exalté étant tout à lui, M. de Toreno trouvait dans la nomination de M. Mendizabal un moyen de s'assurer l'appui de ce diplomate.

Quant aux affaires militaires, M. de Toreno avait espéré qu'en resserrant l'insurrection dans les montagnes, en lui ôtant peu à peu tous ses moyens d'exitence, on l'obligerait, ou à demander merci, ou à venir dans la plaine présenter un champ de bataille avantageux à l'armée de la reine. Il avait donc recommandé au général Cordova de n'avoir d'engagement qu'avec des chances certaines, d'essayer de remonter le mo-

ral de l'armée et de resserrer les liens de la discipline, en évitant ces désastreuses surprises qui avaient tellement démoralisé les troupes; mais surtout il lui prescrivait de n'entreprendre aucun mouvement offensif avant d'avoir reçu tous les renforts étrangers qui lui étaient annoncés.

Ce plan de campagne était complètement contraire à ceux qui avaient été tracés précédemment, s'il y en avait eu réellement. Nous en indiquerons plus tard la combinaison.

Mais Cordova, pour maintenir une défensive complète, avait besoin de conserver toujours une communication libre entre Pampelune et l'Ebre, et cette communication avait pour condition indispensable la possession complète de la ligne de l'Arga, défendue entre Pampelune et la Ribera (vallée de l'Ebre) par Puente la Reyna. Ce poste fortifié était le seul que les christinos eussent conservé en Navarre, mais il était continuellement exposé aux attaques des carlistes, maîtres de toute la Solana (vallée de l'Ega, affluent de l'Arga) et des ponts de Mendigoria et Belascoain, sur cette dernière rivière; ils avaient compris toute l'importance de cette position et l'assiégeaient depuis le 9 juillet, pendant que l'armée christine faisait son mouvement de concentration sur l'Ebre. Le brigadier Lopez était à Logroño et Viana, observant leurs mou-

vemens, mais sans pouvoir les empêcher. La ville de Puente la Reyna, défendue comme Bilbao par quelques ouvrages en terre, n'eut pas été en état de résister à une attaque vigoureuse; mais elle fut faiblement menacée : les carlistes se contentèrent d'élever une batterie le 11, qui tira constamment jusqu'au 13; la garnison ayant fait une sortie ce jour-là, *au moment de la sieste*, surprit les canonniers et leur chef, le colonel Reyna, les massacra, encloua leurs canons, et emmena un mortier. C'était un grand succès, car le colonel Reyna avait oragnisé toute l'artillerie carliste, et était seul capable de la diriger.

Pendant ce temps, Cordova marchait; le 6, il avait quitté Bilbao avec toute son armée; le 7, il avait occupé la Peña d'Orduña, d'où il avait culbuté un bataillon carliste sur Osma; le 8, il était à Miranda de Ebro, et détachait le brigadier Gurrea sur Viana pour se joindre au brigadier Lopez, et ravitailler Puente la Reyna, ce qu'ils avaient pu faire le 12; le 12, il arrivait à Logroño; le 13 à Lerin, et le 14, il occupait le pont de Larraga sur l'Arga, menaçant les carlistes sur les deux rives de cette rivière.

La veille même, don Carlos avait rejoint Eraso sous Puente la Reyna, et réunissait vingt-cinq bataillons aux environs de cette ville, occupant le pont de Mendigoria et Mañeru, avec une par-

tie de ses troupes, pendant qu'Eraso était avec le reste à Artajona.

Le 15, les deux partis étaient en présence, et le 16, l'affaire commença par l'attaque du corps d'Eraso à Artajona : il maintint d'abord ses positions et même inquiéta un moment Cordova, qui manœuvrait sur les deux rives de l'Arga pour menacer le pont de Mendigoria et Mañeru; mais la cavalerie de Lopez étant arrivée sur le flanc d'Eraso décida sa retraite, et il se retira jusques sur les montagnes d'Undiano, vers le pont de Belascoain. Pendant ce temps, don Carlos, attaqué à Mendigoria, se retira en désordre à Oteiza, laissant Sagastibelça défendre le pont qui couvrait sa retraite, et où ce chef fut blessé après avoir résisté long-temps pour couvrir la fuite de l'armée carliste.

Les insurgés furent donc repoussés sur tous les points; ils perdirent sept à huit cents tués et blessés et près de soixante prisonniers, ce qui était un avantage inouï pour les christinos dans l'histoire de cette guerre. Cependant, Cordova n'osa poursuivre ses succès, il se contenta de faire, le lendemain, une reconnaissance sur Legarda et Cirauqui, et entra le 18 à Pampelune.

Don Carlos se retira le 17 à Estella, où Eraso vint le rejoindre le 18 par Belascoain; beaucoup de blessés carlistes entrèrent à l'hôpital d'Yra-

che, et le désordre fut grand au quartier-général, où on accusait surtout de cet échec les Castillans, qui commençaient à prendre un grand empire sur le maître. Effectivement, dans les premiers jours de juillet, don Carlos avait donné au général Moreno le titre de chef de l'état-major général que portait Zumalacarreguy; il avait aussi donné le commandement d'une division au général Maroto, castillan comme Moreno. Ce dernier était célèbre à l'étranger et en Espagne par son infâme conduite envers Torrijos; mais ce fait si atroce était peut-être la seule chose qui lui fit pardonner son élévation dans l'insurrection. Le 20, Eraso résilia son commandement par raison de santé, et fut remplacé par Ythuralde, rival de Zumalacarreguy, et qui ne se vit qu'avec peine sous les ordres d'un étranger; car Moreno l'était pour lui et tous les Navarrais.

Cordova ne profita point de ce désordre, il savait trop bien qu'il y avait tout à perdre sans rien gagner en suivant les carlistes dans leurs parages défensifs; il n'alla point les chercher à Estella, persuadé qu'ils se retireraient aussitôt dans les profondeurs des Amescoas. Ce fut une faute cependant; car si le 17 il avait poursuivi don Carlos sur Estella, pendant qu'Eraso en était séparé par l'Arga, il se serait emparé de cette ville sans coup férir, y aurait rétabli une gar-

nison, et aurait ainsi été maître d'un seul coup de toute la plaine, avantage matériel considérable, sans compter l'avantage moral qui résultait en Navarre et en Europe de la reprise de cette *capitale* du prétendant. Quoiqu'il en soit, ce succès vint à point déjouer un projet absurde que le gouvernement avait déjà réalisé.

Les généraux Rodil, Muriello et Saarsfield avaient été balottés par lui pour le commandement en chef, que Cordova n'avait que provisoirement; et Saarsfield, le faible, sinon le traître Saarsfield, était déjà nommé, *in petto*, lorsque la nouvelle de la victoire de Mendigoria arriva à Madrid. Cordova devint un héros, il fut nommé général commandant en chef de l'armée du Nord et de réserve, et vice-roi de Navarre.

Les administrations de l'armée étaient jusqu'alors restées à Pampelune; il les fit transporter à Logroño, où il arriva le 26, reprenant la ligne de l'Ebre et maintenant celle de l'Arga, par l'occupation de Lerin et Larraga.

Les événemens militaires ne présentent plus rien d'important pendant le reste du mois de juillet et le mois suivant; tout l'intérêt appartient au mouvement politique qui eut lieu alors. Il est nécessaire de le reprendre d'un peu plus haut.

Nous avons expliqué le défaut d'unité qui

règne en Espagne dans le gouvernement et l'administration ; ce défaut d'unité qui, dans les temps de tranquillité intérieure, ne se remarque que par les difficultés et les bizarreries de l'exécution gouvernementale, se traduit, dans les temps de troubles, en divergences politiques et souvent en révolutions, et c'est alors que reparaît dans toute son énergie l'esprit provincial.

Les différences les plus marquées dans cet esprit proviennent des quatre origines constitutives de la monarchie espagnole :

1° La couronne de Castille ;

2° La couronne d'Aragon ;

3°. La couronne de Navarre et les provinces basques ;

4° L'Andalousie.

Ces réunions sont fort modernes : celles de l'Aragon et de l'Andalousie ont eu lieu à la fin du 15e siècle, celle de la Navarre au commencement du 16e.

La couronne d'Aragon se compose des royaumes d'Aragon, de Valence et de la principauté de Catalogne : c'est ce qu'on appelle en Espagne la *Coronilla*.

L'Andalousie se compose des royaumes de Séville, de Cordoue, de Grenade, de Jaën et de Murcie.

La couronne de Navarre et les quatre pro-

vinces basques comprennent la Navarre, la Biscaye, l'Alava et la Guipuzcoa.

La couronne de Castille comprend les deux Castilles, Léon, les Asturies, la Galice et l'Estramadure.

Les Castilles, ayant toujours appartenu à la couronne, ont toujours été soumises au droit régalien; mais on sait quels étaient les *fueros* d'Aragon et quelle lutte ils ont soutenue contre la couronne de Castille; ces *fueros* étaient bien autrement prononcés qu'en Navarre et dans les provinces basques; ils y ont laissé un levain puissant.

Il en est de même en Catalogne, dont les *fueros* ont été pris d'assaut avec Barcelone, sous Philippe V.

Mais il se mêle à ces fermens d'indépendance dans la couronne d'Aragon un esprit nouveau bien plus énergique et bien plus remuant encore que l'ancien: c'est l'esprit révolutionnaire qui s'y est insinué par tous les pores: en Aragon et à Valence, par l'occupation française sous le maréchal Suchet, de 1809 à 1813, et par le commerce; en Catalogne, par cette même occupation, par le commerce et par l'industrie. Cette dernière province se divise en deux parties: la marine et la montagne; on trouve dans l'une, le fanatisme et l'ignorance espagnols au

summum; dans l'autre, l'esprit de progrès, de civilisation et de liberté.

De plus, l'Aragon se fait remarquer par un esprit prononcé d'indépendance religieuse; le clergé y a perdu presque tout son empire, et déjà, sous Ferdinand VII, les dîmes s'y récoltaient avec peine. Ce même esprit règne à Barcelone, vaste foyer de lumière, qui projette sa clarté sur tout le littoral qui l'entoure. Valence est à peu près dans la même situation, sauf plus de férocité et plus de promptitude, qui sont dans le caractère valencien.

Quant à l'Andalousie, il y a aussi les villes et les campagnes : Cadix, Malaga surtout, villes plus européennes qu'espagnoles, où rien ne fait équilibre à une ardeur révolutionnaire qui dépasse l'esprit français par la réaction qu'opère la comparaison si rapprochée avec l'état social espagnol.

En Castille, les deux provinces les plus libérales sont l'Estramadure et la Galice : la première par l'influence de la noblesse, la seconde par l'influence du commerce.

Dans toute l'histoire de l'Espagne, on peut remarquer à toutes les époques le mécanisme de l'esprit provincial dans le mouvement politique du pays; mais depuis la guerre de l'indépendance, où cet esprit fut presque entièrement dominé par une pensée commune de résistance,

ce mécanisme a changé par l'introduction de l'esprit politique, dont les combinaisons avec le premier ont varié les chances.

Ainsi, l'esprit politique uni à l'esprit provincial, à Cadix, en 1820, avait produit la révolution d'alors; ainsi, l'esprit provincial, uni au sentiment de la conservation, a produit la déclaration des provinces basques en faveur de don Carlos; ainsi, l'esprit politique, dominant partout l'esprit provincial, avait assuré le succès de la reine en 1833. Il était donc naturel de croire que, tant que le gouvernement serait dans une voie progressive, les deux esprits convergeraient pour le soutenir et qu'ils divergeraient pour le combattre, s'il s'écartait de cette ligne. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver.

Le mouvement commença par l'Aragon: ce pays était profondément empreint d'une rancune très vive contre le clergé; les prêtres y étaient l'objet d'une grande défiance, mais les moines étaient surtout en haine à une grande partie de la population.

La tendance du gouvernement à ménager les couvens dans la discussion de la loi sur l'amortissement, son hésitation à prononcer un réglement éclésiastique, avaient répandu un grand sentiment de défiance à cet égard; mais ce sentiment était accru par l'opinion générale que

chaque couvent était un arsenal où se forgeaient des armes spirituelles et matérielles pour don Carlos. La population confondait donc dans son esprit le clergé et les moines avec l'ennemi qu'elle combattait. Dès lors, chaque fait militaire devait réagir dans ce sens, chaque succès de don Carlos devait avoir pour écho un accroissement de colère contre ceux qu'on regardait comme ses alliés. Lors donc qu'on apprit que le gouvernement abandonnait Bilbao, et se jetait dans les bras de l'étranger, on se crut trahi, et on s'en prit aux moines et au gouvernement. Depuis le 1er juillet, ce sentiment fermentait à Sarragosse, il éclata le 5.

Le mouvement commença par une tentative d'insurrection populaire, qui échoua, par la fermeté d'un chef de bataillon, dans la nuit même. Mais le matin, une populace furieuse s'ameuta, assaillit les églises et les couvens et y tua tout ce qui s'offrit à sa colère. Pendant toute la journée, le capitaine-général se tint enfermé dans son palais, gardé par un bataillon et deux pièces de canon, laissant la ville à la merci de quelques misérables, brûlant, pillant, égorgeant à discrétion. Enfin, le 7, la municipalité fit une proclamation, par laquelle elle demanda le concours de tous les honnêtes gens, qui s'armèrent et rétablirent l'ordre.

Environ vingt moines avaient péri, deux couvens avaient été brûlés, les autres furent évacués ; et tout cela avait été l'œuvre d'une centaine d'hommes au plus.

Tout avait été dirigé en apparence contre les moines ; cependant, en réalité, le but du mouvement était politique, et le bataillon qui tenta de se révolter dans la nuit du 5 avait pris la constitution pour cri de ralliement ; cette tentative fut étouffée, mais l'émeute populaire en fut la conséquence.

Il y eut le 7 un semblant de réaction, quelques coupables furent arrêtés, et deux furent pendus ; mais le branle était donné, et les mêmes tentatives eurent lieu quelques jours après à Huesca et à Guadalaxara, avec les mêmes résultats. Le gouvernement destitua le général Alvarez, capitaine-général, et manda à Madrid le gouverneur civil ; le général Montes fut nommé gouverneur civil et militaire d'Aragon.

Mais en même temps que le gouvernement faisait de la force, il cédait aux circonstances, et par décret du 25 juillet, quatre cent huit couvens furent supprimés, et leurs habitans réunis à d'autres couvens du même ordre.

Une pareille mesure eût été reçue avec enthousiasme quelques mois auparavant ; dans les circonstances où elle eut lieu, elle n'était qu'une

concession inutile. Mais d'ailleurs il n'était plus au pouvoir du ministère d'arrêter le mouvement; en vain la partie modérée, MM. de Toreno et de las Amarillas, effrayés de la pente rapide où les entraînait le parti libéral, essayaient-ils de résister, les moyens mêmes qu'ils employaient étaient de nature à rendre leur chute plus rapide. Ces deux hommes d'état ne comptaient plus que sur le secours de la France ou sur un arrangement avec don Carlos, et ils sacrifièrent tout à cette double pensée.

Il est certain que MM. de Toreno et de las Amarillas, cédant aux insinuations d'hommes qui n'avaient jamais voulu abandonner leur influence sur les affaires d'Espagne, ceux du parti afrancesado, dont les chefs se trouvaient alors en France, crurent à la possibilité de détacher don Carlos de l'insurrection et essayèrent quelques démarches au près de lui. On tenta de persuader à ce prince que la reine, entraînée par le parti libéral, ne pourrait plus résister, et que le trône, menacé par ce parti, périrait infailliblement si le parti royaliste, seul en état de le maintenir, ne se joignait à la reine, pour faire équilibre à ce parti. On voulut lui faire sentir que toutes chances étaient détruites pour lui personnellement, mais qu'il en restait pour ses enfans, et qu'il était de son devoir, comme

père, comme Espagnol, comme prince, de contribuer à la conservation du trône dans sa famille, en abandonnant ses prétentions personnelles. Des conditions furent rédigées à Paris par les auteurs de ce projet, qui les ont fait publier dans les journaux après avoir échoué près de don Carlos et avoir été désavoués par les ministres de la reine. Ces hommes se sont fait depuis franchement carlistes; mais ils n'avaient rien à perdre, et ils compromirent gravement les ministres qu'ils avaient engagés dans cette affaire.

Il est difficile de comprendre comment deux ministres aussi éclairés que M. de las Amarillas et M. de Toreno purent se laisser aller à une espérance aussi frivole que celle de déterminer don Carlos à quitter la partie, et purent établir sur une base aussi fragile une aussi dangereuse négociation. Quoi qu'il en soit, les bases de l'arrangement étaient, du côté de don Carlos, la renonciation à la couronne, la reconnaissance du testament de Ferdinand, l'établissement sur le sol étranger avec une dotation convenable; de l'autre part, l'abolition de la loi qui l'excluait lui et sa descendance du trône d'Espagne, la reconnaissance des *fueros* des provinces et l'admission de ses officiers au service royal.

Ces propositions, avant d'arriver aux inté-

ressés, avaient passé à la junte de Navarre; et quelle que fut, à cet égard, l'opinion des courtisans, on peut assurer que les nationaux les auraient admises avec reconnaissance.

L'insurrection, en effet, était dans une situation fort précaire : arrivée à son apogée sous Bilbao, le coup qui la frappa le 27 juin fut le signal de sa décadence, et elle y marchait rapidement.

Avec Zumalacarreguy avait péri non seulement la volonté qui dominait l'ensemble, mais aussi l'intelligence qui le faisait mouvoir. Derrière lui avaient rapidement surgi la médiocrité, l'intrigue, qu'il tenait à l'attache. Les courtisans s'étaient fait jour et la confiance avait disparu, ainsi que le dévoûment, partant les ressources qu'il créait; l'argent manquait partout, et la population épuisée n'en fournissait pas plus que l'étranger mis en défiance par l'échec de Bilbao. Il fallait donc recourir à des expédiens qui faisaient murmurer d'autant plus que les ordres venaient des généraux castillans et manquaient de cette autorité morale qu'avaient seuls les chefs nationaux.

Mais don Carlos était encore loin d'être aux abois, il avait pour lui une chance énorme, les désordres intérieurs, nés des fautes du parti libéral et du gouvernement.

Les événemens marchaient en effet : l'*ayun-*

tamiento de Sarragosse avait publié le 20 juillet un rapport où il mettait tous les torts sur le compte du gouvernement, en lui reprochant énergiquement sa marche faible et cauteleuse. Partout, en Aragon, on avait chassé les moines, et tous s'étaient enfuis ou sécularisés. Enfin le mouvement éclata en Catalogne, il fut terrible.

Le général Llauder, depuis son retour en Catalogne, était devenu odieux à la population; ses airs de pacha, qui avaient eu tant de succès lorsqu'il était à la tête du mouvement, étaient devenus odieux depuis qu'il faisait de la résistance. On s'imagina qu'il ménageait les carlistes pour ne pas donner trop de puissance au parti exalté, et quelques affaires malheureuses poussèrent au dernier degré l'exaspération contre lui et contre les moines, qu'on regardait comme les auxiliaires des carlistes.

Le 24 juillet, les miliciens de Reuss ayant appris qu'une bande carliste avait commis quelques assassinats aux environs, se réunirent autour des couvens, massacrèrent les moines dans les uns, mirent le feu aux autres, en empêchant les malheureux habitans d'en sortir. Trente moines environ périrent de cette façon. Les mêmes événemens eurent lieu à Tarragone, et enfin, le 26, Barcelone devint le théâtre d'horribles scènes de carnage : les couvens furent atta-

qués, pillés ou incendiés, plusieurs moines égorgés ; trois ou quatre cents se réfugièrent au mont Joui, qui les protégea contre la fureur populaire. Les troubles continuèrent pendant dix jours, sans qu'aucune autorité pût mettre un frein à la sédition, et successivement toutes les villes de la côte imitèrent la capitale ; il y eut des soulèvemens et des assassinats à Villafranca, à Vals, à Martorell, à Montblanch, au mont Sarrat, plusieurs couvens isolés furent dévastés, entre autres la magnifique chartreuse de Escaladeis, qui fut livrée aux flammes.

Le général Llauder était à Mataro : il rassembla ses troupes, en confia le commandement au général Nolasco Bassa, son second, à qui il ordonna de rentrer dans Barcelone, et de rétablir l'ordre à tout prix. Le malheureux général obéit, il entra le 4 août avec deux mille hommes dans Barcelone, et débuta par une proclamation terrible, qui n'aboutit qu'à exaspérer d'autant plus la populace.

Le lendemain, 5 août, il voulut faire agir les troupes ; elles étaient réunies sur la place du Palais du Gouverneur, qui donnait ses ordres du haut d'un balcon : il y fut assiégé par une multitude furieuse, et les troupes n'osant agir contre elle, le palais fut envahi, le général massacré et jeté du balcon dans la rue, son corps

insulté et enfin brûlé. Les égorgeurs ne se bornèrent pas à cet affreux exploit, ils allèrent attaquer la fabrique de machines à vapeur de MM. Bonaplata et Villaregut, le plus bel établissement industriel de Barcelone, et le brulèrent, en haine des machines à vapeur !........ Plusieurs négocians furent massacrés, d'autres forcés de fuir.

A la suite de ces désastreux événemens, une junte directrice fut formée par la réunion de députés nommés par chaque compagnie de la milice urbaine, et un nouvel *ayuntamiento* nommé dans chaque *barrio*.

Cette junte promit le renvoi de Llauder et l'installation d'autorités populaires; le général Llauder, voyant son pouvoir méconnu et sa personne menacée, se réfugia en France.

Telle fut l'origine de la première junte provinciale qui se forma; elle prit le titre de junte directrice de la principauté de Catalogne.

Ses premiers actes furent d'appeler les citoyens aux armes contre les carlistes, d'organiser des moyens de défense et d'armement à Barcelone et dans la province, de fermer les couvens et de séculariser leurs habitans, de donner aux contributions une destination toute dans les intérêts de la province, de destituer les fonctionnaires suspects, enfin de faire une adresse

au gouvernement, où, tout en protestant de son attachement pour la reine Isabelle II, elle déclarait qu'elle prenait en main la direction des affaires de la province, et qu'elle ne déposerait l'autorité, dont le peuple l'avait investie, que lorsque l'ennemi serait vaincu.

Le général Pastor fut nommé capitaine-général et président de la junte.

Ce mouvement fût le signal de l'explosion sur toute la surface de l'Espagne.

Le 11 août, à Sarragosse, sans aucun mouvement populaire, la milice s'assembla, déclara ses intentions au capitaine-général Montes, qui céda à ses exigences, assembla une junte directrice, dont il se fit président. Cette junte prit les mêmes mesures que celle de Catalogne, ferma les couvens, s'empara des caisses, ordonna des élections municipales et organisa la milice. Il n'y eut point de désordre, et tout se fit au nom de la reine Isabelle II. Le 12, tout était tranquille à Sarragosse.

Il y avait déjà émeute le 19 juillet à Valence, par suite de l'assassinat, mais ce fut le 15 août que cette ville fit son mouvement. Le peuple se porta au palais du gouverneur, qu'il destitua et remplaça par le comte d'Almodovar, président des procuradores et maréchal-de-camp; il fut nommé président de la junte constituée à l'instar

de celle de Barcelone, et M. Lopez, l'un des plus énergiques membres de l'opposition dans la chambre des procuradores en fut le vice-président. Le peuple exigea la mort des carlistes emprisonnés, on marchanda avec lui, et sur quarante têtes qu'il demandait, on lui en livra huit, le reste fut embarqué pour les îles Baléares.

Du reste, la junte prit les mêmes mesures que celles de Barcelone et de Sarragosse, avec lesquelles elle se mit en relation.

A Murcie, le mouvement eut lieu le 11 août, et fut accompagné aussi d'assassinats.

Le 8 août, le gouvernement publia un décret terrible contre les fauteurs de désordre; mais qu'était-ce que cette démonstration, lorsqu'il n'y avait aucune force pour appuyer les menaces, lorsqu'on n'osait même pas nommer les juntes dans un décret évidemment dirigé contre elles; lorsqu'enfin le gouvernement répondait officiellement aux adresses des généraux Pastor et Montes au nom des juntes de Sarragosse et de Barcelone, qu'il comptait sur leur appui pour aider les autorités.

Enfin, Madrid éclata le 16 août.

Dans la matinée, trois bataillons de miliciens, le 1er, le 3me et le 4me, furent rassemblés par un rappel général, se réunirent au Prado, occupant les avenues des rues d'Alcala et san Ge-

ronimo ; le capitaine-général Quesada s'y transporta et essaya de leur persuader de se dissoudre, ils s'y refusèrent et firent des barricades. Le gouvernement réuni au Pardo, allait leur céder, lorsque le général Quesada, voyant qu'ils n'agissaient pas, conseilla d'attendre, faisant remarquer qu'on avait une nuit devant soi, et que probablement une grande partie de ces conspirateurs bourgeois, irait la passer chez soi ; ce fut la seule chose qui empêcha le mouvement de réussir.

Dans la nuit une partie de la milice se retira, il ne resta que des sentinelles, et la garde royale vint occuper les barricades sans résistance. Le reste des miliciens réunis dans leurs quartiers, se borna à faire une pétition qui fut envoyée à la reine au Pardo, par une députation ; le gouvernement y répondit par la mise en état de siége de Madrid. Cette mesure ne rencontra plus d'insurrection à combattre, car, le 17, tout était terminé ; on se borna à arrêter quelques personnes, et entre autres les procuradores Galiano et Chacou. Le capitaine-général Quesada, qui n'approuvait point la mise en état de siége, donna sa démission et fut remplacé par le général Latre.

Le mouvement de Valladolid fut également repoussé par le gouvernement ; la députation qui était chargée de présenter l'adresse, fut arrêtée

au Pardo en même temps que celle de Madrid, et le commandant-général de la province, Castañon, destitué. Tels furent les événemens des 16 et 17 août, qui donnèrent au gouvernement une malheureuse confiance dans sa force, et le firent s'opiniâtrer d'avantage dans un système qui n'était ni la résistance, ni la concession, et qui le rendait le jouet des circonstances et des partis.

D'ailleurs, la fortune des événémens de Madrid prouva d'autant plus combien l'unité gouvernementale est faible en Espagne, quand elle combat les intérêts et les sentimens provinciaux, et combien ceux-ci ont de force dans leur réaction contre elle.

Le 20, Alicante établit une junte; le 23, à Malaga, le peuple fit fermer les couvens, et expulsa les moines de sa propre autorité; la garnison se réunit à lui, proclama la constitution et institua une junte, le gouverneur se mit à la tête du mouvement. Une colonne d'opérations se forma le jour même et se mit en marche sur Grenade pour y opérer le même mouvement; qui eut lieu en effet, malgré la résistance du capitaine-général, lequel s'échappa laissant la garnison fraterniser avec la population, aux cris de vive la liberté! vive la constitution! vive Isabelle II!

Le 25, le même mouvement eut lieu à Cadix;

la junte, présidée par le gouverneur don Rafael Hore, ne proclama point la constitution, et se contenta de faire une adresse.

On voit que ces mouvemens n'étaient que des copies de ceux de Sarragosse et de Barcelone, augmentés de toute la vivacité du caractère andaloux.

Toutefois il s'agit de s'entendre sur la valeur de ce mot de constitution, car ce n'était pas celle de 1812 qu'on proclamait : c'était une constitution quelconque. Le journal le *Vapor*, de Barcelone, enregistrait, en effet, les constitutions de France et de Belgique dans ses colonnes, non comme type, mais comme pièces à consulter. La junte de Sarragosse disait dans sa proclamation qu'il fallait une constitution, mais qu'il était aussi difficile de s'entendre sur la nature de constitution, que sur les moyens de la faire ; et elle les discutait sans conclure. Enfin, la junte de Grenade exprimait justement son programme en disant : le cri de vive la constitution *se rattache à celle qui émanera de la révision de la constitution par les représentans du peuple.*

Que faisait le gouvernement pendant ce temps? il recevait les adresses des juntes et leur répondait dans un style ambigu, mêlé de complimens et d'épigrammes ; il entrait en discussion avec elles sur le plus ou moins d'autorité qu'elles de-

vaient conserver : cette polémique était surtout curieuse dans sa correspondance avec la junte de Sarragosse, qui faisait insérer le tout dans le journal officiel de la province. Le ministre discutait le plus ou moins de pouvoir que devait avoir la junte, le plus ou moins de régularité de son installation, entremêlant le tout d'insinuations, de critiques, etc. La junte répondait par un examen approfondi des actes et des principes du ministère, l'accusait presque de trahison, et lui déclarait qu'elle n'abandonnerait ses pouvoirs que lorsque la nation aurait garantie positive.

Enfin, le 31 août, la junte de Sarragosse fit une dernière adresse à la reine contre ses ministres, lui demandant leur renvoi, et la convocation des cortès en appelant les aragonais aux armes.

Pendant ce temps, le ministère faisait une guerre de plume énergique aux juntes dans la gazette de Madrid.

Le 2 septembre, il essaya de prendre un peu de vigueur. M. de las Amarillas quitta le ministère de guerre lasse, le duc de Castro Terreno le remplaça provisoirement, M. de la Rivaherrere fut nommé ministre de l'intérieur, l'amiral Sartorio, de la marine. Le général Quesada fut renommé capitaine-général de Nouvelle Castille;

Latre, de l'Aragon; Rodil, de Catalogne; Moreda, de Valence. Mais certes, pas un seul n'avait envie de rejoindre; le sort du général Bassa était là pour les en empêcher.

Ainsi de toutes parts la guerre était entamée, et le gouvernement était incapable de la soutenir.

Les trois juntes de la couronne d'Aragon cherchaient à s'entendre et à opérer une réunion par le moyen de l'envoi des députés communs; des bruits de séparation, d'organisation fédérale se faisaient entendre.

La junte de Valence donna la première le signal d'une séparation complète avec le ministère; elle se déclara, le 4 septembre, junte de gouvernement, *junta gobernativa.*

Le ministère voulut alors montrer de la force: par un décret du 6, il cassa toutes les juntes, déclara leurs membres coupables de haute trahison, les rendant responsables sur leurs propriétés, et défendit de payer aux juntes aucune contribution, d'obéir à aucun de leurs ordres.

Toutes les juntes répondirent en suivant l'exemple de la junte de Valence, et se déclarèrent juntes de gouvernement, celle de Barcelonne le 9, celle de Sarragosse le 14. Alicante en fit autant malgré son gouverneur, Carthagène également, et Mayorque le 2 septembre. La junte de Murcie seule se soumit.

Les trois juntes de la couronne d'Aragon décidèrent que chacune d'elle enverrait quatre députés à Barcelone pour former une junte centrale qui dirigerait le mouvement de toute la *coronilla* (couronne d'Aragon), mais elles se bornèrent à envoyer chacune deux députés à chaque junte.

La junte de Barcelone décréta, le 11 septembre, l'abolition des droits seigneuriaux, conformément au décret des cortès du 3 mai 1823, et la consécration de la moitié des dîmes à la défense nationale; elle arrêta tout transport de fonds au gouvernement et suspendit le paiement des traites du trésor; elle déclara qu'elle ne reconnaîtrait l'autorité du gouvernement que quand il aurait assemblé les cortès constituantes.

Le décret du 6 septembre ne fit donc que précipiter le mouvement, et huit jours après, l'Espagne toute entière avait opéré son évolution libérale, à l'exception des provinces insurgées pour le prétendant, et des royaumes de Castille et de Léon.

Mais les juntes d'Andalousie poussèrent plus loin la révolte, elles décidèrent, le 16 septembre, qu'il serait établi à Andujar, une junte centrale formée par des députés de toutes les juntes andalouses, Séville, Cadix, Cordova, Gaën, Almeria, Grenade et Malaga; que cette junte au-

rait la direction de toutes les affaires relatives à l'Andalousie, et une force armée pour la défense, qui garderait les défilés de Despeña Perros et s'opposerait à main armée à toutes les entreprises du ministère.

Mais déjà le ministère n'existait plus; le 12 septembre, M. Mendizabal était arrivé à Madrid; en traversant Badajos, il s'y était chargé de l'adresse de la junte d'Estramadure, dernière province restée fidèle au gouvernement, et l'avait présentée lui-même à la reine, en l'assurant de l'impossibilité de conserver son ministère. M. de Toreno voulut se fâcher de cette sorte de trahison de son collègue, mais celui-ci était fou de l'appui que lui prêtaient, d'une part, le danger de la situation, d'une autre, l'influence anglaise qui se grouppait autour de lui et lui avait ménagé les avenues du pouvoir. Le 14 septembre, la reine reçut les démissions de tous les ministres, nomma le général Alava, président du conseil, et donna l'intérim de tous les ministères à M. Mendizabal.

Ainsi se termina le ministère de M. Toreno, lequel n'avait pris la succession de son collègue M. Martinez de la Rosa, qu'à la condition de faire triompher son système avec plus d'adresse. Ainsi, M. Martinez de la Rosa s'était retiré devant le refus de l'intervention française, et l'a-

vénement du parti exalté qui devait en être la conséquence, et M. de Toreno prit le pouvoir avec la double prétention d'arrêter le mouvement révolutionnaire jusqu'à ce qu'il eut obtenu l'intervention française qui devait l'arrêter, et d'obtenir cette intervention, en mettant le gouvernement français dans l'alternative de l'explosion révolutionnaire ou de l'avénement de don Carlos. En vain tout démontrait à M. de Toreno que le gouvernement français n'interviendrait pas, il n'avait qu'une réponse à cette difficulté : nous l'y forcerons bien. Cet espoir, joint peut-être à celui de décider don Carlos à se retirer par une négociation, formèrent la base de toute sa politique ; la situation était trop périlleuse pour durer, elle eut pour dénouement une révolte contre le gouvernement, une accusation de trahison contre le ministre.

Le nom de M. Mendizabal était beaucoup, mais ce n'était pas assez pour arrêter les juntes qui poussaient plus loin leur exigence.

La décision des juntes d'Andalousie avait d'ailleurs donné une expression bien autrement énergique à leurs vœux, et elles savaient qu'elles pouvaient faire la loi. Elles déclarèrent donc qu'elles ne se confieraient plus à des promesses, qu'elles voulaient des actes. Leur programme était : la convocation des cortès constituantes,

la destitution de tous les agens du ministère Toreno, la mise en accusation de ce ministre, la nomination d'autorités vraiment libérales, la suppression des couvens, la vente des biens ecclésiastiques et l'appropriation des dîmes au trésor.

M. Mendizabal, embarrassé de la composition de son ministère, ne répondait que par des phrases dans les gazettes, et de grands éloges donnés à son dévoûment; mais les juntes n'en continuaient pas moins leurs actes d'hostilité. Celle de Sarragosse destituait, le 18, le capitaine-général Montes et en nommait un autre, appelant l'Aragon aux armes contre le ministère; celle de Barcelone déclarait qu'elle ne rendrait ses pouvoirs qu'à un capitaine-général de son choix. A Valence, le peuple des campagnes, furieux à la nouvelle du massacre de soixante urbains et soldats Rubielos, par les bandes de Quilez et Duserrador, était entré à Valence, avait destitué la junte et les autorités, forcé le comte d'Almodovar et M. Lopez à se cacher. Quelques jours après l'émeute avait disparu, et le comte d'Almodovar et la junte avaient repris leur autorité, dont le premier usage avait été d'embarquer sans procès vingt-cinq agitateurs et leurs chefs.

Enfin le 21, l'expédition d'Andalousie, com-

mandée par le comte de la Navas et le colonel Villapadierna, était entrée à Manzanares, déclarant qu'elle marcherait sur Madrid et obtiendrait à main armée les conditions exigées par les juntes.

La situation de M. Mendizabal était difficile : résister aux juntes, c'était compromettre tout son crédit, toute l'influence de sa nomination; leur céder entièrement, c'était se mettre à leur merci, se lancer dans un avenir de dangers et de hasards; mais surtout, c'était s'exposer à perdre entièrement l'appui du parti modéré et à jeter dans la cause de don Carlos, ce parti qui, en définitive, formait la seule garantie de la nation.

M. Mendizabal ne jugea pas bien d'abord sa position, il crut que son nom et la garantie qu'il apportait avec lui suffiraient pour déterminer les juntes à se soumettre; une fois détrompé et menacé même par les juntes, il perdit toute confiance, il consuma un temps précieux en vaines négociations avec les juntes, il envoya successivement en mission auprès du comte de las Navas, le député Jaranda et le général Quiroga, et il eut la faiblesse de parlementer avec ce chef extravagant d'une armée improvisée, qui ne savait pas plus ce qu'il voulait que son armée ne savait ce qu'il voulait d'elle. L'impor-

tance qu'on lui donnait le grandit à ses propres yeux, et on jugera de ce qu'était la valeur de ce chef de parti qui marchandait une nation, lorsqu'on saura qu'il commandait en tout 2,000 hommes : un bataillon du régiment du Prince, trois bataillons de volontaires de Séville, Jaën et Grenade, et trois escadrons du régiment de la Reine. C'est devant ces forces imposantes que M. Mendizabal perdit quinze jours en négociations inutiles.

Le général Alava, homme d'une nuance beaucoup plus modérée que M. Mendizabal, et que ce dernier ne s'était adjoint que pour se ménager l'appui de l'Angleterre et du parti modéré, le général Alava recula devant la situation qu'avait acceptée son collègue, et donna sa démission. M. Mendizabal prit la présidence par intérim, et se décida enfin à former ainsi son ministère:

Le comte d'Almodovar, ministre de la guerre,
M. Gomez Becera, — de la justice,
M. de las Heras, — de l'intérieur.

Deux ministères restèrent vacans, celui des affaires étrangères (d'Estado) et de la marine. Ils furent offerts à M. Arguëlles, qui refusa.

Un décret du 25 septembre déclara non avenus ceux du 23 août et du 6 septembre, qui supprimaient les juntes et annula les peines portées

contre leurs membres, proclamant l'oubli de ce qui s'était passé pendant cette scission *(excision)*.

Un autre décret du 20 contenait les nominations suivantes :

Le général	Mina,	capitaine-général	à Barcelone,
—	Palafox,	—	à Sarragosse,
—	Espinosa,	—	à Séville,
—	Quiroga,	—	à Grenade,
—	Rodil,	—	à Badajoz,
—	Carratala,	—	à Valence.

Le général Serrano était nommé second de Palofox à Sarragosse, et le brigadier Palarea de Carratala à Valence ; tous les deux étaient membres de l'opposition des procuradores.

La junte de Sarragosse ne s'opposa point à la nomination du général Palafox et laissa le général Serrans s'installer, mais ne se sépara point ; celle de Galice seule annonça, par une proclamation, sa dissolution ; les autres persistèrent. Le comte de las Navas repoussa les propositions de son ami le procurador Chacon et déclara qu'il ne se soumettrait que si on assemblait les cortès constituantes.

Enfin, il fallut céder, et le 28 septembre un décret annonça la réunion des cortès *actuelles*, le 16 novembre, pour réviser l'Estatuto, faire loi d'élection, appliquer les principes du mani-

feste de M. Mendizabal du 14 septembre, et pourvoir aux besoins de l'état. Ce décret satisfit les juntes du Nord et de l'Ouest : celle de Sarragosse se sépara le 2 octobre; celle de Barcelone annonça sa soumission, ainsi que celles de Valence, de Murcie et d'Estramadure; il ne resta plus que celle d'Andalousie.

Ce fut donc une sorte de triomphe pour M. Mendizabal, acheté bien cher à la vérité, puisque ce ne fut que quatorze jours après son avénement au pouvoir, et après avoir essayé tous les moyens d'autorité et d'influence sur ceux qui voulaient lui dicter leurs volontés, qu'il se décida à ordonner les mesures qu'ils lui imposaient. Quoiqu'il en soit, M. Mendizabal eut pour lui tous les hommes influens du parti libéral. MM. Galiano et Caballero le soutinrent dans leurs Journaux, *la Verista* et *l'Eco del Commercio*, et indiquant ainsi qu'il aurait leur appui dans la chambre dont il faisaient partie.

Quant aux juntes d'Andalousie, ceux qui les menaient montrèrent en même temps et leur faiblesse et leur imprudence. Celles de Séville et de Cadix se soumirent d'abord; mais la junte d'Andujar essaya de les reconstituer; un colonel Osorio, envoyé par elle à Séville, échoua et fut fait prisonnier par la milice même, et envoyé à Badajos. A Cadix, la junte, après s'être recon-

située, fut enfin obligée de se dissoudre; le comte de las Navas lui-même vint à Madrid le 9 novembre, et son armée se soumit et offrit de marcher sur l'Aragon. Les juntes de Grenade, de Cardoue et de Jaën se separèrent; la junte de Malaga seule tenait encore; mais elle prit le parti de se dissoudre, lorsque celle d'Andujar disparut en même temps que ce simulacre d'armée qui l'avait rendue si redoutable.

Ainsi s'évanouit toute cette fantasmagorie qui avait semblé devoir incendier toute l'Espagne et qui ne fut en réalité qu'un feu de paille, dont l'insurrection seule profita.

En effet, toute cette explosion de sentimens exaltés produisit beaucoup de paroles; mais très peu d'actes. Nous allons en voir la preuve.

Le 10 août, une expédition carliste composée de quatre bataillons et d'un escadron navarrais commandés par Guergue, partit d'Estella, arriva le 13 à Sanguesa, le 14 à Verdun et le 16 à Huesca; c'était l'époque de l'enthousiastisme le plus brûlant à Sarragosse. La junte s'était installée le 12, avait appelé tous les aragonnais aux armes, et ses proclamations annonçaient qu'enfin l'ardeur nationale ralentie (*entorpecida*) par le gouvernement, allait pulvériser les carlistes. Le capitaine-général sortit le 17 de Sa-

ragosse, pour poursuivre l'ennemi avec les plus chaudes protestations.

Les carlistes n'en occupèrent pas moins Barbastro et Huesca du 15 au 20, sans que les urbains de ces villes eussent songé à les défendre. Ils y organisèrent des soulèvemens, y levèrent des contributions en vivres, en argent, firent des levées d'hommes, etc., et ne sortirent que sur l'annonce que le général Gurrea, avec trois mille hommes, avait été détaché de l'armée de Cordova pour les poursuivre. Gurrea et le capitaine-général d'Aragon réunis, formaient une armée de six mille hommes qui, le 22, était à Barbastro; le général Pastors, capitaine-général de la Catalogne, était avec quatre mille hommes sur les frontières de sa province, et la légion étrangère était à Lerida : c'était donc près de douze mille hommes entourant trois mille carlistes, et ceux-ci cependant se maintinrent du 21 au 26 sur les confins des deux provinces. Le 27, ils pénétraient en Catalogne par la conque de Tremp, et, le 28, entraient à Organya, qui leur fut livré par la garnison; le 31, ils y étaient encore et menaçaient la Seu d'Urgel, dont les habitans s'enfuyaient de tous côtés. A la vérité, quelques hommes égarés furent pris aux environs de Jaca, quelques déserteurs se réfugièrent

en France; mais le gros de l'expédition était parvenu à son but.

Le gouverneur de Puycerda, sorti pour une expédition, était de son côté bloqué à Touchens, et quoique le général Pastors fût arrivé le 10 septembre à la Seu d'Urgel, le général Gurrea à Castelbo, et la légion étrangère à Guirls, les navarrais surprenaient, le 15, aux trois ponts, une colonne de christinos, et lui tuaient et prenaient deux cents hommes.

On n'était pas plus heureux du côté de Valence : le chef carliste Cabrera y tenait la campagne avec quatre mille hommes, y surprenait successivement tous les postes christinos, au nombre de quatorze, et menaçait le pays entre le Bas-Ebre et Valence. Le Serrador se joignait à lui vers Tortoze, et Quilez occupait les confins des trois provinces d'Aragon, Valence et Catalogne, où il faisait à peu près ce qu'il voulait. En vain on avait proclamé à Valence la mobilisation de deux mille urbains, deux cents à peine s'étaient inscrits; à Saragosse, un bataillon seulement était sorti; à Barcelone, les appels aux armes faits avec tant de solennité et de bruit, n'avaient pas mis deux mille hommes en campagne.

Ainsi, en présence du soulèvement populaire apparent dont le mouvement des juntes sem-

blait être le résultat, le peuple ne bougeait pas et son dévoûment ne suivait point l'appel qu'on lui faisait de toutes parts. C'est qu'en réalité, il n'y avait rien de populaire dans tous les mouvemens qui se passaient entre quelques centaines d'agitateurs de la populace et de bourgeois exaltés.

On peut dire avec certitude que tout cela n'était qu'à la superficie, et les résultats le prouvent. Qu'on compare, en effet, cette agitation à la révolution française : le 10 août, produisant à Paris seulement dix-huit bataillons de volontaires, la prise de Saumur, et le 31 mai, en faisant sortir quinze mille hommes pour aller écraser les chouans, les massacres de septembre même, suivis du départ de milliers de citoyens au devant des prussiens. Sans doute là, l'horrible se mêle au sublime; mais il y a l'indépendance nationale au bout, et la force populaire a un but. Mais vouloir persuader au monde entier qu'il y a mouvement national, là où la force soit disant populaire ne peut triompher de quelques bandes, sans lien, sans organisation, c'est vouloir faire désapprendre la révolution.

Toutefois on se tromperait fort si l'on croyait que ce mouvement provincial avait quelque chose d'inquiétant, et on peut être assuré qu'il y avait de la part des juntes autant de besoin

et de désir d'un homme pour généraliser leur mouvement, qu'il y avait pour le gouvernement nécessité d'un concours d'efforts pour assurer la marche de son système. Il faut, pour en être persuadé, se reporter aux principes que nous avons posé au commencement de l'énoncé de ce mouvement, principes qui démontrent que de l'esprit provincial et de l'esprit révolutionnaire réunis, il ne peut naître, en Espagne, une action et un résultat, qu'à condition d'un but commun; or, ici il n'y en avait d'autre que d'assurer la marche du gouvernement sous les rapports militaire et politique, dès lors il devait en résulter la nullité de ces effets divergens tant qu'ils ne seraient pas réunis, et leur tendance à se réunir dès qu'il se présenterait la chance de l'être. C'est ce qui arriva lorsque M. Mendizabal se présenta, le reste n'est que de l'individualisme; car, en réalité, tout le monde était déjà las de cette démonstration impuissante et ne demandait pas mieux d'en finir.

C'est ici le lieu de remarquer que la tendance fédéraliste de l'Espagne est bien plus le résultat de la faiblesse du gouvernement ou des circonstances, que de l'esprit public. En effet, il n'y a point de système, de mode général d'administration en Espagne, l'autorité y est localisée et s'organise à-peu-près comme elle l'entend, moins

par goût que par nécessité, car, au contraire, partout on ne demande qu'une direction générale pour être débarrassé de ce libre arbitre administratif et gouvernemental, qui ne produit rien et ne peut rien produire faute d'ensemble.

Aussi, lorsque le gouvernement agit bien, trouve-t-il un concours complet dans tous les efforts individuels et locaux, et l'Espagne a, en ce genre, des ressources dont on ne se doute pas; mais quand il ne se fait rien au centre, comme il arrive quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, il faut bien qu'on s'en mêle à la circonférence, et alors l'utilité circonstancielle, jointe au besoin, engendre avec une merveilleuse facilité un petit centre d'action qui trouve des ressources toutes prêtes dans l'habitude qu'a chacun de voir procéder ainsi en toutes circonstances.

Ainsi un sentiment, un besoin quelconque remue les esprits sur un point; sur-le-champ une émeute, quelquefois seulement une simple publication manifeste ce sentiment ou ce besoin, et aussitôt une junte s'organise pour le mettre en œuvre. Cette junte procède, dès l'abord, révolutionnairement, c'est-à-dire, discrétionnairement, donne une expression, une sanction à sa volonté, dispose à son gré de la vie, de la liberté des citoyens; en un mot, fait acte com-

plet de souveraineté sans être contrariée par rien, parce que telle est l'habitude et telle est la manière de procéder de toute autorité en Espagne.

C'est ainsi que le despotisme trouve, dans la propre école qu'il a fondée, le plus grand élément de ruine pour lui-même.

Mais aussi tout cet échaffaudage tombe devant la première force qui l'attaque, parce qu'il n'a point de base.

Ce qui se passa à Valence dans ces circonstances en est une preuve.

Le 15 août, une émeute a lieu, destitue les autorités, en nomme d'autres, crée une junte dont le comte d'Almodovar est le président en même temps qu'il est le capitaine-général de la province. L'émeute exige le sacrifice des détenus politiques, on lui en donna huit à tuer; le reste est expédié pour Palma. Le gouvernement casse la junte le 25 août; elle résiste et se déclare junte de gouvernement le 14 septembre; le 15, la populace mécontente de ce qu'on n'agit pas contre les factieux qui menacent Valence même, s'empare du pouvoir, casse la junte, force le comte d'Almodovar à s'enfuir, et installe d'autres autorités; le 17, la milice reprend le pouvoir, chasse les autorités révolutionnaires, réinstalle la junte qui déporte vingt-cinq agi-

tateurs; et le comte d'Almodovar, son président, représentant des idées libérales de l'opposition des procuradores, publie un décret qui semble émané d'un visir turc. Dix articles de ce *firman* portaient la peine de mort (par exécution militaire) contre tous ceux qui par *écrit*, par *paroles* ou *autrement*, exprimeraient des vœux contraires à l'ordre établi; et enfin, pour couronner le tout, la déportation sans jugement était prononcée contre tous ceux qui seraient arrêtés dans les rues en temps de trouble. Et ce comte d'Almodovar était le président de la chambre des procuradores et l'un des signataires de la pétition qui demandait *la liberté individuelle, la liberté de la presse, la suppression des tribunaux d'exception, l'égalité devant la loi, etc.!*

Toutes ces anomalies servent à peindre l'état social d'une nation où il n'y a point d'éducation politique, où tout est sous l'empire des circonstances, où la loi est un fait et non un principe; où il n'y a point de prévision sociale, parce qu'il n'y a point d'enseignement social, et que la nécessité est la règle de tout.

Cependant, disons-le hautement, l'Espagne est une terre vierge pour le bien; qu'un homme s'y montre et sème la parole, elle germera, et les dévoûmens surgiront là, plus que partout ailleurs, pour les faire valoir.

Revenons au fait militaire que nous avons laissé de côté depuis le 16 juillet :

La mort de Zumalacarreguy portait ses fruits; la levée du siége de Bilbao, l'échec de Mendigoria étaient des signes manifestes que l'insurrection avait perdu son bras; mais les intrigues qui succédèrent au quartier-général, prouvèrent que la tête n'existait plus.

Moreno, que don Carlos avait donné pour successeur à Zumalacarreguy, était une déplorable médiocrité; Maroto, son second, n'était pas plus habile; quant à don Carlos, il était assiégé par des fonctionnaires destitués, qui voulaient prendre leur revanche d'un dévoûment un peu tardif, en le rendant plus expansif, et le pauvre prince ne savait auquel entendre. Les Navarrais étaient mécontens, tous leurs chefs avaient été remplacés; Eraso, celui qu'ils estimaient le plus après Zumalacarreguy, était malade, Sagastibelça blessé; Ithuralde restait encore, et il fallut lui donner le commandement général de Navarre; mais on ne lui confia que par intérim.

Une difficulté plus sérieuse se présentait. Depuis le mois de mai, l'insurrection manquait complètement d'argent; on s'en apercevait facilement à la contrebande de la frontière, qui

avait cessé entièrement. Il fallait cependant se créer des ressources; car quelque facilité qu'offrît l'administration d'une armée où on ne payait personne, et où tout se fournissait par voie de réquisition, il y avait encore cependant quelques occasions où il fallait donner de l'argent. On imagina un premier expédient, ce fut d'opérer un emprunt forcé sur tous les propriétaires, qu'on taxa à une somme donnée, avec *promesse* d'un intérêt de 6 p. 100.

Don Carlos ne voulut pas se donner tout l'odieux de cette mesure; il en laissa l'endos à la junte de Navarre, qui l'érigea, par un arrêté signifié à chaque imposé, avec sa taxation, sous les plus terribles menaces; les taxations allaient de 4 à 10,000 fr.

Cette mesure ne pouvait produire que du mécontentement, et l'emprunt ne devait être payé que par ceux qui ne pouvaient pas faire autrement; aussi ne se récoltait-il qu'en individus arrêtés ou menés au quartier-général, qui obtenaient leur rançon, moyennant une fraction de leur taxation.

Quant aux opérations militaires, elles avaient pour but, d'une part, la nécessité de vivre, dont la difficulté se faisait de plus en plus sentir; de l'autre, l'espoir de s'étendre à la faveur des haines suscitées par les mouvemens révolu-

tionnaires; et ce qui se passait en Catalogne, en Aragon et dans le royaume de Valence, prouvait effectivement que ce calcul était fondé.

Il est facile de voir, en effet, que c'était dans les provinces où les mouvemens libéraux avaient fait le plutôt et le plus énergiquement leur explosion, que l'insurrection avait le plus gagné; ce qui s'est passé pour l'expédition navarraise en est une preuve; l'augmentation des bandes d'El-Serrador, de Quilez et de Cabrera en est une autre; ces trois hommes qui avaient formé leurs bandes des débris de celle de Carnicer, qui n'avait jamais eu que trois mille hommes sous ses ordres, en comptaient trois ou quatre mille chacun, et les chefs christinos, qui leur étaient opposés, réclamaient à grands cris des renforts et annonçaient leur insuffisance.

Mais don Carlos abandonnait tous ses plans à une pensée principale : ses agens à l'étranger, le comité de Paris, à la tête duquel étaient MM. de Canellas et Calomarde; M. de Labrador à Naples, le duc d'Alcuda à Vienne, Paz de la Cadena à Berlin, lui avaient annoncé la réunion de Kalish, le congrès des empereurs de Russie, d'Autriche et du roi de Prusse à Téplitz, en le flattant de l'espoir qu'une démarche décisive, faite auprès des souverains, pourrait produire une reconnaissance.

Don Carlos voulait donc attendre ce moment et ne cherchait qu'à conserver ses avantages sur le sol dont il était maître, en cherchant à s'étendre au dehors, et c'est ce que motiva l'expédition de Catalogne, autant que les événemens de Saragosse et de Barcelone.

Les autres opérations se bornèrent à des promenades militaires en Castille et en Biscaye.

Le 10 août il s'empara de Miranda et de Puentelara sur l'Ebre, qui leur furent honteusement abandonnés, s'avança sur Pancoroo le 11, d'où l'avant-garde de l'armée de réserve se replia en désordre sur Burgos, annonçant que l'armée carliste allait y entrer; il n'en fallut pas d'avantage pour persuader à Madrid qu'elle y était déjà, et c'est cette nouvelle, répandue le 15, qui fut une des causes du mouvement populaire du 16.

Mais don Carlos était déjà revenu le 13 à Orduña et le 15 à Oñate.

Le général Cordova était arrivé à ses trousses, le 15, à Puentelara, et avait été obligé d'y arrêter un mouvement insurrectionnel, causé par l'indignation bien motivée des soldats contre la lâcheté des généraux et officiers, qui avaient laissé faire cette pointe sur Burgos. Cordova fit, à la suite de cette démonstration, une proclamation très sage et très énergique, où il rappe-

lait aux soldats, que leur devoir, au milieu des effervescences politiques, était de rester fidèles à la patrie et de la défendre. Cette proclamation retint l'armée dans le devoir, et ce fut un vrai bonheur; car si l'insurrection s'y était propagée, rien n'eût pu arrêter don Carlos dans sa marche sur Madrid. »

Cordova avait d'ailleurs entièrement changé le plan de ses prédécesseurs.

Ceux-ci, en effet, avaient tous eu pour but de gêner le plus possible l'insurrection, en occupant les points principaux du sol sur lequel elle était établie, et en la poursuivant partout où elle se présentait. Mais on a vu comment Zumalacarreguy avait déjoué ce plan, en se dérobant adroitement aux forces principales de son ennemi, et en tombant à l'improviste sur les corps isolés ou laissés à découvert. Cette tactique avait eu pour résultat la démoralisation complète de l'armée, et l'impossibilité de tenir la campagne devant des forces carlistes égales. Zumalacarreguy avait profité de cette circonstance pour attaquer successivement tous les postes fortifiés qui le gênaient, et se rendre maître de tout le pays, entre l'Ebre, l'Arga, les Pyrénées, la mer et les montagnes de Santander. Il n'était plus question, et il ne pouvait plus être question d'en chasser les carlistes;

Cordova, qui avait l'expérience de la guerre contre eux, le comprit, et il adopta un plan de campagne, où une longue défensive devait être le point de départ et la base d'une offensive décidée.

Il pensa qu'après l'abandon des points fortifiés qui servaient d'appui et de base aux opérations de l'armée dans les montagnes, il y aurait péril à les reprendre, perte de temps énorme à les fortifier de nouveau, et qu'il fallait abandonner aux carlistes leurs parages défensifs, mais les y concentrer et les assiéger en les resserrant par des parallèles successives. La ligne de l'Ebre était une première base d'opérations qui assurait ses communications, ses magasins, etc. Les points objectifs de cette ligne étaient Pampelune, à la droite; Vitoria et Saint-Sébastien, au centre; Bilbao, à gauche. La communication avec Pampelune était la plus importante, puisque cette place était le point stratégique le plus avancé au milieu des positions de l'ennemi; le nœud de ses communications avec l'Aragon et par conséquent Valence et la Catalogne, où il avait des alliés.

La ligne de communication de Pampelune avec l'Ebre est marquée naturellement par le cours de l'Arga, rivière qui baigne ses murs et qui se jette dans l'Ebre après sa réunion avec la rivière d'Aragon, à Milagro.

Cette rivière qui peut se passer à gué pendant l'été, est très grosse et torrentueuse pendant l'hiver; elle pouvait donc former une bonne ligne de défense.

Mais elle était coupée par plusieurs ponts, dont les principaux étaient, en descendant de Pampelune, ceux de Belascuain, Puente la Reyna, Mendigoria, Laraga, Peralta, etc. Puente la Reyna, Laraga et Peralta étaient occupés encore par les christinos, le premier surtout très fortement; le général Cordova fit sauter tous les autres et augmenter considérablement les fortifications de celui de Laraga. Il s'assurait ainsi une communication constante avec Pampelune et fermait aux carlistes le passage entre cette place et l'Ebre, et les réduisait à chercher une communication avec l'Aragon, au nord de Pampelune, par les montagnes; passage fort rude pendant l'hiver.

Quant à lui, se tenant à Logroño, il maintenait une division à Lerin avec la cavalerie pour battre la plaine, qui avait sa retraite assurée derrière l'Arga, par le pont fortifié de Laraga; et derrière l'Ebre, par le pont fortifié de Lodosa, qui assurait en même temps la communication avec l'armée à Logroño.

L'autre point objectif, Vitoria, ne se liait à l'Ebre que par la grande route, et cette commu-

nication était assurée par l'occupation de la Puebla d'Orgañon et plus tard du pont d'Armiñon, communiquant en arrière aux points fortifiés de Miranda et de Puente Lara ; ce dernier point maintenait la communication avec Bilbao, par Orduña.

On voit donc que Cordova à Logroño se trouvait au centre de la ligne, pouvant à volonté se porter, en passant derrière l'Ebre, sur Vitoria ou sur Bilbao, par Miranda et Puenta Lara; sur Pampelune, par Lodosa, Lerin, Laraga et Puenta la Reyna.

Il resserrait ainsi les carlistes entre ces points principaux et les forçait à se maintenir dans leurs montagnes, les privant ainsi de tous moyens de s'approvisionner et de se recruter, les réduisant enfin aux seules localités où ils trouvaient appui et sympathie, mais où nécessairement le dévoûment devait bientôt s'épuiser au moral et au physique ; mais outre cet avantage, il avait les chances que pouvait faire naître cet embarras en forçant les carlistes à venir en plaine, recevoir ou livrer un combat désavantageux.

C'était un système de conservation offensive qui forçait l'ennemi à se renfermer dans un terrain donné, ou à venir se livrer lui-même sur celui qu'on avait préparé d'avance et où on l'attendait. Ce système forçait l'insurrection à

l'inaction, qui était mortelle pour elle et qui fatiguait le zèle de ses amis et décourageait le moral de ses soldats : au contraire, il donnait au général christino le moyen de reposer son armée, de la réorganiser, de réparer ses pertes, d'améliorer son état physique et moral, de perfectionner son instruction et d'attendre les renforts.

Cordova devait, en effet, faire entrer en ligne de compte cet élément considérable. La légion anglaise, forte de huit mille hommes, devait appuyer sa gauche; la légion étrangère et les volontaires français étaient destinés à flanquer la droite, et la division portugaise devait lui servir de réserve; avec leur aide et après quelques avantages résultant de son plan de campagne, il espérait pouvoir se porter en avant, reprendre la ligne directe de Vitoria à Pampelune par las Buranda, de Vitoria à Bilbao par Durango, et peut-être de Vitoria à Saint-Sébastien et la France, par la grande route.

Ces renforts arrivaient en effet.

Le premier convoi anglais était arrivé le 27 juillet à Saint-Sébastien, sur le *Royal-Tar* et deux autres bâtimens à vapeur. Il se composait de trois bataillons commandés par le colonel Chichester, le reste débarqua successivement à Saint-Sébastien et à Bilbao; et enfin le général

Evans, commandant la division, et le général Alava, ambassadeur en Angleterre, débarquèrent à Saint-Sébastien le 22 août. Au 4 septembre, cette division se composait de neuf bataillons de sept cent cinquante hommes chacun, d'un régiment de cavalerie de quatre cents chevaux, et d'une brigade d'artillerie de deux cents hommes, servant quatorze pièces de canon.

La légion étrangère, forte de quatre mille cinq cents hommes, avait débarqué le 19 août à Tarragone et s'était rendue à Lerida pour se porter de là à Saragosse et à l'armée du nord; mais les événemens de Catalogne avaient forcé de la retenir dans ce pays.

Le corps des volontaires français, commandés par le colonel Suarce, entra à Jaca le 18 septembre; la division portugaise tarda plus long temps, et la convention qui réglait son entrée en Espagne ne fut signée que le 24 septembre, elle n'eut lieu qu'un mois après, le 25 octobre.

L'arrivée des Anglais était ce qui frappait le plus les carlistes, et avec juste raison; mais à leur arrivée à Saint-Sébastien, ils surent bientôt la vérité sur eux, et se rassurèrent; effectivement, les volontaires anglais n'étaient la plupart que de jeunes gens, recrues, ramassés sur le pavé de Londres, encadrés entre quelques vieux soldats et commandés par des officiers dont dix à peine

avaient fait la guerre. Ils commencèrent par s'enivrer pendant trois jours, ce qui désenchanta un peu les Espagnols qui leur avaient fait dès leur débarquement à Saint-Sébastien une réception splendide. Il y eut même quelques actes d'insubordination, et deux officiers menacés par leurs soldats furent obligés de tirer le sabre et d'en tuer deux ou trois pour leur propre défense. Mais on assura les Espagnols que ce n'était rien, et que dès que les volontaires n'auraient plus d'argent ils se conduiraient mieux. Toutefois un pareil début était de nature à inquiéter, dans une ville comme Saint-Sébastien, livrée au pillage, au viol, à l'incendie, en 1814, par les Anglais, alors alliés de l'Espagne.

Le général Gomez, commandant général de Guipuzcoa, avait trois bataillons carlistes à Hernani; il s'occuppa de fortifier sa position pour s'opposer aux mouvemens dont il était menacé, fit retrancher Santa-Barbara qui couvre Hernani et attendit l'attaque qu'annonçaient les généraux Alava, Evans et Jaureguy. Elle eut lieu le 30 août, mais échoua complètement.

Jaureguy, avec ses Chapelgorris, attaqua d'abord vigoureusement les avant-postes carlistes, qui se replièrent d'abord; puis, arrivé sur Santa-Barbara, il trouva de la résistance, les Anglais le soutinrent, mais il fallut se retirer sans avoir

pu entamer la position de l'ennemi, et la retraite sur Saint-Sébastien eut lieu, non sans quelque désordre; les Anglais et les Espagnols perdirent environ 100 tués et blessés.

C'était un début malheureux et qui remplit les carlistes d'assurance autant qu'il découragea les habitans de Saint-Sébastien et de Bilbao, qui se croyaient hors de vaincre avec l'aide des Anglais et accusaient déjà les Français d'avoir été moins prompts qu'eux à les secourir.

Pendant ce temps, Bilbao était bloqué par les carlistes, et les généraux Evans et Alava profitèrent de cette circonstance pour quitter Saint-Sébastien et réunir toute la division anglaise à Bilbao, où elle débarqua le 8 septembre.

Cette opération ne fut pas plus heureuse que la première, et, le 11, le général Espartero, étant allé reconnaître les carlistes au Puente-Nuevo, eut l'imprudence de les suivre à Arrigorriaga où ils se replièrent, et leur opposèrent une résistance qui devint bientôt offensive; forcé de se retirer, Espartero trouva le Puente-Nuevo occupé par l'ennemi; obligé de charger pour le repousser, il fut blessé et eut environ 800 hommes tués, noyés, blessés et prisonniers, la retraite se fit à la débandade, et ne fut arrêtée que par les généraux Mirasol et Evans, sortis exprès de la ville.

Pendant ce temps, Cordova suivait son plan; don Carlos, obligé de changer de place pour nourrir ses troupes, errait d'Estella à Oñate, de là autour de Vitoria et de Bilbao, sans pouvoir réussir dans aucun de ses projets; Cordova, le suivant toujours sur ces différens points, et s'établissant toujours sur ses derrières. Du 15 août au 15 octobre la campagne se passa ainsi, et les christinos eurent quelques rencontres partielles heureuses, à los Arcos, le 2 septembre, à Mendigoria, le 11, à Villarcayo, le 27, où ils forcèrent don Carlos, qui essayait encorc de pénétrer en Castillc, de se replier sur Oñate.

Enfin, le 9 octobre, le général Cordova, après une vigoureuse reconnaissance sur le cours de l'Arga, à la suite de laquelle il rejeta les carlistes sur Mañeres et Ciraugui, mit à exécution son plan de faire sauter les ponts de cette rivière, qu'il voulait supprimer, et de fortifier les autres. Il occupa cette ligne du 28 septembre au 10 octobre.

Pendant ce temps, don Carlos travaillait à l'organisation de son armée; le 15 septembre, il avait, par un décret solennel, ordonné une levée générale dans ses états de tous les hommes de 18 à 40 ans; en même temps une réquisition générale rassemblait à Oñate tous les charpentiers des environs, pour travailler aux affûts et voi-

tures nécessaires à la mobilisation de huit pièces d'artillerie, qui jusqu'alors avaient été traînées par des bœufs sur des voitures du pays; à Eybar, à Placencia, un grand nombre d'armuriers étaient occupés à fabriquer des bois de fusils et à assembler des pièces d'armes venues d'Angleterre et à réparer de vieux fusils.

Don Carlos enfin, espérant profiter du séjour de Cordova sur l'Arga, envoya, le 6, Villareal bloquer, avec la division Alavaise, la Puebla d'Orgañon, dont la prise pouvait arrêter les christinos sur la grande route de Miranda à Vitoria; et lui-même se dérobant le 16, se rendait sous Vitoria où il donnait rendez-vous à son artillerie. Celle-ci arriva le 19 à Mondragon, et don Carlos à Forunda le même jour. Il calculait que Cordova, ne pouvant partir que le 17 de Laraga, et obligé de faire un détour de cinq à six jours, lui laisserait au moins jusqu'au 24 le temps d'agir contre Vitoria.

Mais le 22, Cordova était arrivé à Miranda, et il se serait rendu le lendemain à Vitoria, si don Carlos n'eût fait sauter le pont d'Armiñon, ce qui le retarda d'un jour; il y entra le 24, et et le même jour don Carlos était à Segura avec le général Eguia et une partie de son armée; le reste, avec Villareal, était à Alegia.

Le général Cordova attendait à Vitoria la di-

vision anglaise, et il se croyait sûr de l'y trouver, le général Evans ayant fait connaître, en date du 21, qu'il se mettrait en mouvement; il était en mesure de le faire, puisque Jaureguy l'avait rejoint le 19; mais, par un retard dont nous ne connaissons pas la cause, il resta jusqu'au 26 à Bilbao, et ce jour-là le mouvement eut lieu, mais ne dépassa pas Sornoza, où Jaureguy, après avoir culbuté trois bataillons carlistes, s'arrêta et revint sur ses pas.

Le général Cordova ne voyant point venir les Anglais, envoya, le 25, le général Espartero à Bilbao, par Orduña, pour les chercher, et afin de couvrir ce mouvement, il poussa une reconnaissance sur Alegria et Guevara le 27. Il trouva quatre bataillons carlistes au Pas de Maturaña, et, après les avoir culbutés, s'empara de la position de Guevara; mais Villareal étant arrivé avec sa division, et le but de Cordova étant Salvatierra, il évacua ses positions, que les carlistes reprirent derrière lui, et arriva le soir à Salvatierra, n'ayant eu que quatre-vingts tués et blessés, et ayant causé à l'ennemi une perte double. Il trouva à Salvatierra de grandes provisions en toiles, draps, etc., qu'il emmena, ainsi qu'une certaine quantité de blessés trouvés dans un hôpital.

Le 28, il rentra à Vitoria, et fut suivi pen

dant toute sa marche par l'armée carliste toute entière, commandée par Eguia, qui était arrivé d'Oñate pendant la nuit; et harcelé constamment, sans être entamé, il arriva avec son convoi le soir à Vitoria, n'ayant eu que quelques hommes blessés. Les bruits les plus absurdes furent répandus par les carlistes sur cette affaire. Il ne s'agissait de rien moins que du renouvellement de ce qui s'était passé à pareil jour, à pareil lieu en 1834; Cordova avait perdu trois mille hommes et toute son artillerie, il avait été poursuivi jusque sur les murs de Vitoria, etc., etc.

Ces mensonges ne montraient que mieux la position embarrassée des carlistes, car jamais rien de semblable n'était arrivé du temps de Zumalacarreguy, dont les bulletins étaient toujours véridiques; c'est qu'il n'avait pas besoin de mentir pour enregistrer des succès.

Sans doute les mouvemens de Cordova autour de Vitoria eussent pu être plus avantageux, si les Anglais avaient manœuvré comme il l'avait prévu, s'ils avaient marché sur Durango le 21; si, le 26, au lieu de s'arrêter à Sornoza, ils avaient continué leur mouvement sur Vitoria. On ne comprend rien en effet à leur marche. Le général Gomez n'avait que cinq bataillons à Durango et Bergara, et lorsque son avant-garde fut attaquée, le 26, à Sornoza, toutes les troupes

se replièrent rapidement sur Bergara et même Tolosa, annonçant que les Anglais et Jaureguy allaient y arriver.

De Bilbao à Vitoria, il y a quatorze lieues qui se font en deux jours; le général Evans, avec Jaureguy et Espartero, c'est-à-dire avec douze mille hommes, pouvaient donc, le 23, donner la main à Cordova, sous Vitoria; le 27, ils pouvaient le joindre encore; enfin, le général Cordova vint lui-même les chercher le 30 à Ochandiano, où il resta jusqu'au 1er novembre; mais les Anglais étaient déjà partis de Bilbao le 31 octobre, par Balmaseda; l'artillerie et la cavalerie devaient partir de Santander pour les rejoindre, par Reynosa et Burgos. Cet immense détour ne leur permettait pas d'arriver avant le 8 novembre à Vitoria.

Pendant ce temps, le général Cordova, ayant détaché son chef d'état-major à Pampelune, avec trois divisions, était venu à Logroño pour se tenir au centre de la position et surveiller l'achèvement des ouvrages construits sur l'Arga.

Cordova avait effectivement atteint le but qu'il se proposait. Les fortifications de Laraga et Lodosa étaient terminées, et le général Aldama qu'il avait laissé à Lerin en avait surveillé l'exécution, et avait pu même s'avancer jusqu'à Estella. Il ne dépendait plus que de lui de s'em-

parer de cette ville, et les carlistes se trouvaient rejetés dans leurs montagnes et obligés de manœuvrer pour faire exister leurs troupes. D'ailleurs, les renforts arrivaient de tous côtés. La division portugaise, forte de six cents hommes et sept cents chevaux, était entrée à Zamora le 25 octobre, et elle pouvait arriver à Burgos en même temps que les Anglais à Vitoria. C'était donc quinze à seize mille hommes de plus à sa disposition.

Mais la situation était loin d'être aussi brillante à l'est.

La division navarraise était entièrement établie en Catalogne, et par la réunion des bandes de Muchacho et de Saumso, le brigadier Guergue qui la commandait, se trouvait à la tête de six mille hommes qui occupaient tout le nord de la Catalogne, de la Seu d'Urgel à Puycerda et Figuières.

Le général Gurrea avait été rappelé le 24 septembre en Navarre, et la légion étrangère avait quitté Lérida pour se rendre en Aragon où elle devait flanquer l'armée de Navarre, en occupant les Cinco-Villas. Le 25 septembre, le général Pastors se trouvait avec deux mille hommes à Agramont, dans la position la plus critique, tenu en échec par Guergue, qui, avec sept mille hommes, était à Castellar de Nuch. Quatre

mille autres carlistes menaçaient Olot, qui était près de se rendre, lorsque le brigadier Ayerve les attaqua le 24, et les dispersa, avec perte d'environ deux cents hommes.

Un autre événement heureux mit cinq cents carlistes, cernés dans Guimera, au pouvoir du colonel Niubo; l'énergie de quelques compagnies de la légion étrangère qu'il commandait détermina cette heureuse affaire.

Mais ces succès n'étaient que des épisodes. Figuières était sérieusement menacée le 30 septembre par les quatre mille Navarrais et Catalans, Llado avait été brûlé par eux, Lajonquère entièrement évacuée, et la frontière de France était encombrée de fuyards, la route interceptée; des détachemens de troupes de la reine coupés de leurs corps arrivaient sur notre territoire, d'autres étaient surpris par les carlistes; Figuières, dépourvu de troupes et d'approvisionnemens, courait de grands dangers. Cette situation critique se prolongea jusqu'au 14; un événement inattendu y mit fin.

Le comte d'Espagne avait été nommé commandant général de la Catalogne par don Carlos, il devait y entrer par la frontière de France, en même temps que la division de Guergue y entrait par l'Aragon; mais ne trouvant pas son entrée assez assurée, tant que les carlistes ne

seraient pas sur la frontière, il attendit cette circonstance dans un village de l'Ariège, où il trouva un asyle. Enfin, lorsque Guergue occupa Lajonquère, les chefs Muchacho et Saumso, vinrent le chercher, avec deux ou trois cents hommes qu'ils postèrent sur la frontière pour le recevoir. Il entra le 13 octobre sur le sol Espagnol, après avoir fait précéder son arrivée d'une proclamation fastueuse. Ce fut le seul acte de son autorité; égaré par ses guides, il se trouva, après quelques heures de chemin, revenu sur le territoire français; arrêté par le *qui vive* d'une sentinelle, il fut cerné par un détachement français, et pris, ainsi que les deux chefs catalans de la troupe qui l'accompagnait; le 16 septembre il entra à Perpignan, d'où il fut conduit à Lille.

Guergue, ayant appris que le gouverneur de Vich, brigadier Ayerve, marchait contre lui, avec cinq ou six cents hommes, et n'ayant plus le même but en occupant l'extrême frontière, évacua, le 17, ses positions autour de Figuières et se porta à Ripoll.

Par une singulière coïncidence les deux capitaines généraux de la Catalogne, pour les deux partis, Mina et le comte d'Espagne, se trouvèrent réunis le 16 à Perpignan; et le lendemain l'un d'eux se dirigea sur Lille, l'autre sur Bar-

celone où il arriva le 21 ; il fut reçu avec enthousiasme, et la junte résilia ses pouvoirs entre ses mains. Mais Mina s'aperçut bientôt que sa position était très difficile. Il se trouvait à Barcelone au milieu d'une foule d'intrigans subalternes, occupés à se dénoncer et à se disputer les lambeaux d'une popularité reposant sur le caprice de quelques centaines d'urbains, souverains absolus dans la ville, pendant qu'à l'intérieur les carlistes faisaient à-peu-près ce qu'ils voulaient. Leur nombre grossissait chaque jour, et celui des christinos diminuait au lieu de s'accroître; car les gardes nationales de chaque localité, tremblant pour leur sûreté, ne s'occupaient qu'à se garantir contre les attaques des carlistes. Ceux-ci occupaient tout le pays; Guergue, avec deux mille cinq cents navarrais et trois à quatre mille catalans occupait toute la vallée du Sègre et la conque de Tremp jusqu'à Agramont.

Ros d'Eroles, Burjo, le curé Mossana, avec trois à quatre mille hommes, menaçaient les vallées du Ter et du Llobregat et la Cerdagne espagnole; une foule d'autres petites bandes occupaient la haute Catalogne, le Lampourdan et les montagnes, parcourant le pays, tombant à l'improviste sur les corps isolés, à l'aide des avis donnés par la population qui était toute entière pour eux.

Cabrera, à la tête de quatre mille hommes, était maître de tout le cours du Bas-Ebre, depuis Mequinenza; le Serrador, avec une bande de même force se trouvait entre Teruel et Valence, menaçant toutes les villes et le littoral. Mina n'avait à opposer à toutes ces forces qui se montaient à quinze mille hommes, au moins, que deux mille hommes sous les ordres du général Pastors, qui gardaient les environs de Manresa; les garnisons de Figuières, Vich, Olot, Hostalrich et Gerona, pouvant former quatre à cinq mille hommes, sous les ordres du brigadier Ayerve, gouverneur de Vich, et couvrant toute la frontière, de Rose à Puycerda; enfin, quatre bataillons de la légion étrangère dans la vallée de Rialp, destinés à couvrir les frontières d'Aragon et de Catalogne.

A Barcelone, Mina n'avait pas même deux mille hommes disponibles, et les gardes nationales, si vantées, étaient plus gênantes qu'utiles et ne constituaient pas une force; un seul bataillon étant mobilisé, et ayant trouvé le moyen jusqu'alors de ne jamais rencontrer l'ennemi, dans un pays qu'il courait de toutes parts. Le reste formait huit bataillons, mal organisés, sans discipline, composés de vieillards et d'enfans dont le quinzième à peine était disponible. Ainsi se renouvelait pour Mina sa position à

Pampelune ; à la vérité il était bien portant, mais au moins à Pampelune il avait des soldats.

La position de l'Aragon n'était pas plus brillante. Quilez y tenait la campagne aux environs d'Alcaniz et de Daroca avec trois ou quatre mille hommes, et le brigadier Nogueras qui lui était opposé n'avait pas plus de quinze cents hommes à lui opposer ; on lui envoya un escadron et un bataillon d'urbains de Saragosse pour le renforcer ; le 3 octobre, il attaqua Quilez à Horta et le mit en fuite, il le poursuivit avec sa cavalerie à Muniosa, et voulut le charger ; mais abandonné par l'escadron d'urbains, il fut chargé lui-même, blessé, et eut quelques cavaliers tués ; plusieurs urbains revinrent jusqu'à Saragosse en criant à la trahison, et dans la nuit du 6, il y eut quelque agitation, on demanda la tête des factieux en jugement, et le lendemain trois furent exécutés. Le général Nogueras revint se guérir le 7 à Saragosse, il y fut reçu avec enthousiasme ; le colonel Verdugo le remplaça. Le capitaine général Serrano, sorti lui-même de Saragosse le 16, passa en revue, le 22, à Calanda, quatre mille hommes et trois cent cinquante chevaux et en donna la moitié au colonel Verdugo, lui recommandant de poursuivre les carlistes jusqu'à ce qu'il les rencontrât, pendant qu'il leur fermerait le passage des mon-

tagnes. Le colonel Verdugo arriva, le 25, à leur suite à Torrès, à une lieue de Calatayud, où ils venaient d'entrer; la petite garnison s'était retirée dans un poste fortifié, et les carlites s'étaient livrés à toutes sortes d'excès; le colonel Verdugo, au lieu de les attaquer, les laissa passer la nuit à Calatayud, et le lendemain il eut soin de les laisser partir de bonne heure pour les suivre de loin. Indigné de cette conduite, le capitaine général le destitua et le fit mettre en prison. Ce fut le premier exemple d'une sévérité qui, si elle eût été plus souvent appliquée, eût produit de bien autres résultats.

Ces quatre mille hommes étaient la seule force disponible en Aragon, la légion étrangère ayant été appelée sur la frontière de Catalogne; les deux bataillons de volontaires Parisiens, sous les ordres du colonel Suarce, étaient destinés à garder les Cinco-Villas, frontières d'Aragon et de Navarre; mais ce corps, formé à la hâte, trouva dès son entrée en Espagne de graves difficultés. On avait promis à chaque homme, à son entrée en Espagne, 50 fr. de prime d'enrôlement, le double avait été donné aux Anglais; à leur arrivée à Jaca, on ne voulut rien leur donner, aucun fonds n'ayant été fait à cet égard par le gouvernement; leurs officiers n'étant plus maîtres d'arrêter le juste mécontentement de leurs

hommes, ne purent qu'engager le gouverneur de Jaca à demander aux habitans, pour prévenir de plus grands malheurs, de contribuer pour une somme qui pût aider à payer la moitié de celle qui était due aux soldats. C'est ainsi qu'on appaisa le désordre; mais il se renouvela bientôt par des causes semblables, rien n'était prévu par l'administration pour la subsistance et la solde de ce corps, et il fallait partout recourir à des expédiens pour le faire vivre; il était évident que c'était un parti pris pour s'en débarrasser, et effectivement l'ordre fut donné le 16 octobre au général Bernelle, commandant de la légion étrangère, de licencier ce corps et d'incorporer dans la légion les hommes qui y consentiraient; cent vingt seulement furent dans ce cas, le reste rentra en France.

C'est dans cette occasion, comme tant d'autres, qu'on put voir la partialité du nouveau cabinet espagnol envers les Anglais. Cependant quel bien avaient fait les volontaires anglais depuis trois mois qu'ils étaient sur le sol espagnol, et quel mal avaient fait de plus qu'eux les volontaires français? (1)

(1) La suite des événemens prouva bien mieux cette assertion. Des huit mille soldats anglais réunis sur l'Ebre, trois mille à peine étaient présens, et la légion consommait treize mille rations par jour; les soldats vendaient leurs effets pour boire et commettaient

Pendant ce temps, la cour de don Carlos était toujours dans la même situation. La levée générale s'exerçait avec une grande vigueur, et lorsque les inscrits ne se présentaient pas, leurs parens étaient arrêtés et amenés à Estella.

Ce décret et celui de l'emprunt mécontentaient beaucoup la population ; on n'avait vu rien de semblable du temps de Zumalacarreguy, où tout se faisait par dévoûment ; d'ailleurs ces ordres si rigoureux ne venaient-ils pas de chefs étrangers au pays, et n'était-ce pas assez pour le rendre odieux ?

En effet, les courtisans castillans avaient successivement remplacé tous les chefs nationaux. Moreno commandait en chef, Maroto, Eguia, Gomez commandaient des divisions ; Ithuralde,

toute sorte de désordre ; trois cents femmes les suivaient ; le général en chef coûtait 125,000 francs, chaque trois cents hommes formaient une brigade commandée par un brigadier et deux colonels, payés à proportion, etc., etc.

Tel était l'état réel de cette légion si fastueusement annoncée et qui, pendant six mois, n'a pas rendu un seul service à l'Espagne, à qui elle a coûté plus d'argent que trente mille bons soldats ; et cependant les journaux ne cessaient de retentir d'éloges donnés au général Evans et à ses braves ; d'attaques contre Cordova, qui neutralisait leurs efforts, par jalousie, par trahison même ! Ce charlatanisme alla jusqu'au point de représenter comme un mouvement stratégique *à la Napoléon*, la marche de Bilbao sur Vitoria, par Balmaseda et Reynosa, qui consistait à faire quarante-sept lieues pour aller d'un point à nn autre, qui en était éloigné de quinze en ligne directe : *risum teneatis !*

Saraza, Simon Torre étaient en disgrace. La junte de Navarre et Ithuralde, chef intérimaire, crurent devoir réclamer contre cette situation qui était un *contrafuero* et contre la rigueur des obligations imposées à leurs compatriotes. Leurs réclamations furent repoussées, et Ithuralde, mécontent, offrit sa démission, elle fut acceptée, et on offrit son commandement au général Eguia, ancien capitaine général de Galice; il crût devoir refuser, en faisant valoir les justes motifs de mécontentement que donnerait cette nomination aux Navarrais, et se retira en Biscaye.

Don Carlos comprit le danger de la situation où l'avaient mis ses favoris, il céda, et un décret du 21 octobre porta les nominations suivantes :

Général en chef de l'armée, le lieutenant-général comte de Casa-Eguia; généraux commandant les divisions, les maréchaux-de-camp don Francisco Ithuralde, don Bruno Villareal, don Miguel Gomez.

Commandans de brigade, les brigadiers don Antonio Goñi, don Thomas Tarragual, don Pablo Sanz, don Bartholome Guibelalde, don Simon de la Torre, don Prudencio Sopolana, don Carlos Perez de las Vacas, don Juan Beamurguia, don Carlos Arroyo.

Chef de l'état-major-général, le maréchal-de-camp don José Masarraza.

Commandant général de Guipuzcoa, le brigadier Sagasthibelca.

Le général Moreno fut nommé aide-de-camp de don Carlos; Gomez commanda la division castillane, formée de six bataillons de déserteurs et deprisonniers.

Telles furent les satisfactions données aux nationaux; ils s'en contentèrent, quoique l'artisan principal des intrigues, Cruz-Mayor, ancien commis à la secrétairie d'état, et aujourd'hui *ministre d'état de S. M.*, resta toujours en faveur.

Quant à la situation de l'insurrection, elle était toujours la même. L'issue du congrès de Teplitz et l'échec de la ridicule mission de son envoyé don Paz de la Cadena, avaient dû ôter toute illusion à don Carlos sur les dispositions des puissances étrangères à son égard; mais l'arrivée de son neveu, l'infant don Sébastien, qui le rejoignit, le 2 novembre, à Echarri Aranaz, après avoir traversé la frontière de France, lui donna de nouvelles espérances, fondées sur quelques bonnes paroles des petits souverains d'Italie, qui l'avaient aidé à rejoindre le prétendant, à l'aide de faux passeports, très en règle d'ailleurs.

Don Carlos vint avec lui à Tolosa, le 4 novembre, et s'y établit jusqu'au 15; il y fut reçu

en souverain, *con campanas, vivas y tendidos*, les cloches sonnant, la population criant, les fenêtres tendues, il amenait avec lui quatre bataillons échelonnés entre Tolosa et la frontière de France. On crut que cette démonstration avait pour but de s'opposer à la reddition de quelques barques enlevées par les carlistes à Andaye, et réclamées par le chef de la croisière française; on pensa aussi que c'était pour menacer Saint-Sébastien, pendant que le général Eguia menaçait Bilbao, mais rien de tout cela ne se réalisa. Les barques furent paisiblement rendues; le général Eguia se retira à Salvatierra le 14, et don Carlos resta à Tolosa au milieu des fêtes; il y établit momentanément le siége de son royaume, récompensant les fidèles sujets et publiant ses écrits et ses bulletins dans sa gazette officielle, dont le premier numéro parut le 27 octobre, et ainsi de suite trois fois par semaine; mais la situation du prétendant n'était pas moins embarrassante; il n'avait plus d'argent et les revenus des douanes ne suffisaient guère qu'à sa dépense personnelle et à celle de sa cour. Il imagina un expédient, ce fut de permettre à tous les hommes de la levée générale de se racheter, moyennant quatre mille recrues ou deux chevaux propres à la cavalerie. On espérait ainsi se procurer 3 à 400,000 francs,

pour acheter des armes, et employer ainsi les deux ou trois mille autres recrues qu'on avait incorporé dans les 11e et 12e bataillons de Navarre, où ils ne faisaient encore le service qu'avec des bâtons.

De plus, il fallait vivre, et cette nécessité, autant que l'espoir de profiter des soins obtenus en Catalogne, décidèrent don Carlos à former une expédition destinée à occuper le Haut-Aragon, et à en fermer les passages à la communication avec la France, et en même temps qu'elle établirait la communication entre les carlistes de Navarre et ceux de la Catalogne. Cette expédition devait se composer de six bataillons et de deux escadrons commandés par Ithuralde : les bataillons furent complétés à mille hommes, par le versement de tous ceux des 11e et 12e bataillons, qui furent remplacés par des recrues. Le prince don Sébastien devait aller en Catalogne avec cette expédition ; mais elle fut arrêtée faute de fonds, et trois bataillons seulement allèrent frayer les voies et s'avancèrent, le 10, jusqu'à Verdun. A cette nouvelle, le général Cordova envoya le général Gurrea, par Tafalla, sur Verdun, et son chef d'état major, le général Oraa, à Pampelune, pour fermer le chemin aux carlistes qui rentrèrent aussitôt. Telle était, au 20 novembre, la situation respective des

partis ; sans nul doute, l'insurrection, en baisse depuis le 1er juillet, était en grand danger de périr, si elle était abandonnée à elle-même ; mais elle avait pour elle deux sources inépuisables de chances favorables : les fautes militaires et politiques de ses adversaires.

M. Mendizabal avait enfin triomphé de l'obstination des juntes, mais ce n'était qu'une trève ; et ce qui le prouve, c'était que chacune s'était reformée aussitôt sous les noms de juntes de défense et d'armement ; comme à Sarragosse, de junte auxiliaire ; comme à Barcelone, de junte de secours, comme à Valence ; et partout elles surveillaient l'emploi des deniers publics qu'elles appropriaient presque partout à leur province.

De quoi s'agissait-il, en effet, pour elles ? d'attendre les résultats de la convocation des cortès : c'était aussi le seul but de M. Mendizabal, et en réalité, il n'avait obtenu des juntes que ce que les juntes avaient voulu de lui, la convocation des cortès constituantes. C'était donc là que devait, en définitive, aboutir la solution du problème de l'avenir espagnol ; car cette fois, la nation espagnole était réduite à elle-même, et le moment approchait où son sort allait dépendre de la décision.

Récapitulons rapidement cette situation :

Le progrès politique était devenu, par la résistance ou l'apathie des hommes chargés de l'opérer en Espagne, un fait d'importation française ; la lutte, dont ce fait était l'objet, se composait donc des élémens nationaux et étrangers qui en formaient la base.

En 1808, la nationalité combattit contre le progrès politique en même temps qu'elle le mettait en œuvre ; en 1814, la résistance nationale étant terminée, le progrès politique fut anéanti par ceux-là même au profit desquels elle s'était exercée. Il en résulta dès-lors que le progrès ne put être que le fruit d'une révolution ; et la lutte s'établit nettement entre le principe conservateur et le principe progressif ; toute chance disparaissant pour l'établissement pacifique et rationel de l'amélioration pacifique que réclamait l'état social espagnol. Pendant le règne de Ferdinand le principe conservateur se trouvait au pouvoir ; par sa mort, il devint insurrectionnel, et le principe progressif prit sa place au pouvoir. Le seul moyen pour ce dernier de s'établir pacifiquement, était donc de vaincre son ennemi ; il ne le crut pas, et perdit dès-lors toute sa force et se mit à la merci des événemens, voulant faire valoir à son profit une légitimité qui faisait toute la force de son en-

nemi. C'est là toute l'erreur des ministres qui se sont succédés autour de la reine Christine. La légitimité ne réside pas, en effet, dans le fait d'une filiation charnelle; la légitimité traditionnelle se compose de la filiation morale de tous les élémens conservateurs qui accompagnent le fait matériel dont cette filiation est le symbole: voilà ce qui constituait don Carlos le représentant vivant de la légitimité traditionnelle de l'Espagne; il était le principe conservateur incarné.

La légitimité progressive se compose au contraire de toutes les virtualités en puissance d'être qui accompagnent l'existence d'une nation, et quelqu'en soit le représentant, il est le gouvernement le plus légitime qui existe; car il est l'expression même de la loi qui détermine les destinées de cette nation.

A ce titre, le trône d'Isabelle II était le fait progressif espagnol lui-même; mais pour éviter qu'il ne passât à l'état révolutionnaire, c'est-à-dire d'imposition violente, il fallait en faire une force indépendante, et marchant à son but; or, le gouvernement de la reine ne pouvait être une force qu'en cessant d'être à la merci de ses amis et de ses ennemis, et c'est ce que ne comprit pas M. Zéa, qui crut à l'établissement pacifique de ce gouvernement, avant d'avoir terminé la lutte,

qu'il regarda comme un accessoire ; il tomba, non devant les exigences populaires, qui se fussent tues en présence du succès, mais devant les défiances justement méritées par sa conduite faible vis-à-vis de l'insurrection.

M. Martinez de la Rosa, qui lui succéda, crut encore qu'il s'agissait uniquement d'un établissement politique et qu'il n'y avait qu'à s'assurer, en donnant une formule aux *desiderata*, qu'il puisait dans ses principes et ceux de ses amis, et il publia l'Estatuto. Il est permis de croire que cette formule, en effet, eût suffi au-delà aux exigences nationales, mais elles avaient un autre point de mire, la guerre ; et M. Martinez de la Rose eut le malheur de donner lieu à des défiances à cet égard, par sa désastreuse prétention à concilier ce qui était inconciliable. Il ne voulut pas voir que l'ennemi n'était pas seulement dans le camp de don Carlos, et que, ménager ses partisans et voulant les rallier, c'était ménager l'ennemi. Il tomba devant les défiances qu'il avait soulevées, et M. de Torreno lui succéda. Celui-ci se confiant dans l'appui de la France, regarda encore la guerre comme un accessoire, contre lequel il avait un recours certain dans l'existence étrangère : de là, de nouvelles défiances qui entraînèrent sa chute, comme celle des autres.

Il est donc certain que c'est la guerre et non la politique qui a tué les trois derniers ministres. M. Mendizabal paraît comprendre que c'est la guerre qui doit dominer la politique, et il l'a si bien compris que, laissant de côté toutes ces gardes nationales si fastueuses dans leur dévoûment, il leur a préféré cent mille soldats, qu'il lève aujourd'hui sur toute l'Espagne.

M. Mendizabal est donc dans la bonne voie; mais ses amis l'y laisseront-ils, eux qui n'ont pas compris qu'il fallait attaquer les ministres passés sur le terrain de la guerre et non de la politique; eux qui ont cru que l'honneur national exigeait qu'on continuât à flatter l'armée, à tromper la nation, au lieu d'avouer qu'on était vaincu, pour arriver à vaincre!

Là pourtant est toute la question; il ne s'agit pas de savoir si l'Espagne aura plus ou de moins la liberté, si son régime constitutionnel sera plus ou moins avancé; mais si elle aura la liberté ou le despotisme, une constitution ou l'inquisition.

NOTE FINALE.

Des circonstances indépendantes de la volonté de l'éditeur ont laissé s'écouler deux mois entre la date des derniers faits qui terminent cet écrit et sa publication; la nécessité de le publier, enfin, empêche de donner à ce qui s'est passé depuis lors le développement qu'il comporte : quelques mots suffiront pour le résumer. Les chambres s'assemblèrent en décembre pour voter une loi de finances et une loi électorale; ces deux lois résumaient toutes les exigences politiques et militaires. Le vote de confiance donna à M. Mendizabal toutes les facultés nécessaires pour terminer la guerre; MM. Martinez et de Torreno ne crurent pas devoir ou pouvoir s'y opposer, mais leur opposition se révéla dans la discussion de la loi électorale; elle triompha et des craintes de la chambre et de la patience du ministre; et ces mêmes hommes qui avaient été impuissans, comme gouvernement, eurent la triste gloire de réussir à rendre impossible le

gouvernement qui était destiné à réparer leurs fautes. Il n'y avait plus que deux choses possibles pour M. Mendizabal, ou se retirer devant la majorité des chambres, ou renvoyer les chambres. Il choisit d'abord le premier moyen; mais ceux-là mêmes qui avaient tout fait pour l'entraver, le supplièrent de rester au pouvoir; et il fit rendre à la reine un décret, par lequel la chambre fut dissoute, et une nouvelle fut convoquée pour le 19 mars. M. Mendizabal essaya de compléter son ministère avec les élémens de l'opposition dans la chambre, MM. Isturiz, Galiano, etc.; mais ils refusèrent, pour se réserver sans doute pour l'éventualité prochaine : et, en effet, les élections ayant éliminé le parti de MM. Torreno et Martinez, on vit poindre une opposition sourde contre M. Mendizabal, dans l'*Eco* et la *Révista,* journaux de ces mêmes membres de l'opposition, qui avaient refusé de se joindre à lui. Calcul coupable qui sacrifiait la patrie à une misérable ambition !

La question politique était donc toute entière dans le résultat de la session parlementaire nouvelle, et tout annonçait que M. Mendizabal, déjà dépassé, allait céder à de nouvelles combinaisons d'hommes et de choses.

Quant à la question militaire, elle était entièrement nulle et dominée par la question poli-

tique avec laquelle elle offrait une remarquable coïncidence par les efforts des journaux pour discréditer Cordova, et les intrigues de Mina pour lui succéder.

Le général Cordova était déjà ouvertement accusé de trahison, et après avoir offert sa démission plusieurs fois, il n'était plus retenu que par le désir de partager la fortune du premier ministre. Cependant, ce général avait réussi à rendre la situation de l'insurrection presque insoutenable. Deux fois don Carlos avait manqué sa belle; la première, en ne marchant pas sur Madrid après la défaite de Valdès; la seconde, en n'établissant pas la communication entre la Navarre et l'Aragon. Sa position militaire n'était donc plus tenable, et tous les chefs de l'insurrection le savaient très bien; mais ils savaient aussi que l'armée espagnole ne pouvait les forcer dans leurs montagnes, et qu'ils pouvaient y attendre les chances favorables résultant des fautes politiques de leurs adversaires. C'était-là leur unique planche de salut, et rien ne peut mieux démontrer la faute immense des hommes d'état, qui se sont chargés successivement de la fortune de l'Espagne, que d'avoir fait ainsi dominer la question militaire par la question politique, tandis que la situation leur faisait une loi de se proposer le but contraire.

NOTE DE LA PAGE 203.

(1) On a souvent répété, que c'était à la contrebande française que l'insurrection était redevable de son organisation matérielle, la note suivante insérée dans le *Moniteur du commerce* répond très bien à cette accusation, qui a été promenée dans tous les journaux de France et d'Angleterre; mais qui émane surtout de l'orgueil espagnol qui y trouve un moyen de justifier son impuissance.

» C'est une espèce de parti pris que de déclamer à tout propos contre l'inexécution par la France du traité de la quadruple alliance. Tous les faits réels ou prétendus, présentés à l'appui de cette opinion, sont adoptés sans examen, et les partisans même du gouvernement français ne trouvent d'autres moyens de le défendre que des dénégations sans preuves. Il est cependant bien facile de démontrer que l'opinion sur la *conduite* du gouvernement français est fort erronée.

» La question de contrebande par les Pyrénées a jusqu'ici été fort mal posée. Jamais douane n'a pu parvenir et ne parviendra jusqu'à la prohibition absolue. Les marchandises anglaises pénétraient en France malgré toute la puissance et la volonté *impériale*, et sur cette même frontière des Basses-Pyrénées, l'armée anglaise, en 1814, recevait ses approvisionnemens de France, même à travers l'armée française. Ces deux faits, à l'appui desquels on pourrait en citer mille autres, doivent suffire pour montrer qu'il est impossible de tenir une frontière hermétiquement fermée.

» La question est donc, non pas dans le fait qu'il est passé des objets prohibés par la frontière; mais, d'une part, de savoir si l'on a fait tout ce qu'il était possible de faire pour empêcher la contrebande, et de l'autre quelle a été l'utilité de cette contrebande pour les carlistes.

« Sans parler des difficultés des terrains que tout esprit impartial doit reconnaître sur une frontière de montagnes aussi étendue, une chose me frappe d'abord au milieu de toutes ces accusations contre la France : c'est que je n'ai jamais vu indiquer un moyen qu'elle ait négligé, un moyen pour elle de faire mieux qu'elle n'a fait, c'est-à-dire que tout repose sur des allégations de la vérité desquelles on ne s'inquiète guère. Le fait le plus saillant que l'on ait cité, est celui d'une centaine de chevaux équipés complètement, destinés à l'armée de don Carlos, auxquels les portes de Bayonne auraient été ouvertes de nuit, à heure tout à fait indue. On n'a pas réfléchi d'abord que le fait, fût-il possible, ne serait guère probable. Les portes ne peuvent s'ouvrir de nuit sans la permission du commandant de la place ; cent chevaux et plus ne sortent pas, surtout dans la nuit, avec assez de mystère et de silence pour supposer qu'un officier supérieur eût à la fois l'infamie et la maladresse de tenter une pareille opération de contrebande. Mais il y a plus que cela : Bayonne est à 15 ou 18 milles, en ligne droite, du point le plus rapproché de la frontière ; tous les postes de troupes de douane sont en avant de Bayonne ; il y a plus encore : cent ou deux cents chevaux peuvent entrer, sortir de Bayonne en plein midi, quelle que soit leur destination réelle, parce que la circulation des chevaux est tout à fait libre dans l'intérieur. On ne peut les arrêter qu'à la dernière ligne, en flagrant délit de passage de la frontière, ce qui, on en conviendra, n'est pas facile avec le secours de la population tout entière qui favorise la contrebande. Les hommes désertent les travaux des champs pour la faire ; les femmes, les enfans aident les hommes, surveillent les douaniers, et les soldats servent d'éclaireurs aux bandes ; ceux même qui ne participent pas directement à la contrebande s'en rendent complices, même sans intérêt ; le commerce tout entier se livre à la contrebande, et le jury acquitte tous les contrebandiers.

« Le gouvernement français a prohibé complètement les armes et munitions. Il en est passé aux carlistes, personne ne peut en douter ni s'en étonner, sans pour cela que l'on puisse accuser la France de mauvaise foi ou ses agens d'infidélité, de trahison.

« Le gouvernement français a fait plus certainement que l'on n'a fait, que l'on n'aurait pu faire en Angleterre, où le respect de la loi ne souffre point d'atteinte. Il a restreint la sortie de cer-

taines marchandises, dont l'exportation est permise par la loi de douanes aux points occupés par les troupes christines; et comme ces troupes ont été éloignées de toute la frontière de terre par les carlistes, il en résulte en fait la prohibition de sortie de marchandises que la loi permet d'exporter. Les draps sont dans cette catégorie. Il en a passé, il en passe aux carlistes: peut-on en douter? peut-on s'en étonner? Les contrebandiers sont gens fort peu scrupuleux de leur naturel; mais un négociant honnête doit-il lui-même reculer devant un commerce que la loi lui permet et que l'administration lui défend?

« Voyons maintenant quelle est en réalité la contrebande qui se fait par les Pyrénées. L'armée de don Carlos compte 18000 hommes à l'armée active, 12000 hommes dans la province. Voilà bien 30,000 fusils. Elle a au plus 600 hommes de cavalerie, elle a 18 ou 28 pièces d'artillerie, sans compter les grosses pièces et les mortiers devant St.-Sebastien et Guetaria. Voici un état fort curieux et fort exact, je puis vous le garantir, de ce que les carlistes ont enlevé à l'armée christine dans l'espace de cinq semaines, sous Zumalacarreguy, du 3 mai au 11 juin. Il servira à vous donner une idée de l'origine d'une grande partie de l'armement des carlistes:

	Soldats.	Officiers.	Chevaux.	Artillerie.
Mai 1835. — Le 3, Guernica,	2	»	»	3
4, Treviño,	450	8	8	»
6, Ventaizio,	40	2	»	»
18, Tubas,	36	1	26	»
25, Sigues,	25	1	»	»
28, Déroute d'Oraa dans le Bastan (1)	600	30	6	»
Juin. 2, Arieta,	25	2	6	»
3, Baçurga,	1200	26	»	»
3, Villafranca,	300	14	4	»
5, Tolosa,	»	»	»	3
5, Navardien,	46	2	13	3
7, Durango,	28	1	»	3
9, Bergara,	1740	36	»	5
8, Eybar,	216	6	4	1
4, Ochandiano,	334	»	»	»
Si l'on y ajoute seulement l'affaire d'Odorse le 20 juillet 1834,	734	11	24	«
Celle de Viana, de Carondelet,	1500	»	250	2
Et l'on aura pour total	7276	142	343	20

(1) Le 4me. régiment de la garde espagnole qui a été reçu à Madrid avec tant d'honneurs, était à cette affaire honteuse où il n'y eut pas un homme tué.

« Or, chaque prisonnier a non seulement son fusil, mais dans les déroutes on prend beaucoup plus de fusils que d'hommes. Nous n'avons point compté la déroute de Valdès dans les Andresas, où les christinos abandonnèrent 1800 à 2000 fusils. Nous ne tenons pas compte d'une foule de petites affaires, et cependant on peut hardiment conclure de ce tableau que 10 à 12000 fusils ont été pris par les carlistes aux christinos. Il est bien évident qu'il en restait un très grand nombre aux volontaires royalistes. On ne peut nier qu'il ne soit arrivé par mer beaucoup d'armes aux carlistes; on ne peut nier qu'il ne leur en vienne de l'intérieur de l'Espagne; on ne peut nier enfin qu'ils n'en fabriquent un grand nombre. Les principales fabriques de fusils sont à Eybar et à Ecala; mais il y a un très grand nombre de petits ateliers répandus dans les villages. C'est à Palencia que se terminent, que s'ajustent les armes. C'est de là qu'elles partent pour être distribuées. On y a fait jusqu'à 700 fusils par mois; on en a réparé, remis à neuf un pareil nombre.

« Que reste-il donc pour la contrebande des armes par les Pyrénées? c'est bien, comme je vous assure, au quartier général de don Carlos que onze cents fusils sont parvenus par cette voie l'année dernière. On sait bien aussi à Bayonne quel en a été l'expéditeur; mais hors cet envoi ce ne sont que des expéditions sans conséquence, qui ont été faites, et le nombre total ne dépasse certainement pas deux mille, s'il y arrive.

« Les fabriques de poudre ont été aussi en partie alimentées par la contrebande française; mais le salpêtre par cette voie est devenu si cher que la fabrique de San Esteban a été à peu près abandonnée. Les carlistes reçoivent encore de faibles quantités pour conserver leurs relations; mais ils ne font plus de commandes en France. La principale fabrique de poudre est à Zudaire dans les Amescoas; et c'est ce fait seul qui indique la vérité de mon observation, puisqu'ils ont éloigné leur fabrication de poudre de la frontière.

« J'ai dit qu'on ne pouvait mettre en doute que les carlistes eussent reçu des armes et des munitions par la voie de la mer. On se rappelle le bâtiment arrêté par la *Reyna gobernadora* et la galiote hollandaise arrêtée ensuite par l'*Isabelle II*. Ces deux prises doivent certainement suffire pour indiquer qu'il a été fait des expéditions aux carlistes, et que pour deux bâtimens saisis il

a dû en arriver plusieurs à destination. Mais c'est par des chaloupes que ces expéditions ont lieu, par de très petits bâtimens qui peuvent échapper plus facilement aux croisières, qui peuvent aborder partout. Ce ne sont point des expéditions politiques. La seule prise de la *Reyna gobernadora* avait été armée et chargée par la princesse de Béïra ; la galiote hollandaise et celles qui sont parvenues ne sont que des opérations particulières, sans commandes, faites par le commerce à ses risques et périls, parce qu'il est sûr de trouver de bons prix.

« Il a peut-être passé de 300 à 400 chevaux par les Pyrénées, depuis le commencement de la guerre. Ces chevaux, presque tous trop jeunes ou tarés, ont en grande partie succombé aux fatigues, aux maladies ; les 600 chevaux actuels de la cavalerie carliste proviennent d'abord des 350 ou 400 qu'ils ont pris aux christinos, qui étaient bons, forts, accoutumés à la fatigue ; de ceux qu'ils ont pris à leurs propres officiers d'infanterie, de ceux qu'ils ont tirés de la Castille et de l'Aragon. Les chevaux venant de France sont maintenant sévèrement examinés ; les contrebandiers trouvent le débit de ceux refusés par la cavalerie, parmi les officiers d'infanterie.

« Quant aux draps pour habiller les troupes, il faut d'abord constater qu'elles ne sont pas très bien habillées. Il est très sûr qu'une partie des draps est tirée du côté de Bilbao ; ceux là ne sont pas d'origine française ; il est très sûr encore que de fortes quantités sont parties de Bordeaux par le cabotage, ainsi que je l'ai dit, et par la raison que j'ai dite aussi, que l'exportation des draps est permise en France. Il reste encore une partie qui passe par la frontière des Pyrénées ; mais ce n'est certainement pas, et à beaucoup près la plus considérable.

« Vous le voyez, ce n'est point un redoublement de surveillance de la part du gouvernement français que les carlistes ont à craindre : c'est le seul manque d'argent ; avec de l'argent, et malgré tous les gouvernemens, ils tireront, comme ils ont fait, de France, de Hollande, d'Angleterre et d'Espagne même tout ce dont ils auront besoin, sans qu'on puisse accuser que la seule avidité du commerce. »

Numéros.	NOMS des PROCURADORES.	VOTES Pour le Ministère	Contre le Ministère	PROVINCES.
1	Martinez de la Rosa.....			Granada.
2	Conde de Toreno.........			Oviedo.
3	Moscoso de Altamira....			Lugo.
4	Medrano..................			Ciudad Real.
5	Huberto y Muñoz........	23		Granada.
6	Espeleta..................	22		Navarra.
7	Juan.......................	22		Huelva.
8	Salvador Campillo.......	21		Teruel.
9	Cayetano Melendez......	20		Segovia.
10	De la Riva Herrera......	21	1	Burgos.
11	Marques de Falces......	21	1	Jaen.
12	Jacinto Romarate........	21	1	Vizcaya.
13	Bonel y Orve.............	19		Granada.
14	Miguel de Cosio..........	19		Segobia.
15	Gines Serrano............	19		Cuenca.
16	Coton y Zuñiga..........	19		La Coruña.
17	Conde de Adanero......	20	1	Valladolid.
18	Marques de Valladares.	20	2	Orense.
19	Miguel Polo..............	20	2	Castellon de la Plana
20	Otazu......................	20	2	Alava.
21	Cipriano de la Riba.....	18	1	Burgos.
22	Agreda.....................	18	1	Sevilla.
23	Montenegro..............	16		Pontevedra.
24	Degaray....................	17	1	Zaragoza.
25	De la Vega y Rio.........	19	3	Lugo.
26	Marques de S. Simon...	18	3	Islas Baleares.
27	De Ochoa..................	16	2	Toledo.
28	Pleix:......................	16	2	Lerida.
29	Ruiz de Bucesta.........	15	2	Logroño.
30	Anaya......................	16	2	Toledo.
31	Marq. de Montenuevo..	14	1	
32	Navia y Osorio...........	16	3	Oviedo.
33	Lopez del Baño..........	15	2	Sevilla.
34	Paez Jaramillo...........	12		Madrid.
35	De la Torre y Mudara...	16	4	Toledo.
36	Llano y Chavarri.........	15	5	Barcelona.
37	Marques de Espinado...	13	1	Murcia.
38	Sebastian Cuesta	13	1	Pontevedra.
39	Ayala.......................	13	2	Puerto Rico.

Numéros.	NOMS des PROCURADORES.	VOTES Pour le Ministère	VOTES Contre le Ministère	PROVINCES.
40	Alcantara Navarro.......	11		Malaga.
41	Vazquez Queipo..........	11		Lugo.
42	Vazquez Moscoso.........	13	3	La Coruña.
43	Ventura Mena............	13	8	Badajoz.
44	Vicente Badillo...........	10		Ciudad Real.
45	Llorente y Pastor........	9		Pontevedra.
46	Aguirre Solarte..........	14	5	Vizcaya.
47	Sampons y [illegible]rba.........	12	3	Barcelona.
48	Gonzalez Perez...........	13	4	Sevilla.
49	Rafael Rodas.............	10	1	Malaga.
50	José Viñals...............	9		Gerona.
51	Andres de Arango.......	10	1	Habana.
52	Conde de Villamena.....	8		Granada.
53	Camps y Soler...........	8		Islas Baleares.
54	Crespo de Tejada........	13	5	Toledo.
55	Marques de Montesa....	12	4	Ciudad Real.
56	Pablo Santafé............	13	5	Huesca.
57	Juan Subergase..........	12	1	Valencia.
58	Puch y Bautista..........	9	4	Murcia.
59	Crespo Rascon...........	7		Salamanca.
60	Marques de Torremejia.	10	3	Tarragona.
61	Marques de Villagarcia.	8	2	Pontevedra.
62	Fontagud Gargollo......	14	5	Madrid.
63	Rodriguez Paterna.......	13	6	Albacete.
64	Marques de Astariz......	8	2	La Coruña.
65	Rafael Cabanillas.........	7	1	Ciudad Real.
66	Palandarias...............	9	3	Barcelona.
67	Ramon Ciscar............	10	4	Gerona.
68	Joaquin Tosquellos......	10	1	Castellon de la Plena
69	Marques de Someruelos.	12	6	Logroño.
70	Alvarez Prestañana......	12	6	Orense.
71	Quintana de Llerena....	6	1	Canarias.
72	Marques de Villacampo.	7	2	Burgos.
73	Ciscar y Oriolo...........	7	2	Valencia.
74	Gonzalez Nieto...........	4		
75	Pardo Bazans.............	5	1	Pontevedra.
76	Honorato de Puig.......	7	3	Barcelona.
77	Burgos y Tollo...........	3		Granada.
78	Rincon Pardiñas.........	3		La Coruña.

Numéros.	NOMS des PROCURADORES.	VOTES Pour le Ministère	VOTES Contre le Ministère	PROVINCES.
79	Francisco de Perpiña...	3		Tarragona.
80	Ramon de Marichalaz...	4	1	Navarra.
81	Francisco Redondo......	10	7	Palencia.
82	Orense y Rabago.........	11	8	Palencia.
83	Carrillo de Albornoz....	12	9	Malaga.
84	Montes de Oca............	5	3	Cadiz.
85	Maria de Losada.........	1		Orense.
86	Bernado Vitoria..........	4	3	Alicante.
87	Depuga......................	6	5	Orense.
88	Eduardo Galioey.........	7	6	Malaga.
89	De Caceres................	9	8	Salamanca.
90	Pedro Marte..............	4	3	Tarragona.
91	Francisco Villalasar.....	5	5	Santander.
92	José Porres...............	2	2	Gerona.
93	Antonio Ayanya..........	2	2	Valencia.
94	Montalro y Castaneda...	1	1	Habana.
95	Jocobo de Flores.........	3	4	La Coruña.
96	Romo y Gomboa..........	1	1	Guadalajara.
97	Antonio Lazata............	1	1	Barcelona.
98	Miguel Cortes.............	1	1	Teruel.
99	Luis de San Clemente...	4	4	Soria.
100	Calderon y Collantes....	5	5	Orense.
101	(Padre) Cano Manuel...	4	5	Albacete.
102	Bonco y Villalonga.......	1	2	Islas Baleares.
103	Diez de la Cortina		1	Sevilla.
104	Alvarez de Garcia........	1	3	Valladolid.
105	José Cisear.................		2	
106	Conde de Almodovaral.	7	10	Valencia.
107	Domingo Cañaveral......	1	4	Cordova.
108	Deleon Bendicho.........	6	9	Malaga.
109	Domeneq y Victor.......	7	10	Cadiz.
110	De Torres y Solano......	2	6	Huesca.
111	Manuel de Villachica...		4	Zamora.
112	Faustino Sanz.............		4	Valladolid.
113	Manuel Pañejo............		4	Sevilla.
114	José de San Justo........		4	Puerto Rico.
115	Carillo Manrique.........	3	8	Guadalajara.
116	Sanchez Tescano.........	3	8	Cordova.
117	Heredia y Gordinez.....	5	10	Huesca.

Numéros.	NOMS des PROCURADORES.	VOTES Pour le Ministère	Contre le Ministère	PROVINCES.
118	Bermudez del Villar....	3	8	La Coruña.
119	Javier del Rey............	2	8	Burgos.
120	Martinez del Tejar.......		6	Avila.
121	Ramon Becerra.		6	Lugo.
122	Villanueva y Aloz.......	2	8	Badajoz.
123	Morales.	4	11	
124	Pedro Ontiveros..........		7	Caceres.
125	Maria de Cecar...........	3	10	Cuenca.
126	Pedro Justez.............	2	10	Valencia.
127	Miguel Osca..	2	10	Alicante.
128	Carlos de Oñis...........	2	10	Salamanca.
129	Antonio Acuña.		8	Jaen.
130	Augustio Arguelles......		8	Oviedo.
131	Torrens y Miralda.......	1	10	Barcelona.
132	Toledo y Muñoz..........	1	10	Granada.
133	Garcia Carrasco..........	5	15	Caceres.
134	Polo y Monje.............	2	12	Zaragoza.
135	Paco Canovas.............		10	Almeria.
136	Juan Palarea.............	3	13	Murcia.
137	Pio Laborda..............	3	14	Zaragoza.
138	José Claros	3	14	Badajos.
139	Francisco Serrano.......	3	14	Jaen.
140	Fernando Butron.........	3	14	Zamora.
141	Fr. Garcia de Ulloa......	4	15	Cadiz.
142	Rodrigo Aranda		11	Jaen.
143	Ferrer		11	Guipuzcoa.
144	Alcala Galiano............		11	Cadiz.
145	Isturiz.		11	Cadiz.
146	José Somora.............	2	14	Alicante.
147	Marcos Marin.............	3	16	Badajoz.
148	Manuel Pedro.............	3	16	Teruel.
149	Ruiz de Carrion..........	2	15	Valencia.
150	Thomas Dominguez.....	1	14	Malaga.
151	José Cuevas.		13	Castellon de la Plana
152	Acevedo	3	17	Oviedo.
153	Dias Gonzalez..	2	16	Léon.
154	Belda y Acsencio.	3	18	Alicante.
155	Fernandez Blanco.......	2	17	Leon.
156	Florez Estrada...........	1	16	Oviedo.

Numéros.	NOMS des PROCURADORES.	VOTES Pour le Ministère	Contre le Ministère	PROVINCES.
157	M^s de la Guardare Real.	1	16	Madrid.
158	Lopez de Pedrejas.......		15	Cordova.
159	Ortiz de Velasco..........	2	18	Zaragoza.
160	Antonio Mantilla.........	2	18	Leon.
161	Marsel y Madia...........	1	17	Madrid.
162	Rodriguez Sera...........	1	18	Albacete.
163	Conde de Huse............		17	Sevilla.
164	Garcia de Mocha.........	1	19	Caceres.
165	Visedo	2	20	Alicante.
166	Trueba y Cosio...........	1	18	Santander.
167	Juaquin Marques........	1	20	Alicante.
168	Calderon de la Barca....	1	20	Madrid.
169	Alcade Zamora...........		19	Ciudad Real.
170	Juaquin Mª Lopez.......		19	Alicante.
171	Belmonte..................		20	Cuenca.
172	Marq. de Montevirgen.	1	22	Leon.
173	Pizarro		21	Huelva.
174	Miguel Chacon............		21	Almeria.
175	Antonio Gonzales.........		22	Badajoz.
176	Cano y Manuel Chacon.		22	Cuenca.
177	Conde de las Navas......		22	Cordova.
178	Moranda y Olmadilla....		29	Lugo.
179	Fermin Caballero........		23	Cuenca.
180	Juaquin Carrasco........		24	Almeria.

FIN.





